ENTE-DEUXIÈME ANNÉE — Nº 9430 — 44 PAGES — MARDI 13 MAI 1975

**NOUVEL ACCORD a été signé [...]e la C.E.E. et Israël**

LIRE PAGE 41

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23 Paris
Télex Paris nº 65572
Tél. : 770-91-29

ACCUEILLI AVEC DES ÉGARDS EXCEPTIONNELS

## Teng Hsiao-ping veut imprimer un nouvel essor aux relations franco-chinoises

*Le premier vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, est arrivé lundi matin 12 mai à Orly par avion spécial. Il a été accueilli par MM. Chirac et Sauvagnargues. Les ambassadeurs de Chine en France et de France en Chine étaient également présents. M. Teng Hsiao-ping est notamment accompagné du ministre chinois des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua.*

*Des égards habituellement réservés aux chefs d'Etat ont été prévus pour le premier vice-premier ministre chinois, qui réside, comme avant lui les présidents égyptien, irlandais et ouest-allemand, à l'hôtel Marigny. Dès lundi après-midi, M. Teng Hsiao-ping devait avoir un premier entretien avec M. Chirac en présence des deux ministres des affaires étrangères, des deux ambassadeurs et de trois experts de chaque délégation. Deux entretiens sont d'autre part prévus mardi et mercredi avec le président Giscard d'Estaing, toujours en présence de membres des deux délégations.*

Saluant la délégation chinoise, M. Chirac a notamment déclaré : *« Votre visite est une preuve de l'intérêt que la Chine et la France éprouvent l'une pour l'autre. Elle est un témoignage de nos relations amicales. Elle est une occasion de renforcer dans tous les domaines notre coopération.*

*» Nous nous félicitons donc, monsieur le vice-premier ministre, de cette visite et nous nous réjouissons des conversations que vous aurez, au cours des prochains jours, avec M. le président de la République et avec moi-même.*

*» A l'issue de votre séjour à Paris, vous allez, monsieur le vice-premier ministre, parcourir quelques-unes des provinces françaises. Vous pourrez vous rendre compte de nos réalisations industrielles et agricoles, ainsi que du mode de vie des Français d'aujourd'hui. Cette France actuelle, si différente de celle que vous avez connue, s'adapte résolument aux réalités du monde moderne, mais elle ne renie pas, vous en serez le témoin, ses valeurs les plus précieuses. Vous y retrouverez, en particulier, l'amitié qui, par-delà vous-même, s'adresse au peuple chinois. »*

Dans sa réponse, M. Teng Hsiao-ping a exprimé le souhait que les relations franco-chinoises se développent encore davantage à la suite de sa visite en France : *« La France est un pays où j'ai fait un séjour dans ma jeunesse,* a-t-il dit. *L'hospitalité chaleureuse du peuple français m'a laissé une impression profonde. Aujourd'hui, il m'est très agréable d'y revenir en visite. Ce qui me réjouit tout particulièrement, c'est que depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1964, les rapports entre nos deux pays se sont développés sans cesse. Et c'est avec le vœu sincère de voir se développer davantage les relations sino-françaises que je viens faire cette visite dans votre pays. Je suis convaincu que nos entretiens permettront d'approfondir encore notre connaissance mutuelle et d'imprimer un nouvel essor aux bonnes relations existant entre nos deux pays. »*

M. Teng Hsiao-ping a ensuite rendu hommage à la *« glorieuse tradition révolutionnaire »* et à *« l'esprit d'initiative historique »* du peuple français, pour qui le peuple chinois *« éprouve un profond respect et une vive admiration »*.

A Pékin, notre correspondant indique que l'importance attachée par les dirigeants chinois au voyage de M. Teng Hsiao-ping a été soulignée par la venue à l'aéroport, au cœur de la nuit, de cinq membres du bureau politique. Les diplomates français groupés à 3 heures du matin (heure locale) au pied de la passerelle d'accès virent en effet, arriver sous les projecteurs les quatre vice-premiers ministres situés immédiatement après M. Teng Hsiao-ping dans la hiérarchie gouvernementale.

(Lire nos informations page 2.)

### [...]in s'interroge

[...]Chine reçoit beaucoup, ses [...]ts se déplacent eux-mê[...] peu. Le fait que le voyage [...]ce de M. Teng Hsiao-ping [...]ord été souhaité à Paris [...] haut responsable chinois [...]endre la visite de Georges [...]ou à Pékin en 1973 pour [...]re d'envisager un nouveau [...] officiel français en Chine [...] rien à l'importance du

[...]ste est significatif par le [...]e dans lequel il intervient. [...]e chinois d'abord : après [...]n, au mois de janvier der[...]e la nouvelle Assemblée [...]le du peuple, la Chine est dans une phase de stabili[...] de remise en place de ses [...]ions. De même qu'après la [...]ion culturelle la diplomatie [...]e avait connu une phase [...]se activité, la période [...] se caractérise par une [...]ture vers l'extérieur. La [...]en a la primeur parmi les [...]ccidentaux.

[...]ontexte international, d'an[...]t, offre des conditions nou[...] à la diplomatie chinoise, [...]différentes de celles qui [...]aient les conversations de [...]s Pompidou et de M. Chou [...] en 1973. Une phrase pro[...] alors par le premier mi[...] chinois devant son hôte [...]is paraît aujourd'hui pro[...]ue. « A l'heure actuelle, [...]il, ce qui caractérise la [...]on internationale, ce n'est [...]ne tranquillité universelle, [...]de grands bouleversements [...] le monde. » C'est en Asie, [...]a sphère de mouvance de [...]e, que ces bouleversements [...] considérables. On n'a pas [...] mesurer les répercussions [...]stallation à Saigon et à [...]-Penh d'équipes révolu[...]ires.

[...]rance a tenté, sans appa[...]nt y réussir, de jouer un [...]ns cette nouvelle donne, ne [...]ce que pour y conserver [...]es cartes. Les positions [...] a eu ainsi l'occasion de [...]e, fût-ce tardivement, de[...] au moins permettre d'éli[...] certaines des divergences [...] séparaient de la Chine en

[...]n, l'affaiblissement de la [...]ce américaine offre, lui [...]un contexte nouveau pour [...]versations franco-chinoises. [...]inois avaient apprécié les [...]ces gaulliennes de Georges [...]dou à l'indépendance natio[...]t au refus de toute ingé[...]étrangère. On tient toujours [...]is le même langage, mais [...]ng Hsiao-ping sera sans [...] curieux de vérifier quelle [...]ination on y met. De la [...]ique, avec M. Ford, à Ram[...]t, face à M. Brejnev, M. Gis[...]'Estaing a manifesté devant [...]fs des superpuissances une [...]hension que l'on n'a pu [...]er de relever à Pékin. Pa[...]rès tout, accorde-t-il plus de [...] l'indépendance qu'à cette [...]e que les Chinois, pour leur [...]jugent trompeuse ?

[...] positifs seront jugés les ef[...]de la diplomatie française [...]obtenir que l'Europe se dé[...]e nettement des Etats-Unis, [...]ans sa politique étrangère [...]néral que sur le chapitre [...]ulier des relations avec le [...]monde. En décidant de nom[...]n représentant auprès de la [...]unauté, la Chine vient en[...] de montrer tout l'intérêt [...] porte au développement [...] Europe politique. Cepen[...] là encore un tel vœu reste [...]loigné de la réalité, et Pé[...]uhaiterait savoir si Paris, à [...]ard, a su tirer toutes les [...]sions qui s'imposent après [...]entes défaites américaines. [...]rance, en d'autres termes [...]-t-elle aujourd'hui la prio[...] la consolidation d'un monde [...]ique ébranlé, mais toujours [...]é par les Etats-Unis, ou à [...]issance d'un équilibre nou[...] où l'Europe s'efforcerait de [...]cher sur ses propres jam[...] La paix doit-elle — ou [...]lle — reposer sur l'actuel [...]bre des forces dans le [...]e ?

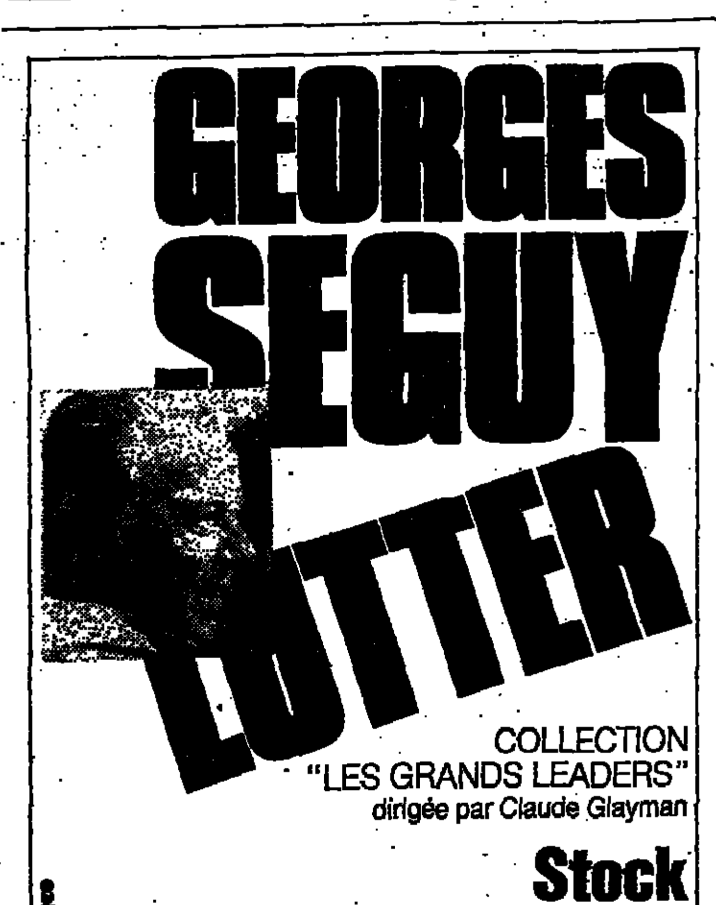
[...]t très certainement la ques[...]ssentielle sur laquelle à Pé[...]n souhaite connaître l'opi[...] de Paris.

**La situation en Indochine**

**VIETNAM DU SUD : le gouvernement sera « provisoire » jusqu'aux élections.**

**LAOS : la gauche dirige désormais les forces armées.**

(Lire nos informations p. 2 et 3)




A la conférence de l'Organisation des États américains

## M. Kissinger annonce son intention de lever l'embargo contre Cuba

**M. Kissinger vient de faire un geste en direction de Cuba. A Washington, les pays membres de l'Organisation des Etats américains ont décidé, avec son accord, de mettre au point une procédure permettant de lever dans un délai relativement bref l'embargo sur le commerce avec La Havane.**

### Un geste attendu

Depuis la signature, en février 1973, de l'accord sur la piraterie aérienne, divers contacts ont été pris entre les Etats-Unis et Cuba engendrant des spéculations sur un rapprochement rapide. Il y eut d'abord le voyage à La Havane, en février 1974, de M. Cyrus Eaton, un homme d'affaires influent qui fut sous Khrouchtchev un des grands artisans de la détente avec l'U.R.S.S. Puis, en juin de la même année, le séjour de M. Pat Holt, secrétaire de la commission du Sénat pour les affaires étrangères, première personnalité officielle — encore que non élue — autorisée « à regret », selon M. Kissinger, à visiter l'île depuis 1961. Divers membres du Congrès ont suivi son exemple, alors que les industriels des « pays amis » grignotaient peu à peu le fameux blocus économique. Ainsi, à la fin de 1974, des firmes argentines, pourtant filiales de sociétés américaines, vendaient à Cuba des milliers de voitures Ford et Chevrolet. En recevant M. McGovern, ancien candidat démocrate à la présidence en 1972, M. Fidel Castro a fait un geste : au lieu d'exiger une nouvelle fois l'abandon total de l'embargo, il a affirmé que l'envoi de navires transportant de la nourriture ou des médicaments *« aiderait beaucoup »* à détendre l'atmosphère. M. Kissinger a compris l'intérêt de cette démarche : il a annoncé qu'il avait pour résoudre les difficultés américano-cubaines un *« scénario »* et que, assez rapidement, il le ferait connaître.

Le secrétaire d'État pouvait ainsi faire d'une pierre deux coups : l'Organisation des États américains tient, depuis le 8 mai, à Washington, sa réunion *annuelle. Ces dernières années,* un nombre croissant de pays membres de l'O.E.A. ont demandé la réintégration de Cuba, exclu en 1964. Il serait simpliste de croire que ce serait assez pour modifier profondément l'attitude des Etats-Unis. Et puis, le gouvernement de La Havane ne veut pas retourner dans une organisation qu'il considère comme entièrement inféodée aux Etats-Unis.

Ce que M. Kissinger veut freiner, ce n'est pas tant la mise en place d'une nouvelle structure de dialogue, par laquelle l'ensemble sud-américain se donnerait une image plus satisfaisante de lui-même, que certaines expressions de nationalisme économique. La diplomatie américaine sait que le risque de révolution, ou même de virage à gauche en Amérique latine, est, pour le moment, limité. Beaucoup plus gênantes, dans une conjoncture économique internationale difficile, sont les dispositions prises par certains pays, qui réduisent considérablement la rentabilité des investissements américains, leur imposent des conditions draconiennes de prise de participation, voire renversent certains courants d'exportation. Une étude de la revue *Fortune* (août 1974) montre que le capital américain est avant tout inquiet de voir certains pays, l'Argentine ou la Colombie, par exemple, parvenir à exporter aux Etats-Unis ou vers leurs voisins les produits manufacturés d'une industrie financée par des capitaux locaux ou non-américains.

ALAIN-MARIE CARRON.

(Lire la suite page 5.)

LE DOLLAR RESTANT FAIBLE

## La livre sterling continue de baisser

Alors que les gouverneurs des banques centrales sont réunis à Bâle, comme ils ont l'habitude de le faire chaque mois, la livre sterling continue à s'affaiblir sur les marchés des changes. Elle valait à Paris, lundi matin, 9,38 francs contre environ 9,44 vendredi après-midi. A Londres, on cotait 2,30 dollars pour une livre sterling (contre 2,32). Dans l'interview qu'il a donnée dimanche à la télévision, M. Harold Wilson n'a annoncé aucune mesure concrète pour le proche avenir.

Après la décision annoncée par M. Giscard d'Estaing de faire rentrer le franc dans le « serpent », le dollar est resté à un niveau très bas sur toutes les places : il valait lundi matin à Paris 4,0775 francs. (Lire l'article de Jean Wetz page 7.)

L'affaiblissement continuel de la livre sterling fait sans doute l'objet d'échanges de vue entre les gouverneurs des banques centrales actuellement réunis à Bâle, bien que pour l'instant l'adoption de mesures concertées pour essayer de rétablir la confiance dans la devise britannique paraisse peu probable. La Banque d'Angleterre semble bien être intervenue pour enrayer la chute de sa monnaie. C'est ce que l'on conclut en général des dernières statistiques publiées à New-York par la Banque fédérale de réserves, et qui font état d'une diminution de 353 millions de dollars pendant la première semaine du montant des fonds d'Etat américains détenus pour compte étranger. Le plus clair de cette *réduction proviendrait de ventes* effectuées par l'Institut d'émission britannique pour se procurer les liquidités nécessaires au rachat de livres sterling sur le marché.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 40.)

## LA CRISE DE L'ÉNERGIE

**Le débat sur la politique de l'énergie s'ouvrira mercredi, vers 16 heures, à l'Assemblée nationale, par *une déclaration de M. d'Ornano, ministre de* l'industrie et de la recherche.**

**Les neuf grévistes de la faim — dont deux agents de l'E.D.F. — qui jeûnent depuis vingt-deux jours pour protester contre le programme nucléaire se sont rendus ce lundi au siège du Grand-Orient de France, à Paris, après être allés samedi à Notre-Dame et dimanche au temple protestant du Louvre. Ces démarches « non violentes » contrastent avec les incidents qui ont *opposé cinq cents manifestants aux gendarmes* mobiles, dimanche, sur le site nucléaire de Braud-Saint-Louis (Gironde).**

**En revanche, les mille personnes membres d'associations suisses, françaises et allemandes, qui depuis le 1er avril occupaient le site de Kaiseraugst, près le Bâle (Suisse), ont décidé d'évacuer le terrain.**

### I. — Renaissance du politique

par JULIEN SCHVARTZ (*)

La brutale augmentation des prix du pétrole brut intervenue en octobre 1973 et en janvier 1974 a conduit les pouvoirs publics à prendre une série de mesures visant à adapter l'économie française aux nouvelles conditions du marché énergétique mondial : d'une part, des mesures étaient adoptées favorisant les économies de pétrole et d'énergie en général ; d'autre part, le gouvernement tentait de rattraper le retard apporté au programme nucléaire fixé par le VIe Plan, en décidant de lancer la construction de treize centrales de mille mégawatts en 1974 et en 1975. Des perspectives à plus long terme étaient tracées, une hypothèse de construction de cinquante centrales *de mille mégawatts* avant 1985 étant rendue publique ; enfin, un recensement des ressources domestiques était entrepris dans le domaine du charbon, de l'hydraulique, de la géothermie.

A côté de ces mesures techniques, le gouvernement Messmer prenait deux initiatives qui ont été mal appréciées par l'ensemble des observateurs. Un conseil supérieur de sûreté nucléaire était créé pour éclairer le gouvernement sur les problèmes de sécurité et les menaces sur l'environnement que pouvait impliquer le programme nucléaire. En même temps, une délégation générale à l'énergie était mise en place auprès du premier ministre.

Ainsi était marquée, d'une manière tout à fait claire, la volonté du gouvernement d'affirmer que les choix énergétiques relevaient bien, non d'un ministère technibien non d'un ministère technique mais du pouvoir politique, et d'une synthèse permanente, faite par le chef du gouvernement lui-même. Celui-ci, pour avoir la possibilité d'arbitrer entre les exigences de la technique, de l'économie, de l'écologie et du social, voulait disposer directement d'un instrument d'action qui échapperait à la logique des directions administratives ou techniques et à celle des grandes entreprises nationales. A partir de ces éléments, l'année 1974 devait être celle du débat énergétique et le Parlement devait être saisi dès sa session de printemps.

Les circonstances en ont décidé autrement. La mort du président Pompidou a reculé l'heure du débat public. Par la suite, une série de dispositions étaient prises par la nouvelle équipe gouvernementale, dispositions qui, à mon sens, ont fâcheusement interverti l'ordre des facteurs et bouleversé la logique de la construction mise en place au début de l'année 1974.

(Lire la suite page 12.)

(*) Député (U.D.R.) de la Moselle, rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur les sociétés pétrolières.

AU JOUR LE JOUR

### Question de date

*Les calendes grecques se situeraient-elles en octobre 1977 ? C'est la date qui vient d'être fixée pour l'application de la réforme Haby.*

*D'ici là on aura tout le temps de réformer la réforme et même, peut-être, de réformer M. Haby lui-même ; auquel cas nous aurions un nouveau ministre et, bien entendu, une nouvelle réforme.*

*Il y a si longtemps que l'enseignement français attend de faire peau neuve qu'il attendra bien encore quelques mois ou quelques années.*

*En tout cas, il y a une fête que M. Giscard d'Estaing n'a manifestement pas supprimée : c'est la saint-glinglin.*

ROBERT ESCARPIT.

UN RÉQUISITOIRE D'IVAN ILLICH

## « Némésis médicale »

**Le livre d'Ivan Illich intitulé « Némésis médicale, l'expropriation de la santé » sort ce lundi 12 mai en librairie.**

Iconoclaste patenté, Ivan Illich fait carrière dans la critique, souvent passionnelle, de toutes les institutions.

Après l'Eglise, l'éducation, l'énergie, les transports, l'organisation sociale, c'est à la « mafia médicale » que s'en prend le justicier de Cuernavaca au nom d'une nostalgie naturiste et mystique sur laquelle se sont fondées déjà et se fondent toujours tant d'analyses irrationnelles.

Non seulement, dit-il, la société surindustrialisée est par essence morbide, non seulement elle se transforme pour ses populations en une vaste clinique, non seulement la médecine n'est pour rien dans la disparition des épidémies, la diminution de la mortalité infantile, de la morbidité et l'augmentation de l'espérance de vie, mais encore c'est l'institution médicale elle-même qui est devenue pour la santé un danger majeur.

*Pour Ivan Illich l'hôpital tue,* le médicament rend malade, les soins ne servent qu'à asservir le patient, les visites prénatales sont inutiles durant la grossesse, les exploits techniques (rein artificiel, par exemple) empêchent les gens de supporter la souffrance et la mort quand ils ne la provoquent pas, et nul ne réfléchit à toute cette mythologie technique, aveugle et coûteuse, qui prend au piège de la hiérarchie médicale toute-puissante les populations moutonnières.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(Lire la suite page 15.)

# ASIE

LA VISITE EN FRANCE DU VICE-PREMIER MINISTRE CHINOIS

## Une ascension retardée par la révolution culturelle

Vice-président du parti, vice-premier ministre et *chef d'état-major général*, M. Teng Hsiao-ping est sans conteste une personnalité exceptionnelle. On a pourtant du mal à deviner que ce petit homme affable et modeste, au regard étonné et parfois presque enfantin, au sourire réservé et comme intimidé, a acquis une poigne de fer pendant plus d'un demi-siècle de luttes ininterrompues, et quelles luttes ! Des embuscades nocturnes dans la montagne aux encerclements stratégiques des plaines, des réunions clandestines *dans la banlieue de* Changhaï au secrétariat général du parti, de la Russie des années 20 à la grande polémique contre M. Khrouchtchev, de la quarantaine imposée par la révolution culturelle à l'accession à la vice-présidence du P.C.C., la liste de ses expériences est longue.

Par son activité débordante, M. Teng Hsiao-ping est depuis un an la personnalité gouvernementale la plus en vue. Au sein du parti, il occupe, derrière M. Wang Hong-wen, la plus haute place parmi ceux qui exercent des fonctions publiques. Il est, si l'on veut, le premier des vice-premiers ministres, quoique le poste n'existe pas officiellement.

### Un demi-siècle au parti

Bien qu'il n'ait pas l'apparence d'un septuagénaire, il est né — *les dates varient selon* les biographies — deux ou quatre ans après le siècle, à une centaine de kilomètres de Chongking, dans la grande province du Setchuan. Après des études secondaires, M. Teng se lance dans la grande aventure chinoise des temps modernes. Au début de 1920, il débarque en France. On ne sait trop ce qu'il y fit pendant les cinq ans et deux mois de son séjour, sauf qu'il travailla en usine. Bien sûr, il participait aux activités politiques du groupe des Chinois de France, lequel comptait, outre M. Chou En-lai, de futurs vice-premiers ministres comme MM. Nie Rong-chen, Li Fu-chun ou le maréchal Chen Yi. Il habita Paris assez longtemps, mais participa aussi à Lyon, en 1921, à l'agitation estudiantine, en compagnie notamment de M. Chen Yi.

L'année suivante, il adhère au groupuscule de la Ligue de la jeunesse socialiste chinoise, qui le charge d'assurer la confection *du périodique de l'organi*sation. En 1924, il devient membre du parti communiste.

Le vice-premier ministre a oublié les quelques mots de français appris à Paris, mais se souvient fort bien de ces cinq ans, qui ont marqué sa jeunesse et ont ouvert son esprit au monde extérieur. « *J'ai acquis, à cette époque, une assez bonne connaissance du peuple français,* confia-t-il lors d'un dîner offert en son honneur à l'ambassade, le 3 mai. *J'ai eu de très bons rapports avec les Français, un peuple très sympathique, très talentueux et plein d'initiative.* »

Mais la période parisienne de M. Teng Hsiao-ping ne constituait que l'apprentissage avant les dures épreuves qui allaient suivre. Au milieu de la décennie, il retourna en Chine, non sans avoir séjourné plusieurs mois à Moscou, en 1926. Après la rupture avec le Kouomintang, qui survient l'année suivante, il s'engage dans l'activité clandestine, à Changhaï d'abord, puis, en 1929, dans les régions « libérées » du Kiangsi. Il est alors commissaire politique de la VII[e] armée. Ce rôle de commissaire, il devait le conserver pendant les vingt ans de guerre contre les Japonais et les nationalistes. M. Teng Hsiao-ping est un homme de parti, convaincu que le P.C.C. doit détenir le pouvoir sans partage, et peu suspect de militarisme.

M. Teng est entré au comité *central du parti en 1945, mais* son ascension vers les échelons suprêmes commença en 1952, date à laquelle il quitte le bureau du Setchuan pour venir travailler dans la capitale comme vice-premier ministre dans le cabinet de M. Chou En-lai, poste qu'il n'a officiellement pas quitté depuis. Il assume des responsabilités de plus en plus lourdes, présente le rapport sur la nouvelle loi électorale, participe à la rédaction de la constitution de 1954, dirige quelque temps le ministère des finances, puis devient secrétaire général du comité central en mai 1954. En mai de l'année suivante, il entre au bureau politique. En 1956, il représente la Chine au vingtième congrès du P.C. soviétique. La même année, il présente au congrès du parti le rapport sur la réforme des statuts du P.C.C. L'année suivante, à la fin de la période des Cent Fleurs, il prononce le rapport sur le mouvement de rectification antidroitier, puis va exposer les conceptions chinoises à la grande réunion des partis communistes de Moscou, où apparaissent les divergences au sein du mouvement socialiste international. Le secrétaire général du comité central se montre très actif dans la période initiale du *Bond* en avant. Il semble que rien ne peut arrêter son ascension à un moment où M. Mao Tse-toung se préoccupe très vivement de la relève de l'équipe dirigeante.

### Sept ans à l'écart

C'est pourtant à cette époque qu'un conflit se développe lentement à propos du bond en avant et de la ligne générale entre lui et le président Mao, conflit qui allait entraîner sa mise à l'écart pendant sept ans, lors de la révolution culturelle.

A l'occasion de la rupture avec l'U.R.S.S., et dans la période de polémique du début des années 60, M. Teng mène avec énergie le combat idéologique contre le révisionnisme international. Sur le plan intérieur, en revanche, il semble qu'il se soit laissé gagner par le vent de décollectivisation qui soufflait dans un parti d'autant plus ébranlé par la pénurie qu'il avait exalté peu avant les récoltes miracles. Peu importait le respect des principes si les paysans parvenaient à produire plus et à réapprovisionner les cités. M. Teng Tsiao-ping, comme beaucoup d'autres dirigeants, estimait que des fautes lourdes avaient été commises.

La nouvelle équipe dirigeante tenait M. Mao Tse-toung quelque peu à l'écart de la politique quotidienne et procédait par empirisme. En 1963, M. Teng devient premier ministre par intérim, lors du voyage afro-asiatique de M. Chou En-lai (c'est à peu près les fonctions qu'il occupe depuis l'entrée du premier ministre à l'hôpital, il y a un an). Mais c'est aussi cette même année que M. Mao Tse-toung lance le mouvement d'éducation socialiste qui, devenu révolution, allait briser d'un coup l'ascension du secrétaire général.

Il reste bien des inconnues dans la révolution culturelle et, en particulier, à propos de M. Ten Hsiao-ping. Il n'est pas nié aujourd'hui que le vice-premier ministre, partout attaqué sur les murs et par les haut-parleurs, avait suivi une ligne voisine de celle de M. Liu Shao-chi, le président de la République, en particulier dans le domaine de la politique agricole. En revanche, les deux cas furent vite dissociés : M. Teng procéda très rapidement, semble-t-il, à une autocritique jugée satisfaisante, et les enquêtes sur son compte révélèrent un passé sans tache ; M. Liu, au contraire, ne parvenait pas à faire accepter ses confessions, et surtout son histoire personnelle, rapportée dans les dossiers des gardes rouges, comportait d'étranges compromissions qui excluaient son maintien à la tête du pays.

M. Teng Hsiao-ping, qui ne fut jamais dénoncé nommément dans la presse centrale et contre lequel cessèrent, à partir de 1969, toutes les attaques indirectes, aurait dû retrouver ses responsabilités bien plus tôt si M. Lin Piao n'avait cherché à placer ses hommes un peu partout, et s'il n'avait pas prévenu le retour de tous ceux qui pouvaient mettre en cause et son prestige et son pouvoir. Toujours est-il qu'un beau soir d'avril 1973, comme le prince Sihanouk fêtait son retour des zones libérées du Cambodge, on vit arriver au premier rang des invités au banquet le vice-premier ministre, apparemment fort heureux de se retrouver dans les lieux qui lui avaient été si longtemps refusés. En réinstallant un homme si vivement attaqué auparavant, le parti et le président Mao lui-même voulaient sans doute faire un exemple, montrer que le P.C.C. savait pardonner et faire l'unité dans ses rangs. Le retour *du vice-premier ministre se justifiait* aussi par la valeur de l'homme, dont on avait besoin pour la construction de la Chine nouvelle et dont la force de caractère interdisait de suspecter qu'il s'était rallié à la ligne du président pour des basses raisons d'opportunisme.

M. Teng Hsiao-ping n'a sans doute pas les mêmes opinions sur tout que les membres changhaïens du bureau politique, animateurs d'une révolution culturelle en partie dirigée contre son influence. Une génération, d'ailleurs, les sépare. Peut-être est-ce parce qu'il ne jouit pas du même prestige idéologique que le parti a osé lui confier des pouvoirs cumulés à la tête du parti, du gouvernement et de l'armée que personne, hormis MM. Mao Tse-toung, Chou En-lai et Lin Pioa, n'a pu concentrer à un tel degré dans l'histoire.

ALAIN BOUC.

● *Le P.C.M.L.F.*, mouvement marxiste-léniniste dissous en juin 1968 et qui poursuit depuis cette date des activités clandestines, déclare à propos de la visite de M. Teng Hsiao-ping :

« *En renforçant sur tous les plans leurs relations avec la grande République populaire de Chine et avec l'ensemble du tiers-monde, l'Europe et la France en particulier peuvent améliorer considérablement les conditions de leur défense et de leur résistance à toute agression, sous quelque forme soit-elle perpétrée. L'initiative de la République populaire de Chine de désigner un ambassadeur auprès de la Communauté économique européenne doit être tenue pour un témoignage éminent de la grande Chine populaire de soutenir la France et l'Europe occidentale dans leur confrontation avec les deux super-puissances impérialistes.* »



## Le programme

*Lundi 12 mai*

Après leur arrivée à Orly, M. Teng Hsiao-ping et sa suite sont conduits à l'hôtel Marigny.

— 15 h. 30 : entretien entre le vice-premier ministre chinois et M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon ;

— 20 h. : dîner offert par le premier ministre et Mme Jacques Chirac au palais des affaires étrangères.

*Mardi 13 mai*

— 10 h. : M. Teng Hsiao-ping, accompagné de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, visite le château de Versailles ;

— 16 h. : entretien d'une heure au palais de l'Elysée entre le vice-premier ministre chinois et le président de la République ;

— 20 h. : dîner offert au palais de l'Elysée par le président de la République.

*Mercredi 14 mai*

— 9 h 30 : accompagné de M. Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat à l'agriculture, M. Teng Hsiao-ping se rend en hélicoptère à la ferme de M. Pigeon, à Aubigny ;

— 13 h. : déjeuner offert à la résidence de l'ambassade de Chine par M. Teng Hsiao-ping en l'honneur de M. Giscard d'Estaing ;

— 16 h. : nouvel entretien d'une heure à l'Elysée ;

— 20 h. : dîner offert à l'hôtel de Lassay par le président de l'Assemblée nationale, M. Edgar Faure.

*Jeudi 15 mai*

Accompagné de M. Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, M. Teng Hsiao-ping se rend à Lyon. Réception à l'hôtel de ville et déjeuner à la préfecture ; dans l'après-midi, il visite des usines Berliet. M. Teng Hsiao-ping prend ensuite l'avion pour Nîmes d'où il se rendra aux Baux-de-Provence. Il passera la nuit à l'hostellerie de Baumanière.

*Vendredi 16 mai*

Dans la matinée, M. Teng Hsiao-ping visite le village des Baux, puis le centre de Marcoule et la centrale Phénix. De retour à Paris dans l'après-midi, M. Teng Hsiao-ping est reçu à 17 heures à l'Hôtel de Ville de Paris. A 20 heures, le vice-premier ministre *offrira un dîner à l'ambassade* de Chine.

*Samedi 17 mai*

— 14 h. : départ de M. Teng Hsiao-ping et de la délégation chinoise.

## Dans la presse parisienne

**LE FIGARO : l'intérêt national de la Chine motive sa politique européenne.**

« *Il est juste de dire que la sollicitude de la Chine pour l'Europe ne vaut à celle-ci aucun ménagement sur le plan idéologique. La crise du capitalisme occidental en général, le ralentissement de la croissance, le chômage, les difficultés économiques de toute sorte sont soigneusement relevés. Mais, au fond d'eux-mêmes, les Chinois pensent qu'une Europe capitaliste, voire atlantique, unie et dure, est préférable à une Europe idéologiquement avancée qui résistera moins bien à l'attraction de Moscou. L'intérêt national chinois motive seul la politique européenne de Pékin.* »

JACQUES GUILLERMAZ.

**L'HUMANITE : un antisoviétisme obsessionnel.**

« *L'injure faite aux Soviétiques recouvre une politique dangereuse, foncièrement hostile aux autres pays socialistes et à la détente. Elle a cela de commun avec la politique de l'Elysée.*

» *L'antisoviétisme obsessionnel des dirigeants chinois a de quoi satisfaire les gouvernants français, qui mènent une campagne anticommuniste rappelant les années de la guerre froide.* »

(RENE ANDRIEU.)

Laos

*Renforcé par les troupes « neutraliste*

## Le Pathet-Lao dirige désormais l'armée

### Le premier ministre évoque l'éventualit de changements politiques

**La situation continue de se dégrader rapidement au Laos pour les forces politiques et militaires de droite — « la partie de Vientiane ». Il est vraisemblable que la gauche — le Pathet-Lao — va jouer à l'avenir un rôle déterminant dans la marche des affaires du royaume.**

Le colonel Sing Chanthakhouma, commandant les forces basées à Vang-Vieng, au nord de Vientiane, qui font partie des anciennes « *forces neutralistes* », a décidé de rompre avec les forces armées royales et de ne plus reconnaître que l'autorité du premier ministre, le prince Souvanna Phouma, un « *neutraliste* » lui aussi, indiquent des tracts distribués samedi 10 mai dans la capitale.

Les forces armées basées à Vang-Vieng, « *se sont mises d'accord avec la population et les forces armées patriotiques pour éviter des incidents et lutter contre les fauteurs de troubles* », précisent ces tracts. Le colonel demande à la population, « *de toutes les ethnies et de toutes les couches sociales* », à qui il garantit le respect des biens et des libertés démocratiques, de s'unir derrière lui pour lutter contre « *tous les ennemis de la paix et de la concorde nationale* ».

Il a en outre fait appel au gouvernement pour qu'il garantisse la sécurité des troupes neutralistes réparties dans l'ensemble du pays, et, dans ce but, qu'il les rassemble à Vang-Vieng. Il a garanti la liberté de circulation sur la route menant de Vientiane à Louang-Prabang, « *en accord avec les forces du Front patriotique* » (le Pathet-Lao) qui en contrôlent maintenant une partie, indiquent les tracts distribués à Vientiane.

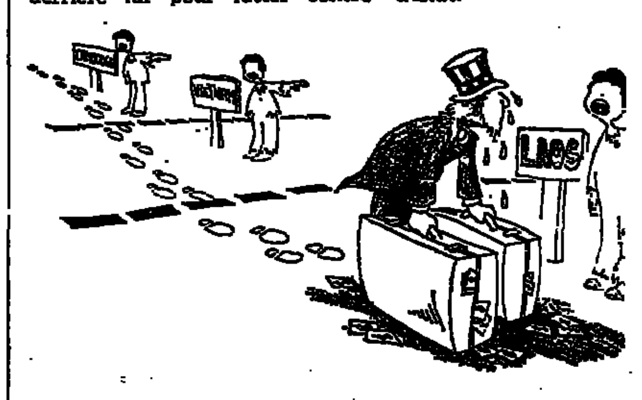
D'autre part, les forces du Front patriotique ont continué leur progression sur la R.N. 13, isolant la ville de Viang-Vieng, et avancent en direction de Vientiane, dont elles sont à une centaine de kilomètres, apprend-on à Vientiane de source généralement bien informée.

Une source thaïlandaise indique que le Pathet-Lao a aussi pris le contrôle du barrage et de la centrale hydro-électrique de Nam-Ngum, qui fournissent en électricité une partie du nord-est de la Thaïlande.

A Vientiane, cent cinquante élèves-officiers de l'académie militaire se sont retranchés dimanche dans un lycée, exigeant de ne plus dépendre du ministre de la défense, mais seulement du premier ministre. Ils ont participer aux cérém 11 mai, fête de la Co ont demandé par tracts sion des généraux Abbay, commandant adjoint des forces r Thonglith Chockengbo mandant la 5[e] régior (Vientiane), et le dépar les organisations amérk sentes au Laos.

En fait, le ministre fense, M. Sisouk na sak, a donné sa démis trouverait déjà en Th en irait de même du gé Pao, le « général méo une bonne partie de sa la C.I.A. Les généraux Abbhay et Tonglith boum ont eux aussi pr démission. Le nouvea sable de la défense, Khamouane Boupha, secrétaire d'Etat aupa membre du Pathet-La ces royales sont donc placées sous l'autorité muniste.

Le Pathet-Lao accus d'avoir fomenté un con mai. Des ministres et fonctionnaires militai raient rencontrés en 3 et 4 mai pour prépar d'Etat.




*(Dessin de Pl*

Le premier ministre Souvanna Phouma, a dimanche la nécessit pecter la « *solide* » C tout en admettant que *plesse* » lui permettrait ter à d'éventuelles conditions politiques bouleversements de l'hi chinoise. Il a notammer « *Durant ces longues Constitution est deme gré quelques avatars, assises principales du Les gouvernements ont ger, parfois brutalemen titution est demeurée.* »

Le prince Souvanna évoqué les changeme venus dans la péninsul lignant « *la poussée des peuples vers des ch souhaitables et nécess des formes nouvelles tions entre les classes* et affirmé que « *les pr la Constitution, juster respectables, pouvaient moder de toute mc souhaitée par le peuple*

« *Notre instrument tionnel est donc soupl adapté aux évolutions. moment sera venu, on y encore les modificatior saires qui permettront d les élections générales* », prince. — *(A.F.P., Reut*

La crise politique a commencé lorsque le Pathet-Lao s'est empa carrefour routier de Sala-Phoukoune. D'autre part, les forces neut basées à Vang-Vieng ont décidé de ne plus reconnaître l'autori commandement de l'armée royale.



# ASIE

## Vietnam

# Comment la capitale du Sud changea de main, le 30 avril

**Les communications entre Saigon et l'extérieur étant rétablies, notre envoyé spécial raconte ici comment s'est déroulée la journée du 30 avril, au cours de laquelle les troupes révolutionnaires ont pris le contrôle de la capitale du Sud.**

De notre envoyé spécial

Saigon, *mercredi 30 avril, heures.* — Un amputé des deux ambes, radieux, fonce sur sa oussette chargée de cartouches e cigarettes. Le pillage général, ui avait commencé mardi après-nidi, continue de plus belle. Les ortes des immeubles occupés par es Américains et les Vietnamiens ui ont fui ont vite été enfoncées.

cheval sur son scooter ou sa onda, chacun circule avec son tin : ventilateur, cocotte-mi-te, poste de télévision. Les fants abandonnés de Saigon ussent et traînent sur la chaus-e ce que les « adultes » ne peu-nt pas emporter sur leurs deux-es : lits, réfrigérateurs, clima-eurs.

Il y a quand même une auto-é : les policiers veillent à ce e trop de personnes ne rentrent s en même temps dans le bâtiment occupé deux jours plus tôt par l'attaché militaire américain. A la sortie, ils prennent ce qui les intéresse : minicassettes, bouteilles de whisky, et placent le butin dans les sacoches de leur vélomoteur. Quand les attroupements sont trop importants, les militaires tirent, en l'air ou pas. Ni les explosions de roquettes dans le centre ni le bruit du canon dans les faubourgs n'effraient les pillards. Les dernières heures du régime de Saigon sont vécues dans une espèce d'ivresse par ceux qui n'ont de toute façon rien à perdre. Des bourgeois se réfugient dans le hall des hôtels. Certaines personnes ont vainement attendu mardi soir sur le toit du centre culturel français, où un petit hélicoptère américain venait parfois prendre quelques-uns des centaines de Vietnamiens qui s'y étaient juchés. Sur le toit d'un autre immeuble, deux curés en soutane ont gesticulé sans succès pendant huit heures pour qu'un pilote vienne jusqu'à eux. Le pont aérien américain a fonctionné toute la nuit de mardi. Des dizaines d'hélicoptères géants ont survolé la ville dans une ambiance d'apocalypse. Avec les foyers d'incendie, les longs éclairs d'orage étaient les seules sources d'éclairage des quartiers du centre, privés d'électricité. Des feux de Bengale oranges brûlaient sur le toit de l'ambassade américaine pour baliser l'aire sur laquelle pouvaient se poser les gros insectes ventrus qui embarquaient les derniers passagers vers les porte-avions de la Navy.

Il y avait quelque chose de fascinant dans la juxtaposition spectaculaire de ces deux mondes : celui des fuyards sur le toit des immeubles, celui des pillards dans la rue.

Le dernier hélicoptère que nous ayons entendu est passé vers 8 heures mercredi matin. Jusqu'au bout, les forces révolutionnaires se sont manifestement abstenues de contrecarrer cette évacuation. En revanche, certains soldats saigonnais ont tiré sur les fuyards, comme en témoigne, dans une rue de Cholon, la carcasse d'un hélicoptère de type Iroquois, qui porte des traces de balles.

*11 heures.* — Le trafic diminue à vue d'œil. Quelques familles affolées essayent de fuir en voiture sans savoir où. Huit personnes passent sous le rideau entrouvert d'une boutique, et s'engouffrent dans un fourgon mortuaire avec des paniers de provisions. Les hôtels ferment leurs portes. Des drapeaux français surgissent à certaines fenêtres. La plaque du correspondant du *New York Times* gît dans une poubelle, rue Tu-Do.

*11 h. 30.* — Sur le trottoir, policiers et soldats jettent leurs armes à terre et se déshabillent, abandonnant leur tenue militaire dans le caniveau. Certains passants s'indignent de cette attitude. Peu de gens ont écouté la radio et savent que, après avoir vainement proposé à l'adversaire de venir discuter du « *transfert du pouvoir* », le général Minh a ordonné la reddition sans condition. Les explosions qu'on entendait dans les faubourgs depuis le matin ont cessé. La rue n'appartient plus qu'à des pillards attardés. Hébété par la rapidité des événements, chacun se prépare au saut dans l'inconnu. Des règlements de compte, des vols à main armée sont-ils à craindre s'il y a une longue interruption dans l'exercice du pouvoir ? Paradoxalement, la plupart des Saigonnais n'ont plus qu'un espoir : que les révolutionnaires rentrent au plus tôt dans la ville.

### Midi, rue Tu-Do

*12 heures.* — Ils sont là, rue Tu-Do, à 100 mètres de l'Assemblée nationale, dans un vieux camion que précède une jeep. Il n'y a pas beaucoup de monde sur les trottoirs, mais ceux qui assistent à l'événement poussent de timides vivats. Les hommes en vert répondent en saluant du bras. Tout a été si rapide, tellement silencieux, qu'on baigne dans une atmosphère d'irréalité.

Cependant, la rue se peuple assez vite. Des jeunes gens acclament les nouveaux venus en piétinant les tenues militaires abandonnées par les vaincus. L'hôtel Caravelle, qui appartient à l'archevêché, est le premier à pavoiser aux couleurs du G.R.P. Un char a défoncé le portail du palais présidentiel, où le général Minh était resté presque seul. D'autres chars, des camions et des canons camouflés par des branchages prennent position autour de l'ancienne résidence de M. Thieu, mais tout se passe dans la bonhomie. Souriants, aimables avec les journalistes, ces soldats étonnamment jeunes, assez mal équipés, avec leurs treillis trop larges et leurs sandales, ne semblent pas particulièrement émus par leur victoire. Sur un des chars qui arrivent au palais présidentiel, un photographe venu avec les révolutionnaires braque en riant son appareil sur les journalistes, qui le filment lui-même.

*15 heures.* — Entre les blindés qui parcourent maintenant les principaux axes de la ville, il y a une limousine pleine de cameramen étrangers. Il n'y a pas eu encore d'ordre de rassemblement. Aucune consigne n'a été donnée. Le drapeau du G.R.P. est hissé à l'Assemblée nationale, en présence de quelques centaines de personnes. Une arme automatique se met à tirer, faisant fuir tout le monde pendant quelques secondes, puis la curiosité reprend le dessus. On n'a pas entendu un coup de feu dans le centre de la ville lors de l'entrée du premier convoi révolutionnaire, mais, depuis 14 heures, il y a des explosions et des tirs un peu partout. L'armée révolutionnaire se heurte-t-elle à de petites poches de résistance ? On dit, sans en être sûr, qu'elle tire sur des pillards trop entreprenants et que des dépôts de munitions des forces saigonnaises explosent.

*20 heures.* — Des militaires ont tendu des hamacs sous les arcades de l'Assemblée nationale et s'endorment malgré les explosions, d'origine inconnue, qu'on entend parfois au loin. A côté de ce que la radio appelle « *les unités régulières de l'armée de libération* », il y a « *les forces armées sur place* », c'est-à-dire les hommes des réseaux clandestins qui sont sortis de l'ombre, sans uniforme bien définis. Des femmes se trouvent parmi eux. Certaines se sont installées à la terrasse de l'hôtel Continental, où elles se font servir un repas frugal à base de riz.

### Sa première Bastos

Un soldat du G.R.P. nous assure qu'il y aura le lendemain un défilé monstre en l'honneur du premier mai. Cependant, dans son émission en français, la radio fait une place moins large à la libération de Saigon qu'aux combats qui ont eu lieu deux jours plutôt à Bien-Hoa. On dirait que la rapidité des événements a pris de court les auteurs du commentaire.

Après l'ordre de reddition du général Minh, qui a évité une tuerie inutile, il n'y avait plus qu'à avancer, mais les révolutionnaires n'avaient, semble-t-il, pas prévu de se trouver dans la capitale du Sud pour la fête du travail. Les auditeurs de l'ancien poste clandestin apprennent que Saigon « *porte désormais le glorieux nom d'Ho - Chi - Minh* ». Après le succès total d'une campagne baptisée de la même façon, la radio assure que les vainqueurs « *feront preuve d'une indulgence et de compréhension à l'égard de ceux qui se présenteront aux forces révolutionnaires* ».

Malgré le couvre-feu, les journalistes peuvent circuler un peu dans le centre. Derrière les fenêtres, on devine la grand-peur des mal-pensants. Pourtant, on n'assiste à aucune rafle, à aucune perquisition. Devant un bar fermé « *pour cause de transformation* », un soldat venu de très loin fume, l'air concentré, la première Bastos de sa vie.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

# « Faire de Saigon une ville d'avant-garde »

De notre envoyé spécial

Saigon. — *Chaque matin, à six heures, les Saigonnais sont réveillés par une douce voix de femme. Une speakerine porte à la connaissance du peuple, grâce à des haut-parleurs installés un peu partout dans la ville, les derniers communiqués du comité administratif militaire. Les soldats de l'ancienne « armée fantoche » sont, par exemple, invités à se présenter aux autorités avec leurs papiers et les armes qu'ils peuvent encore détenir. La reprise en main de la ville se poursuit avec méthode et, dans le calme, des sous-comités spéciaux dont les membres ont un brassard rouge portant la lettre K suivie d'un chiffre sont adjoints au comité militaire pour des tâches spécialisées dans chaque secteur de la vie économique et sociale. Les marchés sont bien approvisionnés et les grands services publics (eau, électricité, téléphone) fonctionnent normalement.*

*Cependant, une partie de la population, notamment les centaines de milliers de militaires de l'ancienne armée, qui n'ont pas reçu de solde depuis le 20 avril, manque d'argent liquide. Placées sous le contrôle des services financiers du comité militaire, les banques n'ont toujours pas reçu l'autorisation d'ouvrir leurs guichets. L'achat et la vente de devises étrangères, qui autrefois se faisaient souvent au marché noir, sont interdites. Les directeurs des entreprises étrangères doivent remettre un inventaire de tous leurs avoirs. Tout ce qui ne figure pas sur ce document deviendra de droit la propriété du peuple. Les étrangers, y compris le personnel diplomatique, sont invités à se faire enregistrer à une section du comité militaire établie à l'ancien ministère des affaires étrangères, indiquent des affiches murales rédigées en vietnamien.*

*L'essentiel des informations et des directives se trouve dans un nouveau quotidien, le seul en vente, qui porte le nom de* Sai-Gon Giai-Phong *(Saigon-Libération). Voici la teneur d'un des articles significatifs publiés récemment :* « Le choix de la couleur des vêtements, de la longueur des cheveux et de l'épaisseur des vernis à ongles relève de la liberté individuelle. Cependant, nous vivons dans une ville libérée. Nous devons nous débarrasser des vestiges de l'impérialisme américain, de tout ce qui appartient à un monde et a fait de nous un peuple déraciné. Le gouvernement guidera le peuple, pour faire de Saigon une ville d'avant-garde civilisée, forte et gaie. »

*Le même journal vient d'annoncer que le gouvernement de la République démocratique du Vietnam et le G.R.P. allaient organiser une grande fête pour célébrer la victoire dans tout le Vietnam. Douze slogans ont été livrés à la méditation du peuple pour préparer cet événement. Voici quelques-uns d'entre eux :* « Vive le Vietnam en paix, réunifié, indépendant, démocratique, prospère ! », « Vive le marxisme-léninisme ! », « Vive l'amitié du Vietnam, du Laos et du Cambodge ! ». *Chaque jour,* Saigon-Libération *publie une photo différente de l'oncle Ho. Des hommes, qui semblent remplir les fonctions de commissaires politiques, s'adressent un peu partout aux employés des entreprises pour leur expliquer le sens des événements. C'est ainsi que, samedi, le personnel de l'hôtel Continental, en tenue blanche, a écouté une allocution révolutionnaire dans l'ancienne salle à manger de l'établissement.*

J. G.

# Le gouvernement révolutionnaire cessera d'être « provisoire » lorsqu'il aura été procédé à des élections

Dans une conférence de presse, donnée jeudi 8 mai — et dont la teneur vient seulement de parvenir à l'étranger en raison de difficultés de communications, — le général Tran Van Tra, président du comité militaire administratif de Saigon, a déclaré que le mot « *provisoire* » disparaîtrait du nom du gouvernement révolutionnaire « *quand il aura été procédé à des élections* ». « *Du fait des circonstances,* a-t-il dit, *le G.R.P. n'a pas été constitué à la suite d'élections générales. Il n'en est pas moins investi de tous les pouvoirs en temps de paix comme en temps de guerre.* »

Des unités armées d'autodéfense opèrent dans les onze arrondissements de Saigon. La radio indique que des « *réactionnaires* » tentent encore de s'opposer au G.R.P. ; ces activités « *stupides* » seront « *punies* ». Les comités d'étudiants font des conférences dans la région pour informer la population des problèmes de sécurité et de santé. Un système de « *trois catégories* » a été instauré dans les hôpitaux. Les plus pauvres ont droit aux soins gratuits. Quant aux personnes arrêtées pour actions criminelles, elles seront « *rééduquées* » : la radio mentionne à ce propos l'histoire du démantèlement d'un gang de « *vauriens et de prostituées* » dans la banlieue.

D'autre part, les autorités ont décidé de conserver la piastre comme monnaie unique dans le pays. Tout de suite après leur arrivée, des soldats avaient payé leurs achats en dong-la, monnaie du Nord. Une certaine confusion s'était ensuivie.

Tous les étrangers se font recenser. Les Français paraissent déçus de ne pas se voir accorder un traitement de faveur. L'ambassadeur de France, M. Mérillon, n'a toujours pas eu de contacts officiels avec le nouveau régime. En revanche, l'ambassadeur du Japon a rencontré vendredi un représentant du comité militaire (Tokyo a reconnu le G.R.P.).

En province, la situation est aussi calme que dans la capitale, écrit l'agence A.P., dont un représentant vient de visiter le Delta. Les transports en commun fonctionnent normalement ; le pouvoir révolutionnaire est partout instauré, et punit sévèrement tous les actes de rapine.

● A PARIS, le Mouvement des forces libres du Vietnam, présidé par le colonel Tran Dinh Lam, a décidé de se dissoudre. Il œuvrait depuis des années de concert avec d'autres mouvements de la troisième force. Il veut désormais travailler « *en liaison étroite avec le F.N.L. et le G.R.P. pour parachever la révolution nationale et démocratique au Sud et rapprocher le jour historique où le Vietnam sera réunifié* ». Le comité à l'étranger des forces politiques de la troisième composante se réunira mercredi à Paris pour décider de son avenir.

### Manifestations anti-vietnamiennes en Thaïlande

● A BANGKOK, on annonce que la population de la province de Sakhon Nakhon a manifesté, samedi et dimanche, son hostilité à l'égard des réfugiés sud-vietnamiens installés dans la province depuis plusieurs années. Dimanche, environ cinq cents personnes ont lancé des pierres sur les boutiques tenues par les Vietnamiens et exigé du gouvernement thaïlandais qu'il rapatrie sept mille d'entre eux d'ici à la fin de l'année.

D'autre part, deux mille personnes, parmi lesquelles de nombreux professeurs, ont manifesté devant l'hôtel de ville de Sakhon Nakhon pour exiger une entrevue avec le ministre des affaires étrangères, ou un de ses représentants, avant deux jours. Les manifestations n'ont fait aucune victime.

Depuis vingt ans, environ sept mille Vietnamiens se sont installés dans la province de Sakhon Nakhon, et on en compte plus de trente mille dans l'ensemble des provinces du Nord-Est. Les manifestants reprochent aux réfugiés d'exploiter les Thaïlandais, d'occuper des emplois à leur place, de bénéficier de certains privilèges de la part des autorités et d'entretenir des écoles considérées comme « *illégales* ». La grande majorité des Vietnamiens du Nord-Est a fait allégeance à Hanoï. *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

# DIPLOMATIE

## M. LOUIS DE GUIRINGAUD EST NOMMÉ AMBASSADEUR DE FRANCE

M. Louis de Guiringaud, représ-tant permanent au Conseil de urité et chef de la mission per-nente auprès des Nations ies, est élevé à la dignité d'am-ssadeur de France par décret blié le 8 mai au *Journal officiel.* a dignité d'ambassadeur de ance, qui ne doit pas être ifondue avec la fonction d'am-ssadeur, est conférée à vie. ux autres ambassadeurs de ance sont actuellement en acti-é dans le service diplomatique, M. de Courcel, secrétaire géné-du ministère des affaires angères, et M. Wormser, am-ssadeur à Bonn, élevés à la nité d'ambassadeur de France 1965 et 1968.

[Né en 1911, entré dans la car-e diplomatique en 1938, M. de iringaud a occupé de nombreux tes, notamment en Turquie, en lo, aux Etats-Unis, en Algérie. 1957 à 1960, il a été ambassadeur Accra, puis à Tokyo, poste qu'il quitté en 1972 pour la représenta-n de la France à l'ONU. Le pré-ent Giscard d'Estaing lui avait ifié la préparation de la confé-ce internationale sur l'énergie : a assuré en avril la présidence hnique de la réunion prépara-e, qui n'a pas abouti.]

## Cambodge

# Notre victoire est également celle de la Chine

## *déclare Radio-Phnom-Penh*

« *La victoire du Cambodge est également celle de la Chine* », a déclaré, dimanche 11 mai, Radio Phnom-Penh. Le Cambodge remercie les pluples chinois, vietnamien, laotien et nord-coréen pour le soutien qu'ils ont apporté à la lutte du pluple cambodgien contre les « *impérialistes américains* ». « *L'unité stratégique entre le Cambodge et la Chine, qui constitue la base de notre amitié, durera éternellement* », a affirmé le commentateur, qui n'a fait aucune allusion à l'Union soviétique.

La radio a également annoncé qu'un « *grand nombre* » de responsables de l'ancien régime avaient été pardonnés. Elle a ajouté que la population, les forces armées et « *95 % des paysans* » avaient entrepris de reconstruire le pays. Le travail se poursuit « *jour et nuit* » pour remettre en état la ligne de chemin de fer qui relie Phnom-Penh à l'unique port en eau profonde du pays, Kompong-Som (anciennement Sihanoukville). La production industrielle est en voie de rétablissement.

● A PEKIN, le prince Sihanouk a déclaré dimanche que les relations entre les nouvelles autorités de Phnom-Penh, d'une part, et le Japon et les pays membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique, d'autre part, ne pourraient être « *normalisées* » que lorsque ces pays quitteront le camp de l' « *impérialisme américain* ».

● A PARIS, un deuxième groupe de Français rapatriés du Cambodge (59 personnes qui, pour la plupart, se trouvaient à l'ambassade de France à Phnom-Penh) est arrivé, dimanche, venant de Bangkok.

## DANS LE VAL-D'OISE

# M. Poniatowski, Mme Veil et M. Lenoir ont visité les centres d'hébergement des réfugiés

**Accueillis par M. Gilbert Carrère, préfet du Val-d'Oise, M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur ; Mme Simone Veil, ministre de la santé, et M. René Lenoir, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé, chargé de l'action sociale, ont rendu visite, dans la matinée du 10 mai, aux réfugiés du Cambodge hébergés à Osny et à Méry-sur-Oise. Les trois membres du gouvernement se sont entretenus avec les rapatriés, qui sont logés dans deux foyers de travailleurs migrants. « Notre chance, a indiqué Mme Veil, c'est d'avoir pu disposer avec ces deux centres d'installations neuves qui se prêtent très bien à l'accueil de ces réfugiés ; mais leur hébergement dans ces deux foyers n'est qu'une solution provisoire conditionnée par l'obtention d'un emploi proche du domicile. »**

**De son côté, M. Michel Poniatowski a déclaré qu'il avait été frappé par la situation d'une quinzaine de jeunes femmes dont les époux — des Cambodgiens — n'ont pas eu la possibilité de s'intégrer au convoi de réfugiés. « Des démarches seront faites par le gouvernement français, a affirmé le ministre de l'intérieur, pour les faire venir en France. »**

# Le bébé de l'ambassade

*Coopérants, employés de l'ambassade de France, commerçants, restaurateurs, mécaniciens, deux avocats, un médecin, un pilote, un artiste-peintre : pour tous ces hommes et femmes évacués du Cambodge, un seul point commun, la nationalité française par la naissance ou par la naturalisation. Quelques hommes seulement sont Européens. Pour le reste, métis, eurasiens, ou Asiatiques constituent la majorité.*

*Répartis dans les foyers-hôtels de Méry-sur-Oise et d'Osny, ces deux cent quatre-vingt-neuf rapatriés refont peu à peu connaissance avec une vie normale. Depuis l'arrivée, repos, visites médicales, papiers à remplir, choix de vêtements occupent la plus grande partie des journées ; d'autre part, du matériel de cuisine et un pécule journalier donné à chaque famille leur permettent de s'organiser à leur gré.* « Nous ne voulons pas qu'ils s'habituent à la dépendance », *explique un responsable de l'accueil. Des habitants de la région offrent des vêtements ou invitent des rapatriés chez eux, plus particulièrement les enfants. Ceux-ci — cent cinq à Méry-sur-Oise et quarante à Osny — représentent la moitié des « Cambodgiens ».* « Ils ont souffert du froid et de la faim, *dit un père de famille,* mais n'ont pas compris l'importance du drame. Pendant le voyage, un bébé est mort mais il était déjà malade. C'est un miracle qu'il n'y ait pas eu plus de victimes parmi eux ; beaucoup ont souffert de dysentrie mais maintenant, ils ont récupéré. » *En fait, aucun enfant n'est venu seul : tous étaient accompagnés de leurs père et mère ou de l'un des deux.*

*Depuis vendredi, des classes ont été organisées pour les plus jeunes, les autres devant être répartis dans les C.E.S. des environs. La plupart appartiennent à des familles comptant quatre à dix enfants. Ils remercient timidement lorsqu'on leur distribue des jouets et les plus audacieux vont jusqu'à appuyer sur les boutons de téléviseurs.*

*Et puis, il y a surtout l'aventure extraordinaire de ce bébé, âgé de quelques semaines seulement, né le 19 avril à l'ambassade de France de Phnom-Penh et dont la naissance a marqué le docteur Rémi Xualet qui l'a mis au monde.* « J'ai fait au moins cinq cents accouchements en exerçant mon métier, mais celui-ci, je ne l'oublierai jamais. C'était un superbe garçon. Ses parents, tous deux Cambodgiens, s'étaient réfugiés à l'ambassade ; après la naissance, sa mère nous l'a aussitôt donné. Elle savait qu'elle devrait quitter l'ambassade et ne voulait pas qu'il meure sur la route. Le lendemain, j'ai eu beaucoup de peine de voir partir cette femme puis nous avons baptisé cet enfant le 22 avril dans le bureau même de l'ambassade, ce qui était un symbole car aucun enfant n'était né auparavant dans cette ambassade, en territoire français. En le voyant, un couple de fonctionnaires (« ils » ont eu un vrai coup de » foudre », m'ont-ils déclaré) ont aussitôt adopté l'enfant. Maintenant, il est à l'abri dans leur domicile en France. Je crois qu'il a beaucoup de chance. » — M.-C. V.

# AMÉRIQUES

## L'ONCLE SAM ET SES VOISINS DU SUD

### II. — Un nouveau dialogue de sourds

par JEAN-PIERRE CLERC

**Le nationalisme latino-américain a désormais atteint une certaine « masse critique » (« le Monde » daté 11-12 mai). L'échec de la politique de « nouveau dialogue » devrait inciter les Etats-Unis à définir une véritable politique à l'égard de leurs voisins du sud.**

*« En l'an 2000, l'Amérique latine sera unie, ou bien elle aura cessé d'être. »* Le général Peron aimait répéter ce slogan. Dans la bouche du Lider argentin, l'appel avait, bien entendu, une résonance anti-américaine : l'U.R.S.S. était si loin, et les Etats-Unis si près... Le paradoxe est d'ailleurs que l'Argentine de Peron s'était déjà rapprochée de Washington et qu'elle est aujourd'hui l'une des meilleures élèves de la « classe » américaine !

De Simon Bolivar à Che Guevara en passant par José Marti, le vieux rêve d' « unité continentale » n'a pas cessé de hanter les Latino-Américains. Beaucoup de projets ont *buté sur l'illusion* lyrique et les effusions factices. Aussi doit-on souligner le souci de pragmatisme qui anime le projet de Système économique latino-américain (SELA) patronné par le Venezuela, la Colombie et le Mexique. Invitant tous les chefs d'Etat et de gouvernement latino-américains — y compris M. Fidel Castro — à Caracas à la fin de l'été prochain pour en donner en quelque sorte le coup d'envoi, les Vénézuéliens ont prévenu : *« Il ne s'agit pas de parvenir à une nième déclaration d'indépendance, mais de se mettre d'accord sur un, deux ou trois points concrets. »* Et encore cette déclaration empreinte de modestie d'un diplomate vénézuélien : *« Nous n'avons pas la prétention de rassembler tous les Etats du sous-continent, mais seulement ceux que le projet est susceptible d'intéresser. »*

Une vision politique réelle inspire néanmoins ce projet économique : le SELA pourrait être le cadre où les pays de l'Amérique latine et caraïbe accorderaient leurs violons pour parler « *d'une seule voix* » face à Washington. Car — c'est l'une des rares convictions communes de part et d'autre du rio Grande — l'actuel système interaméricain incarné par l'O.E.A. a fait son temps. Et le « *nouveau dialogue* » imaginé par M. Kissinger en 1974 pour remplacer cette organisation n'a pas *résisté à la tempête soulevée par* la promulgation du Trade Act.

Le temps n'est pas très éloigné *où Cuba était le seul* Etat américain qui attaquait l'O.E.A., ce « *cadavre putride* », ce « *ministère américain des colonies* ». Aujourd'hui l'organisation régionale ne compte plus guère que quelques inconditionnels.

M. Gonzalo Facio, ministre des affaires étrangères de Costa-Rica, avocat itinérant en 1974 de la levée des sanctions contre Cuba, déclarait, avant la conférence de Quito pour n'avoir pas su ramener relations avec La Havane était pour l'O.E.A. « *une question de vie ou de mort* ». Etonnante revanche de l'histoire : une certaine O.E.A. est morte en novembre dernier à *Quito pour n'avoir pas su rappeler* Cuba à une existence interaméricaine. L'échec de la conférence a manifesté l'absurdité d'un système où l'anticommunisme farouche de trois Etats — le Chili, l'Uruguay et le Paraguay — a pu tenir en échec la volonté de la majorité des pays latino-américains grâce à l'apparente neutralité des Etats-Unis.

#### Le pluralisme idéologique

Le choc a été tel que la commission créée en 1973 pour réformer les statuts de l'O.E.A. et du traité interaméricain de Rio — ou TRIAR, le pacte de défense en vertu duquel, formellement, ont été décidées les sanctions contre Cuba — a pu soudain progresser à pas de géant. Le Pérou, qui la préside, doit présenter, au cours de l'assemblée générale de l'O.E.A., des propositions dont certaines, si elles sont adoptées, changeraient profondément le sens de l'organisation.

Le Pérou entend aussi faire adopter « dans la foulée » d'autres propositions substantielles de réforme. La première viserait à faire entériner le droit, pour l'Amérique latine, au « pluralisme idéologique » : ainsi les régimes progressistes ne seraient-ils plus automatiquement considérés comme suspects. La commission propose, en outre, que *soit défini* le terme d' « agression ». Le concept pourrait être étendu à celui d' « agression économique », ce qui risquerait d'embarrasser Washington. Les Etats-Unis parviendront-ils à dissocier ces propositions de la réforme du mode de scrutin au sein du TRIAR ?

Pour les pays qui patronnent le SELA, et singulièrement pour le Venezuela, une réforme de la charte de l'O.E.A. peut être une étape utile. L'O.E.A., a déclaré le président vénézuélien, demeure « *un irremplaçable instrument pour les relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine et caraïbe* ». Mais c'est, naturellement, à une O.E.A. rénovée et idéale qu'il songe. Deux parties demeureraient face à face : l'Amérique du Nord, d'un côté, et, de l'autre, tout le reste du continent, s'exprimant par la voix unique du SELA.

Washington peut trouver ces projets utopiques très « latins ». Imagine-t-on le général Pinochet et M. Fidel Castro s'asseyant demain à la même table de conférence ? Pense-t-on que des pays qui ont presque tous, entre eux, des conflits frontaliers vont les oublier ? Des rivalités séculaires — celle du Brésil et de l'Argentine, par exemple — peuvent-elles être soudain reléguées aux oubliettes ? La conviction que ces forces centrifuges seront plus puissantes que l'aspiration à l'unité est, pour l'instant du moins, l'espoir des Etats-Unis. Ceux-ci, en effet, n'ont pas de solution de rechange à proposer.

L'O.E.A. n'a d'ailleurs pas que des défenseurs à Washington. M. D. William Rogers, l'actuel sous-secrétaire d'Etat aux affaires interaméricaines, avait, avant de prendre ces fonctions, suggéré que les Etats-Unis se retirent de l'organisme. « *Ceux-ci devraient*, écrivait-il, *accepter un rôle d' « associé » afin que l'O.E.A. puisse se consacrer à ses légitimes préoccupations régionales.* »

Le « *nouveau dialogue entre égaux* », proposé en février 1974 à Tlatelolco par M. Kissinger aux « *Latinos* », était donc une offre de *circonstance, due* au désenchantement croissant de Wash[ington] face à l'O.E.A. Pour rend[re] crédible sa proposition, M. Ki[s]singer avait, certes, fait quelqu[es] gestes spectaculaires : ainsi s[on] voyage-éclair à Panama, de[ux] semaines avant Tlatelolco, po[ur] signer un protocole d'accord s[ur] la zone du canal.

Le « *nouveau dialogue* » [n'a] *en fait même* pas atteint la tr[oi]sième reprise. Après une deuxièm[e] rencontre à Washington, en a[vril] 1974, l'échec de Quito, et surt[out] la promulgation du Trade Act [et] sa condamnation unanime par [les] Latino-Américains, le 23 janv[ier] dernier, ont contraint l'Argent[ine] à décommander la conférence [de] Buenos-Aires, prévue en mars. « [Il] *n'y a pas de raison*, déclarait [ré]cemment le président colomb[ien] M. Alfonso Lopez Michelsen, [que] *l'O.E.A. soit remplacée par [des] dialogues dont la date et le [lieu] sont choisis par le secrét[aire] d'Etat américain.* »

Les Etats-Unis ont été lo[ng]temps sans politique latino-am[éri]caine clairement définie. Ce n['est] pas nouveau. Entre la politi[que] du « *gros bâton* » de Theo[dore] Roosevelt, et appliquée cha[que] fois qu'une crise paraît men[acer] les intérêts des Etats-Unis — [au] Guatemala en 1954, à Cuba [en] 1961, à Saint-Domingue en 1[965], au Chili, d'une autre façon, [au] début des années 70, — et [celle] du « *profil bas* » (« *low* profil[e] ») de M. Richard Nixon, il n'y a [eu] rarement place pour des dé[fini]tions plus élaborées, comm[e le] « *bon voisinage* » de Frankli[n] Roosevelt, ou l'Alliance pou[r le] progrès de John Kennedy. En[core] de telles politiques sont-elles [des] *réponses à des situations de cr[ise]* : la seconde guerre mondiale [pour] Roosevelt, la menace cubaine [pour] Kennedy, et l'on pourrait ajo[uter] les retombées prévisibles d[e la] crise chilienne pour le « *nou[veau] dialogue* » de M. Kissinger.

L'éventuelle levée des sanc[tions] contre Cuba sera-t-elle porté[e au] crédit du secrétaire d'E[tat] ? Quant aux aménagements [du] Trade Act, le Congrès amér[icain] ne paraît pas près d'y conse[ntir]. Au contraire, la révélation du [rôle] de M. Kissinger dans le renv[erse]ment de Salvador Allende e[t sa] *désinvolture vis-à-vis de l'A[mé]rique latine* — son absenc[e à] Quito et sa tournée au su[b]continent quatre fois annulé[e] — *l'ont quelque peu disquali[fié]* comme interlocuteur. Avec [des] millions de chômeurs, un [lourd] déficit de leur balance des p[aie]ments, une chute sensible de[ leur] pouvoir d'achat, les Améric[ains] sont-ils en mesure de mettr[e sur] pied une grande politique la[tino-]américaine ?

Les Etats-Unis ont sou[vent] considéré que ce qui était [bon] pour les sociétés multinatio[nales] au sud du rio *Grande* était [éga]lement bon pour eux. On ne [peut], pourtant, exclure que leurs [ré]cents revers diplomatiques n[e les] conduisent à *s'intéresser* de [plus] près à leurs voisins du Sud. C['est], en tout cas, une conviction [au]jourd'hui partagée par de n[om]breux Latino-Américains. [Et] cette perspective, d'ailleurs, [est] loin d'enthousiasmer. Ce re[gain] d'intérêt américain s'accom[pa]gnerait, certes, de quelques [lar]gesses. Mais les peuples lat[ino-]américains n'y gagneraient [sans] doute pas en liberté de [ma]nœuvre.

FIN

# Révision de la politique américaine envers La Havane

*(Suite de la première page.)*

Si de telles situations, banales ailleurs, se multipliaient, elles pourraient annoncer la fin de l'économie de dépendance dans laquelle l'Amérique du Sud a été placée par les grandes puissances depuis l'époque de la colonisation. C'est le vrai problème des relations entre les Etats-Unis et leurs voisins du sud.

## Un nouveau rôle pour Cuba

Le geste de M. Kissinger ne modifie pas quant au fond les relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine. Il a néanmoins une portée considérable pour Cuba. Le « scénario » de M. Kissinger contient une *reconnaissance politique* du régime cubain et, comme dans le cas du Vietnam, l'abandon d'une volonté de puissance restée sans effet. Le jour où les négociations s'ouvriront, Cuba aura remporté une victoire morale incontestable. Aucun régime révolutionnaire latino-américain n'a en effet jusqu'à ce jour réussi à amener les Etats-Unis à traiter sérieusement avec lui.

Ce succès effacera peut-être les effets de la conférence des pays non-alignés d'Alger, en septembre 1973, au cours de laquelle M. Fidel Castro était apparu à certains comme un combattant digne d'estime mais qu'on n'avait pas hésité à amalgamer à la bureaucratie du Kremlin.

Le premier Cubain avait alors eu en la personne du président Kadhafi un accusateur virulent qui avait dénoncé la dépendance de Cuba à l'égard de l'Union soviétique. Fort de la « reconnaissance » américaine, le premier ministre cubain pourra reprendre son argumentation d'Alger, selon laquelle le tiers-monde ne peut se libérer sans l'appui de l'Union soviétique.

Cuba n'est pas entrée dans l'histoire latino-américaine le jour où une révolution de guérilleros barbus a renversé la dictature de Batista. Sa guerre contre les Espagnols, ses rapports orageux avec les Etats-Unis, l'ancienneté des luttes menées par le prolétariat des plantations de sucre, ont fait que l'histoire de l'île a toujours été attentivement suivie par ses voisins.

Comment va être accueillie aux Etats-Unis la perspective de voir s'ouvrir des négociations avec Cuba ? Très mal sans doute par la plupart des quelque 400 000 exilés cubains installés à Miami et dans la région : on peut s'attendre à des mouvements de protestation dans la « petite Havane ». Mais le « lobby » cubain, qui était représenté, entre autres, à la Maison Blanche par le financier « Bebe » Reboso, ami intime et confident de M. Nixon, est en perte de vitesse. En revanche, l'erreur dramatique du débarquement de la baie des Cochons n'a pas été oubliée. Le 5 mai dernier, dans le *Wall Street Journal*, l'historien Artur Schlesinger traduisait en ces termes un sentiment assez répandu : « *Le grand danger désormais*, écrivait-il, *est que nous essayions de peser de tout notre poids quelque part, n'importe où, avec l'idée que nous montrerons ainsi que nous n'avons pas été intimidés par notre défaite au Vietnam.* » Les propos de M. Kissinger sont de nature à apaiser cette inquiétude, au moins en ce qui concerne Cuba.

ALAIN-MARIE CARRON.

## Saint-Domingue

### LES PRINCIPAUX CHEFS MILITAIRES ONT DONNÉ LEUR DÉMISSION

**Saint-Domingue (A.P., Reuter). — Les principaux chefs des forces armées dominicaines ont donné leur démission le samedi 10 mai, retirant ainsi au président Joachim Balaguer leur soutien. Les officiers supérieurs démissionnaires sont : le vice-amiral Ramon Emilio Jimenez Jr, secrétaire aux forces armées ; le général Salvador Liuveres Monta, chef de l'armée de l'air, et le commandant Manuel Antonio Logrono Contin, chef de la marine. Le président Balaguer a nommé le colonel Renato Malago Montesano à la tête de l'armée de l'air et le commandant Xavier Rivera Caminero à la tête de la marine.**

**Ces démissions sont survenues deux jours après la nomination du général Rafael Nivar Seijas à la tête de la police nationale. Les chefs des forces armées étaient opposées à la désignation du général Nivar Seijas, un homme très proche du président Balaguer. Celui-ci a annulé un voyage qu'il devait faire à l'intérieur du pays.**

AVEC L'ACCORD DE WASHINGTON

## L'Organisation des États américains s'apprête à lever les sanctions contre Cuba

De notre correspondant

Washington. — Les ministres des pays membres de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), réunis à Washington pour l'assemblée générale, ont abouti à un accord de principe sur la formule, le « *scénario* » selon l'expression de M. Kissinger. Il devrait ainsi être possible, dans un délai relativement court, de mettre fin à l'embargo commercial contre Cuba. Samedi après-midi 10 mai, le secrétaire d'Etat a confirmé aux journalistes que les Etats-Unis approuvaient la procédure mise au point par ses collègues latino-américains. Il a ajouté, cependant, qu'il ne fallait pas s'attendre à une action concrète au cours de cette session.

Le problème de Cuba, qui ne figurait pas sur la liste des trente-trois points à l'ordre du jour, a donné lieu à de nombreuses discussions en coulisses entre les ministres, et notamment entre M. Kissinger et les représentants du Chili, du Brésil, du Venezuela et du Pérou. Le secrétaire d'Etat a refusé de donner des détails sur la formule envisagée, mais, un peu plus tard, M. Facio, ministre des affaires étrangères du Costa-Rica, annonçait qu'une nouvelle réunion de l'Organisation se tiendrait à San-José, capitale de ce pays. Il n'en a pas été précisé la date, mais les milieux latino-américains pensent qu'elle aura lieu en août ou en septembre.

La formule à l'étude comporte deux variantes entre lesquelles les ministres devront faire un choix d'ici à la fin de la session prévue pour jeudi prochain. La variante proposée par le Mexique envisage, en une première étape, la révision des règles de procédure du traité de Rio ; il s'agirait de substituer la majorité simple à celle des deux tiers requise pour la levée de l'embargo. C'est ce que pourrait décider une réunion extraordinaire de l'O.E.A. au Costa-Rica. Mais la ratification de cette décision prendrait entre un et deux ans, créant, ainsi, un nouveau retard avant qu'une autre réunion ne lève officiellement les sanctions contre Cuba.

La seconde variante, plus souple, et qui semble avoir plus de chances d'être adoptée, laisserait à chaque membre de l'O.E.A. la liberté de reprendre ses relations commerciales avec Cuba. Il n'y aurait pas de levée officielle de l'embargo, la décision serait prise à la majorité simple par le Conseil permanent de l'O.E.A. Cette dernière formule aurait la faveur de Washington, dans la mesure où le vote du Conseil permanent à la majorité simple, pratiquement acquise, dispenserait les Etats-Unis d'avoir à forcer la main des Etats latino-américains farouchement hostiles au régime de Castro.

L'impression générale dans la capitale est qu'un premier pas concret vient d'être accompli sur la voie de la normalisation des relations entre Cuba et le reste de l'hémisphère occidental. Apparemment, M. Kissinger est décidé à aller de l'avant, mais il est tenu à une certaine prudence compte tenu des réactions du Congrès. Ainsi un traité en cours de négociation et rétablissant la souveraineté panaméenne sur le canal provoque des réactions hostiles au Capitole. M. Tack, ministre des affaires étrangères de Panama, déclare que s'il refusait de ratifier ce traité, le Congrès créerait dans son pays « *une très grave situation* ».

HENRI PIERRE.

● *Deux attentats à la bombe* commis le samedi 10 mai à Washington contre les bureaux de la compagnie aérienne soviétique Aeroflot et contre l'ambassade du Mexique ont été revendiqués par une organisation clandestine anti-castriste, El Alacran (le Scorpion). Dans une note adressée à une agence de presse américaine, cette organisation affirme notamment que « *tout gouvernement d'Amérique latine qui reconnaît le régime Castro est considéré comme traître au peuple cubain soumis au joug de l'esclavage* ». — *(A.F.P.)*

● *La délégation française* qui participera à la première réunion de la commission franco-cubaine, du 12 au 15 mai à La Havane, est arrivée le samedi 10 mai à Cuba. Elle est composée de huit hauts fonctionnaires représentant les ministères des finances, des affaires étraigères, de l'industrie et au P.T.T. La commission sera officiellement installée mardi par le ministre français du commerce extérieur, M. Norbert Ségard, attendu mardi matin dans la capitale cubaine, venant de Mexico. — *(A.F.P.)*

## Chili

## Les mesures économiques prises par la junte vont aggraver la crise

### *estime un ancien ministre de l'Unité populaire*

**Après la formation, le mois dernier, d'un nouveau gouvernement chilien, nous avons reçu de M. Pedro Vuskovic, ancien ministre de l'économie du gouvernement d'Unité populaire, un texte dans lequel il analyse, en particulier, le « programme de rétablissement économique » que la crise, et particulièrement l'inflation galopante, ont contraint le nouveau ministre des finances, M. Jorge Cauas, à adopter.**

« *Les effets de telles mesures sont prévisibles*, écrit M. Vuskovic. *Elles vont séduire davantage encore le niveau de l'activité économique, alors même que la production industrielle a été notoirement inférieure à celle de 1973. Les petits et moyens entrepreneurs seront, naturellement, les plus touchés ; cela ne fera qu'accélérer l'emprise croissante des monopoles sur l'économie chilienne.*

» *Le chômage va croître : la masse des sans-travail va se trouver grossie par de nouveaux contingents de fonctionnaires licenciés ou d'ouvriers victimes de la réduction de la production, de fermetures d'usines. Les conditions de vie déjà précaires de la majeure partie de la population vont se détériorer un peu plus. La malnutrition et la faim vont empirer, en particulier du fait de nouvelles réductions des importations d'aliments. C'est un triste et dramatique hiver que commence à vivre le peuple chilien.* »

Ces sacrifices seront-ils au moins utiles ? M. Vuskovic ne le croit pas. « *La nature de classe de la dictature l'empêche de remettre en cause deux facteurs fondamentaux de la crise. L'un est l'énorme incidence sur le budget des dépenses militaires et l'entretien d'un appareil de répression. De cela, bien entendu, ni Pinochet, ni Cauas ni le* Mercurio *ne parlent. Car ils ne veulent pas rappeler que, aux termes du décret-loi n° 785 portant approbation du budget de 1975, le ministère de la défense a obtenu à lui seul des moyens supérieurs à ceux réunis des ministères de l'intérieur, des affaires étrangères, de la justice, de l'agriculture, des terres, du travail et de la prévision sociale, de la santé publique, des mines, du logement et des transports. Or ceci reste en marge de la politique anti-inflationniste; Cauas n'y peut rien, ni comme ministre des finances ni comme ministre de tutelle de huits autres ministères, car le ministère de la défense est hors de son champ d'attribution.*

» *Un deuxième facteur* [de la crise contre lequel ne pourront rien les mesures de rétablissement économique décidées par M. Cauas], *c'est l'incapacité de la dictature à reconnaître, au nombre des facteurs inflationnistes, l'augmentation constante des taux de profits des groupes monopolistes de la grande bourgeoisie chilienne... Or cette augmentation ne peut que croître lorsque le niveau d'activité baisse : c'est, en effet, le seul moyen de compenser la baisse du volume de la production.* »

M. Vuskovic estime, d'autre part, que le processus de dévolution d'entreprises publiques au secteur privé va se poursuivre. Selon lui, ce sont désormais des secteurs comme le cuivre, le pétrole, le gaz, la sidérurgie et les mines de fer qui pourraient être transférés à des entrepreneurs privés. Compte tenu de l'importance de ces secteurs, seuls des capitalistes étrangers seraient susceptibles de se porter acquéreurs.

Enfin, l'ancien ministre de M. Allende estime que la récente crise gouvernementale illustre d'importantes tensions au sein des forces armées. Comment, sinon, expliquer « *ce spectacle donné par une dictature fasciste qui met cinq jours à mettre sur pied une équipe ministérielle, dans le plus pur style parlementaire* » ? Le pouvoir personnel du général Pinochet est à son zénith, estime M. Vuskovic, mais des conflits avec les autres membres de la junte, et singulièrement avec le général d'aviation Leigh, se profilent.









# EUROPE

## Italie

### Le magistrat enlevé par les Noyaux armés prolétariens a été libéré

De notre correspondant

Rome. — Le magistrat Giuseppe di Gennaro a été libéré dans la soirée du dimanche 11 mai, cinq jours après son enlèvement à Rome par les Noyaux armés prolétariens (NAP) (*le Monde* daté 11-12 mai). Il a décrit ses ravisseurs comme étant « *jeunes, très bien habillés, parfaitement informés, disposant de plans d'action très précis* ».

La libération du magistrat avait été retardée par de nouvelles exigences des NAP, formulées de manière mystérieuse et assez incohérente. Elles devaient se traduire par le transfert dans d'autres prisons de trois détenus révoltés de Viterbe et par la diffusion sur les ondes de plusieurs communiqués.

L'affaire a eu un grand retentissement en Italie, bien que les enlèvements y soient devenus monnaie courante. Celui-ci ne ressemble, il est vrai, à aucun des vingt et un qui l'ont précédé depuis le début de l'année. Cette opération politique à grand spectacle survenait en pleine campagne pour les élections régionales du 15 juin. Les partis de gauche ne veulent voir dans cette affaire qu'un crime de droit commun et une grossière provocation. « *La bande qui s'intitule NAP*, a affirmé un porte-parole du parti communiste, *est évidemment un groupe de délinquants et de provocateurs manœuvrés pour servir des plans réactionnaires.* »

A gauche, on souligne les aspects obscurs de cette affaire : à droite, on y voit, au contraire, la preuve que le fascisme n'est pas le seul à menacer l'ordre public et que, « *à obliger la loi à opérer dans une seule direction, on lui enlève pratiquement toute efficacité* », comme l'écrit le *Giornale* (conservateur) de Milan, lequel feint d'ignorer que la loi n'est pas appliquée, et que la police montre bien plus d'énergie à pourchasser les révolutionnaires que les extrémistes du bord opposé.

On sait peu de chose sur les NAP, de formation récente, qui abriteraient aussi bien des repris de justice en rébellion que des militants révolutionnaires d'une culture marxiste assez sommaire. Les trois détenus de Viterbe appartiennent plutôt à la première catégorie. Condamnés pour vol ou assassinat, ils avaient tous trois tenté de s'évader ou de provoquer un soulèvement dans leur prison. *Il est vrai que les NAP* concentrent la plupart de leurs attaques contre une régime pénitentiaire souvent odieux, sur lequel *l'enlèvement du juge* di Gennaro aura au moins attiré l'attention. Toutefois, le magistrat est précisément l'un de ceux qui *se soucient, depuis des années,* d'une réforme de la condition des prisonniers. Ce n'est d'ailleurs pas la seule étrangeté de cette affaire.

R. S.

## Grèce

### Cinq cents journalistes athéniens poursuivent leur grève

De notre correspondant

*Athènes.* — Le sous-secrétaire à la presse ayant échoué, le vendredi 9 mai, dans sa tentative de conciliation, cinq cents journalistes athéniens poursuivent la grève déclenchée le 29 avril dernier. Soutenus par l'opinion publique et encouragés *par de nombreuses organisations* ouvrières, ainsi que par les partis du centre et de la gauche, les journalistes réclament une augmentation de salaires et une amélioration des horaires et des conditions de travail.

Huit quotidiens ont donné satisfaction aux journalistes : trois politiques, trois économiques et deux sportifs. Les éditeurs des quotidiens à grand tirage font la sourde oreille et ont répliqué par *le lock-out. Ils soutiennent* que la *presse* grecque traverse une crise.

*Les journalistes*, relevant que de substantiels bénéfices existent pourtant, font remarquer que, en dehors d'un petit nombre de traitements élevés dus à un certain népotisme, la moyenne de leurs salaires demeure faible.

En fait, les journalistes athéniens, mais aussi ceux de Salonique, posent le problème de la presse, de son rôle, de sa mission au sein d'un ordre démocratique. Pour eux, il s'agit de trouver, dans le système économique libéral, de nouvelles structures qui permettront de démocratiser *la presse et de la dégager* de conceptions par trop commerciales.

Les journalistes demandent également à être consultés pour tout ce qui concerne les questions de recrutement, de promotion, de licenciements, les conditions de travail, ainsi que sur l'orientation générale des journaux où ils travaillent. Ils visent enfin à la création de sociétés de érdacteurs qui les feraient participer de façon responsable et efficace à la marche de l'entreprise. Déjà le quotidien économique *Express* a fait un premier pas dans ce sens en associant ses rédacteurs aux bénéfices.

Un accord serait probablement *plus facile à réaliser si le gouvernement* consentait à concéder de nouveaux avantages aux groupes de presse, ce qui ne paraît pas le cas pour l'instant. En effet, un conflit oppose les amis de M. Caramanlis à certains milieux liés à des groupes de presse, qui mènent campagne contre lui. — M. M.

● *Plusieurs cérémonies ont marqué*, en Moselle, le vingt-cinquième anniversaire de la déclaration de Robert Schuman, le 9 mai 1950, qui a constitué l'acte de naissance de l'Europe actuelle. A Metz, un *te deum* a été chanté à la cathédrale en présence de l'évêque de la ville et des évêques de Trèves et de Luxembourg.

A Montigny-lès-Metz, où a vécu Robert Schuman, MM. Alain Poher, président du Sénat, et Carlo Schmid, député au Bundestag, ont rendu hommage à la mémoire du « père de l'Europe ».



## *Aux Canaries*

### Une assemblée religieuse est interdite par le gouvernement espagnol

Las-Palmas *(A.F.P.).* — L'assemblée pour l'étude socio-pastorale du diocèse des Canaries, qui devait commencer le 10 mai, a été suspendue par les autorités de Madrid, a annoncé Mgr José Antonio Infantes Florido, évêque du diocèse, dans un communiqué. « *Cette décision*, dit-il, *s'oppose à l'indépendance et à la liberté de l'Eglise dans l'exercice de son ministère pastoral, expressément reconnu par le droit concordataire.* »

Une note remise à l'évêque par le gouverneur civil de la province « au nom du gouvernement » affirme qu'« *étant donné le grand nombre de laïcs convoqués* », il ne s'agit pas d'une réunion religieuse couverte par l'immunité concordataire, mais bien d'une réunion « *non autorisée* », et q les autorités civiles prendraie donc les mesures nécessaires pc qu'elle n'ait pas lieu.

Après la suspension, il y a qu ques semaines, à la demande ( autorités gouvernementales, l'assemblée pastorale de Vallec dans la banlieue de Madrid, c devait présider le cardinal En que Y Tarancon, archevêque Madrid, cette nouvelle interv tion du pouvoir civil risque d' croître la tension entre Mad et le Vatican, estiment les obs vateurs. Ils soulignent aussi fait que l'évêque des Canaries un des *prélats espagnols* de ligne post-conciliaire et l'un principaux animateurs du M vement œcuménique en Espag

# PROCHE-ORIENT

### RECRUDESCENCE DES ATTENTATS EN ISRAËL ET DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Plusieurs dizaines d'habitants de Gaza ont été récemment arrêtés sous l'accusation d'avoir tenté de mettre en place des « *réseaux de sabotage et de terrorisme* », selon des informations connues, ce lundi 12 mai, à Tel-Aviv. Le journal *Maariv* indique à ce sujet qu'une quarantaine de personnes sont arrêtées chaque mois dans la région de Gaza « *à titre préventif* ».

D'autre part, vingt suspects ont été arrêtés dimanche à la suite de l'explosion d'un engin artisanal dans la matinée dans un terrain vague près du centre de Jérusalem. L'explosion n'a pas fait de victimes. D'autres arrestations ont été opérées à Ramallah où, samedi, un autobus israélien a été incendié en début d'après-midi.

Enfin, les forces de l'ordre ont quadrillé le secteur de Bar-Guira à l'ouest de Jérusalem où une locomotive a déraillé dimanche, à la suite du sabotage de la l Jérusalem-Tel-Aviv. L'acci n'a pas pas fait de victimes, r la circulation a été provisoirer interrompue.

La recrudescence des atter semble due à l'approche du 15 jour anniversaire de la créa de l'Etat d'Israël. — *(A.F.P., U.P.I., Reuter.)*

### UNE LETTRE DE Mme SIMONE DE BEAUVOIR

*Mme Simone de Beauvoir nous écrit, à la suite de l'article paru dans* le Monde *du 2 mai :*

« La manière dont M. Scemama a rapporté les propos que j'ai tenus à Jérusalem risque de donner lieu à un malentendu qui, pour moi, est grand. Il semblerait que j'aie souhaité que Jérusalem appartînt définitivement et intégralement à l'Etat israélien. J'ai dit tout autre chose. J'ai émis le vœu que, lorsque la paix s'établirait au Moyen-Orient, les deux communautés, arabe et juive, trouvent *ensemble* une solution *politique* permettant de préserver l'unité *physique* de Jérusalem. »

### ACCORD ENTRE QUATRE PAYS ARA SUR LA CRÉATION D'UNE INDUSTRIE MILITAI COMMUNE

Un accord portant sur la cré d'un organisme arabe pour la duction militaire, conclu le 29 dernier entre l'Egypte, l'A Saoudite, les Emirats arabes ur le Qatar, a été ratifié samedi 1 par les quatre chefs d'Etat, a noncé dimanche l'agence égypt Mena. Cet organisme est d à créer « une industrie mil avancée arabe ». Il aura son au Caire et sera doté d'un c de plus de 1 milliard de d fourni à parts égales par les q pays signataires.

Une commission ministérielle tripartite est créée, qui élir conseil d'administration. *Le g* Gamassi, ministre égyptien c guerre, a été désigné comme me de cette commission.

*Le président Sadate avait an* à plusieurs reprises son inte de diversifier les sources d'a visionnement en armes de l'E *et de créer une industrie natio* Il semble que la production fra d'abord à l'armée égyptienn (A.F.P., A.P.)

# A TRAVERS LE MOND

## Allemagne fédérale

● Me SIEGFRIED HAAG, l'un des avocats d'Andreas Baader, chef du groupe d'extrême gauche ouest-allemand « *Baader-Meinhof* », arrêté vendredi 9 mai à Heidelberg pour « *complicité avec une association criminelle* », a été libéré samedi soir. Il reste, selon la police « *fortement soupçonné* » d'avoir recélé des armes chez lui au profit d'une organisation extrémiste suisse.

Deux avocats du groupe Baader, Mes Klaus Croissant et Kurt Groenewold, ont déjà été exclus du procès, qui s'ouvrira le 21 mai à Stuttgard, *sous* l'accusation d'avoir assuré des *liaisons entre les accusés et les* militants en liberté. — *(A.F.P.)*

● DANS UNE INTERVIEW accordée à l'hebdomadaire de Hambourg *Der Spiegel*, l'ancien chancelier Willy Brandt déclare que sa tâche « *est et restera celle de chef du parti social-démocrate. Rien de plus, rien de moins* ». Des rumeurs prêtaient à M. Brandt l'intention de briguer à nouveau la chancellerie. — *(A.F.P.)*

## Irlande du Nord

● ROMPANT A CETTE OCCASION le cessez-le-feu qu'elle observe depuis le 10 février, l'IRA provisoire a revendiqué, dimanche 11 mai, dans un communiqué le meurtre d'un officier de police tué samed Londonderry. Selon l'IRA meurtre constitue un acte représailles contre les perqu tions de la police et de l'ar dans le quartier catholiqu la ville. *(A.P.)*.

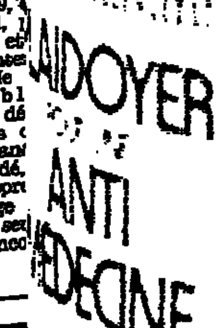
## Italie

● ACCUSE d'avoir tenté de f assassiner le préfet de pc Angelo Mangano à Rome 1973, Frank Coppola a été quitté samedi par la cour d sises de Florence au terme neuf heures de délibération dirigeant de la mafia n'a pas hésité à accuser le pr de police de corruption et mensonge. M. Angelo Mang *avait été sérieusement* bl lors de l'attentat. (*Le Mo* du 11-12 mai.)

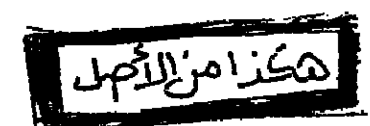
## Suisse

● LES CITOYENS DU DEI CANTON DOBWALD, pour quatrième fois depuis 1919, décidé, dimanche 11 mai, l 5 351 voix contre 4 094, et bulletin secret, de mainte l'institution séculaire de *Landsgemeinde* (assembl prenant directement les dé sions à main levée). Ils désavoué le parlement cant nal qui avait recommandé, une forte majorité, la suppr sion de cet ultime vestige la démocratie *directe que seu* trois cantons pratiquent enco en Suisse. — *(Corresp.)*












# EUROPE

## Grande-Bretagne

*POUR FAIRE FACE A LA CRISE ÉCONOMIQUE*

# M. Wilson se refuse à envisager la formation d'un gouvernement de coalition

**La campagne pré-référendaire a pratiquement commencé en Grande-Bretagne et donne l'occasion aux partisans du « oui » et du « non » de s'affronter sur des questions qui ne paraissent pas, à première vue, directement liées au maintien ou au retrait du pays de la Communauté européenne. La difficile situation économique dans laquelle se trouve le pays fournit aux adversaires l'occasion de prédictions plus ou moins apocalyptiques. Le quotidien conservateur « Times », partisan inconditionnel du « oui », a consacré, jeudi 8 mai, cinq colonnes à la une au désastre financier qui s'annonce. Les polémiques sur l'éventualité d'un gouvernement de coalition reprennent. Enfin, les projets du ministre de l'industrie, M. Wedgwood Benn, vedette de l'aile gauche travailliste, concernant le contrôle des investissements et de la production par l'Etat, provoquent de violentes réactions de la Confédération patronale des industries britanniques. Dans un discours télévisé qu'il a prononcé dimanche 11 mai, M. Wilson a rejeté l'idée d'un gouvernement de coalition, mais a laissé prévoir un remaniement ministériel après le référendum.**

De notre correspondant

Londres. — La campagne électorale du mois d'octobre avait fait apparaître sur la scène politique un étrange animal appelé « G.N.U. ». Il s'agissait du *gouvernement d'union nationale* » que M. Heath jugeait alors indispensable pour redresser l'économie du pays. Les citoyens démontrèrent qu'à leurs yeux cette notion était contraire aux traditions britanniques et que la crise ne leur paraissait pas assez sérieuse pour que l'on ait recours à une solution aussi choquante.

Depuis lors, cependant, l'inquiétude a progressé dans la conscience des Britanniques. Ceux-ci ont vu les prix monter de 21 % en douze mois. A l'heure actuelle, leur progression se fait même au rythme de 25 %. Les augmentations de salaires atteignent 30 %. Dans tous les secteurs essentiels — chemins de fer, électricité, sidérurgie — les menaces de grève surgissent de nouveau. Les mineurs reviennent à la charge trois mois après avoir obtenu une amélioration très substantielle de leur sort. D'autre part, la chute du sterling s'accélère. Depuis 1971, la livre a perdu 1,5 % de sa valeur par rapport aux principales devises étrangères. Ces cinq dernières semaines, elle est tombée de 2,5 %.

Un incident vient de relancer les spéculations sur l'équilibre politique du pays. Le commentateur américain, Eric Sevareid, a, en effet, déclaré sur les écrans de la télévision américaine que la Grande-Bretagne devient « *ingouvernable* » et que toute sa structure sociale risque de s'effondrer rapidement.

Ces sombres prédictions étaient faites alors que M. Wilson se trouvait à Washington. Mais, cette fois-ci, le démenti de M. Wilson n'est pas accueilli en Grande-Bretagne avec autant de confiance que par le passé. De la ménagère aux dirigeants de Whitehall, en passant par la City et les milieux industriels, l'atmosphère s'alourdit. La relance de l'idée d'union nationale revient en partie à la gauche travailliste et à son leader, le ministre de l'industrie, M. Benn. Lors d'une réunion du Conseil national de développement économique, qui rassemble des représentants du gouvernement, des syndicats et des employeurs, le ministre a reproché ouvertement à Mme Shirley Williams, ministre de la consommation, de préparer l'avènement d'un gouvernement d'union nationale. L'accusation est certainement fausse. Elle n'en révèle pas moins les craintes profondes de la gauche de voir le pays se rebeller de plus en plus contre les projets des « *doctrinaires du socialisme* ».

Le même thème vient d'être repris par le député travailliste, Norman Atkinson, qui est l'une des vedettes du groupe de gauche Tribune. Il a dénoncé jeudi 8 mai la menace d'une « *alliance officieuse* » entre le chancelier de l'Echiquier, la majorité du cabinet travailliste et le parti conservateur. Selon lui, cette alliance viserait à promouvoir très bientôt un programme déflationniste comprenant le contrôle des salaires et des économies massives dans les services sociaux. Le moment serait proche, selon lui, où le mouvement travailliste va être contraint de demander « *des changements à sa tête* ». C'est une façon de dire que M. Wilson devrait céder la place à un représentant de la gauche du Labour.

Du côté conservateur, ce sont surtout les amis de M. Heath qui réagissent. Six d'entre eux viennent de déposer aux Communes une motion appelant « *les modérés de tous les partis à s'unir dans un effort pour sauver l'économie* ».

Les principaux leaders tories n'ont pas encore résolu le conflit qui divise, au sein du parti, les partisans du traditionalisme économique et les avocats de l'interventionnisme étatique. Enfin, certains estiment que, de toute manière, il vaut mieux laisser M. Wilson s'enferrer encore quelque temps dans une situation dangereuse.

Dimanche 11 mai à la télévision, M. Harold Wilson s'est efforcé, pendant plus d'une heure, de regagner la confiance chancelante de ses concitoyens. La décision de s'adresser au pays avait été prise vendredi, deux jours après que le premier ministre soit rentré de Washington, et alors que les rumeurs les plus alarmistes couraient aussi bien dans la City qu'à Whitehall.

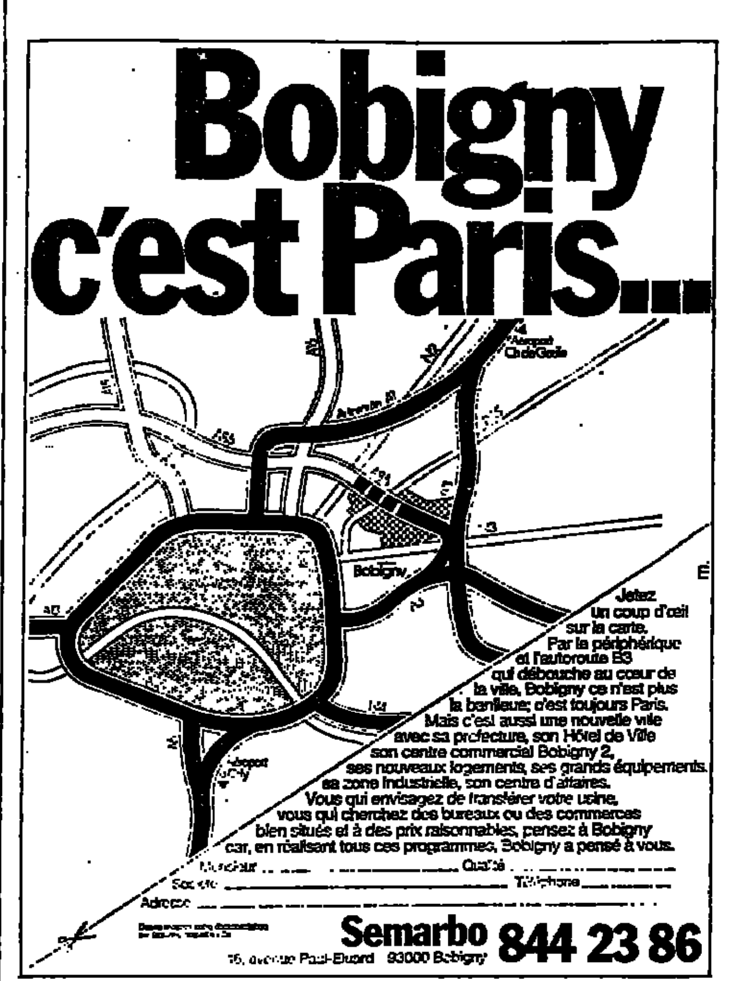
Le premier ministre a glissé rapidement sur les effets de l'inflation. Rejetant comme toujours une politique de contrôle des salaires, il a suggéré un renforcement du « contrat social », grâce à des conférences régulières entre le gouvernement, les employeurs et les syndicats.

Sur la crise interne du Labour, M. Wilson a été plus net, et il a vertement condamné l'attitude de son ministre de l'industrie, M. Benn. Le premier ministre a rappelé que la politique industrielle du gouvernement restait fermement contrôlée par lui-même et par le cabinet. Mais, confirmant implicitement les rumeurs d'un remaniement ministériel aussitôt après le référendum européen, il a assuré qu'à ce moment-là tous les ministres devront partager de nouveau la responsabilité collective du cabinet ou choisir de s'en aller.

M. Wilson n'a pas laissé prévoir les mesures urgentes que bien des spécialistes estiment nécessaires pour rétablir la confiance dans le sterling, et a rejeté avec mépris l'idée qu'un gouvernement de coalition serait mieux en mesure d'imposer au pays les sacrifices indispensables.

Le premier ministre a laissé l'impression qu'il est actuellement engagé dans une course de vitesse avec le référendum du 5 juin.

JEAN WETZ.



# EUROPE

## Tchécoslovaquie

PERQUISITIONS ET ARRESTATIONS

### La police recherche un document de l'opposition destiné à la conférence des P.C. européens

De notre correspondant

Vienne. — La nouvelle campagne déclenchée par les autorités tchécoslovaques contre les éléments « dubcékistes » a pris ces jours derniers un caractère plus aigu. Selon des informations parvenues à Vienne pendant le week-end, une série d'arrestations de personnalités de la période du « printemps de Prague » auraient eu lieu au début du mois de mai. Parmi ces dernières figureraient MM. Zdenek Mlynar, ancien secrétaire du comité central du parti communiste tchécoslovaque, Jaromir Litera, militant de longue date et ancien secrétaire de l'organisation du P.C. à Prague, Robert Horak, ex-secrétaire du Parlement, et Jan Kren, historien, qui fut d'un des conseiller de Josef Smrkovsky.

Ces quatre personnalités avaient fait l'objet à la fin du mois d'avril de perquisitions à leur domicile (le Monde du 29 avril). Quelques jours après cette première opération, une seconde vague d'investigations policières s'était déroulée, notamment chez les écrivains Ludvik Vaculik, Ivan Klima, Alexandre Kliment, le critique littéraire Kadlecik, l'économiste Venek Silhan. La sécurité tchécoslovaque aurait ainsi tenté de mettre la main sur un certain nombre de manuscrits illégaux. Elle paraît avoir été motivée moins par la publication en Occident, le mois dernier, de la lettre adressée le 28 octobre 1974 par M. Alexandre Dubcek au Parlement tchécoslovaque que par la découverte d'un document préparé par l'opposition socialiste intérieure à l'intention des partis communistes européens. Ce manuscrit d'environ deux cents pages présenterait une analyse de la politique de réforme d'après janvier 1968 et brosserait un tableau de la situation actuelle en Tchécoslovaquie.

M. Dubcek paraît pour le moment avoir été épargné par les perquisitions. On redoute, cependant, dans certains milieux de l'émigration que les autorités ne resserrent encore l'impressionnant réseau policier mis en place autour de lui — il serait surveillé nuit et jour par une vingtaine d'agents de sécurité, — afin de réduire le plus possible sa liberté de mouvement.

Les perquisitions et arrestations de ces dernières semaines paraissent s'insérer dans un plan visant à démanteler et démoraliser l'opposition intérieure, qui continue de se manifester sept ans après l'invasion du pays par les « cinq » du pacte de Varsovie, et à désorganiser ses liaisons avec l'émigration socialiste en Occident.

Le chef du parti, M. Husak, ne peut toutefois se permettre, semble-t-il, d'engager contre ses adversaires une répression de très grande envergure au moment où les Soviétiques sont avant tout désireux de conclure au plus tôt la conférence de sécurité en Europe et où la préparation de la réunion des partis communistes européens traverse une phase critique. Il ne lui est guère loisible, d'autre part, de laisser se développer une activité contestatrice qui apporterait de l'eau au moulin des éléments les plus durs de la direction du parti. Ces derniers ne souhaiteraient pas seulement briser sans pitié toute manifestation de rébellion dans le pays. Ils seraient aussi prêts à profiter du premier signe de faiblesse de M. Husak, pour le pousser à se dessaisir de ses fonctions de premier secrétaire et à se contenter du poste honorifique de président de la République en remplacement de M. Ludvik Svoboda, moribond depuis plusieurs mois.

Cette dernière hypothèse semble pour le moment exclue. M. Husak n'en doit pas moins rester sur ses gardes, d'autant que la persistance d'activités oppositionnelles dans le pays ne plaide pas aux yeux de Moscou en faveur de son talent politique. Contrairement aux bruits qui avaient circulé, M. Brejnev ne s'est pas rendu à Prague le 5 mai pour les fêtes anniversaires de la libération. Le fait qu'il ait préféré y déléguer l'un de ses adjoints, M. Kirilenko, pourrait être l'un des signes de l'agacement que provoque à Moscou le caractère toujours trouble de la situation en Tchécoslovaquie.

Les limites de l'action de M. Husak sont aussi attestées par la minceur de l'amnistie décidée à l'occasion du trentième anniversaire de la libération. Cette loi d'amnistie vise les criminels condamnés à des peines de prison « n'excédant pas trois ans ». En revanche, « elle ne s'applique pas à ceux qui ont été condamnés au cours des dix dernières années pour des actes criminels prémédités, pour calomnie envers un Etat de la communauté socialiste, pour espionnage, mise en danger d'un secret d'Etat au détriment d'un Etat socialiste, activités à l'étranger nuisible aux intérêts de la République, infractions économiques et militaires, punissables selon les dispositions du code pénal, actes opposés à l'exécution des pouvoirs d'un organe d'Etat, actes criminels commis en faisant usage des armes, abus de pouvoir d'un office public, pots-de-vin, mise en danger d'un secret professionnel, possession illégale d'armes, houliganisme, parasitisme, manquement à l'obligation alimentaire et mise en danger de l'éducation morale de la jeunesse. »

MANUEL LUCBERT.

### La tension entre « autonomistes » et « centralisateurs » menace la préparation de la conférence des partis communistes

De notre correspondant

Vienne. — La préparation de la conférence des partis communistes européens se heurte en ce moment à de sérieuses difficultés. Les différences de conception qui s'étaient manifestées dans les rencontres plénières de Varsovie en octobre et de Budapest en décembre, sur la nature de l'unité et le rôle de chaque parti, n'ont fait depuis lors que s'aggraver. Le fossé s'est à ce point creusé entre les prosoviétiques et les partisans d'une autonomie renforcée, qu'un risque réel de rupture existe actuellement. C'est dans ce climat plutôt tendu que se tient, ce lundi 12 mai à Berlin-Est, la troisième réunion du groupe de travail destiné à mettre au point le document qui devrait être adopté à l'issue de la conférence.

Un certain nombre de partis (notamment yougoslave, italien, espagnol, roumain) sont mécontents du contenu d'un projet de résolution politique préparé par le parti est-allemand (S.E.D.) et soumis aux autres membres du groupe de travail lors de la deuxième réunion de cette instance le 8 avril dernier à Berlin-Est. Ce document, très favorable aux thèses soviétiques, ressemblerait à un programme d'action assez contraignant pour ceux qui y souscriraient.

Les « autonomistes » envisagent un document qui soit simplement une analyse de la situation internationale et présente quelques options idéologiques ou politiques communes aux différents participants.

Les Yougoslaves avaient clairement exprimé leurs vues lors des précédentes rencontres. Ils ont été tellement ulcérés de voir leur opinion ignorée par le S.E.D. qu'ils auraient envisagé de se retirer de la suite des travaux préparatoires, se contentant de soumettre leur propre document à la discussion des autres partis. Ils sont finalement restés, sans doute encouragés en sous-main par les Italiens. Mais les uns et les autres sont fermement décidés à refuser toute discussion ultérieure sur la base du document est-allemand. Les Soviétiques sont donc placés devant le choix suivant : ou bien ils se soumettent aux exigences des « autonomistes », et dans ce cas la préparation de la conférence peut se poursuivre mais en repartant pratiquement de zéro, ou bien ils ne cèdent pas, et alors c'est la crise ouverte.

Que Moscou souhaite éviter une telle rupture, plusieurs signes paraissent l'indiquer. L'un est la nouvelle composition du groupe de travail : à l'origine, le nombre de ses membres était de seize. Or, pour la réunion de ce lundi, huit partis seulement ont été retenus, qui se répartissent en deux groupes égaux, d'un côté les « autonomistes » — Yougoslavie, Italie, Espagne, Roumanie, — de l'autre les « centralisateurs » — U.R.S.S., R.D.A., France, Danemark. Un tel équilibre des forces laisse augurer des possibilités de compromis. Les huit délégations sont dérigées par un membre du bureau politique, ce qui atteste de l'importance de la réunion.

Il faut, d'autre part, noter le ton très conciliant adopté, le 3 mai dernier, par M. Hermann Axen — membre du bureau politique du S.E.D., et secrétaire pour les affaires internationales — dans une interview à l'agence est-allemande A.D.N. Tout en reconnaissant tacitement l'existence de divergences parmi les P.C. européens, M. Axen avait donné des assurances quant à l'autonomie des différents partis. — M. L.

## Yougoslavie

### LE MARÉCHAL TITO SE REMET LENTEMENT D'UNE CRISE DE SCIATIQUE

Belgrade (A.F.P.). — On indique à Belgrade que la visite officielle du président Sadate en Yougoslavie reste fixée du 18 au 21 mai et que le président égyptien s'entretiendra avec le maréchal Tito. Auparavant, l'agence de presse du Moyen-Orient avait affirmé que ce voyage était reporté en raison de l'état de santé du président yougoslave. On ajoute cependant que la crise de sciatique dont se remet lentement le maréchal Tito, qui va avoir quatre-vingt-trois ans, peut logiquement inciter le président Sadate à proposer de retarder son voyage. Le maréchal souffre de cette crise depuis le début d'avril.

Il semble ne s'agir toutefois que d'un mal localisé, qui n'entraîne pas une détérioration générale de l'état de santé du président. Au prix d'efforts considérables, le maréchal Tito a tenu à présider, vendredi 9 mai, le défilé militaire du trentième anniversaire de la victoire. Il a également assisté à la soirée donnée au palais du gouvernement, où il recevait quatre mille invités.

## Hongrie

### L'écrivain G. Konrad demande à M. Kadar d'autoriser un sociologue à émigrer

De notre correspondant

Vienne. — L'écrivain hongrois György Konrad, qui avait été arrêté à l'automne dernier et détenu sans motif pendant une semaine par la police, (Le Monde du 29 octobre 1974), vient d'adresser une requête à M. Janos Kadar, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois, au sujet du sociologue Ivan Szelenyi. Ce dernier, ami et collaborateur de Konrad pour de nombreux travaux sociologiques, avait été arrêté en même temps que l'écrivain. Nous publions ci-dessous le texte de cette lettre :

« *Je voudrais exprimer mon inquiétude au sujet du fait que mon ami Ivan Szelenyi n'a pas encore reçu à ce jour son passeport d'émigration. L'an passé, un fonctionnaire du ministère des affaires intérieures nous avait déclaré formellement, le jour de notre libération (le 28 octobre), que ses autorités supérieures ne s'opposeraient pas à notre émigration éventuelle.*

» *La possibilité d'émigrer, pour Szelenyi, a été en principe réaffirmée par M. György Aczel, vice-président du conseil des ministres, qui a déclaré :* « Si Szelenyi veut » émigrer, qu'il le fasse. » *Ce point de vue me semble tout à fait raisonnable : c'est un des droits fondamentaux, reconnu aussi par la République populaire hongroise, de garantir à tout le monde le libre choix de son lieu de résidence.*

» *Szelenyi a présenté sa demande le 2 décembre 1974. Depuis cette date, il n'a reçu que trois lettres annonçant chaque fois l'ajournement de la décision, ce qui dépasse déjà le délai prescrit par la loi hongroise.*

» *Bien que je n'approuve nullement l'extension du pouvoir de la police à l'activité littéraire ou scientifique, j'ai pris la décision de rester en Hongrie. Ecrivain, je suis inséparablement lié à ma langue maternelle et au monde de mes expériences. Cette décision de ma part de rester dans mon pays ne peut pas être utilisée pour s'opposer à l'émigration d'Ivan Szelenyi.*

» *Offrir à quelqu'un la possibilité de quitter le pays, puis l'empêcher de partir une fois que cette possibilité a été acceptée, une telle manière d'agir soulèverait des doutes concernant la fidélité des autorités à leur parole. Je vous prie, en tant qu'homme d'Etat responsable, d'agir pour la solution honnête de l'affaire Szelenyi.* » — M. L.



# POLITIQUE

## M. Chirac : une politique sociale, oui ; le socialisme, no[n]

**En se rendant dimanche 11 mai devant les assises départementales U.D.R. du Cher, M. Jacques Chirac a entamé la série de visites qu'il fera aux fédérations du mouvement gaulliste jusqu'aux assises nationales de cette formation qui se tiendront les 14 et 15 juin à Nice.**

**S'en prenant avec vigueur aux communistes — alors que M. Neuwirth exploitait certai[nes] divergences entre socialistes et communistes, — [le] premier ministre a refusé pour la France à [la] fois le communisme et le socialisme. En revanc[he] il a prôné le développement d'une politique soci[ale] avec, notamment, un effort supplémentaire [en] faveur du chômage partiel et de la rela[nce] économique.**

M. Jacques Chirac présidant les assises départementales de l'U.D.R. du Cher, à Saint-Amand-Montrond, dimanche 11 mai, en présence, notamment, de M. Maurice Papon, député U.D.R., a, tout d'abord, parlé du mouvement dont il est le secrétaire général en disant :

« *Notre place est bien dans la majorité. Tant que nos options fondamentales ne sont pas remises en question, notre loyauté doit être totale. L'U.D.R. a été longtemps, certes, un mouvement dynamique, un mouvement de soutien à l'action menée par un homme, le général de Gaulle.*

» *Aujourd'hui, cette situation a, en quelque sorte, changé au lendemain des élections présidentielles. L'U.D.R. doit être également, en plus, un mouvement d'impulsion et trouver en elle-même, en son sein, dans ses structures rénovées, démocratisées, l'inspiration qui lui permettra la poursuite de l'action politique pour l'avenir de la France.* »

M. Chirac a indiqué que, chaque mois, l'U.D.R. enregistrait « *deux mille à deux mille cinq cents adhésions nouvelles* » et il a poursuivi :

« *Nous devons, d'une part, assumer l'héritage qui est le nôtre et, d'autre part, assumer la transformation permanente et nécessaire de notre société. Nous devons aussi la définir fermement comme un type de société qui n'a pas l'intention de se laisser dépasser ou rejeter par d'autres types de sociétés qui seraient plus entreprenantes ou plus violentes.*

» *Défense du maintien des institutions, maintien aussi d'un régime électoral législatif qui permet seul d'avoir une transmission directe entre les aspirations de la population et le Parlement, défense du maintien de notre politique d'indépendance nationale : c'est assumer notre héritage.* »

Après avoir noté que, sur cent quarante pays, vingt connaissent une démocratie du même type que la France, l'orateur a affirmé : « *Il est de plus en plus difficile de défendre l'idéal de démocratie et de liberté. Il y a deux types de sociétés : celui qui a pour moteur la contrainte et la peur, c'est-à-dire les régimes de la tristesse, et celui d'une certaine joie de vivre. Nous n'avons pas l'intention de maintenir des structures sociales dépassées. Une politique sociale, oui ; le socialisme, non.* »

Le premier ministre a annoncé que le gouvernement « *prendrait bientôt de nouvelles mesures concernant le chômage partiel, ainsi que des mesures sur le plan de la relance économique. Nous ne laisserons pas se poursuivre au-delà des limites normales des actions violentes* ».

Pour conclure, M. Chirac a déclaré : « *Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un enjeu, celui de la liberté. C'est la raison pour laquelle nous disons « non » au communisme parce que c'est la mise en cause de la liberté. C'est en réalité l'enjeu de notre action.* »

### Une manifestation hostile

Plusieurs centaines de personnes appartenant au parti communiste, au P.S., à Lutte ouvrière et aux organisations syndicales se sont massées devant la salle des fêtes de Saint-Amand-Montrond, brandissant des banderoles et réclamant notamment la garantie de l'emploi. Les manifestants ont été maintenus par le service d'ordre et aucun incident ne s'est produit. D'autre part, neuf organisations d'anciens combattants et résistants avaient fait savoir qu'elles ne seraient pas représentées à la cérémonie, « *afin de protester contre la décision du président de la République de ne plus célébrer le 8 mai* ».

### « L'HUMANITÉ » : le relais de M. Poniatowski.

« *La manière dont M. Chirac prend le relais de M. Poniatowski dans l'attaque contre les pays socialistes paraît peu compatible avec les responsabilités d'un premier ministre, soucieux de l'intérêt de la France. (...)*

» *M. Chirac s'est contenté d'appeler l'U.D.R. à rester dans la majorité parce que, à l'en croire, « les options fondamentales du gaullisme sont respectées dans l'état actuel des choses ». Ce qui est faire preuve de quelque impudence au moment où la politique étrangère du pouvoir apparaît chaque jour un peu plus en rupture avec celle du général de Gaulle.* »

### M. NEUWIRTH : l'erreur du P.S.

M. Lucien Neuwirth, secrétaire général adjoint de l'U.D.R., député de la Loire, a déclaré dimanche 11 mai à Toulouse que l'U.D.R. est « *avant tout et essentiellement un bouclier ; un bouclier contre toute forme de totalitarisme et contre certains désordres* ».

Il a ensuite affirmé : « *Notre ambition est de transformer les rapports sociaux hérités du passé et de parvenir à un nouveau type de démocratie qui sera la démocratie de participation. Il faut repenser l'économie et donner une nouvelle dimension au problème social.* » M. Neuwirth a ensuite évoqué l'union de la gauche en disant : « *On reste confondu devant la stupéfiante erreur du parti socialiste. Ce parti que nous avons connu dans le camp de la liberté, qui compte des hommes et des femmes de qualité, a fait un pari suicidaire. Certes, sur [le] plan de la tactique électorale [il] peut espérer qu'en additionn[ant] ses voix à celles du parti com[mu]niste il pourra parvenir au [pou]voir. Mais, ce faisant, il sacr[ifie] délibérément ses finalités et [ses] options les plus profondes.* »

« *(...) Quel accord pourrait [unir] socialistes et communistes pou[r la] politique étrangère ? Chacun [sait] qu'à peine au pouvoir les com[mu]nistes n'auraient de cesse qu[e la] France bascule vers le bloc so[vié]tique... Le P.C. et le P.S., [placés] au pied du mur du pouvoir, [on] les voit se demander si celui [qui] fera la courte échelle à l'autr[e ne] risque pas de rester en bas.* »

### M. GUÉNA : une grave con[tra]diction à gauche.

M. Yves Guéna, secrétaire g[éné]ral adjoint de l'U.D.R., dépu[té de] la Dordogne, a déclaré dima[nche] à Moulins :

« *Les socialistes savent [que] l'union de la gauche est fo[ndée,] en ce qui les concerne sur [une] grave contradiction. D'un côt[é, ils] ne peuvent espérer accéde[r au] pouvoir, ni même obtenir de[s] résultats électoraux, sans l'ap[port] massif des voix communiste[s ;] ils ne sont pas prêts à y renc[er.] Mais, d'un autre côté, ils [...] tent de partager le pouvoir [avec] les communistes, dont ils s[...] le caractère totalitaire et l[a vo]lonté dominatrice...*

» *Dans les provinces, da[ns le] face à face quotidien, la fai[lle se] creuse chaque jour dava[ntage] entre communistes et socia[listes.]*

» *A la division de la ga[uche] opposons l'unité de la majo[rité.]* »

## M. Paul Laurent reproche à M. Mitterr[and] une « conception autoritaire du pouvo[ir] »

Dans une interview à l'hebdomadaire communiste *France nouvelle* M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., estime que les critiques de son parti concernant la pratique politique du P.S. n'ont pas perdu de leur actualité. Il cite comme exemple l'élection municipale partielle de Chartres (le Monde du 6 mai) où le P.S. a refusé de constituer une liste commune avec le P.C.F..

M. Paul Laurent répond ensuite aux critiques adressées au P.C.F. parce qu'il revendique le titre de « parti de la classe ouvrière ». Il note : « *Que peut-on entendre par « parti de la classe ouvrière » ? On ne peut se placer essentiellement sur le terrain de l'influence parmi les ouvriers. S'en tenir là serait admettre que, à certains périodes de notre histoire, des partis réactionnaires, parce qu'ils avaient de l'audience parmi les ouvriers, seraient devenus des partis de la classe ouvrière. L'influence ne peut donc être le critère déterminant. Le critère déterminant, c'est la reconnaissance pratique et théorique du rôle de la classe ouvrière dans le combat révolutionnaire, dans la lutte des classes.*

» *Cette reconnaissance se traduit, par exemple, par le fait que les ouvriers jouent un rôle capital dans le parti révolutionnaire. Or il suffit, pour s'en tenir à cet aspect, de regarder à la fois la composition des congrès du P.S., de sa direction, de son groupe parlementaire, pour se rendre compte qu'il y a un abîme, pour ne pas dire une antinomien, entre cette réalité et la notion [...] comprise de parti de la [classe] ouvrière. Le sujet a d'autant [plus] d'intérêt que, pour aboutir au [ras]semblement majoritaire a[utour] du programme commun, la [classe] ouvrière s'est toujours plac[ée en] tête de ce combat ; c'est el[le qui] a amené les contingents le[s plus] décisifs pour les succès d[e cet] objectif. (...) Bien entend[u, le] parti socialiste peut mainte[nir,] c'est son droit le plus strict[, son] point de vue différent, ma[is on] ne voit pas à ce propos une [quel]conque convergence possi[ble à] court et à moyen terme.* »

Le dirigeant communiste [...] en outre la thèse selon la[quelle] le P.C.F. aurait une conce[ption] autoritaire du pluralis[me et] s'étonne, en revanche, que M. [Mit]terrand ait déclaré, à M[oscou,] aux dirigeants soviétiques q[u'il y] aurait en France « *un gouv[erne]ment socialiste avec particip[ation] communiste* ». « *Je crois r[econ]naître là une conception au[tori]taire du pluralisme* », con[clut] M. Paul Laurent.

● *M. François Mitterrand* a déclaré, vendredi soir 9 mai, au cours d'une réunion à Viuz-en-Sallaz, près d'Annemasse (Haute-Savoie) : « *Si un parti de gauche n'a que soi pour finalité, il ne sert à rien.* » « *S'il n'est pas l'incarnation de la volonté du peuple et s'il obéit à une volonté de puissance, il aboutira à un échec...* »

● *M. André Rossi*, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, qui participait, le 9 mai, à un dîner-débat organisé à Tarbes (Hautes-Pyrénées) par le Mouvement de la gauche réformatrice, a estimé que « *les Français qui n'étaient pas pour Valéry Giscard d'Estaing ont constaté, au bout d'un an, que ce président était réformiste (...) et qu'il répondait à leurs ambitions intellectuelles* ».

De son côté, M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, qui participait également à ce débat, a affirmé que « *les républicains indépendants et l'U.D.R. ont besoin sur la gauche d'hommes qui n'ont pas voté pour Valéry Giscard d'Estaing, mais qui se sentent mal à l'aise dans le corset étroit du programme commun de la gauche* ».

DÉBATS ET RÉUNIONS

● *L'association Etudes, recherches et informations socialistes* (ERIS), animée par M. Jean Poperen, député socialiste du Rhône, organise une réunion sur le thème : « Emancipation des travailleurs et pouvoir dans l'entreprise », mardi 13 mai, à 20 h. 30, 8, rue Cuvier, Paris (5e).

# POLITIQUE

## LE CENTRE DÉMOCRATE SOUHAITE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN NATIONAL DE L'EMPLOI

Le conseil politique du Centre démocrate a publié, dimanche 11 mai, au terme de sa réunion, une déclaration dans laquelle on lit notamment : *« Un an après l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing et la formation du nouveau gouvernement, le Centre démocrate se plaît à constater les résultats déjà acquis dans la voie de la transformation de notre société et les relations extérieures de la France. Toutefois, les réformes accomplies doivent être suivies d'un ensemble de mesures tendant à réduire les inégalités sociales et à mettre en œuvre une politique familiale hardie, comportant à la fois un revenu social de la mère se consacrant au travail familial et la promotion des valeurs familiales. »*

Quant aux actions engagées pour diminuer le chômage, *« elles devront*, estime la déclaration, *être complétées et appliquées rapidement et avec vigueur ». « Un plan national de l'emploi devra être conçu et appliqué en fonction des régions et des secteurs d'activité. »*

M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, président du Centre démocrate, a commenté la déclaration du conseil politique de son parti, en affirmant : *« Pour l'essentiel, les réformes présentées par le gouvernement ont été des réformes de mœurs. Il est maintenant nécessaire de réformer les structures de la société française. »*

### M. ABELIN : le vertige de l'écartèlement.

De son côté, M. Pierre Abelin, ministre de la coopération, secrétaire général du Centre démocrate, a estimé : *« La majorité n'est pas, à nos yeux, équilibrée. L'U.D.R. (...) a renoncé à donner une nouvelle définition du gaullisme et s'efforce de consolider son emprise en campant sur ses positions. (...) Les républicains indépendants tentent d'asseoir leur influence sur l'Etat et, dans cette démarche, rencontrent quelques difficultés qui les conduisent à faire la part du feu. »* M. Abelin a ajouté : *« La gauche de la majorité ne jouera pas pleinement son rôle et n'influera pas durablement sur la politique de la France, si elle cède au vertige de l'écartèlement. Nous devons demeurer fermes sur nos positions et créer une Fédération solide des réformateurs. Celle-ci se verra attribuer de très larges pouvoirs portant sur la mise en œuvre d'un programme, le choix des candidats aux élections législatives et les alliances contractées avec d'autres formations politiques. »*

### M. LECANUET : le gouvernement doit maintenant s'occuper de la santé de la famille.

Le Centre démocrate et le Centre Démocratie et Progrès avaient organisé, samedi 10 mai, un colloque sur la famille. M. Joseph Fontanet, ancien ministre, s'est demandé, à cette occasion, à propos du projet de loi sur le divorce, adopté par le conseil des ministres du 9 avril dernier, s'il était opportun, *« même pour utiliser un langage plus moderne, de désigner sous les termes de divorce par consentement mutuel le divorce où les deux conjoints sont d'accord pour la rupture de leur union »*. Le vice-président du C.D.P. a estimé que le vocabulaire *« n'est pas approprié, puisque l'intervention du juge est nécessaire, et qu'une décision positive n'est pas automatique »*. M. Fontanet a, d'autre part, émis le souhait que les magistrats reçoivent une formation psychologique très poussée.

Au cours de son allocution de clôture, M. Jean Lecanuet s'est félicité de constater que le Centre démocrate et le C.D.P., après avoir été *« séparés par une analyse différente de la stratégie politique »*, avaient uni leurs réflexions. Le garde des sceaux a ajouté : *« Il faut maintenant faire part de nos réflexions aux autres partenaires de la Fédération des réformateurs et, ensuite, à faire passer dans les décisions gouvernementales. »*

Pour M. Lecanuet, *« le gouvernement, en élaborant des projets sur l'avortement et le divorce, a commencé par traiter des maladies de la famille. Le moment est venu d'exiger par le sérieux de ses propositions que l'on traite maintenant les problèmes de santé de la famille »*, a ajouté le président du Centre démocrate, en précisant qu'il fallait à cet égard *« tenir compte des aspirations naturelles de la femme »*.

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, qui devait prendre la parole, s'était fait excuser.

# L'ANNIVERSAIRE DU 8 MAI 1945

## Libres opinions

## L'autre Europe

par CLAUDE BOURDET

EN 1943, le maréchal Smuts, chef du gouvernement sud-africain, annonça que, après la guerre, seules compteraient les très grandes puissances, les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Chine, le Commonwealth britannique (dont l'Afrique du Sud était encore membre). Je répliquai, dans *Combat* clandestin, que Smuts oubliait l'Europe de la Résistance, des maquis de Tito aux nôtres, qui se construisait dans la lutte et dans le sang. Je rangeais aussi dans cette grande alliance, comme nous étions beaucoup à le faire, les antifascistes allemands. L'article fut reproduit à Londres dans *Choix*, le « digest » britannique du temps de guerre. Plus tard, dans les camps, j'ai rencontré précisément ces camarades allemands survivants, durcis et ravagés par leur longue souffrance. Le 8 mai 1945, flageolant sur mes jambes, je contemplais dans la rue le « V » de lumière au-dessus de Paris. Je pensais à tous ceux qui ne le voyaient pas, aux morts, naturellement, mais aussi à ces milliers de concentrationnaires allemands, enfin délivrés de leur atroce cauchemar de douze années.

Je n'imaginais pas que trente ans plus tard, un chef d'Etat français oserait « gommer » le souvenir de ce jour, sous le prétexte qu'il gêne les Allemands et s'oppose à l'union de l'Europe. Quels Allemands, grands dieux, et quelle Europe ! Il n'y a pas un démocrate allemand sincère qui ne sache que ce jour fut celui de sa propre libération. Je sais bien que les Occidentaux, à la recherche d'un allié contre l'Est, ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour étouffer en Allemagne le grand mouvement de renouveau et de rejet du passé qui se dessinait en 1945-1946. Je sais que cette entreprise a partiellement réussi, que la dénazification a été une farce, que le chancelier Brandt était haï et a été finalement éliminé, d'abord et avant tout parce qu'il avait combattu le nazisme les armes à la main. Mais tout n'est pas perdu, heureusement, et une bonne partie de la jeunesse allemande, la majeure partie peut-être, sait encore aujourd'hui que le 8 mai 1945 a été sa victoire comme elle a été la nôtre.

Ce ne sont pas les démocrates allemands, ce n'est pas la jeunesse que M. Giscard d'Estaing entend satisfaire. Ce sont les vieux conservateurs qui n'ont rien oublié et rien appris, ce sont les officiers de la Wehrmacht qui ont formé la Bundeswehr et qui la dominent encore. Ce sont les membres du parti nazi, y compris les tortionnaires de la Gestapo, qui sont nombreux à vivre en parfaite sécurité outre-Rhin, quand ils n'occupent pas des positions importantes dans les affaires, ou des fonctions élevées dans la magistrature et l'administration.

Au contraire, la décision que Paris vient de prendre est une insulte pour les démocrates de toute l'Europe, Allemagne comprise, et tout particulièrement pour les antinazis martyrisés depuis 1933.

Mais l'antinazisme, l'antifascisme, est-ce que cela veut dire quelque chose pour le chef de l'Etat français ? Il faudrait peut-être lui expliquer ces termes. Dans son étrange message aux gouvernements occidentaux, il n'utilise pas ces mots une seule fois et le qualificatif qu'il trouve pour désigner la dernière guerre, c'est celui de « fratricide ». Elle l'a été sans doute comme le sont tant d'autres guerres, où des millions d'innocents et d'inconscients sont toujours massacrés. Mais cette expression lénifiante tend aussi à laisser croire que c'était un conflit accidentel, absurde, déplorable. Ou encore, qui sait, le résultat des manœuvres de grands intérêts jouant avec la vie des peuples ? Comme le fut, par exemple, pour une grande part, la guerre de 1914-1918, dont Giscard d'Estaing ne paraît pas vouloir effacer l'armistice... Or, la guerre qui s'est terminée le 8 mai 1945 a été pour des millions de Britanniques, de Soviétiques, d'Américains, de Français, de Yougoslaves, de Belges, de Hollandais, de Norvégiens et bien d'autres, la guerre de la liberté, la guerre contre un système démoniaque, qui était parvenu à écraser et pervertir toute l'Europe. Et cette guerre a été cela aussi, malgré la déchirure nationale, pour les antifascistes allemands, par exemple pour Willy Brandt, soldat de l'armée norvégienne. Peut-être que pour M. Giscard d'Estaing, ce n'était pas la même chose.

## M. POHER : oublier est une chose, pardonner est une autre chose.

*(De notre correspondant.)*

Lille. — M. Alain Poher, président du Sénat, a présidé dimanche, à Lille, la séance de clôture du congrès régional des résistants du mouvement Voix du Nord. *« Ce n'est pas une décision officielle qui pourra nous empêcher de réfléchir sur le sort qui eût été le nôtre si nous avions été vaincus »*, a déclaré M. Poher. Il a ajouté : *« Oublier est une chose, pardonner est une autre chose. Il faut faire le serment de ne pas oublier. Il importe peu qu'il y ait une cérémonie, mais il faut garder le souvenir dans le cœur. Il ne faut surtout pas faire croire que ce qui s'est passé ne reviendra jamais ! »*

M. Henri Noguères, historien de la Résistance, a dénoncé *« une certaine mode rétro »* qui se plaît à oublier tout ce qui a été fait par le fascisme.

Les résistants du mouvement Voix du Nord ont décidé de célébrer, en 1976, le trente et unième anniversaire de la victoire du 8 mai 1945 devant le mémorial élevé près du fort des Bondues, où furent fusillés des résistants.

## DES MAIRES SOUHAITENT LE MAINTIEN DES CÉRÉMONIES

Diverses municipalités ont fait part de leur intention de continuer à commémorer le 8 mai. Tel est le cas de la municipalité (à direction socialiste) de Clermont-Ferrand, de celles d'Angoulême (majorité), de Montreuil et d'Ivry (communistes). Le congrès des maires de l'Isère a approuvé, dimanche 11 mai, une résolution demandant le rétablissement de la commémoration de la victoire de 1945.

## A Toulon

## LE COLONEL REYMOND délégué municipal aux anciens combattants DONNE SA DÉMISSION

Le colonel Reymond, conseiller municipal de Toulon (Var), a donné sa démission de délégué aux anciens combattants en expliquant ainsi sa décision :

*« On ne voit pas pour quelle raison le président de la République s'arrêterait en si beau chemin : après avoir rayé de l'histoire la victoire des armées alliées de 1945, remportée sur un régime et une philosophie que réprouve d'ailleurs la grande majorité du peuple allemand, la logique lui commanderait de supprimer aussi la célébration de l'anniversaire de l'armistice de 1918, qui mit fin à un conflit qui, lui, dressa les unes contre les autres des nations aujourd'hui cependant pleinement réconciliées. Elle imposerait également la suppression de la journée des déportés. (...)*

*» S'incliner devant l'initiative stupéfiante du président de la République reviendrait à entériner l'insulte faite à l'armée française, au moment de la signature de l'acte de capitulation allemande, par le maréchal Keitel, lorsque celui-ci grommela à l'intention du général de Lattre et de son état-major :* « Il ne manquait plus que ceux-là ! »

● *Les anciens combattants et prisonniers de guerre de la Savoie continueront à commémorer la fête de la victoire.* — Les anciens prisonniers de guerre et combattants de la Savoie se sont réunis dimanche à Chambéry pour fêter le trentième anniversaire du retour des camps. Le maire M. Pierre Dumas, ancien ministre du général de Gaulle, a déclaré : *« Nous continuerons à célébrer entre nous et dans nos cœurs l'anniversaire de la victoire de 1945. »*

## LE P.C.F. SE MOBILISE CONTRE LA DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le parti communiste est décidé à faire de sa campagne contre la décision du président de la République de ne plus commémorer l'anniversaire du 8 mai 1945 l'occasion d'un regroupement, dans son sillage, des *« forces nationales et démocratiques »*. Déjà, il organise, le mardi 13 mai à 20 h. 30, à la Salle des fêtes (28 bis, rue Saint-Dominique, Paris 7e), un meeting de protestation, tandis que « l'Humanité » de lundi 12 mai consacre plus d'une page à « la bataille du 8 mai ». Le groupe communiste de l'Assemblée nationale doit intervenir sur ce point dès mardi au Palais-Bourbon.

Si la campagne du P.C.F. se veut unitaire, le ton employé risque, néanmoins, de limiter les concours. Les communistes lient, en effet, leurs protestations contre la décision du président de la République à une dénonciation de la Communauté économique européenne. M. Jean Kanapa, membre du comité central, n'hésite pas à écrire dans « l'Humanité du 12 mai : *« Giscard d'Estaing, en prétendant substituer à la commémoration [de l'anniversaire de la victoire] l'exaltation de la petite Europe des Neuf — comme d'autres exaltaient avec Adolf Hitler la « défense de l'Occident », — voudrait faire une croix sur la contribution décisive que l'Union soviétique, au prix des plus lourds sacrifices, a apportée à l'écrasement du fascisme, donc à la libération de notre propre pays. »*

● *L'U.R.S.S. et l'anniversaire de la victoire.* — Interrogé dimanche 11 mai à Strasbourg — où il était venu déposer une gerbe sur la tombe des soldats soviétiques enterrés au cimetière de Neuhof, — sur la décision française de ne plus commémorer le 8 mai, l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, M. Stepan Tchervonenko, a déclaré : *« Avant tout, je voudrais souligner qu'il s'agit en fin de compte d'une décision du peuple français et donc d'une affaire intérieure. En ce qui concerne l'U.R.S.S., elle va continuer à commémorer cette victoire sur le nazisme, payée d'un sang irremplaçable. Il ne s'agit pas à nos yeux du souvenir d'un triomphe guerrier, mais surtout du rappel de l'annihilation du nazisme... »*

● *MM. Jarrot et Soisson à la célébration du trentième anniversaire de la libération dans le Haut-Rhin.* — Deux cérémonies célébrant le trentième anniversaire de la libération ont eu lieu dimanche dans le Haut-Rhin en présence de M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, et de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités.

● *M. Pierre Lefranc*, président des Cadets de la France libre et président de l'Association nationale pour la fidélité au général de Gaulle : *« La victoire du 8 mai 1945 n'est pas celle de certains peuples contre d'autres, mais la victoire de la liberté sur l'asservissement. Aucune autre date n'est plus significative, et le 8 mai devrait donc être choisi par tous les peuples d'Europe pour célébrer leur commune volonté d'indépendance.*

*» Quant aux Français qui ont pris part à la grande lutte, ils n'ont nul besoin des fastes officiels pour se souvenir et saluer en leur cœur la mémoire de ceux qui ont précisément payé de leurs vies les chances du présent. »*

● *« La lettre de la nation »*, organe de l'U.D.R., du lundi 12 mai écrit : *« La comédie de l'indignation* [des communistes] *n'est qu'une opération politique ouvertement dirigée vers les gaullistes. Ceux-ci ne s'y laisseront pas prendre. Le général de Gaulle n'avait pas voulu faire du 8 mai une fête nationale, et, en dix ans d'Elysée, il ne lui a consacré ni une allocution ni un message. La fidélité à sa politique se mesure à la construction d'un sixième sous-marin nucléaire, que refuse le P.C., pas à un dépôt de gerbes... »*

● *M. Louis-Auguste Girault de Coursac*, président de l'Institut de politique étrangère, dont la revue bimestrielle, *Revue française de politique étrangère*, se situe dans la mouvance du gaullisme (*le Monde* du 5 janvier 1974), accuse M. Giscard d'Estaing de *« capituler, au nom de la petite Europe, devant l'impérialisme américain »*. Il ajoute : *« L'ennemi et ses complices ont payé le prix du sang. M. Giscard d'Estaing paiera un jour celui de sa politique antinationale. Puisse notre peuple le lui rappeler en manifestant quand même le 8 mai chaque année. »*

# HISTOIRE

## Ce que sont devenus les chefs militaires alliés de 194

Que sont devenus les chefs militaires chargés des plus hautes responsabilités au 8 mai 1945 ?

A l'Ouest, le chef d'état-major de *l'armée américaine est le général* George Marshall (1880-1959), secrétaire d'Etat en 1947, il lancera le plan qui porte son nom, deviendra secrétaire à la défense en 1950 et recevra, en 1953, le prix Nobel de la paix.

Le chef d'état-major impérial bri*tannique est le field-marshall* Alan Brooke (1883-1963) à son poste de 1941 à 1946. Il sera fait vicomte Alanbrooke.

Le chef d'état-major de la défense nationale française est le général Alphonse Juin (1888-1967), qui sera *fait* maréchal de France en 1952. Résident général de France au Maroc de 1947 à 1951, il sera commandant *en chef des forces Centre-Europe de* l'OTAN de 1951 à 1956.

La carrière du commandant suprême allié Dwight D. Eisenhower *(1890-1969) est connue : président de* l'université Columbia en 1948, il sera commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe, de 1950 à 1952, et président des Etats-Unis de 1952 à 1960.

Le général Bedell Smith (1895-1961), son chef d'état-major, sera ambassadeur des Etats-Unis à Moscou de 1946 à 1949, directeur de la C.I.A. de 1950 à 1953, sous-secrétaire d'Etat en 1953-1954.

Parmi les adjoints directs d'Eisenhover, le maréchal de l'air britannique Sir Arthur Tedder (1890-1967), qui signa en son nom la capitulation de Berlin, deviendra chef d'état-major de l'air *aussitôt après la guerre, puis,* en 1950, vice-président de la B.B.C. et chancelier de l'université de Cambridge.

*Autre signataire de la capitulation* de Berlin, le général Carl Spaatz (1891-1974), commandant en chef des forces stratégiques américaines en Europe, *sera chef d'état-major* général de l'armée de l'air américaine de 1945 à 1948.

Dans *Croisade en Europe*, le géné*ral Eisenhower donne l'ordre* de bataille allié à l'Ouest pour l'offensive finale.

Les principaux chefs militaires cités sont les suivants :

### VIe groupe d'armées

2e division blindée française : général *Leclerc (Philippe de Hauteclocque)* 1902-1947, mort dans un accident aérien près de Colomb-Béchar. Maréchal de France à titre *posthume en 1952 ;*

27e division d'infanterie alpine : général Marie-Eugène Molle, né en 1895 ; passé au cadre de réserve en 1955.

1re division d'infanterie française (F.F.L.) : général Pierre Garbay, né en 1903. Gouverneur militaire de Paris (1958-1959).

● *Ire armée française :*

Général Jean de Lattre de Tassigny (1889-1952). Signataire de la capitula*tion de Berlin.* Haut commissaire et commandant en chef en Indochine. Maréchal de France.

— 1er corps d'armée français :

Général Antoine Béthouart, né en 1889. Haut-commissaire en Autriche de 1945 à 1950.

— 2e corps d'armée française :

Général Joseph de Goislart de Monsabert, né en 1887. Député des Hautes-Pyrénées de 1951 à 1955.

● *VIIe armée américaine :*

Général Patch 1888-1945.

### XIIe groupe d'armées

Général Omar Bradley, né en 1893. *Président du comité des chefs d'état-major* des Etats-Unis de 1949 à 1953. Récemment hospitalisé.

● *IIIe armée américaine :*

*Général George* Patton (1885-19 décédé dans un accident d'auto bile en Allemagne.

● *Ire armée américaine :*

Général Hodges (1887-1966).

● *XVe armée américaine :*

Général Gerow (1888-1972).

● *IXe armée américaine :*

Général Simpson.

### XXIe groupe d'armées

Field-marshall Bernard Law M gomery, vicomte d'Alamein, né 1887. Commandant des forces cupation britanniques en Allem (1946-1947), chef d'état-major i *rial (1946-1949). Commandant sup* adjoint des forces alliées en Eu (1951-1958).

● *IIe armée britannique.*

*Général Sir Miles Dempsey,* r 1896 (industrie privée).

● *Ire armée canadienne.*

Général Henry Crerar, né en

### Ire armée aéroportée alli

Général Brereton (U.S., 1890-

### Ier groupe d'aviation tacti

Général Webster.

Dont le 1er corps aérien fra Général Paul Gérardot, né en chef d'état-major général de l'a de l'air. Démissionnaire en 1

### IXe force aérienne améric

Général Vandenberg (1899- chef d'état-major de l'armée d (1948-1953).

### IIe force aérienne tactic britannique

Maréchal de l'air Coningham 1948), *mort dans un accident* :

***

Le commandant suprême du d'opérations en Méditerranée field-marshall Alexander (1891 comte Alexander of Tunis, verneur général du Canada de à 1952, ministre de la défen 1952 à 1954.

### Du côté soviétique

Du côté soviétique, de la B à Budapest, les différents co dants de fronts sont les suiva

*Dix-huitième front balte* : Bagramian, né en 1897, maréc 1955. Député au Soviet suprê 1952.

*Troisième front de Russie bl* Alexandre Vassilevski, né en Maréchal depuis 1943. Ser d'état-major général de 1946 à ministre des forces armées e 1950 ; ministre de la défen 1953 à 1957.

*Deuxième front de Russie bl* Constantin Rokossovski (189 Maréchal en 1944. En 1949, re nationalité polonaise (il est Varsovie) et devient, jusqu'en ministre de la défense de Po Ministre adjoint de la d d'U.R.S.S. en 1958.

*Premier front de Russie bl* Georges Joukov (1896-1974). chal, reçoit la capitulation alle à Berlin. Commandant les tr d'occupation soviétiques 194 En disgrâce en 1947 : command circonscription militaire d'O Après la mort de Staline, m adjoint (1953), puis ministre défense de 1955 à 1957.

*Premier front d'Ukraine* : Koniev (1897-1973), maréchal 1941, rival de Joukov. Sera m adjoint de la défense de 1 1955, commandant suprême forces du pacte de Varsovie d à 1960, commandant les forces cupation soviétiques en Allem en 1961 et 1962.

*Quatrième front d'Ukraine* : Eremenko (1892-1970). Maréch 1955. Commandements dans Carpathes, en Sibérie et au Cau Auteur de plusieurs livres, *Stalingrad,* dont il fut le défen

*Deuxième front d'Ukraine* : R Malinovski (1898-1967). Maréch 1944. Commandant en chef Extrême-Orient contre les Jap *en Mandchourie* en août 1945. mandant suprême des forces tiques en 1956. Ministre de la dé (après Joukov), en 1957.

*Troisième front d'Ukraine* : F Tolboukine (1894-1949). Maré Commandant en chef des tr d'occupation soviétiques en Autr

هكذا من الأصل



PA

## DIRECTION FILIALE — 140.000F

**Textile d'ameublement** — Un groupe européen spécialisé dans les produits textiles à usage d'ameublement et leader sur son marché, recherche le futur Directeur Général de sa filiale de distribution française, (chiffre d'affaires : 10 millions de francs, 35 personnes). Dépendant directement de l'état-major situé en Angleterre, il sera responsable de la gestion commerciale, financière et administrative de la filiale. Il devra définir la politique de marketing (sélection des produits, publicité, etc...) après analyse des possibilités de développement du marché, et animer personnellement l'équipe de vente. Ce poste conviendrait à un cadre commercial confirmé, parlant couramment l'anglais, rompu aux techniques de gestion, de marketing et de vente de filiales de distribution, ayant acquis l'expérience des produits de marque de grande consommation, si possible des produits textiles à usage d'ameublement. Une forte personnalité est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 F, pourra être supérieure si l'expérience le justifie. Le poste est à pourvoir à Paris. Écrire à Paris. Réf. A/2262M

## DIRECTEUR DE DIVISION — Paris

**Bâtiment** — Membre d'une importante société holding européenne, une société française regroupant six filiales spécialisées dans les domaines de l'insonorisation et de l'étanchéité pour l'automobile et le bâtiment, recherche, pour Paris, un adjoint du Président Directeur Général. Sous l'autorité de ce dernier, il aura pour mission de définir une véritable stratégie pour l'ensemble des activités du secteur bâtiment. Il assurera la coordination de 4 filiales en proposant une politique et des objectifs plus cohérents. Il recherchera les meilleures opportunités de développement, harmonisera les moyens de promotion commerciale, représentera ces filiales auprès des organismes professionnels et participera aux négociations les plus importantes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 33 ans, de formation supérieure, justifiant d'une solide expérience du développement industriel et capable de définir une stratégie commerciale dans le secteur du bâtiment. La connaissance d'une langue étrangère (anglais ou allemand) serait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience acquise. D'intéressantes perspectives d'évolution seront liées à l'importance de ce poste pour le groupe. Écrire à Paris. Réf. A/2261M

## MEDIA MAGNÉTIQUES

Une filiale d'un très important groupe industriel français (chiffre d'affaires 100 millions de francs dont 55 % réalisés en France, 500 personnes) s'adressant principalement aux marchés de l'informatique et de l'audio-visuel, souhaite structurer sa direction commerciale en proposant les postes suivants :

### Chef Service Commercial Informatique — 100.000 F

Sous l'autorité du directeur commercial France, il devra proposer toute action de nature à assurer la meilleure pénétration des produits sur le marché concerné. Pour ce faire, il organisera, il animera et contrôlera une force de vente de douze personnes. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial, âgé d'au moins 32 ans et ayant une expérience similaire acquise dans les produits industriels. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable. La rémunération annuelle pourra atteindre 100.000 francs, si l'expérience le justifie. Réf. A/2258M

### Chef Service Commercial Audio-Visuel — 90.000 F

Également placé sous l'autorité du directeur commercial France, il devra poursuivre l'implantation des produits de la société dans une clientèle très variée sur ce marché en pleine évolution, et s'appuiera sur une force de vente de huit personnes. Ce poste conviendrait à un candidat au profil ci-dessus énoncé. La rémunération annuelle pourra atteindre 90.000 francs au départ. Écrire à Paris. Réf. A/2259M

### Inspecteur des Ventes Province — 80.000 F

Dépendant des deux chefs de services commerciaux ci-dessus mentionnés, il aura pour mission de développer les ventes dans les deux gammes de produits précitées. Pour cela, il animera et contrôlera les cinq agents de province. Nombreux déplacements à envisager. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans ayant l'expérience de l'animation d'une force de vente diffusant des produits industriels. La rémunération sera de l'ordre de 80.000 francs. Écrire à Paris. Réf. A/2260M

## DIRECTION DES VENTES — 80.000 F

Une société internationale de tout premier plan, leader mondial pour ses produits destinés à la fois aux biens de grande consommation et aux biens industriels recherche en fonction de sa forte expansion, le chef des Ventes pour ses produits axés vers l'industrie. Sous l'autorité du Directeur Général de la Société française et en étroite collaboration avec les services Études et Marketing européen, il sera responsable du développement des ventes d'une gamme de produits aux applications nombreuses et prometteuses sur un marché divers et réceptif. Pour cela, il contrôlera et animera une équipe d'ingénieurs commerciaux qu'il sera amené à constituer, former et motiver. Il assurera personnellement les négociations avec les clients les plus importants. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 29 ans, diplômé d'une école scientifique ou commerciale et ayant acquis une solide expérience de la vente de produits destinés par exemple aux industries du secteur automobile, électroménager, bâtiment, médical, chimique. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable. De fréquents déplacements sont à prévoir. Au salaire de l'ordre de 80.000 francs s'ajoute une voiture de fonction. Écrire à Paris. Réf. A/2265M

## CHEF DE PROJETS — Rhône Alpes

**Informatique de Gestion** — Une société française de distribution, de tout premier plan, située dans la région Rhône-Alpes, recherche pour son service informatique (40 personnes) un Chef de Projets. Rattaché au chef de ce service, il sera chargé de la conception et de la réalisation des projets d'application et animera des équipes de projet. Ce poste conviendrait à un informaticien confirmé âgé de 30 ans minimum, diplômé d'une grande école et possédant une solide expérience des responsabilités de mise en place d'application de gestion, si possible dans une entreprise du secteur commercial. La connaissance du matériel IBM de 3e génération serait appréciée. La réussite à ce poste exige une personnalité efficace, tendue vers les réalisations et ayant affirmé des qualités au niveau de l'animation d'une équipe. La rémunération de départ sera étroitement liée à l'expérience acquise. Écrire à Lyon.
Réf. A/3321M

## INGÉNIEUR COMMERCIAL — 60.000 F

Cette même société (cf. réf. A/2265) recherche pour ces mêmes produits destinés à l'industrie un Ingénieur technico-commercial. Sous l'autorité et en étroite collaboration avec le chef des ventes, il aura pour mission de prospecter la clientèle concernée et d'assurer les négociations commerciales. Sa formation technique lui permettra une approche et un argumentaire qui lui faciliteront ses contacts avec ses interlocuteurs qui seront selon les cas des services achats, études, méthodes... Le poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 25 ans, ingénieur de formation ayant acquis une expérience des négociations commerciales de produits destinés à l'industrie ou pour le moins possédant le goût et de réelles aptitudes au contact commercial. Le poste est à pourvoir à Paris et nécessitera des déplacements. Le salaire annuel de l'ordre de 60.000 francs sera fonction des compétences acquises. Un candidat de valeur trouvera des perspectives d'évolution intéressantes dans cette société au fort dynamisme. Écrire à Paris.
Réf. A/2266M

## FACTURATION ET RECOUVREMENT — Paris

Membre d'un important groupe international, une société française du secteur mécanique, recherche pour son siège situé dans la proche banlieue Ouest de Paris, le Responsable de son service Facturation et Recouvrement. Sous l'autorité du Directeur Financier, il supervisera un service de 4 personnes chargé de la facturation. Il sera également responsable du recouvrement des factures et aura pour mission d'améliorer les procédures actuelles. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (ESC, Sciences Économiques, DECS ou équivalent...), ayant acquis une expérience des problèmes de facturation relativement complexes (acomptes, révision de prix, contrôle de situation de chantiers...). La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience acquise. La pratique de la langue anglaise serait un atout supplémentaire pour l'évolution d'un candidat de valeur. Écrire à Paris.
Réf. B/5472M

## DIRECTEUR DES CONTRATS — 140.000 F

**Entreprise Générale** — La division Construction d'usines et de complexes industriels d'un groupe français, leader dans sa branche, recherche pour son siège situé à Paris, un Directeur des Contrats. Sous l'autorité du Directeur de Département, il aura pour mission de diriger et d'animer les ingénieurs d'affaires chargés de la réalisation des contrats. Dans ce but il assurera les liaisons avec les autres services de la division, et le suivi auprès des instances supérieures de la clientèle. Ce poste convient particulièrement à un candidat de formation supérieure, ayant assumé des responsabilités de direction dans une entreprise générale ou de travaux publics, ayant le goût et le sens des contacts humains, et sachant faire travailler une équipe. La connaissance de la langue anglaise est indispensable. La rémunération envisagée est de l'ordre de 140.000 francs. Écrire à Paris. Réf. B/5473M

## DIRECTEUR ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT — 130.000 F

**Rhône-Alpes** — Une société française (chiffre d'affaires 65 millions, 600 personnes) occupant une place privilégiée dans le domaine de la fabrication de matériels mécanisés hautement spécialisés, recherche, pour son siège situé dans une ville importante de la région Rhône-Alpes, un Directeur des Études et du Développement. Responsable devant la direction générale, il sera chargé de l'animation et de l'organisation de ce service comprenant 25 personnes dont plusieurs ingénieurs. Il participera à l'élaboration du cahier des charges avec la Direction Commerciale, et, dans un souci constant de respect des délais, il aura la responsabilité directe de la coordination des différents projets jusqu'au stade de l'industrialisation (développement de produits nouveaux, amélioration des produits existants, réalisation et mise au point des prototypes). Il devra établir des relations étroites avec les utilisateurs comme avec les fabricants de matériel complémentaire et sera amené à se déplacer à l'étranger. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (ECP, AM, ECAM...), âgé de 35 ans minimum, ayant si possible acquis une formation complémentaire en électronique (Supélec ou équivalent). Sa carrière professionnelle lui aura permis d'acquérir une solide expérience des problèmes se posant au niveau de la fabrication, avant d'accéder à une responsabilité de direction d'un important bureau d'études dans un secteur lui ayant permis de confirmer sa maîtrise des problèmes de mécanique, d'électronique et de magnétisme (machine-outil à commande numérique, automatisme). Une bonne connaissance de la langue allemande serait appréciée. La rémunération de départ, de l'ordre de 130.000 francs, sera étroitement liée à l'expérience acquise. Écrire à Lyon. Réf. A/3320M

## DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES — Paris

Une Société industrielle française occupant une place de tout premier plan dans le secteur électronique, recherche pour son siège situé à Paris, un cadre de haut niveau, responsable de l'ensemble des services comptables de la Société. Relevant du Directeur Financier dont il sera le bras droit, il aura pour mission d'animer et de contrôler les services de comptabilité générale, analytique et auxiliaire, soit un effectif de 30 personnes. Il sera personnellement chargé de préparer le bilan et d'interpréter les données comptables afin de faciliter la prise de certaines décisions au niveau de la Direction Générale. Il aura ultérieurement à participer à la mise en place du traitement informatisé de l'outil comptable. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure et possédant le niveau de l'expertise comptable. Il devra justifier d'une excellente expérience comptable acquise à un poste de responsabilité au sein d'une Direction financière d'un groupe industriel de premier plan spécialisé, si possible, dans les biens d'équipement. La rémunération annuelle, qui pourra être élevée, sera fonction du niveau de compétence atteint. Écrire à Paris.
Réf. A/2263M

## COMPTABILITÉ INDUSTRIELLE — 90.000 F

La filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements industriels recherche pour son usine (50 km à l'Ouest de Paris) un Responsable de la Comptabilité Industrielle. Rattaché hiérarchiquement au Directeur Financier et fonctionnellement au Directeur de Production, il sera chargé d'améliorer le système de calcul des prix de revient industriels et mettra en place des tableaux de bord permettant un véritable contrôle budgétaire et une analyse rationnelle des écarts. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (ESC, DECS...), justifiant de solides connaissances de la comptabilité analytique et d'une expérience des problèmes de production si possible dans le secteur mécanique. La pratique de la langue anglaise est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 francs sera liée à l'expérience. Ce poste devrait assez rapidement déboucher sur des responsabilités de contrôle de gestion d'une division de la société. Écrire à Paris. Réf. A/2264M

## MARKETING SALES MANAGER — Lyon

**VERDOL S.A.**, un des spécialistes mondiaux de la fabrication de matériels textiles, crée le poste de Responsable de son département « Jacquard » (50 % du marché mondial, 90 % du CA réalisé à l'exportation). Basé à Lyon et rattaché au directeur commercial, il prendra en charge, après une période de formation approfondie, la responsabilité globale de la gestion et du développement des ventes de ce département. Pour cela, il déterminera les objectifs les plus adaptés à la poursuite de l'expansion, élaborera les stratégies de marketing et de vente sur le marché mondial, aura la responsabilité de leur mise en œuvre ainsi que du contrôle des résultats. Conservant une activité personnelle de vente, il animera une équipe de technico-commerciaux négociant des contrats importants exigeant une grande qualité d'assistance. Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure commerciale ou technique, âgé d'au moins 30 ans. Il possèdera l'expérience d'un poste à responsabilité dans le domaine du marketing et des ventes de biens d'équipements industriels négociées au niveau international. La familiarisation avec le secteur textile constituerait un atout supplémentaire. Le poste demande une grande disponibilité pour de fréquents déplacements à l'étranger et une facilité d'adaptation à des situations très variées. Une parfaite maîtrise de la langue allemande, une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables. La rémunération, fonction de l'importance de ce poste, sera directement liée à l'expérience acquise. Écrire à Lyon. Réf. A/3319M

## CHEF DES FABRICATIONS — 85.000 F

Reynolds

**Plastiques** — REYNOLDS, société française en fort développement, occupant une place privilégiée dans le domaine de la fabrication d'instruments à écrire, recherche pour son usine située à Valence, un Chef des Fabrications. Sous l'autorité du Directeur Industriel il sera responsable de la réalisation des programmes de fabrication d'une dizaine d'ateliers (200 personnes) aux activités diversifiées. Il jouera un rôle important au niveau de l'animation de sa maîtrise et aura le souci constant du perfectionnement du personnel. Ce poste conviendrait à un candidat de 35 ans minimum, de formation technique supérieure (ENI, CESI, CNAM...) ou de niveau équivalent. Il possèdera une très bonne expérience, acquise dans une entreprise de taille moyenne, de la fabrication en grande série d'articles plastiques et mécaniques ainsi que de la conduite d'équipes de production. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 85.000 francs sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à Lyon.
Réf. A/3307BM

## CHEF DE FABRICATION — 65.000 F

**Transformation des Plastiques - Profilés** — Une société française bien implantée sur le marché des profilés plastiques, recherche pour son unité (100 personnes), située dans l'ouest de la France, un Chef des Fabrications. Il aura pour mission de diriger l'atelier d'extrusion comprenant cinquante personnes et supervisera la coloration, la mécanique et l'entretien. Ce poste conviendrait à un homme jeune, d'au moins 35 ans, de formation technique supérieure, mécanicien de préférence, ayant une expérience réelle de l'injection ou de l'extrusion des matières plastiques ou textiles chimiques, acquise par exemple en tant que chef d'un atelier important dans le domaine considéré. Cette fonction requiert des qualités de leader naturel et d'organisateur. Une extension des responsabilités est envisageable pour un candidat de valeur. La rémunération de départ sera de l'ordre de 65.000 francs, et tiendra compte de l'expérience antérieure. Écrire à Paris. Réf. A/2184BM

*Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas êtres communiquées.*

**PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79**
**9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. : (78) 52-90-63 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25**

Amstérdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

# La crise de l'énergie

*(Suite de la première page.)*

Tout d'abord, *la* délégation générale de l'énergie a été rattachée au ministère de l'industrie ; elle est donc devenue une sorte de direction générale de l'énergie, perdant ainsi sa mission principale de synthèse et devenant un instrument de coordination administrative entre les directions techniques et les grands établissements publics et privés. Pour sa part, le conseil supérieur de sûreté nucléaire ne donnait pas *l'impression d'une activité intense.*

Troisièmement, le débat parlementaire prévu sur les problèmes énergétiques n'a pas été organisé. Le Parlement s'en est inquiété et a créé une commission d'enquête, à la fin du mois de juin *1974, mais le rapport de cette* commission d'enquête, diffusé en novembre de l'année dernière, n'a pas donné lieu à un débat.

Quatrièmement, alors que députés et sénateurs n'étaient pas saisis, des consultations locales ont été entreprises sur la base d'un dossier dont le contenu a été vivement critiqué. Enfin, le conseil de planification a décidé, en février dernier, de passer une commande de douze nouvelles tranches nucléaires de 1 000 mégawatts, anticipant ainsi, cette fois, sur le débat parlementaire.

Dans ces conditions, l'impression prévaut que les choix énergétiques de la France ont déjà été faits et que les consultations qui peuvent avoir lieu ici ou là, y compris au Parlement, ne sont *plus que de pure forme.* Une atmosphère passionnée s'est installée autour du dossier nucléaire dans de mauvaises conditions, à partir d'informations parcellaires. Les sources officielles consistent en confidences que peuvent faire les responsables techniques des *problèmes énergétiques, qu'ils* appartiennent au C.E.A. ou à l'E.D.F., et à des dossiers conçus pour convaincre plus que pour informer.

A cet égard, il est choquant qu'à l'heure *actuelle*, sur les écrans de certains cinémas parisiens, un film très bref soit imposé aux *spectateurs sous* le couvert d'un label mystérieux (« La presse filmée française »). De toute évidence, ce film est inspiré par les milieux technico-politiques, mais les spectateurs n'en savent rien ; le passage de ce film n'est pas annoncé à l'extérieur et cette publicité faite à l'appui d'on ne sait quelle thèse est programmée en dehors de l'entracte.

## Un moratoire nucléaire pour permettre un vrai débat

A l'inverse, l'outrance inspire les adversaires du programme de construction de centrales et l'on joue sans vergogne sur les craintes irrationnelles du public dans un but d'embrigadement politique. Enfin, les occupations de chantiers, les tracts, les affiches simplistes, répondent aux dîners de presse organisés par l'E.D.F., aux repas offerts aux parlementaires considérés comme influents, aux voyages payés par l'établissement national aux journalistes et aux *élus locaux* et régionaux intéressés par l'implantation des centrales nucléaires.

Comment, dans ces conditions, ne pas avoir le sentiment que le débat au Parlement au *mois* de mai n'est plus qu'un simulacre ? Le Parlement n'est plus convié qu'à apporter une caution de légitimité à des décisions prises en dehors de lui et avant qu'il ait eu l'occasion de donner son avis. Dans le même temps, *les conditions de saisine rendent* cette légitimité dérisoire.

Ces maladresses et cet engre*nage de décisions technocratiques* justifieraient à eux seuls un moratoire nucléaire de quelques mois, qui permettrait de remettre les choses dans un ordre logique :

— *Examen par le gouvernement* des choix énergétiques possibles dans le cadre d'un projet de croissance pour l'économie française (par quel étrange raisonnement en effet définirait-on l'instrument du projet avant de définir le projet lui-même ?) ;

— Ouverture de dossiers, de tous les dossiers, à tous, y compris, naturellement, à l'opposition ;

— Débat parlementaire enfin, mais sérieux, à partir d'une étude préalable en commission ;

— Décision gouvernementale, enfin, après un vote d'orientation du Parlement.

La démocratie est chose fragile. L'histoire montre ce qu'il advient des Etats qui en oublient les exigences.

Le dossier nucléaire, fût-il le plus clair du monde, soulève de *telles réticences dans l'opinion* publique que l'on ne peut s'y engager plus avant sans une réflexion renouvelée et une *information* beaucoup plus complète sur les thèses proposées ainsi que sur les autres programmes possibles.

*Les informations les plus* contradictoires circulent sur le bon fonctionnement futur et sur la sécurité des centrales. Il n'est pas sûr que l'approvisionnement des centrales nucléaires françaises soit assuré à long terme, tant en ce qui concerne les ressources dont nous disposons en uranium naturel qu'en ce qui concerne celles dont nous disposerons en uranium enrichi. Les prix des centrales qui sont avancés ne sont pas convaincants dans la mesure *où il n'est pas certain que tous* les investissements nécessaires à la distribution du courant aux usagers sont comptabilisés dans ce prix. Il est également possible que le coût de neutralisation des centrales, lorsque celles-ci seront réformées, soit sous-estimé.

Ces questions ne sont pas l
seules, et, de surcroît, il est dif
cile de les aborder sans entr
dans une polémique qui ne p
être que stérile dans la mes
où l'accès de tous non seuleme
aux calculs mais aux modali
de ces calculs n'est pas gara
et sans qu'apparaisse clairem
la logique interne à ces calc
Nous touchons ici un point f
*damental : la logique interne* s
grandes agences énergétiq
n'est pas toujours perçue par
politique et l'opinion publique,
qui contribue à obscurcir les
ments dont le pouvoir et les
toyens disposent pour faire le
choix.

## A la recherche des kilowatts perdus

Prenons un exemple : le 20 décembre, lorsque M. Delouvrier, président d'E.D.F., est venu devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, il était accompa*gné de M. Guilhamon, directeur* général adjoint d'E.D.F. A une question qui lui était posée par un parlementaire, M. Guilhamon a précisé qu'une centrale de 1 000 mégawatts permettait d'économiser 1,5 million de tonnes de fuel par an. M. Guilhamon avait raison, mais il aurait dû souligner que c'est à E.D.F. que la construction de cette centrale nu-
cléaire de 1 000 mégawatts 
met d'économiser 1,5 million
tonnes de fuel par an.

Si l'électricité produite par c
centrale sert à chauffer des
caux d'habitation, ces mê
*locaux pourraient être chau*
en utilisant directement le
comme combustible primaire,
seulement 500 000 tonnes de
Tout dépend en effet de la d
nation de l'énergie électr
produite. Si l'électricité sert
chauffage des locaux, la const
tion de la centrale perme
E.D.F. d'économiser 1,5 millio
tonnes de fuel, mais 500 000
nes seulement à la collectivité
tionale.

La logique interne des thès
l'E.D.F. conduit à prendre
critère de rentabilité le para
suivant : plus le rendement
mique des centrales est mau
plus l'économie de fuel est gr
De plus, on sait que les be
de chauffage apparaissent
même moment pour l'ensemb
pays ; pour satisfaire ces be
« de pointe », l'électricité n'
pas stockable, la puissance
tallée *doit être supérieure* à
qui est nécessaire, pour satis
la consommation moyenne.
multiplicande serait de 3 o

L'ambiguïté de la formulat
« Une centrale nucléaire de
mégawatts économise 1,5
lion de tonnes de fuel »,
été mise en lumière ni p
commission d'enquête créée
l'Assemblée nationale sur la
tion de l'énergie en Franc
dans le rapport présenté au
par M. Pintat. Les rapport
admettant cette équivalenc
placent dans l'hypothèse o
centrales nucléaires viendr
en substitution des centrales
miques en fonctionnement
fournir de l'électricité des
aux mêmes usages qu'act
ment, alors que le progra
d'E.D.F. vise à étendre l'ut
tion de l'électricité au-delà 
usages.

*Prenons un autre exemp*
l'heure actuelle, en br
100 calories de combustible
maire, l'E.D.F. produit 40 ca
*de courant électrique* et 60
ries transférées dans de l'e
25°C, c'est-à-dire inutil
directement. En relevant la
*pérature des condenseurs*
centrales électriques, il est 
ble de produire, pour une 
quantité de calories de comb
ble primaire, 36 calories de
rant électrique et 64 ca
dans de l'eau à 70 ou
c'est-à-dire utilisables en to
pour le chauffage urbain.
1973, la totalité des rejets
miques émanant des cent
classiques de l'E.D.F. et des
trales nucléaires en ac
représente 20 millions de to
d'équivalent pétrole, soit prè
un cinquième de nos importat

Les problèmes de l'utilis
de la chaleur des centrales
triques ont été résolus en S
et ailleurs. Pourquoi ne
seraient-ils pas en France ?
E.D.F., *dont la mission* es
produire du courant électr
est-elle l'organisme le plus
lifié pour choisir leur solut
Et pourtant, que d'avantages
senterait une telle formule :
de rejets d'eau chaude, dim
tion du nombre des tran
nucléaires, économies impor
tes *sur* les tranches réali
dispersion des centrales, m
tributaires de la présence d
en grande quantité, puisque
*fonctionnerait* en circuit fer
diminution en conséquence
coût de distribution du cour

Dernier exemple : le pote
d'énergie *hydraulique, en ce*
concerne les centrales sur
cours d'eau, avait été *évalué*
1965 par le ministère de l'in
trie à 83 milliards de kilowa
heures, dont 33 milliards resta
à aménager. En 1971, ce poten
n'était plus évalué qu'à 69 
liards, et les projets d'aména
ment *réduits* à 13 milliards
kilowatts-heures. Ce sont d
20 milliards de kilowatts-heu
qui ont disparu entre 1965 et 
dans les calculs. Pourquoi ?

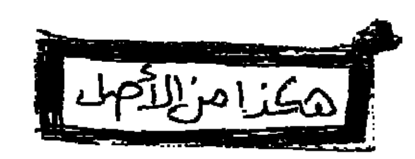
Il semble que cette « disp
tion » importante provient
modes de calcul d'E.D.F. Le t
d'actualisation retenu a suré
lué le coût des dépenses d'é
pement à long terme, tandis
l'on adoptait comme coût
référence du kilowatt-heure p
*duit* par une petite centrale
prix du kilowatt-heure prod
dans une grosse centrale. N'
rait-il pas été préférable 
comparer *le prix du kilowatt*
plus aux bornes des générate
mais aux bornes du consomm
teur ?

JULIEN SCHVARTZ.

**Prochain article :**

**UNE NOUVELLE MORALE**





# In rapport parlementaire propose de réduire la part de l'atome t d'augmenter celles des eaux géothermiques et des rejets industriels

Avant l'ouverture, mercredi 4 mai, du débat parlementaire ır l'énergie nucléaire en France, n rapport sur la politique de énergie en France, préparé par I. Georges Mesmin, député éformateur de Paris, vient d'être ıblié par la commission des nances de l'Assemblée nationale.

Dans ce rapport, M. Mesmin ıppelle les options prises par le ɔuvernement dans le domaine ɔergétique et s'interroge sur ur bien-fondé. « *Le programme dopté par le gouvernement peret-il d'assurer, dans les conditions optimales, la couverture de ɔs besoins ? Est-il compatible vec nos possibilités ? Avec les cigences de notre société ?* »

•

Le programme arrêté en janer dernier par le gouvernement, ndé sur une prévision de hausse e la consommation d'énergie de % par an, prévoit qu'en 1985 s produits pétroliers ne représenteront plus que 40 % de la ouverture des besoins, au lieu de ) % en 1974, tandis que la part u gaz augmentera de 9 % à 5,5 %, celle du nucléaire de % à 25 %, et que celles du harbon et de l'hydro-électricité esteront pratiquement identiues (13 % et 5,5 % respectivenent en 1985). Le gouvernement eut donc remplacer une partie es produits pétroliers par l'énerie nucléaire.

M. Mesmin doute que les raions sur lesquelles ce choix s'appuie soient toutes aussi valables ue le gouvernement et Electrité de France l'affirment. Constatant *que l'approvisionnement* 1 uranium de notre pays dépend ssentiellement du maintien du ontrôle français sur certaines ines africaines du Niger et du abon, il se demande « *s'il n'y a as un excès d'optimisme dans idée que le recours au nucléaire méliorera l'indépendance énerétique de notre pays* ». Il rappelle ensuite que le coefficient de isponibilité des centrales ucléaires est aujourd'hui inféieur à celui des centrales clasiques, que les réacteurs consruits en France le sont sous icence étrangère et que le gouernement n'a pas cherché à diversifier les modèles de réacteurs adoptés. Il s'interroge sur les énormes investissements nécessaires à la réalisation des centrales, 1 700 francs par kilowatt électrique aujourd'hui, et, compte tenu des limites du marché financier français, se demande si l'appel aux marchés financiers étrangers « *n'est pas de nature à réduire l'indépendance énergétique de notre pays* ».

## La fluctuation des coûts

M. Mesmin examine aussi la comparaison des coûts du kilowatt-heure d'origine pétrolière et d'origine nucléaire, nettement à l'avantage de ce dernier aujourd'hui. Il rappelle que la compétitivité de l'énergie nucléaire reste toujours nette, mais a tendance à se réduire depuis un an. De toute façon, le prix du kilowatt-heure nucléaire dépendra pour une large part de la durée de fonctionnement des réacteurs et du coût du retraitement des combustibles. En outre, il n'inclut pas pour l'instant le coût du transport du courant, qui sera plus élevé que pour les centrales classiques, compte tenu de l'éloignement des villes des grands parcs de centrales.

Enfin, le rapport énumère les nuisances des centrales, de la pollution thermique à la pollution esthétique des lignes à haute tension, les problèmes posés par l'élimination des déchets radioactifs de longue vie, et rappelle le manque d'usines de retraitement des combustibles irradiés dans le monde.

Cette analyse s'achève finalement sur une longue série de questions. « *L'avantage économique est-il aussi net qu'on le prétend ? Le prix comparé des différentes sources d'énergie a-t-il été correctement évalué ? Le coût de l'investissement nécessaire est-il compatible avec nos possibilités financières ?*

» *L'avantage politique est-il aussi évident qu'on le dit ? Le recours à l'énergie nucléaire peut-il réellement assurer notre indépendance énergétique ? Sommes-nous certains de la constance de notre approvisionnement en minerai et de la fixité de son coût ? Quel degré d'indépendance conserverons-nous si une large part de l'investissement nucléaire doit être financée par des capitaux étrangers ?*

» *Les effets écologiques sont-ils acceptables ? Les nuisances particulières à l'énergie nucléaire n'ont-elles pas été sous-estimées ? Qui peut avoir aujourd'hui la certitude que certains problèmes graves, non encore résolus, trouveront à temps leur solution ?* »

## Tirer parti des autres sources

La conclusion est que « *le nucléaire risque d'être porteur de nuisances suffisamment graves pour conduire à s'interroger sur la possibilité de réduire le plus possible la place qu'il est appelé à tenir dans notre équipement énergétique* »... « *Le bon sens voudrait que l'on cherche d'abord à tirer parti de toutes les sources d'énergie disponibles, aussi faibles soient-elles.* »

Le rapport propose alors que l'on reprenne la prospection du territoire national dans le domaine du charbon et du gaz naturel, que l'on songe à l'équipement des sites susceptibles de fournir encore de l'hydro-électricité, même si la fourniture d'énergie est localisée et chère, que le gouvernement dégage davantage de crédits pour l'étude des sources nouvelles d'énergie (le vent et le soleil en particulier). Surtout, il apparaît de plus en plus que la production d'eau chaude, qui est aujourd'hui rejetée et gaspillée par les ménages, l'industrie et les centrales nucléaires, pourrait servir à répondre à certains besoins, et que l'énergie géothermique pourrait être aussi beaucoup plus largement utilisée.

A l'exemple du groupe de chercheurs de l'université de Grenoble, le rapport propose une alternative au choix fait par le gouvernement pour assurer l'approvisionnement énergétique de la France en 1985. Tout en conservant la même part pour le pétrole, le charbon et le gaz naturel, M. Mesmin propose d'accroître un peu la part de l'hydro-électricité, mais surtout de réduire la part du nucléaire de 25 % à 17 % en faisant appel à l'énergie géothermique et à l'utilisation des rejets d'eau chaude industriels et des centrales.

### SOURCES D'ÉNERGIE POUR LA FRANCE EN 1985 (en pourcentage)

| SOURCES D'ENERGIE | VARIANTE PROPOSEE | PROGRAMME DU GOUVERNEMENT |
|---|---|---|
| Pétrole | 40 | 40 |
| Charbon | 13 | 13 |
| Gaz | 15,5 | 15,5 |
| Hydro-électricité | 6,5 | 5,5 |
| Géothermie | 3 | 1 |
| Rejets industriels | 5 | — |
| Nucléaire | 17 | 25 |
| TOTAL | 100 | 100 |



CORRESPONDANCE

# Les effets de la centrale nucléaire de Vandellos sur le milieu marin

*Après notre reportage sur la centrale nucléaire espagnole de Vandellos (publié dans* le Monde *du 3 avril), M. P. Grau nous communique un certain nombre de précisions sur les études qui ont précédé sa mise en service et son impact actuel sur le milieu marin. M. Grau était directeur général de la société Hifrensa, exploitante de la centrale, pendant la période de construction et les deux premières années d'exploitation.*

Il est pour le moins curieux de lire que « Vandellos est la première centrale nucléaire sur la Méditerranée » quand on sait que la centrale de Latina est en exploitation depuis plus de dix ans. Cette usine, de la même filière que Vandellos (uranium naturel, gaz, graphite), a été construite par les Anglais en Italie, près de Rome, pratiquement à la même latitude que Vandellos, et est refroidie, comme elle, à l'eau de mer, eau qui présente des conditions de salinité, de température et bien d'autres paramètres biophysiques quasi identiques à ceux de Vandellos...

Au début de 1967, la société Hifrensa a acheté un bateau de la taille d'un chalutier pour effectuer des campagnes de mesures systématiques de température de l'eau de mer, de courants marins et de prélèvements d'échantillons dans toute la zone voisine de la centrale. Ce bateau a été équipé à l'époque avec les meilleurs appareils de mesure connus sur le marché. Ces relevés de température et de courants ont été effectués plusieurs années avant le démarrage de la centrale ; à la même époque, des échantillons de flore marine et terrestre étaient envoyés régulièrement à l'organisme officiel de contrôle espagnol, la Junta de énergia nuclear (le C.E.A. espagnol), pour analyse de l'activité du « background » avant la mise en route de la centrale. Toujours à la même époque, une station de mesures météorologiques équipée d'une tour de prélèvement de 80 mètres de hauteur était mise en service et permettait, avec le contrôle des organismes officiels, d'effectuer une étude très détaillée de la micro-météorologie locale et de pouvoir examiner en toute connaissance de cause les conséquences de lâchers d'effluents gazeux.

Une cartographie détaillée des bancs d'algues aux environs de la centrale a été établie à la même époque : les observations montrent que les algues continuent de proliférer aux mêmes endroits...

La photographie prise par le satellite Earth Survey en août 1972 recoupe la côte catalane sur plus de 150 kilomètres, du sud du delta de l'Ebre au nord du port de Barcelone... La tache photographiée s'étendait sur plus de 130 kilomètres. Il y a de fortes raisons de penser qu'il s'agit là d'une recirculation côtière, lors de certains régimes de vents, des eaux de l'Ebre fortement chargées de matières solides, recirculation qui n'a rien à voir avec Vandellos ni avec les autres centrales thermiques existantes sur la côte...

Des mesures précises de la « tache thermique » sont effectuées par Hifrensa dans la zone de rejet depuis que la centrale a été mise en route. Elles montrent que, dans les cas les plus défavorables, l'augmentation de température en surface affecte une zone qui est au maximum de quelques centaines de mètres au-delà du rivage. Encore faut-il noter qu'il s'agit là de températures en surface ; si l'on considère l'effet de volume, on constate, d'après les mesures effectuées, que l'élévation de température entre l'eau prise en profondeur et la sortie de la centrale est souvent inférieure à la différence des températures entre la surface et le fond (à une même verticale), la centrale étant arrêtée. Cela, pour l'effet de « masse ». En ce qui concerne l'effet pelliculaire en surface et ses répercussions sur la photosynthèse du plancton, il convient d'être extrêmement prudent si l'on veut extrapoler les résultats contradictoires d'essais effectués en laboratoire...

Dans le cas de Vandellos, c'est plusieurs dizaines de millions de pesetas qui ont été dépensés il y a plus de sept ans...

**[La centrale italienne de Latina est une installation dont la puissance — 160 mégawatts — et donc les besoins de refroidissement ne peuvent guère fournir d'indications sur l'impact écologique qu'auront les centrales françaises, vingt à trente fois plus puissantes. Seule Vandellos (560 mégawatts) peut pour l'instant servir de « référence » sérieuse sur les rivages catalans. Quant à l'état zéro du milieu marin qui aurait été établi avant le démarrage de la centrale espagnole, il compte apparemment parmi les secrets les mieux gardés. — M. A.-Ru.]**

# RELIGION

*LE PREMIER CONGRÈS MONDIAL DES CHRÉTIENS POUR LE SOCIALISME*

## De la théologie de la libération à la théologie de la captivité

**Depuis quelques jours, les milieux du Vatican — « l'Osservatore romano », la « Civilta cattolica », Radio-Vatican — dirigent une campagne contre le mouvement des Chrétiens pour le socialisme, dénonçant les « fausses solutions » qu'il propose aux problèmes sociaux. Ce mouvement a tenu son premier congrès mondial à Québec, du 6 au 13 avril. Y assistaient des délégués de plus de vingt pays d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Signalons, parmi les plus connus, Gonzalo Arroyo (Chili), Gustavo Gutierrez (Pérou), Giulio Girardi (Italie), François Houtart (Belgique), Georges Casalis (France). Un évêque était présent : Mgr Sergio Mendez Arceo, évêque de Cuernavaca (Mexique). Le premier rassemblement du mouvement, qui eut lieu à Santiago-du-Chili en avril 1972, était limité au continent latino-américain (« le Monde » du 3 mai 1972).**

**Si la réunion de Santiago a été une proclamation publique et optimiste, celle de Québec a dû opter pour la clandestinité en raison de la répression dont les Chrétiens pour le socialisme font l'objet, de la part des autorités civiles et ecclésiastiques, dans un certain nombre de pays.**

**Alors que les congressistes de Santiago avaient été reçus par le président Allende, ceux de Québec étaient marqués par le souvenir de sa mort. L'atmosphère euphorique d'un peuple et d'un continent en ascension avait cédé la place au climat austère de la répression et de la résistance. Y est-on passé, comme certains l'ont affirmé, de la théologie de la libération à la théologie de la captivité ? Cela semble vrai surtout pour l'Amérique latine.**

**A Santiago, le débat était axé sur le sens du choix socialiste des chrétiens et sur les implications pour leur vie de foi, à partir d'une analyse du capitalisme latino-américain. A Québec, on a examiné la crise actuelle du système capitaliste. Voici l'essentiel du document final (1), synthèse des idées qui ont marqué la rencontre. — A. W.**

Le document comporte trois parties : une analyse de la crise actuelle du capitalisme ; une réflexion sur la foi chrétienne ; un appel à des nouvelles formes de vie ecclésiale.

Après avoir passé en revue les maux dont souffre la plus grande partie de l'humanité — la faim, la misère, le chômage, l'inflation, l'oppression politique, — la première partie du document donne comme « cause profonde » de la crise : *« Le caractère inégal et contradictoire que revêt l'expansion mondiale du capitalisme. Sa tendance actuelle se caractérise par une concentration du capital et de la technologie entre les mains des entreprises multinationales, dont la majorité opèrent à partir des Etats-Unis, avec l'appui du gouvernement, et qui envahissent pratiquement le monde entier par l'intermédiaire de leurs filiales. La puissance de ces firmes est supérieure à celle de bien des nations, dont les pouvoirs publics se voient contraints de plier devant elles ; leurs taux de croissance dépassent ceux des économies nationales les plus avancées. L'accumulation du capital provient de plus en plus de profits extorqués à l'étranger par l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché et par la manipulation des prix et du crédit. Elle suppose, en outre, le pillage des ressources naturelles qui tendent à s'épuiser. Le type de développement industriel ainsi engendré provoque la rupture de l'équilibre écologique, la contamination du milieu, et en général la misère des populations des pays dépendants.*

Les préoccupations exprimées à Santiago sur l'Amérique latine se sont élargies aux dimensions du monde.

*« Ce système politique,* poursuit le texte, *est la conséquence ultime de la division internationale du travail qui caractérise la phase impérialiste présente du capitalisme mondial. L'impérialisme n'hésite pas à déclencher la subversion interne, à intervenir politiquement, et même, comme au Vietnam, à provoquer des guerres limitées, à seule fin de consolider une hégémonie menacée. »*

*» La lutte de classes internationale traduit ainsi de nouvelles contradictions et revêt des formes nouvelles. En s'organisant en classe sur le plan international par le contrôle des multinationales et l'alliance avec les bourgeoisies nationales, une minorité économique développe un projet politique de domination mondiale et affronte une crise qu'elle ne peut totalement contrôler. C'est là l'ennemi le plus puissant que les classes ouvrières et paysannes aient à combattre. Il est évident que ces dernières ne sont pas suffisamment organisées au niveau mondial. Elles progressent, cependant, puissamment dans la plupart de leurs luttes nationales.*

*» Ainsi s'explique l'existence de vastes mouvements de libération dont la force se manifeste dans plusieurs pays. Malgré la montée actuelle du fascisme en Amérique du Sud, ces mouvements connaissent des succès impressionnants au Vietnam, d'abord, mais aussi au Cambodge, en Guinée-Bissau, au Mozambique, en Angola et en Palestine. Dans certains pays, les militaires qui prennent conscience du rôle répressif qu'on leur fait jouer, le rejettent et passent à des positions anti-impérialistes. Les conflits raciaux et ethniques, la lutte en faveur des droits de l'homme et les mouvements d'émancipation de la femme s'articulent souvent de façon progressiste sur le terrain complexe de la lutte des classes. »*

### Une foi subversive

Les Chrétiens pour le socialisme se placent donc *« à l'intérieur »* du courant socialiste, et rejettent toute idée de former un parti chrétien, fût-il de gauche. Dans la deuxième partie du document, ils se situent par rapport à la foi chrétienne.

*« Dans la situation actuelle du capitalisme transnational,* écrivent-ils, *nous sommes de nombreux chrétiens à avoir découvert que l'engagement dans la praxis historique, libératrice et révolutionnaire est le lieu où se vit, se réfléchit, se communique et se célèbre notre foi en Christ. Cela nous conduit à voir de plus en plus clairement que la tâche révolutionnaire est le lieu où la foi acquiert sa véritable dimension et sa force radicalement subversive.*

*» Si le Royaume devient présent quand les pauvres sont évangélisés, nous sommes convaincus que cela ne se produit que parce que ce sont les pauvres eux-mêmes qui sont porteurs de la bonne nouvelle de la libération pour tous les hommes ; parce qu'ils s'approprient l'Evangile et l'annoncent en actes et en paroles par le refus de la société qui les exploite et les rejette. Les « damnés de la terre » rendent ainsi compte de leur infatigable espoir de libération (...). Se convertir, c'est rompre avec les complicités collectives et individuelles ; c'est affronter le pouvoir oppresseur,* même et surtout s'il se prétend chrétien : *c'est se laisser interpeller par les exigences des luttes populaires. Cette rupture politique et spirituelle, c'est la présence de la Résurrection, la Pâque de la liberté, l'expérience de la vie nouvelle selon l'Esprit. »*

Sur les rapports entre christianisme et marxisme les auteurs du document déclarent :

*« La foi a été vécue et pensée dans un univers qui n'était pas celui de l'expérience révolutionnaire contemporaine ; dans un monde étranger à la vision conflictuelle et dialectique de l'histoire. Mais dans la mesure où, pour les chrétiens révolutionnaires, l'identification aux intérêts et aux luttes des classes populaires constitue l'axe d'une nouvelle manière d'être homme et de recevoir le don de la parole du Seigneur, une prise de conscience s'opère, et la réflexion sur la foi, nourrie de la praxis historique, débouche sur une théologie liée à la lutte des exploités pour leur libération. C'est une théologie militante élaborée à partir d'une option de classe et utilisant la même rationalité que celle dont nous nous servons pour analyser l'histoire et pour la transformer. D'où l'importance que revêt le marxisme dans cette tâche de reformulation de l'intelligence de la foi.*

### Désenclaver le christianisme

La troisième partie, enfin, regarde vers l'avenir, vers cette *« Eglise populaire et prolétaire »* qui existe *« en germe ».*

*« Les chrétiens qui essaient de vivre cette expérience de foi se heurtent à une réalité ecclésiale qui contredit à la fois les exigences de leur engagement politique et celles de leur foi. Face à l'écrasement d'hommes, de peuples et de continents entiers auquel nous assistons à notre époque, ces chrétiens attendent de la part des Eglises qui trouvent leur origine dans le Subversif de Nazareth, une parole prophétique de dénonciation. Mais cette voix ne se fait pas entendre. Certes, de nombreux chrétiens et certaines autorités des différentes Eglises sont en train de comprendre la nécessité qu'il y a de désenclaver le christianisme des structures capitalistes qui l'enchaînent. Pourtant les Eglises, dans leur grande majorité, se taisent. Pis, les dirigeants des Eglises entretiennent souvent avec les détenteurs du pouvoir économique et politique, des alliances et des liens diplomatiques. La mission de paix et de réconciliation, dont elles veulent s'acquitter en prétendant se situer au-delà des conflits, leur impose une neutralité qui favorise les puissants. »*

Cette critique, à peine voilée, de la politique vaticane et des textes pontificaux explique *« la contradiction profonde »* perçue par les chrétiens révolutionnaires entre *« leur fidélité à l'Eglise et leur fidélité aux classes populaires. Ils se refusent néanmoins à quitter leurs Eglises et à abandonner l'Evangile aux mains des classes dominantes ».*

*« L'action menée par les Chrétiens pour le socialisme dans les luttes de libération du peuple,* conclut le document, *fournit de nouvelles raisons de se réunir en communautés chrétiennes engagées où se réalise une évangélisation libératrice et où germe une Eglise populaire. Ainsi surgit un christianisme lié aux intérêts de la classe ouvrière et offrant l'alternative à un christianisme allié idéologiquement et structurellement au système dominant d'exploitation. »*

(1) Ce document, en français ou en espagnol, peut être obtenu au Centre œcuménique de liaison internationale, 68, rue de Babylone, 75007 Paris.



*TÉMOIGNAGE*

## Un prêtre peut-il être communiste ?

Cette question, qui provoque dans l'Eglise de vifs débats théoriques, ne se pose plus pour certains d'entre nous puisque, pratiquement, nous partageons les analyses économico-politiques du parti communiste et nous en soutenons les actions. Notre existence de prêtres-communistes est maintenant connue, mais elle est loin d'être reconnue. Contestés par les chrétiens qui doutent de l'authenticité de notre foi et par les camarades qui nous considèrent en cure de désintoxication de la religion, nos chances de dialogue se limiteraient-elles paradoxalement à ceux qui ne reconnaissent ni Marx ni Jésus ?

Le cardinal Suhard parlait, il y a trente ans, de mur à abattre entre l'Eglise et la classe ouvrière : aujourd'hui, c'est surtout un mur de préjugés qui reste à démolir entre l'Eglise et le parti communiste français.

Le parti se refuse à choisir entre les diverses religions et les tendances du christianisme comme si on pouvait assimiler Helder Camara aux évêques bénisseurs de Pinochet, et l'Eglise condamne en bloc le communisme comme si le P.C.F. était identique aux trotskistes ou au P.C. chinois.

Pour une majorité de chrétiens, le P.C.F. est avant tout une amicale d'incroyants, un mouvement antireligieux dont le but prioritaire est de faire disparaître la foi et le communisme reste synonyme de collectivisme écrasant la personne, de contrainte policière et d'étouffement des libertés. Comment faire comprendre que pour nous le marxisme est un projet cohérent de libération de l'homme ? Quand un détenu parle de liberté, il pense avant tout à sa sortie de prison. Qui peut reprocher à un ouvrier — fût-il prêtre — de considérer que sa liberté première soit de sortir de la prison capitaliste en instaurant le socialisme ? Pour nous, le P.C.F. est d'abord un parti politique qui, comme les autres partis, se donne les moyens de prendre et de garder le pouvoir en sachant que cela n'est réalisable que dans le cadre de l'union de la gauche.

Notre choix du P.C. est un choix politique basé sur des analyses concrètes : à nos yeux, il est le seul parti qui, depuis plus de cinquante ans, défend au jour le jour les intérêts de la classe ouvrière. Avec cinq millions d'électeurs, nous considérons qu'il est le seul rempart efficace contre la puissance des monopoles capitalistes. Malgré les déclarations trompeuses des autres formations politiques, le P.C.F. est de loin le premier parti par le nombre et l'enracinement populaire de ses militants, qui sont des gens convaincus, tenaces et dévoués. Auprès d'eux, le mot « camarade » a pris pour nous, prêtres, une signification et une profondeur qui n'ont d'équivalent que dans le « frère » de l'Evangile.

Des théologiens dits « avancés » qualifient le marxisme de doctrine largement dépassée et l'adhésion au P.C. de combat d'arrière-garde. Nous, qui sommes des travailleurs manuels liés au mouvement ouvrier, nous constatons tous les jours que l'analyse marxiste est bien une analyse scientifique qui non seulement décrit et explique les mécanismes du profit, mais nous donne en même temps les moyens rationnels de lutte pour changer le système économico-politique. C'est précisément parce qu'il y a conjonction entre l'explication scientifique du profit et le fondement rationnel à la lutte des classes que le marxisme a une telle force de rayonnement dans le monde.

L'Eglise hiérarchique a toujours condamné le marxisme dans son principe et le capitalisme dans ses excès, et si c'était le capitalisme qui était « intrinsèquement pervers » et le marxisme critiquable dans ses déformations ? Comme chrétiens, nous devons choisir entre Dieu et Mammon-Fric — et la course au profit est plus destructrice de la foi que les querelles idéologiques sur l'athéisme ou la conception de l'homme. Or on nous objecte souvent que la vision marxiste de l'homme est incompatible avec celle que nous trouvons dans la foi au Christ. Entre chrétiens, on se délecte beaucoup dans ces débats d'idées qui tiennent souvent lieu d'actions. Préoccupés d'idées justes et de doctrine cohérente (orthodoxie), on oublie que « la foi sans les œuvres est une foi morte » et que l'essentiel réside dans la pratique (et même l'orthopraxie). A quoi sert d'avoir une conception juste de l'homme, de sa liberté, de son épanouissement, si, par notre vie, nous cautionnons un système économico-politique qui écrase l'homme ? Ainsi, on condamne des centaines de millions d'hommes qui ont trouvé leur espoir dans le marxisme à rester définitivement hors de portée de Jésus-Christ tant qu'ils n'auront pas renié leur option marxiste ! Mao a écrit quelque part dans son « petit livre rouge » : *« L'Evangile, ne le détruisez pas, il est le signe de ce qui n'est pas vécu. »* D'après l'Evangile selon saint Matthieu (ch. 25), nous sav[...] pourtant qu'à la rencontre d[...] sive avec le Père on ne nous [...] mandera ni notre conception [...] l'homme ni si nous som[...] croyants ou athées, mais, à [...] lumière du Christ, nous con[...] terons nous-mêmes si oui ou [...] nous avons donné notre vie [...] autres et la part que nous au[...] prise ou non dans les luttes [...] libération de nos frères. Si la [...] ne peut se vivre qu'en rég[...] capitaliste et avec une idéol[...] bourgeoise, la critique mar[...] de la religion est totalem[...] valable.

### Religion et désengageme[...]

De l'autre côté du mur, le c[...] muniste de base est conva[...] de cette critique de la relig[...] pour lui, nous sommes déjà [...] une période d'après christian[...] (même s'il a encore de b[...] restes !), et il trouve rid[...] qu'on puisse encore croire à [...] balivernes religieuses. Le mil[...] formé argumente d'ailleurs [...] critique en distinguant quatr[...] veaux :

1) Depuis Constantin, l'E[...] a toujours été à la remorqu[...] classes possédantes ;

2) La théologie, qui a ser[...] caution idéologique au dés[...] établi, continue de souten[...] système actuel dit libéral ;

3) Le christianisme pollué [...] la philosophie idéaliste a [...] aux hommes à se préparer [...] vie éternelle en se résignan[...] misères de la terre et ain[...] chrétiens sont toujours [...] préoccupés de salut indiv[...] que de libération collective [...]

4) En inventant Dieu, les [...] gions ont été « un opium [...] le peuple », car, si Dieu existe [...] la négation de l'homme et [...] liberté.

Globalement, nous som[...] d'accord avec cette critique, [...] si elle oublie de signaler que [...] toire des Eglises chrétienn[...] traversée par des essais a[...] d'oppositions aux pouvoir[...] liens avec les opprimés [...] Munzer, Dolcini...) (1). [...] religion est vécue dans le dés[...] gement, la fuite de ses resp[...] bilités, si elle parle de vie [...] nelle pour relativiser les lut[...] la terre, si elle se sert de [...] pour combler les ignorances [...] science et les impuissances [...] technique, elle est effectiv[...] opium pour le peuple et [...] sommes athées de ce dieu-[...] che-trou, de ce dieu-alibi, c[...] nous le sommes du dieu de[...] losophes qui serait capable [...] pliquer le monde. Seule[...] Marx n'a pas touché à cel[...] Jésus appelle son Père, le[...] qui aurait droit au v[...] « dieu » si ce mot n'était d[...] imprononçable pour des m[...] de gens tant il a été util[...] prostitué pour soutenir l'e[...] tation de l'homme par l'h[...] Ce n'est pas une distinction [...] tile de dire que nous ne cr[...] plus en Dieu mais au Père [...] l'Esprit de Jésus, ce Jésus [...] vécu il y a deux mille an[...] les routes de Palestine et po[...] des gens se sont fait tuer [...] témoigner qu'il est toujour[...] vant, ce Jésus dont il nous [...] de repérer la présence dan[...] vies et dans le monde d'au[...] d'hui mais le plus souvent [...] coup, comme les pèlerins d[...] maüs... La foi au Christ es[...] domaine de l'amour. Pour [...] sans Jésus-Christ, on n'est [...] du tout.

Voilà des affirmations qui [...] les camarades du parti, son[...] gnificatives de notre consc[...] aliénée, puisque nous avons e[...] besoin de chercher des justi[...] tions et un sens à la vie [...] notre croyance en Jésus-C[...] Nous acceptons cette contest[...] que seul le temps pourra r[...] dre, mais de toute façon [...] considérons que le monde [...] pas divisé entre croyant[...] athées mais entre ceux qui [...] fitent de l'injustice écono[...] politique et ceux qui la subis[...] Les théologiens font croire [...] « Bienheureux les pauvres [...] vise pas d'abord la possession [...] richesses mais notre comp[...] ment à son égard et l'usage q[...] en fait. Ainsi, depuis des siè[...] les possédants sont assurés [...] l'Evangile ne menace pas [...] sécurité.

Aujourd'hui, ce sont les c[...] tiens du tiers-monde qui son[...] train de démasquer l'hypoc[...] des pays développés. Les thé[...] giens noirs américains n'ont [...] peur d'accuser leurs confr[...] européens les plus « révolut[...] naires » de rester des théolog[...] du maintien de l'ordre. Bien [...] « ils mettent le systèm[...] l'épreuve, mais comme on y [...] met un pont nouvellement c[...] truit, dans l'espoir avoué [...] résiste ». Prêtres-ouvriers, [...] dans la classe ouvrière, nous r[...] sentons nous aussi comme [...] prêtres noirs dans une Eglise [...] Blancs, et on se demande [...] eux comment dans l'Egl[...] peut-on parler de réconcilia[...] quand il n'y a pas de just[...] quand il n'y a jamais eu de p[...] quand le capitalisme mon[...] assassine les prolétaires et [...] pays sous-developpés...

JEAN BAPTISTE

(1) Henri Desoche : *les Relig[...] de contrebande.* Ed. Mame.

## SOCIÉTÉ

### LA SESSION DE RENCONTRE DES « SEMAINES SOCIALES »

# Contestation et renouvellement des institutions

**La session 1975 des Semaines sociales s'est achevée à Versailles, dimanche 11 mai, après quatre jours de débats, d'assemblées plénières ou de groupes de réflexion sur le thème : « Contestation et renouvellement des institutions ». Les deux cent cinquante participants, parmi lesquels on ne comptait pratiquement pas de jeunes et fort peu de « contestataires », inauguraient une nouvelle formule de ces « semaines » nées il y a soixante et onze ans.**

Après les discussions un peu théoriques consacrées à une définition de l'institution (*le Monde* du 10 mai), les participants ont centré leur réflexion sur l'analyse et l'exposé d'expériences précises de renouvellement de certaines institutions. A la faveur des travaux de quinze groupes et de ce qui a pu en être traduit en assemblée plénière, deux idées essentielles sont apparues :

1) La contestation doit être permanente, positive et rappeler sans cesse à *l'institution* qu'elle doit mettre en accord ses buts et ses méthodes ;

2) Même si l'institution apparaît souvent comme un carcan qui opprime et brise les élans, des individus optimistes, décidés et patients peuvent influer valablement sur le fonctionnement d'une institution. Personne, à Versailles, n'a versé dans l'angélisme qui consisterait à croire que toute institution peut être renouvelée facilement de l'intérieur et qu'il suffit de s'armer de patience, mais personne non plus n'a voulu, dans cette assemblée de catholiques, contester jusqu'à l'existence des institutions.

On s'est accordé pour constater, qu'il le veuille ou non, que l'homme naît, vit et meurt en société dans un « paysage institutionnel » où il lui faut s'insérer. La liberté de l'homme lui vient de ce qu'une marge de manœuvre lui est laissée dans ce champ d'institutions (Eglise, Etat, armée, famille, entreprise, etc.), dont il peut modifier le fonctionnement.

### Un paysage

Comment, dans des cas précis, faire en sorte que les institutions correspondent au souhait formulé samedi par le secrétaire général des Semaines sociales ? « *Nous devrons chercher*, avait dit M. Bernard Porte, *quelles actions entreprendre pour que les institutions libèrent, soient transparentes, des remparts contre l'arbitraire. Pour qu'elles servent et ne vivent pas pour elles-mêmes. Pour qu'elles remplissent une fonction médiatrice et de moteur de la vie sociale.* » S'il existait une recette unique du changement adaptable à toutes les institutions elle serait, peut-on penser, connue et répandue. Mais, pour l'heure, ce qui paraît dominer le « paysage institutionnel », c'est bien plus l'immobilisme, le freinage des initiatives, que les transformations ou le goût du risque. Toute l'histoire montre aussi que les institutions sont, ainsi que le rappelait M. Poulet-Matthis, « *essentiellement des lieux privilégiés de pouvoir, de domination et de rapports de forces* ». Trois exemples d'institutions et de « renouvellement », parmi bien d'autres, permettent d'illustrer ces thèmes.

● L'EGLISE. Il s'agit là d'une institution-type qui préexiste aux individus qui la composent et dont l'organisation se justifie par la nécessité de transmettre, sur cette terre, un « message », celui de Jésus-Christ, l'annonce de la « bonne nouvelle » du royaume de Dieu. Pour beaucoup de chrétiens, aujourd'hui, le décalage est immense entre le but et les moyens pour l'atteindre. Ceux qui *croient que le message du Christ* est avant tout de « libération » ont, en même temps, et cela a été dit à Versailles, le sentiment que l'Eglise est par excellence un « *lieu de non-liberté* ».

Se situer en lisière de l'institution pour la recréer — l'expression tout reprendre « à la base » prend ici tout son sens. — telle est l'attitude de renouvellement radical choisie par une « communauté » chrétienne de Juvisy (Essonne), où vingt-deux personnes ont abandonné les cadres institutionnels anciens (notamment la paroisse). « *Le langage de l'Eglise*, a expliqué un membre de cette communauté de base, qui existe depuis six ans, *reste dogmatique et moralisant, il masque souvent le message.* » Aussi ces chrétiens « *engagés dans des combats* » ont-il éprouvé le besoin d'un « *lieu communautaire* » où tenir le langage des réalités. « *Dans la communauté de base*, a dit l'intervenant, *il n'y a pas d'autorité, de détenteur du pouvoir, de hiérarchie. Tout le pouvoir est partagé.* » Mais dans cette nouvelle institution les luttes de pouvoir — de la part de « leaders » ou de petits groupes — ne sont pas absentes. Pour les éviter, la communauté se tient en état de « *concile permanent qui évite la sclérose de l'institution* ».

### En marge ou à l'intérieur ?

Tout aussi attentif au message du Christ, le Père Marcel Béguin, vicaire épiscopal de Versailles, et qui vit dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, a une préoccupation plus universelle : « *Ma fonction consiste à permettre à l'Eglise de naître et de croître dans cette ville en étant signe efficace de communion. L'unité n'est qu'au bout du chemin, mais elle y est. Je m'efforce de vivre fraternellement toutes mes rencontres.* » Est-ce, dans une communauté chrétienne déchirée, une « mission impossible » ? Le père Béguin occupe dans l'institution une fonction traditionnellement dite d'autorité. Mais le langage qu'il tient, la vie qui est la sienne ne correspondent plus à cette ancienne image : « *Je suis comme l'accoucheur qui fait naître une vie qui ne vient pas de lui. Je ne me crois pas investi de la fonction de discernement, mais de la capacité de permettre au peuple de Dieu d'exercer la sienne.* »

Ces deux témoignages sur la vie d'une même Eglise vont-ils dans le sens du renouvellement? Ne peut-on penser qu'il s'agit, dans un cas, d'une entreprise marginale qui finira par quitter l'institution et, dans l'autre, d'une sorte d'opération survie qui, par souci d'unité, sacrifie trop à la vieille pratique « unanimiste » du catholicisme officiel ? Aucune réponse n'a été apportée à Versailles à ces questions, puisque le but de cette session n'était pas de conclure...

● L'ENTREPRISE. — Pour cette institution, l'adhésion des individus qui la composent est variable et peut être nulle. Les « valeurs » qui la sous-tendent peuvent varier d'un individu à l'autre. Débats et témoignages ont montré que le « renouvellement » en est d'autant plus difficile que les valeurs en sont obscures, changeantes ou parfaitement matérialistes.

La contestation y porte sur le droit à la parole : « *Ce qu'il y avait de commun à toutes les institutions*, a dit M. Lagrange, rapporteur de la commission Sudreau sur la réforme de l'entreprise, *c'est que seul un petit nombre pouvait parler : le prêtre, le père, le chef d'entreprise. La nouveauté de la contestation c'est qu'elle porte sur le droit de s'exprimer.* »

S'exprimer, mais pour dire quoi? Le chef du personnel d'une entreprise de quinze cents personnes a apporté le témoignage d'un homme déchiré, confronté à une crise qui a abouti au licenciement de 10 % du personnel. « *Je limite la casse*, a-t-il dit, *en attendant des jours meilleurs. Si je m'en vais, je me dis que, peut-être, ce serait laisser la place à d'autres gens moins scrupuleux.* » Dans une telle période, ce chrétien s'interroge sur la légitimité des valeurs qui fondent l'institution entreprise. « *Les circonstances*, a-t-il dit, *donnent raison aux dirigeants qui privilégient la gestion au détriment de tout le reste.* »

● LA VILLE. — Participer, décider collectivement, construire sa ville — son « cadre de vie » urbaine — telle devrait être l'ambition des citadins insérés dans une institution qu'ils ont rarement choisie mais qui influe sur leur existence de tous les jours. M. Jean-Philippe Motte, conseiller municipal de Grenoble, a exposé à Versailles le vieillissement et l'« essoufflement » des institutions de « participation » qui, dans cette ville, existent depuis des années : unions de quartier, associations de gestion des équipements collectifs.

Divers modes de renouvellement sont pratiqués ou envisagés par la municipalité socialiste, de la tenue fréquente des réunions d'information à la création de conseils d'habitants élus au suffrage universel et « *qui seraient dotés d'un certain pouvoir, ce qui n'est pas le cas des unions de quartier* ». Mais se dressent des obstacles bien répertoriés par M. Motte : « *Les conditions de vie des habitants d'une ville, la technicité des questions à l'ordre du jour, la mobilité des habitants, l'environnement social, juridique et politique.* » Pour toutes ces raisons, peu nombreux sont ceux qui sont prêts à s'associer à la gestion démocratique d'une ville. « *Le renouvellement par le haut*, a conclu M. Motte, *n'est-ce pas de la démocratie octroyée ?* »

* * *

Entre la pesanteur des institutions, qui, à la longue, durent pour durer, et l'incapacité des hommes, trop passifs ou aliénés, la voie du renouvellement est fort étroite. Les très nombreux exemples cités lors des quatre journées des Semaines sociales — qui donneront lieu à une publication ultérieure — allaient à peu près tous dans le même sens : la « *meilleure* » *contestation est* celle opérée par les tentatives de renouvellement, à l'intérieur des institutions ou tout à côté. Mais cette contestation, dite positive, n'est-elle pas que la face visible et agréable d'un phénomène plus radical, resté masqué à Versailles, qui est la contestation de l'institution elle-même ? Le nihilisme actif d'une partie de la jeunesse s'appuie sur le succès d'une contestation par le vide, l'abstention, la passivité et le désintérêt. L'absence de jeunes à Versailles était le signe — en « creux » — d'une critique de l'institution sur laquelle, par définition, l'institution n'a pas de prise.

BRUNO FRAPPAT.

#### UN LIEU D'ÉCHANGES

« Les Semaines sociales doivent continuer. » Cette conclusion tirée dimanche par un des participants montre que la question de l'existence de cette institution s'est posée. Créées en 1904, les Semaines sociales (1), liées au développement du catholicisme social furent longtemps une instance de formation permanente fondée sur des cours magistraux. Mais les vastes auditoires de jadis ne sont plus qu'un souvenir. En 1973, après les dernières semaines sociales sur le modèle ancien, qui furent réunies à Lyon, il fut décidé de n'organiser une session de rencontre que tous les deux ans. Cette session est préparée, l'année précédente, par une session d'études.

La session de rencontre fait la part moins belle aux conférences et l'essentiel des travaux se déroule dans des groupes restreints où s'échangent des expériences. N'ayant plus une tâche d'enseignement les Semaines sociales ont, selon leur président, M. Alain Barrère, au moins une raison d'exister : « Elles sont un des rares lieux où il est possible de se rencontrer avec l'autre dans un climat de compréhension où il y a suffisamment d'amitié et d'ouverture pour l'échange. »

(1) Semaines sociales de France, 9, rue Guénégaud, 75006 Paris. Tél. : 033-25-01.

### LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE VEUT ÉVOLUER AVEC LA SOCIÉTÉ

Une modification des structures de la Croix-Rouge française s'impose, pour obtenir une plus grande participation de la « *base* » : c'est l'une des principales constatations des trois mille participants au congrès national du mouvement, réuni les 10 et 11 mai à Paris, sur le thème : « La Croix-Rouge vers l'an 2000 ».

Faire évoluer la Croix-Rouge avec la société : cette volonté, qui s'est largement manifestée tout au long du congrès, exigera, en plus de ce renouvellement des structures, une nouvelle implantation du mouvement, plus axée sur l'action locale, à l'école ou dans l'entreprise par exemple, et de nouvelles préoccupations, incluant la prévention des pollutions, ou l'effort en faveur de catégories particulières telles que les drogués et les migrants.

● *Cinq cents délégués du Secours populaire français* ont terminé dimanche 11 mai les travaux de leur congrès national, à Lyon, en s'indignant contre la décision du président de la République de doubler le montant de l'exonération fiscale accordée aux donateurs de la Fondation de France (*le Monde* du 11-12 mai).

« *Le gouvernement*, a déclaré le secrétaire général de l'organisation, M. Julien Lauprêtre, *veut ainsi non pas favoriser le bénévolat mais le dévoyer. Le bénévolat*, a-t-il ajouté, *ne saurait être le complément de l'action des services publics, leurs suppléances momentanées, et les mêmes avantages doivent s'appliquer à toutes les associations de solidarité.* »

## MÉDECINE

# « Némésis médicale »

*(Suite de la première page.)*

En outre, les difficultés de l'homme aux prises avec un environnement industrialisé incompatible avec son équilibre sont, selon Illich, systématiquement « médicalisées ». Le statut de malade vaut mieux que celui de déviant ou d'inadapté...

D'où la surpuissance accordée par Ivan Illich à la « mafia médicale » et le cercle vicieux d'une surmédicalisation universelle à laquelle se livre une population passive en s'adonnant à une consommation technique et médicamenteuse effrénée.

### Gaspillages

Aucune recherche critique sur le bien-fondé de ces exploits et sur leur justification n'est entreprise, affirme Illich, pour qui l'augmentation des budgets nationaux consacrés à la santé connaît une croissance vertigineuse sans que la population en bénéficie vraiment, et cela au prix de gaspillages irréfléchis (les inutiles et lucratifs bilans de santé, par exemple) et non dépourvus de risques (les effets secondaires de la médicomanie).

Le monopole qu'exerce la profession médicale sur le comportement des hommes, la façon dont elle les frustre de l'angoisse, de la souffrance, de la mort et d'une nécessaire prise en charge de leur propre santé font, selon Illich, que l'institution engendre sa propre destruction, la vengeance de Némésis contre ceux qui veulent arracher leur pouvoir aux dieux et à la nature.

En outre, et sur le plan économique, la médecine échappe à tout contrôle de coût et de rendement. De là à soupçonner que son appareil dispendieux n'a pour objet que la satisfaction de ceux qui en détiennent « le monopole quasi ecclésiastique », il n'y a qu'un pas qu'Illich franchit allégrement.

Il postule aussi que le désir manifesté par les populations d'étendre la notion de santé à celle du bien-être, d'une qualité de la vie à présent accessible non à tous mais à un très grand nombre, est signe d'asservissement.

*Vision étrangement archaïque*, étrangement fataliste et qui semble, en une dialectique faussée dès ses premiers postulats, confondre les fins et les moyens, les statistiques et l'humanisme, l'intérêt de la collectivité et celui de ses membres.

Le grand débat qui aurait pu s'ouvrir, qui doit s'ouvrir sur le cancer de la technologie glacée, sur le déséquilibre des systèmes de santé, sur leur inadaptation aux besoins publics, sur leurs gaspillages financiers effrénés, sur la « s oĉiatrisation médicale », ce grand débat que l'on devine aux sources des propos d'Ivan Illich, ne s'est, hélas ! pas engagé.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

★ Le Seuil, 25 F.

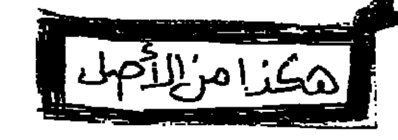
# La Fête de la femme, c'est la Fête de Julie.

En mai, voici ce que vous offre le Printemps :
- des **chèques-cadeaux** à gagner, de 50 à 5000 F
- un **crédit gratuit sur 6 mois** à partir de 1000 F d'achats (après acceptation du dossier).
- des **prix exceptionnels** sur les dernières nouveautés d'été.
- et toujours la **garantie de prix :** si vous trouvez ailleurs un article identique moins cher, vous serez immédiatement remboursée de la différence.

Young & Rubicam




**Haussmann**
**Nation**
**Parly 2 / Vélizy 2**
**Créteil Soleil**



هكذا من الأصل

# ÉDUCATION

## LA PREMIÈRE JOURNÉE DES ENSEIGNANTS SOCIALISTES

# LE P.S. SOUHAITE METTRE UN TERME à la dispersion syndicale de ses militants

**Augmenter la cohésion des enseignants membres du parti socialiste, tenter de réduire les clivages qui les dispersent dans plusieurs organisations ou tendances syndicales, tels étaient les buts de la première « Journée des enseignants socialistes », qui a réuni environ trois cents militants à Clichy (Hauts-de-Seine) dimanche 11 mai. Tirant la leçon d'une journée de travail, où les débats en commisisons ont parfois été « empreints d'une rude franchise », M. Louis Mexandrau, député du Calvados, délégué général du P.S. pour l'éducation nationale, a pu déclarer : « Au-delà de crispations catégorielles, de clivages fossiles, si nous réussissons à réunir dans le combat tous les enseignants socialistes, un certain nombre de différences seront surmontées. » M. François Mitterrand, député de la Nièvre, premier secrétaire du parti, a appuyé cet appel à l'union, demandant notamment aux enseignants de « faire passer le parti avant certaines de leurs préférences personnelles », particulièrement dans leur engagement syndical. *L'objectif des dirigeants socialistes semble* clair : regrouper à terme les militants du P.S. dans une seule tendance de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), que l'on souhaite la plus proche possible des orientations propres au parti, et où, par conséquent, ils ne cohabiteraient pas avec les militants communistes.**

Ainsi que l'a souligné M. Mitterrand, il peut paraître paradoxal pour le parti socialiste « *d'éprouver le besoin de se doter d'une politique et d'une structure dans le domaine de l'éducation nationale* ». Les instituteurs, les professeurs du secondaire et du supérieur n'ont-ils pas pris — et ne prennent-ils pas — une large part à la diffusion de la pensée socialiste ? Ne militent-ils pas activement, en grand nombre, pour une société socialiste, notamment dans des organisations syndicales qui ne font pas mystère de leur orientation dans ce sens ? La direction de la FEN — puisqu'il a été question d'elle tout au long de cette journée — est contrôlée depuis toujours par des militants socialistes. Pourtant, c'est sans doute cette imbrication entre l'appareil syndical et le parti politique — bien qu'officiellement, en vertu des principes de la charte d'Amiens, les organisations soient complètement indépendantes — qui a rendu difficile depuis longtemps l'intervention du parti socialiste à propos de l'enseignement, comme si cette intervention se faisait, naturellement, par le biais de la FEN.

Ces dernières années, et particulièrement depuis le congrès du parti socialiste à Epinay, la situation s'est compliquée. La majorité socialisante de la FEN (Unité, Indépendance et Démocratie, UID) a, en effet, été vivement attaquée sur sa gauche par les tendances d'opposition, qu'elles soient gauchistes ou, comme la principale d'entre elles (Unité et Action) animée par les militants communistes. Accusée d'être à la fois l'expression du Syndicat national des instituteurs (SNI) — et non de l'ensemble des catégories d'enseignants — et de pratiquer un syndicalisme corporatiste proche de la « *collaboration de classes* », la majorité UID a cependant résisté contre vents et marées. Mais les militants socialistes se sont divisés de plus en plus : certains, partisans de l'unité d'action avec les communistes, sont venus renforcer la tendance Unité et Action ; d'autres ont choisi Rénovation syndicale - Ecole émancipée (extrême gauche révolutionnaire) ; d'autres, en nombre assez important, sont allés rejoindre le Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.) dont le gauchissement et l'orientation autogestionnaire leur convenaient.

« *J'observe une formidable dispersion des efforts. Elle m'inquiète* », a déclaré M. Mitterrand. *C'est bien pour lutter contre cet émiettement, cette confusion idéologique et stratégique aussi, que le parti socialiste a pris, en 1974, le problème à bras-le-corps.*

● Première étape : la création d'une délégation à l'éducation nationale, qu'animent MM. Louis Mexandeau et Roger Quilliot (sénateur du Puy-de-Dôme, maire de Clermont-Ferrand). Désormais, le parti a une structure propre d'étude et d'intervention sur les questions d'enseignement.

● *Seconde étape : régler* les rapports entre le parti et les diverses tendances de la FEN. La réunion de Clichy n'aura été, à cet égard, qu'une première approche, un début de clarification. Pourtant la création récente, par des militants socialistes du CERES, d'une nouvelle tendance, Unité et Rénovation, au sein du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), donnait l'occasion de poser l'ensemble des questions (*le Monde* des 2 et 6 mai).

En fait, la division est telle que la commission consacrée aux « *luttes politiques et syndicales* » a été le théâtre d'affrontements verbaux peu conformes à la « camaraderie ». Les enseigants socialistes semblent, pour la plupart, être d'abord des militants syndicalistes avant d'être des militants politiques. Ils sont très attachés à leur syndicat, à leur tendance. Aussi les réactions sont-elles souvent passionnelles. L'exhortation de M. Pierre Mauroy, député du Nord, maire de Lille, membre du secrétariat, à surmonter les divergences « *dans l'intérêt supérieur du parti* », n'a guère été entendue. Le rapporteur de la commission, M. Francis Aron, a pu toutefois noter un certain nombre de convergences. C'est, d'une part, la volonté de procéder à un *aggiornamento* des positions syndicales sur l'école ; d'autre part, de parvenir, dans l'avenir, à la clarification souhaitée : les enseignants socialistes sentent bien que les actuelles querelles fratricides ne servent pas le parti ; enfin, le souhait « *d'une intervention nette et claire des socialistes sur l'éducation* ». Quant à la situation à l'intérieur de la FEN, on n'a pu que constater les divergences.

L'embarras de la direction du parti socialiste à l'égard de ce problème est manifeste. Deux opinions assez contradictoires ont pu ainsi s'exprimer au cours de cette journée. Le matin, M. Mauroy avait indiqué que les militants socialistes devaient choisir : « *La confusion des tactiques*, a-t-il déclaré, *est inaceptable, car elle finira par provoquer la confusion des stratégies.* » Pour lui, la FEN et les organisations qui gravitent autour d'elle (secteurs socio-éducatif, mutualiste...) constituent « *un élément très positif pour créer un rapport de force favorable au parti socialiste. Une certaine emprise socialiste y est majoritaire. Tout renversement de tendance entraînerait un affaiblissement du parti socialiste au profit de nos partenaires de l'union de la gauche* ». La ligne semble donc tracée : les militants socialistes doivent militer à Unité, Indépendance et Démocratie, et s'y faire les agents « *d'une rénovation que nous voulons tous dans le parti* ».

### Nécessaire tolérance

Cette prise de position a suscité dans les commissions et les discussions de couloirs une vive réprobation chez nombre de militants présents à cette journée. Tenant compte de ces réactions, M. Mexandeau a affirmé, au contraire, qu'il devait y avoir parmi les enseignants socialistes « *une nécessaire tolérance* ». « *La diversité et la sincérité des engagements* , a-t-il notamment déclaré, *excluent toute injonction de nature bureaucratique. Le droit à la différence existe dans le parti.* » Toutefois, la solution à une dispersion jugée néfaste passe, à ses yeux, par un approfondissement et un développement des positions et des interventions du parti lui-même. « *Nous devons recentrer le combat des enseignants socialistes par le parti et dans le parti. Nous ne pouvons nous contenter d'être la réplique ou la transposition de telle ou telle tendance syndicale, pas plus que d'être le plus petit dénominateur commun entre ces tendances.* »

M. François Mitterrand pour sa part a renforcé ce point de vue, estimant que le parti socialiste « *ne peut être un assemblage de tendances et de rivalités syndicales. Il lui faut une conscience collective qui domine les autres rivalités* ». Mais, rejoignant M. Mauroy, il a surtout mis en garde les enseignants socialistes sur ce qui se passerait « *si la FEN tombait dans d'autres mains politiques, alors qu'on aurait oublié qu'elle représentait un esprit très proche du nôtre* ». Ainsi, de manière toutefois moins nette que son « second », a-t-il demandé que l'action des militants du P.S. ne conduise pas à une redistribution des cartes dans une organisation syndicale « *qui est un pilier du mouvement ouvrier* ». « *Nous ne sommes pas aujourd'hui une force cohérente,* a-t-il ajouté. *La grande organisation syndicale qui est près de nous en souffre. Nous ne devons pas compliquer cette situation. Il faut que le courant unitaire entre les socialistes passe avant les forces centrifuges, que la raison l'emporte sur les susceptibilités.* »

YVES AGNÈS.

## GRÈVES ET MANIFESTATIONS DANS L'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL TECHNIQUE ET AGRICOLE

### Conseil restreint sur la « réforme Haby » le 15 mai

*La semaine du 12 au 17 mai* doit marquer une étape décisive dans la mise au point par le gouvernement du projet de réforme de l'enseignement. Un conseil restreint va se réunir le *jeudi* 15 mai pour un réexamen du projet après les dernières phases de « concertation » (en particulier les groupes de travail par disciplines), et les aménagements proposés par le ministre de l'éducation lui-même.

Cependant, M. René Haby ne paraît pas avoir réussi à obtenir l'accord des plus importants syndicats d'enseignants. Ceux-ci, en effet, ont prévu, cette semaine, une série de grèves et de manifestations.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) organise une « semaine d'action » marquée par des délégations et des manifestations pour conclure son opération « besoins-vérité », consistant à faire recenser, par ses syndicats, les besoins dans les différents ordres d'enseignement. A Paris, notamment, un défilé doit avoir lieu, mercredi 14 mai, à l'appel des huit sections de la région parisienne de la FEN.

Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N., affilié à la C.F.D.T.) organise, lui aussi, une « semaine d'action » sur les problèmes de l'emploi des enseignants, notamment des auxiliaires.

D'autre part, trois syndicats de la FEN (ceux de l'enseignement secondaire et de l'éducation physique) ont lancé un mot d'ordre de grève pour le 15 mai afin de protester contre le projet de réforme et obtenir un « collectif budgétaire » pour la rentrée prochaine ; le S.G.E.N. et *le Syndicat national des enseignants* techniques et professionnels C.G.T. ont aussi appelé à la grève pour ce jour-là. Des professeurs des disciplines techniques des lycées feront grève, pour leur part, le mardi 13 pour obtenir des améliorations de traitement. Enfin, après les lycées et les collèges d'enseignement secondaire et technique, la grève touchera le vendredi 16 les lycées agricoles : le Syndicat national de l'enseignement technique agricole public (FEN) a appelé ses adhérents à cesser le travail ce jour-là.




## Au 56e congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public

# M. René Haby envisage de ramener la durée des cours à cinquante minutes

Toulouse. — *Ouvert le jeudi 8 mai à Toulouse, devant sept cents participants, le cinquante-sixième congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), réuni sur le thème* « Une réforme pour nos enfants », *s'est achevé samedi 10 mai. Dans une motion de synthèse, votée à l'issue de ses travaux, la Fédération, présidée par M. Antoine Lagarde, estime que si l'* « école n'est plus adaptée à sa mission », *le projet de M. René Haby, ministre de l'éducation, qui sera examiné mercredi 14 mai en conseil restreint à l'Elysée, ne répond, en revanche, que partiellement à l'attente de ses adhérents.*

*Le ministre de l'éducation a indiqué aux congressistes qu'il avait l'intention d'inclure dans la rédaction définitive de son projet des mesures nouvelles concernant le recrutement et la formation des maîtres et la gratuité de l'enseignement obligatoire. Selon M. Haby, les élections des représentants des parents d'élèves aux conseils d'établissement pourraient avoir lieu* « nationalement ou au moins régionalement » *à un date unique, cette disposition permettant d'accroître la participation au scrutin.*

*Le ministre de l'éducation souhaite, d'autre part, que la longueur des cours soit réduite dan l'avenir à cinquante minutes, de façon à laisse aux élèves dix minutes de détente entre chacu d'eux. M. Haby a précisé enfin qu'il envisagea de revoir la date des examens de fin d'année e de les repousser éventuellement de quelques sema nes. Si l'annonce de ces mesures a été accueill avec satisfaction par la Fédération Lagarde, qu les avait elle-même suggérées à plusieurs reprise le refus du ministre de l'éducation de ramene dans l'immédiat l'effectif des classes à vingt-cin élèves a déçu les congressistes. De l'avis des part cipants, M. Haby s'est dérobé aux questions pr cises qui lui ont été posées sur la possibilité po les parents de participer aux décisions d'orientatic du conseil de classe.*

*Récusant, d'autre part, la « loi Mazeaud », l congressistes ont demandé au ministre de l'édu cation, sans guère rencontrer d'écho, un « ratt* chement de l'éducation physique et sportive a ministère de l'éducation ». *Pour la Fédérati Lagarde, cette éducation physique et sportive e fondamentale* « dans la formation corporelle, inte lectuelle et morale des enfants, dès leur plus jeu âge ».

## La tribune et les travées

*De notre envoyé spécial*

« *On ne pourra plus dire que cette fédération est celle du ministère.* » Lancée par M. Haby, alors qu'il regagnait Paris, cette affirmation n'est pas seulement le résultat le plus marquant du congrès de Toulouse. Soucieux de longue date de provoquer des critiques « constructives », le ministre de l'éducation exprimait aussi sa satisfaction de voir mis un terme à une liaison qui avait surtout pour résultat d'enrôler les mécontents à la Fédération Cornec, jugée, non sans raison, moins « compréhensive ».

Faut-il voir dans ces cinquante-sixièmes assises de la PEEP — qui coïncidaient avec le terme du premier mandat du docteur Antoine Lagarde — un tournant de la fédération ? Le jugement serait hâtif. La PEEP reste la PEEP, même si, « ripolinée » de couleurs plus attrayantes, elle s'efforce — ayant tiré les leçons de déboires récents — (*le Monde* du 10 septembre 1974) — de se lancer dans un *aggiornamento* salvateur. Illustration de cette ambiguïté : est-ce la même fédération qui, après avoir condamné, au second trimestre, les manifestations lycéennes, votait samedi tout uniment le rapport de la commission « *vie scolaire et participation* », affirmant notamment : « *Il ne suffit pas de rappeler des règles de l'objectivité et de la neutralité. Un monde pluraliste est nécessairement conflictuel. Il faut donc apprendre aux jeunes à vivre sans dérobade les conflits éventuels dont ils trouvent le reflet dans les familles, à l'école et au travers des mass media* » ? Invités de leur côté à participer aux travaux du congrès, deux étudiants de l'Union des grandes écoles et de l'UNEF (*ex-Renouveau*) *se sont* vu refuser l'entrée de la commission « enseignement supérieur ». Incident vite rattrapé mais révélateur de résistances que la nouvelle équipe n'a guère encore réussi à vaincre.

Assurément, la Fédération Lagarde n'a pas fondamentalement évolué en quelques mois. Mais il est incontestable que, libérée des querelles de personnes qui avaient empoisonné son dernier congrès marqué par la succession de M. Pierre Armand, elle a pu approfondir sa réflexion, désamorçant ainsi les critiques formulées par l'opposition de « gauche ». La personnalité du docteur Lagarde est à cet égard un facteur important. L'homme a su gagner des sympathies et s'assurer des concours qui avaient fait défaut à son prédécesseur. C'est ainsi que M. Jacques de Chalendar, *président* de l'Association des parents du lycée Victor-Duruy à Paris, inspecteur des finances et auteur d'un rapport et d'ouvrages sur « l'aménagement du temps », a animé des débats et provoqué une réflexion analogue à celle du congrès d'Evian, au cours duquel le docteur Lagarde avait présenté un rapport sur le même thème (*le Monde* du 5 juin 1973).

### Expansion

En place depuis huit mois, le conseil d'administration sortant — il a été réélu dans sa grande majorité — a présenté collectivement le rapport d'activité (1). Il s'est, au demeurant, attelé à une lourde tâche. Déficitaire de plusieurs centaines de milliers de francs, la fédération a maintenant remis ses finances à flot. Une réorganisation de son siège va lui permettre de tisser des liens plus nombreux et plus rapides avec les associations de province. Encore qu'ils soient avares de chiffres précis, les dirigeants de la PEEP assurent que l'hémorragie des adhérents enregistrée ces dernières années (2) a cessé, ce qui, dans une conjoncture guère favorable à l'ensemble des associations de parents, est déjà un résultat. A cet égard, la Fédération Lagarde a lancé, voici peu de temps, une opération « expansion ». « *Le renouveau de la PEEP*, a affirmé son président, *se trouve dans les adhésions que nous saurons recueillir dans l'enseignement primaire et même élémentaire.* » La fédération rivale, présidée par M. Jean Cornec, a été accusée une fois de plus de ne pas respecter les règles du jeu. « *Les instituteurs, organisés dans le tout-puissant S.N.I.*, ont déclaré en substance les congressistes, *favorisent systématiquement « la Cornec » et communiquent en priorité ses bulletins d'adhésion.* » Fermement interpellé sur ce point, M. Haby a affirmé, comme ses prédécesseurs, son attachement « *à une rigoureuse application de la loi* ».

Malgré le sentiment de « déjà entendu » laissé parfois par les travaux du congrès, c'est un vent nouveau qui a parcouru la tribune, sinon les travées, à plusieurs reprises. L'« expansion » souhaitée par la fédération dépendra de la capacité de son équipe dirigeante à faire comprendre — et accept — par l'ensemble des adhérer les changements dont elle s' fait, le long de ces trois jours, héraut.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Celui-ci a été adopté 86,9 % des suffrages exprimés *Monde* daté 11-12 mai).

(2) Six cent mille adhérents vendiqués en 1973, quatre cent m aujourd'hui regroupés dans d mille six cents associations. élections des conseils d'admi tration des établissements du sec degré, la Fédération Lagarde obtenu, dans le premier cy 19,62 % des voix contre 19,64 % 1973-1974 : dans le second c 36,14 % des voix contre 33,75 % l' née dernière.

## Le docteur Antoine Lagarde L'ÉPAISSEUR DES MOTS SIMPLES

*Silhouette élégante et un peu voûtée, mince, l'allure sportive, M. Antoine Lagarde achève le discours qu'il vient de prononcer à l'adresse du ministre de l'éducation. Souligné par une broussaille de sourcils poivre et sel, le regard bleu mincit sous le feu des projecteurs. Le verbe est dépouillé, construit sans fioritures. La voix légèrement voilée, un peu tendue :* « Vous avez devant vous des parents qui ne ménagent ni leur temps, ni leur peine. Mais ils sont heureux. De ce bonheur profond que ressentent tout homme, toute femme qui, affrontés aux difficultés de la vie, perçoivent la joie qui éclairera le visage des enfants. »

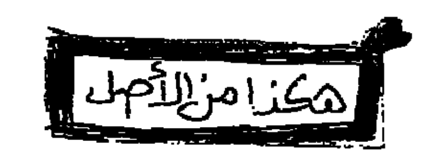
*Au premier rang de l'assistance, debout, comme tous ceux de la salle, sans affectation, son épouse, enseignante de français, applauudit. Image révélatrice d'une confiance jamais démentie. Mots simples. Prononcées par tou tautre, ils passeraient pour l'écume d'une rhétorique un peu usée. Antoine Lagarde leur donne l'épaisseur de son engagement de militant.*

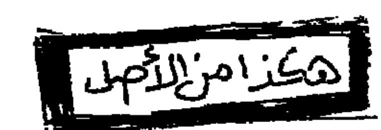
*Médecin généraliste au Havre dans un des premiers cabinets de groupe, il est né il y a cinquante ans à La Rochelle d'une mère flamande et d'un père gascon, patron d'une moyenne exploitation de produits de l'océan. De ses études comme pensionnaire dans un collège de jésuites à Evreux, il a gardé la pratique de la foi et la rigueur du jugement. De sa familiarité avec la philosophie teilhardienne, la conviction que la vie a un sens.*

*Père de cinq enfants, cet ancien scout aime les courses en montagne et les pratique en famille. Une fille et un fils étudiants en médecine, un second qui s'y destine, cette similitude ne l'inquiète pas outre mesure. L'ordre est pour lui signe de liberté, s'il ne manque pas à la tolérance. Soucieux de donner à sa fédération une image « populaire », Antoine Lagarde exerce aussi son métier dans un quartier de grands ensembles. Jouer un rôle social était pour lui un devoir. La décision d'Edgar Faure d'organiser la participation des parents à la vie de l'école donne le départ à son engagement. Président d'une association de base en 1968, il accepte la responsabilité de l'union locale du Havre deux ans plus tard, puis de l'Union régionale de Rouen en 1972. Il entre, cette année là, au comité fédéral avant de devenir, en 1974, membre du conseil d'administration et président de la fédération. Une charge écrasante menée, parallèlement à son métier, entre son domicile havrais, le siège de la PEEP à Paris et la province.* « Il est certain que je n'arriverai pas à tenir six ans comme cela » (1), *dit-il sans parvenir à convaincre.* — B. L. G.

(1) Le président du conseil d'administration de la PEEP est rééligibles cinq fois.









Le Monde DE L'ÉCONOMIE

## Le fonctionnement du système financier et l'inflation

> *MEME si l'inflation a tendance à se ralentir dans la plupart des pays industrialisés, elle reste, en général, très forte, et surtout rien ne garantit contre un retour de flamme plus dévastateur encore. Pourtant la récession atteint aujourd'hui partout profondément l'activité économique. Si l'on analyse le système financier et bancaire tel qu'il fonctionne effectivement dans les pays capitalistes, on s'aperçoit qu'il contient un certain nombre de caractéristiques qui ont pour conséquences quasi inéluctables de dérégler en permanence l'émission monétaire tout en empêchant les agents économiques de calculer le véritable coût de leurs investissements, à cause notamment de l'arbitraire introduit dans la fixation des taux d'intérêt. Ce sont ces phénomènes que décrivent les deux articles que l'on lira ci-contre*

# Taux d'intérêt artificiels et dopage de la croissance

par JEAN-JACQUES ROSA (*)

EN prévision de l'éventuelle reprise de la croissance dans les pays développés, en fin d'année ou au début de 1976, peut-on tirer quelques enseignements de la précédente phase d'expansion de longue durée et de l'actuelle stagflation ?

Le scepticisme à l'égard des politiques de stabilisation et de la croissance elle-même est désormais largement répandu. Que faire lorsque le chômage n'alterne plus avec l'inflation mais l'accompagne ? Que faire lorsqu'un sentiment de frustration généralisé résulte de l'impression vague mais tenace que la croissance du bien-être réel ne correspond plus à la croissance nominale ?

Certains mettent en cause le dérèglement des mécanismes économiques. La transformation des structures rendrait caducs les enseignements antérieurs de la science économique. Mais les arguments à l'appui de cette thèse n'ont jamais brillé par leur clarté ou leur cohésion. En fait une simple analyse des politiques de taux d'intérêt poursuivies par les Banques centrales permet d'expliquer les traits caractéristiques de nos croissances dopées, et dispense par conséquent des spéculations hasardeuses.

Les politiques monétaires de tous les pays dans les années récentes consistent à fixer discrétionnairement des taux d'intérêt directeurs sur les marchés monétaires ou le taux de réescompte de la Banque centrale lorsque le marché monétaire est faible ou inexistant. Cette pratique contribue bien entendu à établir le niveau de la gamme des taux tout entière. D'autre part, la fixation des taux implique naturellement que les taux spontanés auraient été différents en l'absence d'intervention des autorités. La plupart du temps, c'est-à-dire en dehors des périodes occasionnelles de freinage, les taux administrés seront inférieurs aux taux spontanés potentiels. Cette présomption paraît heurter le bon sens si l'on considère la hausse considérable des dix dernières années. Mais un taux nominal élevé, s'il est inférieur au taux d'inflation, signifie un taux réel négatif. C'est ce que l'on constate en fait pour la plupart des pays industriels. *Les Banques centrales subventionnent les emprunteurs.* Par ailleurs, s'il est difficile de juger dans l'absolu du niveau souhaitable des taux, on peut facilement vérifier s'il établit un équilibre entre l'épargne et l'investissement. Lorsque l'investissement dépasse l'accumulation volontaire d'épargne c'est que les taux sont trop bas.

## *Un encouragement indu à l'investissement*

Cette hypothèse entraîne, au plan théorique, un certain nombre de conséquences importantes qui sont en accord avec les faits observés. Des taux réels trop bas ont pour *effet* :

1) Un encouragement à l'investissement privé et public. Des projets qui n'étaient pas rentables à des taux plus élevés le deviennent. Sont ainsi entrepris des investissements marginaux dont la rentabilité est faible. Il s'ensuit une *baisse du taux moyen de rentabilité des* entreprises, qui s'aligne sur les taux d'intérêt. C'est bien ce que l'on constate pour les principaux pays développés sur la période 1965-1974.

2) Un découragement de l'épargne. Dans le cas extrême que nous connaissons en France, la rémunération de l'épargnant devient durablement négative, c'est-à-dire qu'il faut payer le privilège de perdre ses économies.

3) Un déséquilibre entre volume souhaité — et entrepris — des investissements et volume souhaité de l'épargne. Le faible coût de refinancement du système bancaire rend profitable le développement du crédit et le gonflement de la masse monétaire, dont la croissance, conformément aux analyses monétaristes, détermine une hausse des prix qui spolie les épargnants — *aux taux d'intérêt fixés* — et permet de rétablir après coup l'égalité entre l'investissement et l'épargne. Au prix d'une épargne forcée.

★ Professeur d'économie à l'université d'Orléans.

(Lire la suite page 21, 4e col.)

# D'où vient l'excès de crédit

par JEAN-GABRIEL THOMAS (*)

EN pure théorie, toute création monétaire n'ayant pas une contrepartie immédiate en produits ou services mis sur le marché devrait avoir un impact inflationniste. Ce n'était pourtant pas le cas dans un système classique reposant sur l'escompte d'effets à court terme, c'est-à-dire sur un décalage court — mais un décalage tout de même — entre la création monétaire et l'arrivée sur le marché de sa contrepartie en produits. Pourquoi ? Pour, notamment, deux raisons essentielles :

● Tout d'abord, la création monétaire résultant de l'escompte compensait, dans une certaine mesure, la fluidité insuffisante de la circulation monétaire, les « poches » de thésaurisation ou d'encaisses oisives qui se formaient dans le circuit. S'il n'y avait pas eu de compensation, la thésaurisation des espèces par les agents économiques aurait entretenu une tendance permanente de la déflation.

Cela est si vrai que, dans l'Europe pré-industrielle, où le crédit était peu ou mal organisé, la dépréciation de l'unité de compte officielle était réclamée par les corporations de commerçants et d'artisans pour pallier l'insuffisance chronique des moyens de règlement (à l'exception de périodes d'abondance due à l'arrivée massive de l'or d'Amérique). On nommait l'opération — et c'est très révélateur — non pas dévaluation (de la monnaie de compte), mais rehaussement ou augmentation (des espèces métalliques). Dès lors qu'au XVIIIe siècle le crédit commence à s'organiser, les monnaies se stabilisent.

● D'autre part, le processus de création et de destruction monétaires correspondant *à l'escompte d'effets à court terme* s'adaptait étroitement et de façon souple au processus parallèle de mise sur le marché des produits en cours de fabrication. Le volume du crédit épousait de très près le mouvement des transactions.

Que se passe-t-il dans une économie évoluée comme la nôtre ?

En premier lieu, les encaisses sont progressivement transférées des bas de laine des particuliers vers les banques et autres intermédiaires financiers. On sait que les espèces en circulation représentent une fraction sans cesse décroissante de la masse monétaire : en vingt-cinq ans, les billets et monnaies divisionnaires sont passés de la moitié au quart de l'ensemble des disponibilités monétaires (espèces et dépôts à vue, soit « M 1 »). Mais sans doute convient-il de mieux prendre la masse monétaire au sens large, en comprenant la quasi-monnaie gérée par les banques (dépôts à terme et comptes sur livret, soit « M 2 ») et les avoirs dans les caisses d'épargne (« M 3 »), ce qui est beaucoup plus significatif, car son développement a été beaucoup plus rapide que celui des disponibilités monétaires. Les espèces n'en représentent actuellement qu'à peine plus du dixième.

*Du point de vue qui nous occupe*, il y a une différence fondamentale entre une encaisse conservée en espèces et une encaisse conservée en dépôt. La première est provisoirement retirée du circuit, alors que la seconde y reste et fournit la base de la pyramide du crédit et de la création monétaire. Les « poches » qui se formaient dans une circulation monétaire métallique ou fiduciaire avaient besoin d'être compensées pour éviter un effet déflationniste. Celles qui se forment dans une circulation scripturale n'ont pas besoin de l'être, puisqu'elles restent utilisables, et utilisées, par l'intermédiaire des institutions financières. Si l'on conserve les mêmes critères, les mêmes règles de gestion dans l'octroi des crédits, à la compensation succède la surcompensation.

En second lieu, au moment même où la *base du crédit* s'élargit considérablement par la « scripturalisation » des encaisses, son utilisation s'étend démesurément au-delà du court terme grâce à la « transformation », *c'est-à-dire à l'utilisation par les* intermédiaires financiers des dépôts, et de l'épargne liquide ou à court terme, pour le financement de crédits à moyen et à long terme.

## La transformation

*Par le décalage* dans le temps qu'implique la transformation, la création monétaire résultant du crédit est complètement déconnectée du mouvement de la production et des transactions. Entre la création de la monnaie et sa destruction par remboursement, il y a un vide, une absence de contrepartie sur le plan des produits ou des services, correspondant au temps qu'il faut pour qu'un logement, une usine ou un équipement soient construits ou installés, arrivent à maturité et produisent leur amortissement. Entre l'escompte d'effets à court terme et la transformation, il y a plus qu'une différence de degré : une différence de nature.

Il faut cependant aller plus loin dans l'analyse. En *effet*, tout dépend de ce qui est transformé. Les répercussions inflationnistes peuvent être seulement potentielles s'il s'agit d'une épargne à court terme, ou réelles et immédiates s'il s'agit de dépôts à vue.

La quasi-monnaie gérée par les banques (dépôts à terme, bons de caisse, comptes sur livrets) est une épargne à court terme. Si elle est constamment renouvelée pendant toute la durée des prêts à moyen ou long terme qu'elle sert à financer, il n'y a pas d'effet inflationniste direct, puisqu'il n'y a pas duplication du pouvoir d'achat. Mais, en fait, il s'agit d'une épargne instable dont le développement rapide, dans un passé récent, s'explique surtout par les taux d'intérêt élevés qui lui ont été accordés. L'instabilité à l'échéance est accrue par la facilité d'obtenir le remboursement anticipé.

La répercussion inflationniste est donc différée, potentielle, elle résulte simplement de ce qu'on pourrait appeler « l'effet de Damoclès », au cas où les détenteurs de quasi-monnaie exigeraient massivement sa retransformation en monnaie.

(Lire la suite page 23, 1re col.)

(*) Directeur à la Caisse centrale des banques populaires.

## BULLETIN

### LA PEUR DU CHOMAGE NE SUFFIT DÉJA PLUS

*LA peur du chômage ne serait-elle plus le commencement de la sagesse des travailleurs ? La sidérurgie européenne traverse une crise. Les syndicalistes ne nient pas la réalité des difficultés dans ce secteur, même s'ils en contestent l'ampleur que lui a donnée le patronat. C'est pourtant le moment qu'ils choisissent, en France, pour appeler à l'élargissement de la grève commencée à Usinor-Dunkerque et, en Grande-Bretagne, pour réclamer une augmentation des salaires de... 30 %, alors qu'une menace de licenciement pèse sur vingt mille métallos.*

*Ce comportement, pour être nouveau, n'est pas aussi exceptionnel que l'on pourrait le croire. Hier, la longue grève des O.S. de Renault, aujourd'hui, celle des sidérurgistes de Dunkerque, masquent toute une série de conflits locaux qui se prolongent parfois pendant plusieurs semaines et portent non seulement sur la défense de l'emploi mais aussi sur l'augmentation des salaires, voire l'amélioration des conditions de travail.*

*Au sérieux coup de frein donné depuis l'automne par les chefs d'entreprise aux hausses de salaires, s'ajoutent les effets des réductions sensibles d'horaire. La perte de salaire au-dessous d'une durée hebdomadaire de quarante heures n'est que faiblement compensée, en raison de règles aberrantes qui aboutissent à mieux indemniser le chômage total que le chômage partiel. Mais, surtout, des centaines de milliers de salariés qui travaillaient quarante-cinq ou quarante-huit heures par semaine et ne sont plus employés que quarante heures n'ont droit à aucune indemnité : leur revenu réel a baissé parfois de 10 à 20 %.*

*Passé le premier moment d'inquiétude devant cette crise dont on leur avait dit longtemps qu'elle épargnerait la France, les salariés réagissent. Il le font d'autant plus vigoureusement qu'ils n'ont pas le sentiment, pas plus que les Britanniques, d'une situation générale de crise ou de guerre économique dans laquelle toute la société serait plongée. Même le chômage, malgré son ampleur croissante, voit ses effets atténués par les accords sociaux. Le discours syndical commence à être entendu : les travailleurs ont l'impression de faire, pour l'essentiel, les frais de la politique de refroidissement de l'économie.*

*L'absence d'une stratégie sociale du gouvernement du patronat qui prenne sérieusement en compte les revendications « qualitatives » des salariés ne peut qu'encourager la relance des demandes traditionnelles d'augmentation des salaires. Ce renouveau de combativité syndicale, aux manifestations encore limitées et peu spectaculaires, devrait inquiéter les pouvoirs publics. N'est-ce pas une raison de plus pour craindre que, dès que les premiers signes de reprise de l'activité se manifesteront, l'inflation ne reparte de plus belle ?*

# Les milieux pétroliers américains sont pessimistes sur les perspectives de production

**LA politique énergétique aux Etats-Unis fait l'objet de discussions entre le Congrès américain et le président Ford. Ce dernier a accepté de repousser l'imposition d'une nouvelle taxe de 1 dollar sur le pétrole importé pour permettre aux parlementaires américains de terminer leurs travaux sur ce sujet avant les vacances. Cependant, les milieux pétroliers américains, qui se sont vu supprimer certains de leurs avantages fiscaux, envisagent l'avenir avec pessimisme.**

**Les effets de la nouvelle fiscalité américaine seront suivis avec intérêt en France, où l'on envisage aussi une réforme de la fiscalité pétrolière. Le problème pourrait être évoqué au cours du débat qui se déroulera à partir du 14 mai, à l'Assemblée nationale, sur la politique énergétique française.**

De notre correspondante

New-York. — Les résultats financiers des sociétés pétrolières américaines pour le premier trimestre de 1975, qui ont été annoncés ces jours derniers, reflètent les conséquences d'une nouvelle loi fiscale retirant aux grandes compagnies certains privilèges qui, certes, firent leur fortune, mais qui servirent également à promouvoir le développement des ressources minérales du pays et à soutenir une politique de l'énergie bon marché. Quel effet la suppression de ces avantages fiscaux peut-elle avoir sur la future politique énergétique des Etats-Unis ?

### *Une position compromise*

*Si l'on s'en remet* à l'opinion des chefs d'entreprises du secteur des pétroles, ladite réforme fiscale — officiellement « loi portant réduction des impôts », car il s'agit en fait des mesures destinées à stimuler l'économie, auxquelles le Congrès a accroché à la dernière minute quelques dispositions restrictives pour corriger certains « abus » — va effectivement compromettre la position américaine.

Par rapport au premier trimestre de 1974, les bénéfices nets de la même période de l'année courante sont en régression de 45 % ou plus chez Texaco, Union Oil, Marathon Oil, et Amerada Hess ; de 30 % ou plus chez Mobil Oil, Gulf Oil et la Standard Oil (Indiana) ; de 11,4 % pour la géante Exxon. (Seule, la Continental Petroleum a de meilleurs résultats que l'année dernière, mais cela est dû aux changements de fortune de la société en Libye.)

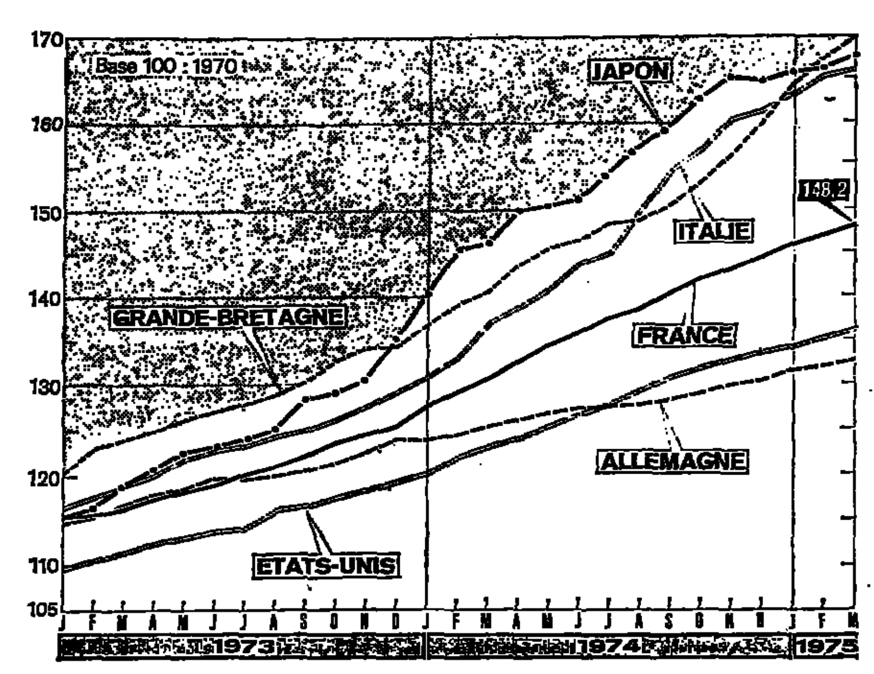
Il est vrai que la comparaison se fait avec une période de 1974 où les bénéfices s'étaient trouvés anormalement gonflés par la soudaine augmentation du prix du pétrole, et qu'un certain retrait était donc prévu. Mais le poids de la nouvelle fiscalité est évident dans les résultats publiés. Par exemple, la Standard Oil (Indiana) paie 42 millions de dollars d'impôts supplémentaires pour le trimestre, ce qui réduit son bénéfice à 146 millions. Et Hess donne au fisc 6,4 millions de plus qu'elle ne comptait le faire, et il ne lui reste plus qu'un bénéfice de 27,6 millions.

JAY McCULLEY.

(Lire la suite page 22, 4e col.)

FAITS ET TENDANCES

# PRIX : ralentissement de la hausse sauf en Grande-Bretagne




*L'INFLATION se ralentit de façon sensible dans la plupart des pays industriels, sauf en Grande-Bretagne. Le rythme de hausse, variable selon les Etats, « reste toutefois supérieur aux taux moyens constatés avant la vague d'hyper-inflation », souligne, dans sa dernière analyse de la conjoncture internationale, le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.). En France, les prix de détail s'élèvent au rythme annuel de 11,2 % depuis trois mois, alors que de mars 1974 à mars 1975 la hausse est de 13,5 %.*

*En Allemagne fédérale, le rythme au cours des trois derniers mois est d'un peu moins de 5 % l'an. Les pays très liés à la R.F.A., comme les Pays-Bas, l'Autriche et la Suisse, suivent une évolution assez analogue. De même en Italie, le ralentissement est très net depuis septembre-octobre : la hausse sur un an atteint 20 %, mais le rythme annuel s'établit, d'après les derniers indices, à 11 %.*

*Pour les Etats-Unis, le phénomène est comparable : en ce qui concerne les prix de détail, la hausse depuis un an se chiffre à 10 %, mais, pour les trois derniers mois, le rythme annuel n'est plus que de 6,5 %. Les prix de gros baissent légèrement, en raison notamment du recul des prix agricoles. Au Japon, la hausse des prix de détail se ralentit aussi et les contrats salariaux portent sur des augmentations nettement plus modérées qu'il y a un an.*

*En revanche, en Grande-Bretagne, la hausse des prix et des salaires non seulement ne se ralentit pas, mais s'accélère. Le rythme annuel d'augmentation des prix atteint actuellement 23 %, celui des salaires 30 %.*



DANS LA LIGNE DU RAPPORT MÉRAUD

# De combien pourrait-on augmenter les bas salaires en limitant la hausse des rémunérations supérieures ?

**Les inégalités de salaires — ou, plus généralement, de revenus — continuent de préoccuper les partenaires sociaux, notamment dans le cadre de la préparation du VIIe Plan, comme en témoigne le fameux rapport de M. Méraud (« le Monde » du 28 mars). L'un des moyens proposés pour réduire ces inégalités consisterait à différencier les hausses de salaires — et donc de pouvoir d'achat — applicables en fonction du montant des rémunérations : davantage en bas de l'échelle, moins en haut. Cette politique ne serait pas exempte de contraintes, comme le montre l'article de Gaston Banderier.**

LES statistiques publiées par l'INSEE sur les salaires dans le secteur privé non agricole et dans le secteur semi-public permettent de répartir les 11 233 000 salariés concernés en « déciles » (un décile comprenant 10 % de l'effectif total, soit 1,1 million de personnes environ), selon le montant du salaire qu'ils ont perçu en 1971 (1). On peut ainsi estimer, pour chacun d'eux, la proportion de la masse totale des salaires qui échoit à chaque décile, donc le salaire moyen de ce groupe. Ces résultats sont rassemblés dans le tableau ci-contre qui distingue, au sein du dernier décile, le « centile » (fraction de 1 %) le plus élevé : celui qui concerne les salariés les mieux payés.

On y voit que les trois derniers déciles, soit les 30 % des salariés les mieux payés, perçoivent un peu plus de la moitié de la masse des salaires (52,5 %). Quant au dernier décile (les 10 % de salariés du haut de l'échelle), il perçoit 26,5 % de la masse salariale, contre 3,5 % pour le premier décile (les 10 % les moins rénumérés). Mais il convient de noter que ce dernier chiffre n'est pas pleinement significatif puisqu'il correspond à un salaire annuel inférieur à 7 800 F, alors que le SMIC de 1971 avait un montant annuel, net de cotisations sociales, de 7 250 F (sur la base de quarante heures de travail hebdomadaire) ou de 8 150 F (sur la base de quarante-quatre heures, plus proche de la durée moyenne effective du travail de l'époque). C'est que le premier décile comprend une forte proportion de salariés qui n'ont pas travaillé à temps complet toute l'année. Il semble donc plus *justifié, pour la suite du raisonnement*, de retenir l'ensemble des deux premiers déciles (les 20 % les moins payés) : ils totalisent 8,5 % de la masse des salaires et correspondent à un salaire moyen de 7 560 F, proche du salaire minimal.

● L'écart entre le *seuil* en dessous duquel se situent les 10 % des salariés les moins payés et le seuil au-dessus duquel se situent les 10 % du haut de l'échelle est de l'ordre de 1 à 4 ; il est de l'ordre de 1 à 10 si l'on considère le seuil dépassé par les salariés qui appartiennent au 1 % le mieux rémunéré.

● L'écart entre le salaire *moyen* du décile le plus élevé et le salaire moyen des deux premiers déciles (voisins du salaire minimal) est de l'ordre de 1 à 6 ; il est de 1 à 13 si l'on considère le salaire moyen du centième le plus favorisé de la population salariée.

### COMMENT SE RÉPARTISSENT LES SALARIÉS ET LES SALAIRES FRANÇAIS

(Secteur privé non agricole et secteur semi-public, en 1971.)

| Répartition du nombre des salariés en déciles (tranches de chacune 10 % du total) | Tranche des salaires annuels (en F) | Répartition de la masse des salaires perçus* (en % du total) | Estimation du salaire annu[el] moyen dans chaque décile* (en F) |
|---|---|---|---|
| 1er décile .... | Moins de 7 800 | 3,5 | 6 225 |
| 2e décile .... | De 7 800 à 9 900 | 5,0 | 8 895 |
| 3e décile .... | De 9 900 à 11 400 | 6,5 | 11 560 |
| 4e décile .... | De 11 400 à 12 900 | 7,0 | 12 450 |
| 5e décile .... | De 12 900 à 14 500 | 7,5 | 13 340 |
| 6e décile .... | De 14 500 à 16 400 | 8,5 | 15 120 |
| 7e décile .... | De 16 400 à 18 400 | 9,5 | 16 900 |
| 8e décile .... | De 18 400 à 22 000 | 11,0 | 19 565 |
| 9e décile .... | De 22 000 à 29 500 | 15,0 | 26 680 |
| 10e décile .... | Plus de ... 29 500 | 26,5 | 47 140 |
| dont : dernier centile ....... | (Plus de . 77 000) | (5,5) | (97 830) |
| Ensemble ....... | | 100 | 17 788 |

★ Les statistiques publiées ne donnant pas la répartition de la masse des salai[res] par tranches de salaire, celle-ci est estimée d'après la courbe donnant la répartiti[on] détaillée du nombre de salariés.

Compte tenu du nombre de personnes composant le ménage et dépendant du nombre d'enfants à charge, il n'est pas possible d'e[n] *déterminer le montant effectivemen[t]* payé par les salariés des divers décile[s] de la distribution examinée ici. On peu[t] toutefois noter que dans l'hypothès[e] d'un seul salaire constituant le reven[u] unique du ménage, aucun impôt n'étai[t] dû, en 1971, par les contribuables marié[s] situés dans les deux déciles inférieurs il en est de même pour 1974.

Par contre, pour les contribuable[s] situés dans le décile le plus élevé, l'im[pôt] s'est accru, puisque les tranch[es] supérieures du barème ont été décalé[es] entre 1971 et 1973, à un rythme in[fé]rieur à celui de la hausse des prix [et] donc, *a fortiori*, des revenus nominau[x].

Il en résulte, bien évidemme[nt] un accroissement de pouvoir d'ach[at] après impôt inférieur à celui [qui] a été mentionné plus haut.

## Des hypothèses significatives

Lorsque tous les salaires augmentent d'une année sur l'autre d'un même pourcentage (égal à celui de la moyenne générale des salaires) et que la population de référence ne varie pas (1), le partage de la masse salariale entre les différents déciles, ainsi que l'échelle des salaires moyens, restent inchangés. Par contre, si les divers déciles voient leurs salaires augmenter à des rythmes différents, alors la part de chacun d'eux dans la masse totale des salaires est multipliée par un coefficient égal au rapport de l'indice d'évolution des salaires qui lui est propre à celui de l'indice du salaire moyen.

Compte tenu de l'expérience récente, faisons l'hypothèse que les deux premiers déciles voient leurs salaires augmenter comme le SMIC (2). Celui-ci s'est *accru, entre 1971 et 1974, de 62 %* en valeur nominale ou de 25 % en pouvoir d'achat ; la moyenne générale des salaires comparables s'est, elle, accrue de 46 % ou de 13 % en pouvoir d'achat. La part des deux premiers déciles dans le total est donc multipliée par le rapport 1,25 : 1,13 = 1,106, et passe de 8,5 % à 9,4 % du total.

Supposons que ce supplément de 0,9 % en masse soit entièrement « prélevé » sur le décile le plus élevé ; la part de celui-ci revient de 26,5 % à 25,6 % (— 0,9 % de la masse totale), ce qui équivaut à une multiplication par 0,966. Il en résulte que l'accroissement du *pouvoir d'achat de ce dernier décile* serait, dans l'hypothèse, de 0,966 × 1,13 = 1,09, soit 9 %. Autrement dit, dans ce premier cas de figure, pour un accroissement *moyen* du pouvoir d'achat de 13 % (en trois ans), *un accroissement de 25 % du pouvoir d'achat des salaires du cinquième de la population situé au bas de l'échelle aurait pour corollaire un accroissement du pouvoir d'achat de 9 % pour le dixième de la population situé en haut.* Le rapport des salaires moyens entre les deux groupes reviendrait, de ce fait, de 6,2 % à 5,4 %.

Faisons maintenant un calcul analogue en partant de l'autre bout. Supposons que les salaires du décile supérieur n'augmentent pas du tout en pouvoir d'achat. Leur part dans la masse totale des salaires serait alors multipliée par 0,885 (1 : 1,13) et tomberait de 26,5 % à 23,5 % de la masse totale (— 3 % de la masse totale). Supposons que ce « prélèvement » de 3 % soit entièrement affecté aux deux premiers déciles ; la part de ceux-ci passerait de 8,5 % à 11,5 % du total, soit une multiplication par 1,353 traduisant une progression du pouvoir d'achat de 1,53 (1,353 × 1,13), soit 53 % (contre 13 % pour la moyenne générale des salaires).

*Le simple maintien pendant trois ans du pouvoir d'achat pour le dixième de la population situé en haut de l'échelle aurait pour corollaire une augmentation de plus de moitié du pouvoir d'achat du cinquième le plus défavorisé. Le rapport des salaires moyens entre les deux groupes tomberait de 6,2 à 4,1 en trois ans seulement.*

## L'effet de la «proposition Méraud»

Troisième hypothèse : que se passerait-il si le maintien du pouvoir d'achat ne concernait que *le dernier centile*, c'est-à-dire les 1 % de salariés situés en haut de l'échelle des salaires ? Cette hypothèse est plus proche de celle préconisée par le rapport Méraud, qui suggère un plafonnement du pouvoir d'achat pour les salaires supérieurs actuellement à 150 000 F par an (*grosso modo* 100 000 francs en 1971), donc à une fraction seulement du centile supérieur, qui commençait, en 1971, à 77 000 francs. La part de ce centile dans la masse totale tomberait, du coup, de 5,5 % à 4,9 % du total, dégageant une masse de 0,6 % qui, affectée aux deux déciles les plus bas, augmenterait leur pouvoir d'achat de 21 % (contre 13 % pour la moyenne générale). Ce troisième cas de figure est moins favorable pour les petits salariés que le premier (qui aboutissait à une élévation de 25 % de leur pouvoir d'achat) : pour la simple raison que, cette fois, c'est seulement *le centile* supérieur qui est mis à contribution, et non plus le décile supérieur, comme dans la première hypothèse.

Une solution intermédiaire peut être envisagée : elle viserait au maintien du pouvoir d'achat pour le centile supérieur et à une croissance plus faible que la moyenne pour les autres salariés du dernier décile. Cette quatrième formule entraînerait un accroissement notable du pouvoir d'achat des deux déciles inférieurs. Elle semblerait donc socialement acceptable.

En fait, deux considérations supplémentaires — et essentielles — doivent être prises en compte.

La première a trait à l'impôt sur le revenu. Celui-ci étant calculé non pas sur le montant du salaire individuel mais sur l'ensemble des ressources du ménage et dépendant du nombre d'enfants à charge [...]

La seconde remarque, plus imp[or]tante, tient au caractère irréaliste [de] l'hypothèse envisagée ici d'une hau[sse] différenciée de salaires n'affectant q[ue] les groupes extrêmes. Une telle situ[a]tion entraînerait des tensions socia[les] importantes, surtout si elle se pours[ui]vait pendant plusieurs années, puisq[ue] les salariés situés au début du troisiè[me] décile ou du décile supérieur verraie[nt] leurs salaires devenir inférieurs à ce[ux] des salariés situés en haut du deuxiè[me] (ou du neuvième) décile. Tout resserr[e]ment de l'éventail des salaires d[oit] comporter également un accroisseme[nt] des salaires du neuvième décile inférie[ur] à la moyenne, avec « affectation » d[es] sommes ainsi « dégagées » au profit [des] troisième et quatrième déciles ; [de] même pour le huitième décile, av[ec] affectation des sommes au cinquièm[e], au sixième et au septième décile.

Cela est d'ailleurs évident pour u[ne] raison de cohérence comptable, puisq[ue] les trois déciles supérieurs perçoive[nt] plus de la moitié de la masse des sa[la]ires. Or le 8e décile (commençant [à] 18.400 F en 1971, soit 1.533 F par mois) est composé pour 0,5 % de cadres supé[rieurs], 12 % de cadres moyens et 87,5 % de personnels de service, employés, ou[vriers] et contremaîtres, le 9e déci[le] (commençant à 22.000 F en 1971, so[it] 1.833 F par mois) est constitué pou[r] 3 % de cadres supérieurs, pour 31 % d[e] cadres moyens et pour 66 % de personnels de service, employés, ouvriers e[t] contremaîtres. Quant au dernier décil[e], il n'est composé que pour 37 % de cadre[s] supérieurs (catégorie de l'INSEE qu[i] comprend, outre les ingénieurs et le[s] cadres administratifs supérieurs, le[s] P.-D.G. et autres dirigeants de société ayant le statut fiscal de salariés), pou[r] 41 % de cadres moyens (dont les voyageurs-représentants et placiers), 8 % d'employés et 14 % d'ouvriers et contremaîtres.

Ces calculs, bien que schématiques montrent qu'il ne peut y avoir de resserrement notable de la hiérarchie des salaires sans modification du rythme d'accroissement du pouvoir d'achat d'une fraction importante (de l'ordre du tiers) de la population salariée, fraction où les catégories sociales considérées comme « privilégiées » ne constituent qu'une part tout à fait minoritaire. Il s'ensuit que la réduction s'opérerait d'autant plus aisément que la part supplémentaire (en pouvoir d'achat) à répartir serait plus forte, c'est-à-dire que la croissance serait plus soutenue.

GASTON BANDERIER.

(1) Cf. « *Economie et Statistique* », n° 54, mars 1974, ou « *les Collections de l'INSEE* », n° M-36, juin 1974 (« Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1971 », par N. Chabanas et S. Volkoff). Les chiffres correspondant à des années plus récentes ne sont pas encore disponibles.

(2) La variation réelle ne sera connue qu'avec les statistiques de salaires relatives à la période 1972-1974.



# Histoire moderne de la croissance

par PIERRE PASCALON (*)

DEPUIS 1945, sur la scène de ce théâtre à vif qu'est la vie des hommes, les populations de tous nos pays ne cessent de s'apprendre à jouer la pièce de la croissance. Pièce nouvelle ? Non point. Pièce au moins bicentenaire. Sans remonter trop haut dans le temps, il n'est que de se rappeler en effet la place déjà tenue par le concept de croissance économique, avant et pendant la révolution industrielle, comme reflet du système de valeurs du capitalisme naissant. Mais si répandue et ancienne que soit l'idée de croissance, jamais, pourtant, le mot lui-même de croissance ne parvint à s'incruster, à se doter d'une vie propre comme il devait réussir à le faire après la seconde guerre mondiale.

Il est bien vrai, en effet, qu'après 1945 la croissance économique est parvenue à se faire accepter comme un objectif suprême, une fin en soi. Ce n'est que ces dernières années que l'on découvrira à plein visage, derrière cette idéologie de la croissance, le masque des systèmes néo-collectiviste et néo-capitaliste actuels. Mais si la contestation de la croissance nous a permis de mieux comprendre qu'il n'y a pas de croissance en soi, mais seulement croissance dans un système, elle nous engage dès lors à réfléchir sur les traits de ce que devrait être demain un nouveau modèle de croissance.

Croissance en soi, croissance dans un système, croissance dans un nouveau *système, telles sont bien les trois étapes* que charrie l'histoire de nos nations — à l'Est comme à l'Ouest — depuis la fin du deuxième drame mondial.

## L'idéologie

Après 1945, l'évangile de la croissance en soi s'est imposé dans tous les pays. N'y échappa pas en particulier l'Union soviétique qui, dans son souci de rattraper les nations de l'O.C.D.E. — les Etats-Unis en particulier, — mobilisa pour l'essentiel l'ardeur de son peuple sur le développement de la production nationale par tête d'habitant, sur le taux de croissance à réaliser plus que sur le contenu des plans à mettre en œuvre. Ainsi, nulle part plus qu'en U.R.S.S. ne s'imposa l'impératif de la croissance pour soi, la confusion regrettable entre le progrès de la collectivité et la production d'acier.

Mais proposons-nous pourtant d'en rester ici au cas occidental et de voir comment est née chez nous cette quasi-religion de la croissance. Au sortir de la seconde guerre mondiale, on parvint — paradoxe — à affermir dans la conscience populaire la fiction de la croissance présentée comme signifiant un stade nouveau, radicalement différent du passé, détaché du système capitaliste mondial qui l'engendre, choix de système ne permettant plus de réfléchir en termes de capitalisme ou collectivisme.

Comment a-t-on pu réussir à accréditer l'idée d'une croissance en soi, pour soi ? La manipulation idéologique, largement facilitée par le souvenir pénible du cortège de chômeurs de la grande dépression, s'est faite grâce à la répétition d'une double équivalence, inlassablement martelée :

1) Le progrès social est fonction du progrès économique ;

2) Le progrès économique est fonction du taux de croissance ;

Faut-il des preuves de cette démarche ?

Le progrès économique est fonction du taux de croissance ?

Mais s'il est vrai, comme engagent à le croire les relations précédentes, que l'insuffisance du taux de croissance signifie une perte de bien-être, un ralentissement du progrès, on comprend mieux dès lors que l'impératif de la croissance, la nécessité impérieuse d'augmenter le potentiel productif, aient pu faire jusqu'à ces dernières années l'unanimité dans notre pays comme d'ailleurs de façon plus large dans nos sociétés occidentales et que, en France en particulier, tenants du pouvoir comme aussi, dans une certaine mesure, partisans du programme commun aient pu se retrouver sur cette mystique de la *croissance*. *Nul étonnement* non plus à ce que cette assimilation abusive du progrès à la croissance économique se soit accompagnée d'une préoccupation obsessionnelle à l'égard du taux de croissance et de l'agrégat emprunté à la comptabilité nationale pour le chiffrer : le produit national.

Il est sûr en effet que cet indicateur est devenu le symbole de nos années d'après-guerre, sa nouvelle idole. Mieux, peut-être n'a-t-il point été déplacé de parler dans les années 60 d'un véritable fétichisme du produit national.

## La contestation

Il n'y a pas de « croissance en soi » ; la « croissance » comme « telle » n'est qu'une abstraction. La croissance en effet est un phénomène humain total, c'est-à-dire non seulement économique, mais social, culturel, politique. Comme tel, la croissance ne se conçoit pas hors d'un système qui détermine la vie quotidienne de chacun sous tous ses aspects. Il y a bien pour schématiser — en reprenant la terminologie de Raymond Barre — une *« croissance libérale, spontanée »* d'une part, et une *« croissance planifiée »* d'autre part, chacune engageant véritablement tout le système social qui la met en œuvre, qui la porte.

Que la réalité concrète de la croissance dépende du système économique qui constitue le cadre de son existence, c'est ce que confirme ces dernières années la découverte de l'ambivalence de chaque type de développement réalisé dans les différents systèmes en place. On mesure mieux en effet tout d'abord l'ambiguïté du développement planifié, c'est-à-dire le coût individuel d'une croissance qui s'inscrit dans un système théorique — le système collectiviste et néo-collectiviste — donnant par trop priorité à l'industrie lourde. Mais bornons-nous, là encore, au cas des pays occidentaux. L'ambivalence du développement libéral est mieux apparue avec ce qu'il est convenu d'appeler désormais le « procès de la croissance ». En effet, la critique des instruments de mesure de la croissance (critique de la comptabilité nationale et des agrégats — P.N.B. en particulier — comme indicateurs de bien-être), l'inquiétude sur les coûts de la croissance et ses conséquences (pollution, inégalités, conditions de travail, etc.), l'acceptation pour certains des thèses des partisans de la croissance zéro ou, qui plus est, le ralliement par d'autres aux opinions des économistes radicaux des différentes chapelles de la nouvelle gauche, conduisent bien toujours, au-delà d'une définition quantitative de la croissance : augmentation de la masse des biens et services mis à la disposition des habitants sur une longue période, à retrouver les interrogations inquiètes de Bernanos : « Plus de *quels* biens et services ? », « plus de quels biens et services, *pour quoi* faire ? ».

Les finalités actuelles de la croissance occidentale ? Notre néo-capitalisme d'aujourd'hui marque le triomphe de la conception matérialiste, quantitative et individualiste du bien-être. C'est un modèle matérialiste et quantitatif dans la mesure où il vise essentiellement l'accumulation des biens matériels, supposant implicitement que la qualité de la vie humaine s'accroît avec le flux d'objets déversé dans le cadre vide du consommateur. C'est par ailleurs un modèle individualiste dans la mesure où, guidé trop exclusivement par le profit, ce système favorise les consommations individuelles au détriment des préoccupations de solidarité et de justice sociale.

C'est ce cadre contagieux et démobilisant, ce sont ces valeurs douteuses qu'il nous faut revoir. On parvient à la même conclusion si l'on s'attache maintenant aux modalités actuelles de la croissance occidentale. Quel était, quel est encore le tableau à gros traits dans nos nations, en France en particulier ? Se dessinait, on le sait dans notre pays — avec le VI[e] Plan plus spécialement — le culte de l'industrialisation à outrance, avec la liaison inéluctable ou du moins très forte : industrialisation-urbanisation. Le procès de la croissance, c'est ici la critique d'une trop rapide croissance industrielle présentée comme la condition indispensable d'une forte hausse du niveau de vie, la mise en cause d'une industrialisation forcenée censée assurer seule indépendance et puissance, la condamnation d'une certaine problématique du développement véhiculée — intentionnellement ou non — par la loi des trois secteurs.

Mais voilà déjà qui pose la question d'un nouveau modèle de croissance.

Combien est ressentie puissamment aujourd'hui la nécessité d'inventer un nouveau modèle de croissance ?

Reste à se demander, dans la crise qui nous frappe et rend plus authentique cette quête tendue, quel système peut permettre cette « autre croissance », cette « croissance civilisée », cette « croissance humaine ».

S'il est vrai que la croissance ne peut prendre son vrai sens que dans la mesure où elle débouche sur le bien-être humain — le bien-être humain dans sa totalité, dans son intégralité, — il *est sûr alors que ce n'est point le* système néo-collectiviste actuel qui pourra permettre demain de parvenir à cet objectif, la croissance planifiée n'attribuant pas à la donnée individuelle qu'elle reconnaît pourtant sa véritable force.

S'il est vrai que la croissance doit chercher à appréhender le progrès au sens le plus profond, c'est-à-dire à épouser un développement conforme à la réalité humaine, il est sûr aussi que ce n'est pas le système néo-capitaliste actuel qui autorise à caresser cet espoir, la croissance libérale qu'il engendre privilégiant par trop la dimension individuelle de l'homme au détriment de ses aspirations sociales.

S'il est vrai que la croissance doit être humaine, alors, au-delà du collectivisme et du néo-collectivisme, du capitalisme et du néo-capitalisme, au-delà de la société de pénurie et de la société de consommation, nous avons à construire un nouveau système vraiment humain, c'est-à-dire un système qui s'efforce de prendre en compte et de soutenir la vie de l'homme vrai, avec les deux dimensions individuelle et sociale de l'être, sur le même plan, sans privilégier l'une de ces données ; nous avons à élaborer ce nouveau système authentique de *« tout l'homme et de tous les hommes »* (F. Perroux), que cherchent à tâtons dans l'obscurité tous ceux qui rêvent de personnes intégrales riches de toutes les valeurs de l'être individuel et de l'être social, tous ceux qui aspirent à ce projet très dense de réconciliation impossible de l'homme total.

Que la tâche soit difficile, il n'y a pas pour surprendre. Comment traduire en effet concrètement dans un système ces « deux valeurs individuelle et sociale de l'éthique du développement » dont parle Pierre Massé, serrer toujours plus près cette dialectique individuel - social de l'existence humaine que l'économiste a cru bon d'exténuer sous le nom de croissance économique ? La réponse tient dans ces trois temps, appuyés sur un effort, trop souvent traité par prétérition, de repérage des besoins individuels et collectifs fondamentaux de l'être : il importe, en premier lieu, de tendre péniblement, tant au niveau des structures que du fonctionnement du nouveau système à mettre en place, vers un équilibre global entre la propriété privée et la propriété collective, entre le marché et la planification, cet équilibre n'étant qu'un autre aspect de l'équilibre à rechercher entre la dimension individuelle et la dimension sociale de l'homme.

Il convient, en second lieu, de permettre le dialogue conflictuel entre ces exigences individuelles et ces impératifs sociaux en aménageant au mieux la gestion du secteur privé pour lui faire prendre en compte des finalités sociales et, à l'inverse, en inclinant au mieux la gestion du secteur public vers des finalités d'efficacité privées. Il sera utile, enfin, de chercher à tout moment à infléchir cette ambiguïté dialectique fondamentale du devenir humain pour lui faire exprimer les possibilités optima, le contenu humain maximum qu'elle peut prendre. C'est là la tâche d'une politique qui, se voulant au service du progrès, méritera le nom de politique de croissance harmonisée.

L'ambition s'annonce grande qui obligera à fouiller dans tous les tiroirs de l'économie de la vie. Mais que ne serait-elle vigoureuse puisqu'elle ne fait que retrouver la mission humaine depuis toujours dévolue à notre pays de par sa position géographique mondiale, à mi-chemin entre l'Est et l'Ouest, entre les riches et les pauvres de ce monde.

(*) Professeur agrégé à la faculté des sciences économiques de Clermont-Ferrand.

# Taux d'intérêt artificiels

(Suite de la page 19.)

4) Un suréquipement en capital des entreprises et des administrations. Un bas taux d'intérêt signifie un faible coût du capital et induit un effet de substitution entre facteurs de production. On remplace les hommes par des machines, réduisant ainsi la demande de travail. Pour un taux de croissance donné le chômage flagrant ou déguisé (potentiel) augmente. Il peut ainsi persister au cours d'une phase d'expansion ou bien se révéler brutalement au moindre ralentissement de la croissance.

## Des politiques impraticables

Les politiques de stabilisation sont alors impraticables. L'écart inflationniste entre investissement et épargne, qui est la première conséquence des taux artificiellement bas, rend indispensable la création monétaire accélérée. La hausse des prix qui en résulte spolie l'épargnant et décourage encore plus l'épargne. Dans le même temps, l'élévation du taux de chômage « naturel » rend plus impérative la poursuite ou l'accélération de la croissance et, donc, des investissements. Mais, comme le taux moyen de rentabilité baisse, le processus productif est moins efficace, et une même accumulation de capital ne correspondra plus qu'à une augmentation réduite des biens et services mis à la disposition du consommateur. D'où la frustration de ce dernier, ses revendications exacerbées et la tentation pour les autorités d'accélérer encore le mouvement.

Dans ces conditions, les solutions partielles qui sont préconisées, sélectivité des investissements et indexation de l'épargne, ne peuvent pas réussir, car elles ne suppriment pas la cause essentielle de déséquilibre. Tant que subsisteront des taux artificiellement bas, les agents économiques seront incités à se conduire comme ils le font depuis plusieurs années. Même la politique de régulation de la masse monétaire ne peut réussir si la manipulation des taux est maintenue. Contrôler l'enveloppe monétaire globale par encadrement administratif du crédit, en rendant les banques responsables de l'inflation, est inefficace à moyen terme, puisque toutes les incitations à une forte demande d'investissement et à une faible épargne sont maintenues. N'est-il pas absurde, d'autre part, de faciliter d'une main l'expansion monétaire par les taux, en prétendant la freiner de l'autre par les quantités ? De toute façon, la restriction de la masse monétaire globale se heurtera très rapidement aux fortes pressions politiques et sociales dès que le mauvais emploi se transformera en chômage flagrant. On constate ainsi que les périodes de freinage n'ont jamais ralenti durablement l'inflation. On relance toujours trop tôt, puisque la tension inflationniste reste présente même en phase de stabilisation.

Les économies développées ont été dopées, dans les années récentes, par une politique dangereuse des taux d'intérêt. Les erreurs en ce domaine sont lourdes de conséquences et affectent l'ensemble de la machine économique. Or il est impossible de connaître avec précision le « bon » taux d'intérêt. La théorie économique ne fournit pas de repère quantitatif. Comme tous les autres prix, les taux fluctuent au hasard et sont imprévisibles.

Fixés trop bas, ils provoquent emballement inflationniste et chômage. Ces effets secondaires de la médication deviennent de plus en plus difficiles à supporter, tandis que la drogue devient de moins en moins efficace. Il faut abandonner l'idée de décréter un niveau arbitraire des taux.

Le seul repère dont nous soyons raisonnablement sûrs, après une expérience séculaire, est celui d'une croissance des moyens de paiement à un rythme sensiblement identique à celui de la production des biens et des services dans le moyen terme. Il convient donc de contrôler en priorité la croissance de la masse monétaire, quitte à laisser les taux fluctuer *autant que nécessaire*. En d'autres termes, remplacer le couple taux contrôlés-monnaie libre par celui taux libres-monnaie surveillée La vérité des prix en matière de financement ne résoudra pas tous les problèmes, car la politique monétaire n'est qu'une des influences qui s'exercent sur l'économie, mais elle est indispensable pour rétablir progressivement les conditions de fonctionnement d'une économie saine. Peut-on espérer venir à bout de l'inflation et du chômage, si l'intoxication par les taux tend en permanence à les renforcer ?

JEAN-JACQUES ROSA.

LE MONDE DES AFFAIRES

LE REBONDISSEMENT DE L'AFFAIRE LU-BRUN

# La revanche du petit-beurre sur la grosse galette ?

*LU-BRUN et associés. Jusqu'à présent le nom du grand biscuitier nantais évoquait, certes, les inimitables « petits-beurre », mais aussi les empoignades de cinq grandes familles et, pour finir, la mainmise sur la fabrication des galettes, sables et autres gâteaux secs par des capitaux étrangers. En raccourci, la grandeur et la décadence de la biscuiterie française. Mais aujourd'hui l'affaire L.B.A. rebondit : United Biscuit, le groupe britannique leader en Europe, qui s'était assuré en 1973 la gestion technique de L.B.A., ainsi qu'une option sur 31 % de son capital et une promesse de vente sur 20 autres pour cent, a annoncé qu'il renonce à faire valoir ses droits.*

Reprenons les choses par le commencement : en 1968 les géants du biscuit américains « *débarquent* » sur le Vieux Continent. Les petites affaires familiales françaises, écrasées par la routine et essoufflées par des siècles de traditions, « *tombent* », fascinées par les paquets de dollars. Le « *pouvoir gaulliste* » *organise alors* la résistance : la création d'un groupe de dimension nationale. Faute de trouver un meilleur « *montage* », cinq biscuitiers — les Deschamps, Rivière, Lefeuvre, Lefèvre-Utile et Forgeot — et un biscottier — Magdeleine — sont « *mariés* ». Lu-Brun et associés (L.B.A.) est né.

Dans la corbeille de baptême : sept usines, une nébuleuse chaotique dans laquelle s'enchevêtrent les réseaux de distribution. Il faut mettre de l'ordre dans la maison. L'ancien P.-D.G. de Brun, M. André Forgeot, propose à la mi-juin 1971 de transférer à Reims les productions de Grenoble et de Nantes. La famille Lefèvre-Utile n'accepte pas que « *son* » *plus beau fleuron soit mis* en cause : 3 hectares de terrain en plein cœur de la cité de la Loire-Atlantique. Les syndicats, au nom de l'emploi, la DATAR, au nom de l'équilibre économique régional, font chorus ; le gouvernement de M. Chaban-Delmas donne des garanties financières. Au printemps 1972, l'usine de Nantes est « *sauvée* », M. Forgeot abandonne ses projets. Mais les familles ne lui pardonnent pas : il a tenté de toucher à ce qu'elles considèrent comme leur patrimoine personnel.

Les Britanniques entrent en lice au cours de l'été *suivant : par l'intermédiaire de la* banque Neuflize - Schlumberger - Mallet (N.S.M.), United Biscuit offre d'acquérir la majorité du capital. La proposition est tentante : 205 F l'action, alors qu'elle n'en vaut guère que 100 au vu des résultats des années précédentes. Retour de vacances M. Forgeot apprend que ses associés n'ont pas résisté, à deux exceptions près : M. Magdeleine a cédé sa part (13,5 %) au Crédit agricole et M. Deschamps a réservé sa réponse. Opposé à la solution anglaise le président de L.B.A. propose à M. Deschamps de reprendre ses parts (12 %), afin de conserver la majorité en s'alliant avec le Crédit agricole. Refus de M. Deschamps. Octobre 1972, tout semble consommé : le conseil d'administration met fin aux fonctions de M. Forgeot ; M. Deschamps en prend la présidence ; la dernière grande affaire nationale de biscuiterie va tomber aux mains de capitaux étrangers.

financières sérieuses. Seules font le poids les filiales des firmes multinationales : l'Alsacienne, entre les mains de la compagnie belge Général Biscuit ; Belin, Gringoire-*Brossard et la Biscuiterie nantaise* (B.N.) respectivement par les Américains Nabisco, Pilsbury et General Mills. Aussi les pouvoirs publics entendent-ils ne pas manquer le coche une seconde fois. La banque Worms a reçu pour instruction de renégocier la cession de l'option d'United Biscuit avec des intérêts français.

C'est sur cette base que se déroule la *nouvelle bataille pour Lu-Brun. Une bataille* à la mesure des ambitions de chacun des protagonistes.

Le premier d'entre eux est le Belge *General Biscuit. Une affaire de famille plus* que centenaire, implantée actuellement dans tous les pays de la C.E.E. à l'exception de la Grande-Bretagne, employant plus de cinq mille personnes, réalisant un chiffre d'affai*res consolidé de l'ordre de 1,4 milliard de* francs en 1974. Bien que n'ayant pas la taille d'United Biscuit, le groupe belge occupe la seconde place en Europe. En adjoignant Lu-Brun à ses « possessions » en France — (l'Alsacienne), — il consoliderait ses positions. D'ailleurs General Biscuit est un interlocuteur « *naturel* » pour la compagnie anglaise, puisque des liens existent en*tre les dirigeants des deux sociétés.* Des pourparlers sont donc engagés. Ils risquent de ne pas aller très loin. Pour deux raisons : d'une part, le gouvernement français ne veut pas entendre parler des Belges après les Britanniques ; d'autre part, l'Aliment essentiel, qui est actionnaire minoritaire de General Biscuit (17 %) depuis la cession de l'Alsacienne, n'entend pas que l'opération se fasse sans lui.

Assuré de la bienveillance des pouvoirs publics français, l'Aliment essentiel propose une solution de rechange : la reprise de L.B.A. par une société financière dans laquelle Français et Belges seraient à égalité. Dans le même temps la participation de l'Aliment essentiel dans General Biscuit serait portée de 17 à 25 % en faisant apport *au groupe de Herentals des activités de* panification *fine* Céraliment. Mais les Belges semblent réticents et, pour l'instant, chacun reste sur ses positions.

Un troisième larron, alors ? M. Forgeot, l'actionnaire qui avec 34 % du capital de *Lu-Brun* a été évincé, a fait savoir qu'il se met sur les rangs. Mais il a besoin d'un important concours financier. D'autres encore ont *frappé ces derniers jours à la* porte de Worms, où on « *élimine* » toute solution étrangère « *pour éviter les complications* ».

*Qui donc décrochera la timbale ?* Un groupe qui en cette période de basse conjoncture pourra trouver les 55 à 66 millions de francs *nécessaires* pour acquérir la majorité absolue de L.B.A. ; qui saura se faire accepter par les quelque deux mille salariés de la firme nantaise, peu désireux de faire les frais d'une « rationalisation » industrielle ; un groupe enfin auquel United Biscuit acceptera de vendre son option. Car il n'est pas évident que les « *montages* » imaginés sur le continent conviennent aux Britanniques, dont les droits sur Lu-Brun courent deux ans encore. Le portrait-robot *de l'acquéreur idéal est facile à faire.* Reste à le trouver.

## Baroud d'honneur

*Non !* Le gouvernement n'admet pas qu'une guérilla entre grands bourgeois ait de telles conséquences. Faute d'avoir eu une véritable politique en matière d'industrie agricole et alimentaire, c'est le baroud d'honneur des antichambres et des cabinets.

Le président de la République, Georges Pompidou, « laisse entendre » qu'il n'est pas d'accord avec les projets britanniques : le ministre de l'agriculture, M. Jacques Chirac, convoque les banquiers de Neu*flize-Schlumberger-Mallet ; le ministre de* l'économie et des finances, M. Valéry Giscard d'Estaing, fait préparer une circulaire assimilant à une prise de contrôle (à laquelle le gouvernement peut s'opposer) une prise de participation inférieure à 20 % lorsqu'elle est assortie d'une option sur une partie plus importante du capital.

United Biscuit est-il découragé par ces manœuvres ? Apparemment. Neuflize-Schlumberger-Mallet vend, en *février* 1973, son paquet d'actions « Lu-Brun et associés » à la banque Worms, qui a, par ailleurs, plusieurs autres participations industrielles. Mais la capitulation n'est en fait qu'un repli stratégique : United Biscuit va être associé à la gestion technique de Lu-Brun. Expulsé par la porte, le groupe britannique est *aussitôt revenu par la fenêtre. D'autant* que, avec l'entrée effective de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, le gouvernement français n'a plus d'arguments à opposer à la firme anglaise.

Des représentants de la banque Worms s'installent aux commandes de L.B.A., M. Wilmot-Roussel, président de la société Luctaire, apparentée au groupe bancaire, *est nommé président ; la coopération tech*nique avec les Britanniques permet aux biscuitiers nantais de fabriquer avec succès de nouveaux produits ; les bénéfices d'exploitation sont en hausse rapide — plus 38 % en 1974 ; la construction d'une nouvelle usine à Granville est décidée pour remplacer l'ancienne... En 1977, les Britanniques seront définitivement maîtres de l'affaire. Fin 1974, le scénario paraît réglé une fois pour toutes.

## Nouveau coup de théâtre

Pourtant un nouveau coup de théâtre se produit. United Biscuit annonce, fin mars 1975, qu'il ne lèvera pas son option. La rentabilité du capital investi en Europe dans la biscuiterie paraît insuffisante, com*parée au rendement en Amérique du Nord,* où il a acquis Keebler ; en dépit des règles du Marché commun sur les prises de participation, les Britanniques craignent que le gouvernement français ne fasse une *nouvelle fois obstacle à l'aboutissement de* leur projet en invoquant, par exemple, le contrôle des changes.

Les Britanniques se désintéressant de Lu-Brun, l'affaire nantaise redevient un enjeu d'importance. Parce que la firme est le numéro deux du biscuit en France. Parce que la banque Worms n'a pas une vocation particulière pour l'industrie alimentaire *et n'entend pas y garder des intérêts* très importants. Parce que l'occasion peut permettre de rééquilibrer un secteur dont la structure est encore malléable.

*Une chance pour le petit - beurre de* prendre sa revanche sur la grosse galette. Le gouvernement le sait. Une nuée de petites entreprises assurent près de la moitié de la production, mais plusieurs d'entre elles connaissent des difficultés

ALAIN GIRAUDO.



# Les milieux pétroliers américains sont pessimistes

*(Suite de la page 19.)*

Pour les principaux producteurs de pétrole des Etats-Unis, ceux qui produisent plus de *2 000* barils par jour, la provision pour reconstitution de gisement (P.R.G., en anglais *depletion allowance)* est désormais abolie. L'institution de la P.R.G. remonte à la création de l'impôt sur le revenu, en 1913. Elle permet aux exploitants de gisements minéraux — y compris le gaz naturel et le pétrole, mais pas exclusivement — de déduire de leur bénéfice imposable un certain pourcentage du montant des ventes de produits du gisement, disposition beaucoup plus favorable au contribuable que le jeu des amortisse*ments classiques auxquels, incidemment,* les exploitants de gisements minéraux aux Etats-Unis ont également droit. Le taux de la P.R.G. avait été réduit de 27.5 % à 22 % en 1969, mais constitue encore, comme on vient de s'en rendre compte, un énorme privilège.

Les provisions de centaines de millions de dollars constituées en franchise d'impôt dégageaient un « cash flow » qui permettait aux compagnies de financer leurs investissements et de multiplier les forages. D'après l'*American Petroleum Institute*, le nombre de nouveaux puits forés s'est accru de 27 000 en 1971 à 33 000 environ en 1974. La suppression de la P.R.G. va obliger les sociétés ou bien à réduire leur effort de recherche et de mise en exploitation, ou bien à emprunter aux banques, en concurrence avec le secteur public et le secteur privé, ce qui contribuerait à augmenter le prix du pétrole à la production. Les *sociétés* Exxon *et* Phillips ont d'ores et déjà annoncé qu'elles réduisaient leurs budgets d'investissements d'environ 200 millions de dollars chacune pour 1975.

L'abolition de la P.R.G. a, cependant, des conséquences plus ou moins grandes sur les résultats de telle ou telle société, suivant qu'elle a encore la possibilité de faire des amortissements importants, ou bien que la plupart de ses propriétés sont d'ores et déjà amorties dans sa comptabilité. De plus, les petites sociétés exploitantes ne perdent pas l'avantage de la P.R.G., dont le taux leur sera cependant réduit à 15 % d'ici à 1984. Ces petits indépendants sont à l'origine de la majorité des forages.

Une autre disposition de la loi pour la réduction des impôts, dont on a beaucoup moins parlé parce qu'elle est trop technique pour être comprise du grand public, frappe les revenus de l'importation du pétrole. Le fisc américain avait en effet admis jusqu'ici que la *taxe* prélevée par les gouvernements des pays producteurs, telle l'Arabie Saoudite, était bien un impôt au sens de la loi américaine, et il était donc accordé un crédit d'impôt équivalent à la société mère américaine. Or, la nouvelle loi fiscale établit que la taxe des pays producteurs est en fait une redevance *(royalty)*, dans la mesure où elle est prélevée sur la base d'un prix *fixe* (comme *c'est le cas* pour les pays de l'OPEP) et où la société américaine n'a pas d' « intérêt économique » dans la société d'exploitation (comme c'est le cas lorsque cette dernière est nationalisée). Les royalties sont simplement déductibles du revenu imposable aux Etats-Unis, ce qui est évidemment moins avantageux qu'un crédit d'impôt, qui, lui, est *déductible* de l'impôt.

La perte de la P.R.G. et du crédit d'impôt, dont les pétroliers étaient menacés depuis longtemps, car ces privilèges constituent un point de mire pour les hommes politiques dont les sympathies ne sont pas du côté des producteurs, cette défaite, donc, se produit à un *mauvais moment. Elle a été occasionné*e par la publicité faite aux superbes bénéfices réalisés l'année dernière, bénéfices qui faisaient apparaître les sociétés productrices d'hydrocarbures comme des profiteurs en période de crise. Le président Ford et son cabinet étaient fermement opposés à ce qu'on supprime ces privilèges — ou encouragements — dans *la conjoncture actuelle, mais le Congrès* en a décidé autrement, et le veto présidentiel n'a finalement pas été oppos

### *Une opposition fondamentale*

De même que les autres mesures concernant le problème de l'énergie qui sont actuellement en *discussion* à Washington, le nouveau régime fiscal des pétroles représente un élément de politique à courte vue, pour ne pas dire incohérente. Le conflit fondamental entre les vues du gouvernement et celles de la majorité du Congrès obscurcit l'image qu'on tente de se faire d'un plan énergétique américain. Le gouvernement Ford tendrait à *faire résoudre* le problème par le jeu de l'offre et de la demande. Il laisserait le prix de l'essence et des autres produits augmenter jusqu'au point où la production nationale s'en *trouverait stimulée, et la demande* intérieure freinée par des économies volontaires, tandis qu'on imposerait les importations.

La majorité du Congrès propose au contraire une série de mesures — sur lesquelles la Chambre et le Sénat sont d'ailleurs divisés, d'une Chambre à l'autre et en eux-mêmes — pour limit l'augmentation des prix des carburan *et de l'énergie et ainsi stimuler* la r prise économique.

Ni le président ni le Congrès n'o encore véritablement de politique à lon terme bien *définie et appuyée par* u programme bien intégré. Il est certai que l'effet de la suppression de la P.R.C pourrait être neutralisé, en ce qu concerne les nouveaux investissement par des aides spécifiques à l'accroisse ment de la production nationale de pé trole et de gaz naturel. De nouveau avantages fiscaux, ou des subsides, o des crédits spéciaux, pourraient êtr votés pour la recherche dans le domain des sources nouvelles d'énergie. Rien d tout cela n'est exclu, mais rien ne cadr bien avec la philosophie économique d *gouvernement* actuel. C'est donc vrai semblablement le Congrès qui, pierr par pierre, va construire tant bien qu mal l'appareil légal et administrati nécessaire.

Actuellement, le prix du pétrole à la production aux Etats-Unis est fixé à 5,25 dollars le baril jusqu'à concurrence du volume de production atteint en 1972 *(old oil) et le prix est libre pour la pro*duction dépassant le niveau de 1972 *(new oil)*. Le *new oil* vaut actuellement 12 dollars le baril. Le prix du pétrole importé est libre, mais on prélève depuis *le 1er février* une *taxe* spéciale de 1 dollar par baril.

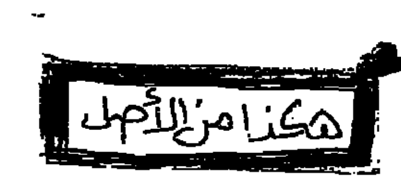
Le plan du président Ford était d'augmenter la taxe spéciale à 3 dollars sur *le pétrole importé et de décontrôler le* prix du *old oil* de production nationale.

Le plan du Sénat, sous sa forme actuelle, serait d'établir un prix maximum pour l'ensemble de la production nationale, en commençant par ramener le prix du *new oil* à 11,25 dollars.

JAY McCULLEY.







# D'où vient l'excès de crédit

*(Suite de la page 19.)*

En des temps bien oubliés, la chute de l'épée signifiait, pour le banquier qui n'avait pas su respecter un certain équilibre temporel entre ses ressources et ses emplois, la faillite ou la banqueroute. C'est devenu tout à fait exceptionnel, sauf « excès par rapport à l'excès ». A notre époque, où le déséquilibre temporel entre emplois et ressources est appliqué par l'ensemble du système bancaire, sous les auspices bienveillants de la Banque centrale, la faillite potentielle est transférée de l'individuel au collectif et — comme la faillite de l'ensemble est impensable — à la *monnaie en dernier ressort.*

*Mutatis mutandis*, les mêmes observations s'appliquent à la transformation réalisée par la Caisse des dépôts, qui prête à long terme les quatre cinquièmes de l'épargne liquide confiée aux caisses d'épargne. Théoriquement, la duplication de pouvoir d'achat existe bien puisqu'il s'agit d'une épargne à vue. Pratiquement, la stabilité légendaire des dépôts dans les caisses d'épargne permet de considérer qu'il y a seulement duplication potentielle en cas de retraits massifs dus, *par exemple*, à une fuite devant la monnaie, contraignant la Banque centrale à venir à la rescousse.

Là où, par contre, la duplication est manifeste, et l'effet inflationniste direct et immédiat, c'est lorsque la *transformation* s'applique aux dépôts à vue. C'est le cas actuellement, où les crédits à moyen et à long terme accordés par les banques dépassent d'environ 20 % la quasi-monnaie qu'elles gèrent, le dépassement représentant lui-même près de 15 % du montant des disponibilités monétaires (« M 1 »), ce qui est loin d'être négligeable.

Il y a donc, dans l'économie de notre époque, deux phénomènes, dont les effets inflationnistes se cumulent : un élargissement de la base de la pyramide des crédits, par « scripturalisation » des encaisses, et une surutilisation de cette base. L'intendance — l'appareil productif — est loin de pouvoir suivre. Dans ces conditions, l'étonnant n'est pas qu'il y ait une inflation persistante et irréductible, c'est qu'il n'y ait pas *plus* d'inflation. La suradaptation du système de crédit dans l'économie contemporaine produit — pour des raisons exactement inverses, faciles à comprendre si l'on tient compte des différences de système monétaire — les mêmes résultats que la sous-adaptation de l'époque préindustrielle : la dépréciation monétaire.

Qu'importe, dira-t-on, la composition des contreparties de la masse monétaire. N'est-il pas prouvé que l'expansion monétaire n'est plus une cause de l'inflation, mais plutôt une conséquence ? Et, de toute façon, ce n'est pas la composition qui compte, mais le volume, qui *peut être réglé* par les autorités monétaires grâce à toute une *panoplie de mesures, qui vont* des réserves obligatoires à l'encadrement du crédit.

## Une discussion académique

La première objection relève d'une discussion académique sur le point de savoir si c'est l'offre de monnaie qui est à l'origine du processus inflationniste — ce qui est le cas quand la Banque centrale alimente le déficit budgétaire de l'Etat — ou bien la demande de monnaie de la part de l'économie, transmise par tous les canaux du système bancaire. Dans le premier cas, on parlera de cause, dans le second, de conséquence. Mais la discussion est sans portée pratique, car le résultat est le même : qu'une création monétaire excessive soit la cause de l'inflation ou sa condition permissive — qu'elle l'entraîne ou qu'elle l'accompagne en roue libre, — elle en est de toute façon la condition nécessaire. La vérité est que, en l'absence de freins objectifs, les autorités monétaires sont aussi démunies — sinon plus — vis-à-vis des pressions multiples du corps social qu'en d'autres temps face aux oukases d'un pouvoir désargenté.

*Il est en tout cas certain* — et c'est déjà répondre en partie à la seconde *objection* — que les autorités monétaires, malgré tout l'arsenal de mesures contraignantes à leur disposition, n'ont guère montré une grande maîtrise de l'expansion monétaire dans un passé plus ou moins récent.

De toute façon, de par l'abus des statistiques, nous sommes obnubilés par les jugements quantitatifs au détriment des jugements qualitatifs. L'équilibre relatif des contreparties de la masse monétaire est loin d'être neutre au regard des tensions inflationnistes. De ce point de vue, la même progression de la masse monétaire peut avoir des effets tout à fait différents selon qu'elle est provoquée par une *expansion de la production et des transactions*, exigeant un financement à court terme, ou bien par un déficit budgétaire alimenté par la Banque centrale, ou bien par le financement des investissements et du logement qui, ne pouvant plus être couvert par le circuit normal de l'épargne investie en obligations ou en prêts hypothécaires, doit l'être par les banques. Dans le premier cas, la progression de la masse monétaire a une contrepartie immédiate ou quasi immédiate — dans le second cas, elle n'en a aucune : dans le troisième, elle n'en a qu'à terme lointain, ce qui revient pratiquement au même que dans le cas précédent : l'inflation n'attend pas.

Il est surprenant, d'ailleurs, de voir quelle place tient encore l'équilibre budgétaire dans la mythologie de l'inflation, probablement parce que, historiquement, le déficit budgétaire a été l'une des causes les plus fréquentes et les plus spectaculaires des crises inflationnistes. Et l'on trouve encore des économistes et des hommes politiques du plus haut niveau pour se féliciter de l'orthodoxie budgétaire — comme si les trois quarts du problème s'en trouvaient résolus — et pour s'étonner en constatant qu'il n'en est rien. La aussi, il y a déficience du jugement qualitatif et de la vision globale.

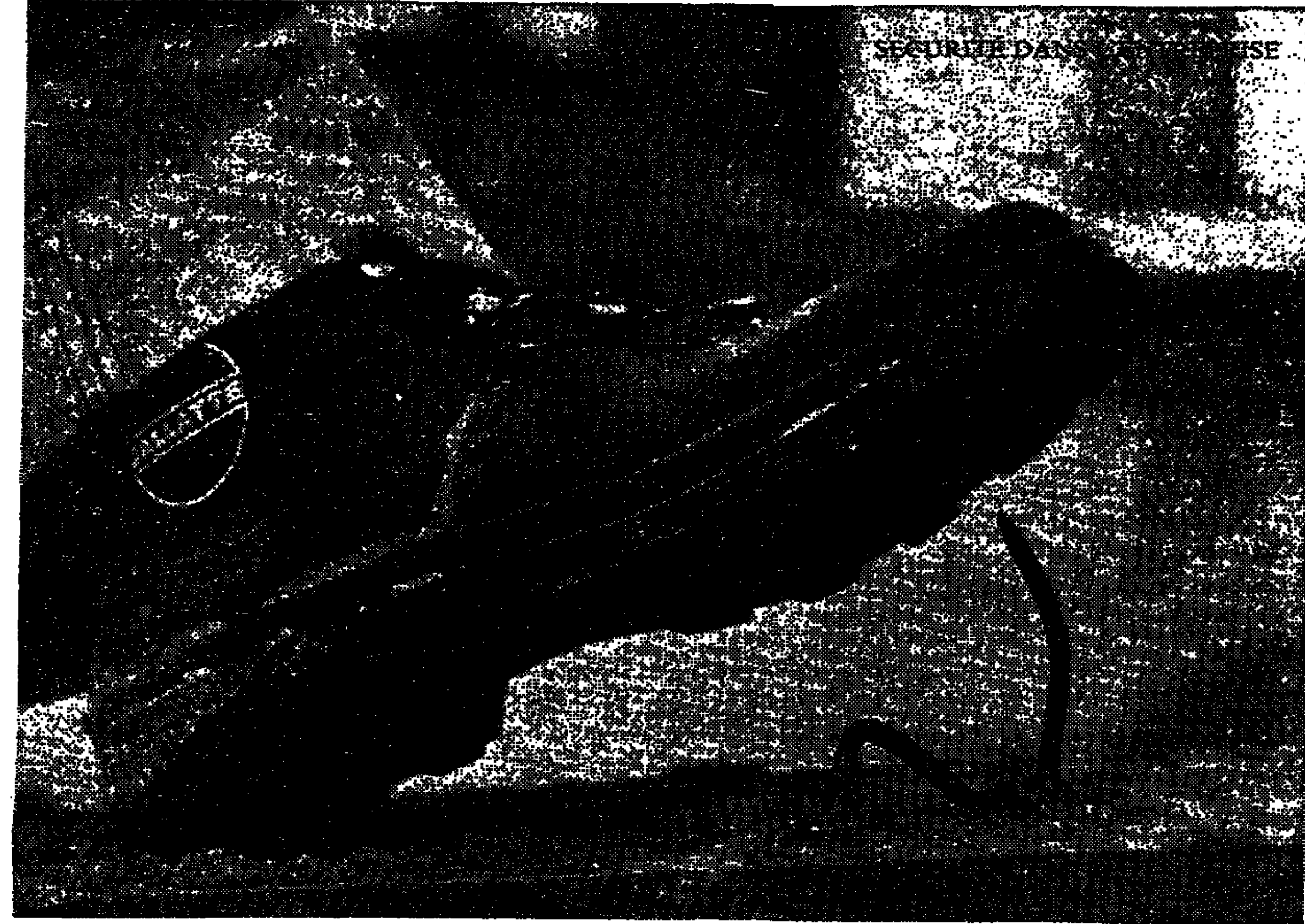
Tout d'abord, un déficit budgétaire n'est directement inflationniste que s'il est financé par la Banque centrale, soit par le procédé immédiat (et bien démodé) des avances à l'Etat, soit par le moyen moins visible et plus sophistiqué d'interventions trop libérales sur l'*Open Market*. Par contre, *s'il est financé par l'emprunt, il n'a aucune* conséquence inflationniste directe, mais seulement indirecte et d'ordre psychologique, si l'on est amené à supposer que l'alourdissement des charges financières de l'Etat rendra indispensable, dans l'avenir, le recours à la planche à billets.

D'autre part, l'inflation — pas plus que l'argent — n'ayant d'odeur, un excès de transformation d'un certain montant a exactement le même effet qu'un déficit budgétaire, financé par la Banque, du même montant. Ce n'est pas parce que le premier est moins visible et plus difficile à mesurer que le second, immédiatement apparent, que les résultats de l'un ne sont pas strictement équivalents à ceux de l'autre. Cela explique sans doute qu'un pays ayant un déficit budgétaire financé par l'emprunt, et sans excès de transformation, peut très bien (et doit normalement) connaître des tensions inflationnistes moindres qu'un autre ayant un budget d'une parfaite orthodoxie, mais pratiquant la transformation sur une vaste échelle.

*Peut-être devrions-nous demander si certaines lois de l'hydrostatique ne sont pas applicables aussi au domaine des « liquidités » monétaires — et notamment le fameux théorème de Pascal : « Un liquide en équilibre transmet intégralement et en tous ses points toute variation de pression produite en un point quelconque de ce liquide. »*

JEAN-GABRIEL THOMAS.





*Un des 30 modèles de chaussures de sécurité Jallatte (avec semelle antiperforation incorporée).*

## 600 pieds mutilés chaque jour au travail

*95 % de ces accidents pourraient être évités par le port de chaussures de sécurité...*

PLUS de 140 000 victimes, soit 1/8e des accidents du travail. 3 000 000 de journées perdues. Coût pour les entreprises : 1 milliard 500 millions de francs actuels. Tel est le bilan annuel des accidents aux pieds.

A l'origine : le manque d'information des travailleurs, mais aussi des dirigeants d'entreprise.

**Un énorme gaspillage**

Le fait est qu'à l'exception des ingénieurs de sécurité, peu de responsables sont en mesure de citer spontanément le taux de cotisation de leur entreprise au titre des accidents du travail.

Pourtant, celui-ci représente en moyenne 4 % des salaires : 3,4 % dans l'automobile, 13,9 % dans la construction métallique. Ce taux dépasse même 20 % dans certaines branches d'activités.

Coût direct auquel les économistes ajoutent encore le coût (indirect) du remplacement de la personne accidentée, des pertes de production, des dégâts éventuels causés par l'accident, etc.

Au total, un accident grave aux pieds coûte en moyenne 70 000 F à l'entreprise.

**95 % des accidents pourraient être évités**

Réduire - voire supprimer - les accidents aux pieds revient d'abord à en connaître les causes:

En premier : l'écrasement des orteils qui représente plus de 70 % des accidents aux pieds dans l'industrie.

En second : la perforation de la plante des pieds (clous, fers en attente, etc.), plus de 80 % des cas dans le bâtiment et les travaux publics.

Le solde se partage entre les brûlures par les acides, les métaux en fusion... et surtout les chutes dues à la faible adhérence des semelles traditionnelles.

Or, les experts des Comités d'hygiène et de sécurité sont formels : le port de chaussures de sécurité comme celles produites par la Société Jallatte (numéro 1 dans le monde) permet dans 95 % des cas d'éviter l'accident.

**Maximum de protections**

De fait, l'exemple de ce spécialiste français vaut d'être cité.

En effet, tous ses modèles sans exception sont aujourd'hui pourvus d'une coquille d'acier (qui peut supporter jusqu'à 3,5 tonnes de pression). A laquelle s'ajoute tout un ensemble de protections spéciales.

Ainsi, sur les chaussures de sécurité destinées au secteur du B.T.P. (voir schéma ci-dessous) la perforation du pied est évitée par l'incorporation d'une fine semelle en acier flexible.

Quant à l'adhérence, Jallatte propose des modèles de semelles dont les matériaux et les reliefs ont été étudiés en fonction des différents types de sols sur lesquels les travailleurs auront à se déplacer.

Enfin, les chercheurs de la Société Jallatte viennent de mettre au point une nouvelle gamme de chaussures à semelle Softane, aussi légères et confortables que des chaussures d'usage courant.

**La sécurité : un investissement rentable**

Quant aux 60 F que coûte en moyenne une paire de chaussures de sécurité, ils sont largement remboursés par la réduction du taux de cotisation «accidents du travail» (qui est fonction du nombre des accidents enregistrés). Et la diminution considérable des accidents aux pieds.

C'est pourquoi il est raisonnable d'espérer que les mois à venir permettront de constater, au moins dans ce domaine, une augmentation sensible du nombre des entreprises qui protègent leur personnel.

**Pour tous renseignements sur les chaussures de sécurité**

Ecrire ou téléphoner
à Jallatte S.A.
Boîte postale n° 5,
30170 Saint-Hippolyte-du-Fort.
Téléphone : (66) 80.22.66 +.
Télex : 49020 Jalatte Shipf.

# LIVRES

# LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

*J.-A. Kosciusko-Morizet et J. Peyrelavade*

## LA MORT DU DOLLAR

DEUX jeunes économistes banquiers partent à l'assaut de la citadelle, dans cet ensemble étrange, qui mêle à de fortes considérations *des anathèmes et exorcismes pour poujadistes des* années 50. Cette curieuse alternance est-elle due à la dualité des auteurs ? Pas en totalité, pensons-nous, *tant le déconcertant domaine monétaire inspire fugues* et explosions. Le ton s'améliore du reste peu à peu, du début (qui présente des séries de faits observés bien superficiellement et une citation, peu opportune, du « Malade imaginaire » à la fin, où se dégagent non sans peine cependant, des conclusions nettes, après des analyse monétaires et économiques serrées.

Une fois de plus, nous voyons que cinquante à *soixante pages* bien remplies assureraient une excellente présentation d'une forte idée ; mais traditions et *habitudes de l'édition et des lecteurs obligent à habiller* l'essentiel.

La solution ne nous est donnée qu'après divers retours à l'invective impulsive : *tout en recourant à divers* contrôles (mal précisés), les européens doivent cesser toute utilisation du dollar pour leurs transactions intérieures, au besoin au prix d'un protectionnisme modéré vis-à-vis des Etats-Unis.

Sur les multinationales, « la deuxième Amérique », les observations, plus profondes que les traditionnelles condamnations du péché, sont accompagnées de réserves confirmant la délicatesse du sujet. En dehors de la mise en garde contre l'obsession actuelle de l'emploi, gage et test de non-réussite, l'économie intérieure n'est guère touchée.

Au sein des descriptions dûment chiffrées et de précieux bilans, difficiles à trouver, apparaissent des visions de drame, des mots retentissants tels que « Carthage » ou « faillite » des menaces de mort, prenant une allure de régicide, sinon de suicide. Loin de suggérer comme jadis à O. Moreau-Neret un poème, la balance des comptes inspire aujourd'hui de *singuliers tourments, tant le désordre monétaire* frappe aujourd'hui les esprits les plus solides, au plus profond de leur être.

★ Paris, 1975. Editions du Seuil. 238 pages, 33 F.

*Mahmoud Abdel-Fadil*

## LA PLANIFICATION DES PRIX EN ÉCONOMIE SOCIALISTE

**Préface de Henri Bartoli**

L'EGYPTE, *qui a déjà donné Samir Amin, a produit* aussi un autre économiste multilingue, de grande classe. Cet ouvrage est, sans doute, le plus *approfondi que nous puissions trouver, sur le système* des prix dans l'économie socialiste européenne et, par là, sur presque toute la palnification.

Dès l'instant qu'est rompue l'unicité de prix du marché totalement fluide, les prix se multiplient aussi vite que les théories à leur égard. Déjà, les *prix de programmation* se divisent en *prix* théoriques ou fantômes, dits *duaux* (rien à voir avec les échecs) et *prix comptables*, tandis que les *prix opératifs*, ou effectifs, conduisent à distinguer les *prix d'échange*, les *prix d'incitation*, les *prix comparables*, d'autres encore. Le puzzle de nos prix agricoles n'est, à côté, qu'un jeu d'enfant.

Ces indications, et bien d'autres, sont le fruit du lent cheminement de Kantorovitch à Nemtchinov, Novojilov, etc., sans oublier Oscar Lange, cheminement qui a conduit à remplacer les prix empiriques, pratiqués selon les dogmes et... les vents, par des chiffres assis sur des concepts de cohérence et *d'optimalité*. Cette constante recherche de l'optimation doit, bien entendu, tenir compte des contraintes et des objectifs *socio-politiques*.

Dans ce concert étourdissant, domine constamment la note grave de la valeur assise sur le travail. *L'équivalent travail d'une production*, refusé en France, si utile qu'il puisse être pour améliorer nos conceptions de l'emploi (et l'emploi lui-même) pose, bien entendu, des problèmes de pondération, les uns estimant qu'il faut tenir compte des qualités techniques des diverses catégories de travailleurs, les autres pensant que l'échelle des salaires doit précisément avoir été établie en fonction de ces qualités. La rareté d'une catégorie ne semble pas être prise en considération, alors qu'elle serait, en France, au premier plan.

*Maximiser la production, tout en minimisant les dépenses* totales de travail, pose, on s'en doute, des choix, générateurs de controverses entre écoles de *mathématiciens, en particulier* sur le taux d'intérêt comptable, si longtemps refusé. Quant aux distorsions et tensions, qui surgissent çà et là, elles font intervenir le redoutable facteur temps et les si mystérieuses inerties.

Et la théorie marxiste de la valeur ? Elle est d'autant plus facile à respecter que Karl Marx a pris la précaution d'écrire dans *le Capital : « Une chose peut avoir un prix formellement sans avoir une valeur. »* Il y a, dès lors, avec le ciel des accommodements.

Cet ouvrage remarquable ne saurait être trop recommandé aux économistes confirmés, marxistes ou non, mais aussi à bien d'autres. Regrettons seulement l'absence d'exemples pratiques, *historiques ou supposés*, pour préciser les décisions et les incertitudes. La théorie des jeux, notamment, aurait pu fournir un cas *distrayant*.

Bibliographie solide, abondante, où figure Jacques Magaud, mais dont semblent exclus Liberman et Trapeznikov.

★ Paris, 1975. Presses universitaires de France. 296 pages, 49 F.

*Gérard Guyon*

## LES TRANSPORTS EN QUESTION

QUE cette question, longtemps taboue, puisse être aujourd'hui débattue, sans *l'opposition* des grands prêtres, est un progrès considérable. La dédicace initiale à Robert Buron donne déjà un *avant-goût de liberté qui se confirme vite, notamment* à l'annonce du risque couru par celui qui s'attaque au plus puissant des groupes de pression.

*En dehors de la grande place accordée justement* aux transports urbains par ce spécialiste confirmé, nous assistons à la mise à mal, sans emphase, de *divers dogmes sur les transports par route. Le point* précis que de fougueux adversaires n'osent pas aborder, qui provoque une débandade comme s'il s'agissait d'un explosif : la fiscalité, est ici traité de façon calme et sûre : le déficit de la route pour la collectivité est estimé, pour 1972, à 21,3 milliards, non compris divers dommages, parmi lesquels l'inévaluable *pretium doloris*. Les accidents de la route donnent lieu d'ailleurs à des observations originales, notamment sur la recherche générale de disculpation.

D'autre part, la priorité dont devrait bénéficier le transport public est clairement exposée en trois propositions.

Il ne s'agit du reste nullement d'un réquisitoire (bien des données dures auraient pu être ajoutées) mais d'une mise au point multilatérale. Les conclusions sont issues d'une longue réflexion qui, dépassant largement les limites du District, trouve jus*qu'au Japon enseignements et exemples peu connus* encore des Français. Métros légers, projet d'europolitain, autotrains, système sur poutre, aéroglisseurs, *transporteurs continus*, etc., *rien n'est repoussé d'office* ni admis sans sérieux examen, dans cet ouvrage modèle, de petit format et de grand mérite.

*Comme* il est dit quelque part, « Il s'agit d'une autre façon de penser ». Elle pourrait conduire fort loin.

Cartes, illustrations.

★ Paris, 1975. Editions du Cerf. 195 pages, 24 F.

*Arghiri Emmanuel*

## LE PROFIT ET LES CRISES UNE APPROCHE NOUVELLE DES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME

LE père très remarqué de l'« Echange inégal », laisse pour un moment le monde de côté pour reprendre avec maîtrise une controverse classique, toujours à fleur d'explosion : le pouvoir d'achat des agents économiques est-il vraiment égal, comme il a été longtemps admis de façon quasi dogmatique, à la valeur ajoutée par la production ?

Et c'est plus d'un siècle de capitalisme et de querelles à son sujet qui défile devant nous. Sans jamais quitter vraiment Marx, M. Arghiri Emmanuel prend, autour de lui, de grandes libertés. La principale cible est, avec cette pauvre Rosa Luxemburg, *le sûr de lui J.-B. Say, qui, depuis longtemps, indispose* les économistes français par son impertinente et primitive loi des débouchés. Est-il besoin de rap*peler que les grands prophètes réagissent toujours* contre d'autres plus qu'ils ne créent, de sorte que la succession des doctrines n'est qu'une chaîne de mutations génétiques ? Mais si une loi si mal vue est encore sur la sellette un siècle et demi plus tard, c'est qu'elle fournit, tout au moins, un excellent tremplin de départ.

L'analyse serrée, de haute qualité, fruit de longues recherches et d'une non-satisfaction, proprement scientifique, ne vise que la pénétration des mécanismes, sans se réfugier dans aucun abri, fût-ce Marx. Elle paraît cependant sous-estimer quelque peu les altérations survenues directement, ou du seul fait de l'usure et de l'évolution. C'est ainsi que le rôle du despotisme de l'or dans le déclenchement des crises classiques est à peine suggéré et que la réduction de l'importance des crises, de 1857 à 1913, eût mérité d'être soulignée. Du reste, comme dans tous les ouvrages sur les crises, l'intérêt est concentré sur la chute, *au détriment* du mécanisme des reprises. Les déséquilibres structurels sont évoqués, de temps à autre, sans être vraiment retenus, alors que se *présente là un champ assez large et peu fréquenté* jusqu'ici, en dépit de l'outil matriciel.

Comme le genre l'exige presque, nous sommes très *loin de l'expérience, même pour la période de comp*tabilité économique, utilisable en dépit de ses défauts. Cependant, au moment où nous commençons à déses*pérer de toucher terre, survient une critique pertinente* (encore que fragile sur un point) de la politique française actuelle, qui conduit à produire moins, au moment même où était annoncée la nécessité de produire davantage, pour compenser le tribut payé aux pays pétroliers.

Ouvrage de mérite et de grand... profit, pour le lecteur.

★ Paris, 1974. Editions François Maspero, 403 pages, 60 F.

*Raymond Vernon*

## LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

REGRETTONS, une fois de plus, qu'au siècle de *la vitesse* un ouvrage d'actualité mette près de trois ans à franchir l'Atlantique. Aucun texte aujourd'hui ne se bonifie, comme un vin, en vieillissant. Il s'agit, en outre, d'articles parus antérieurement et rassemblés tardivement. Chiffres et bibliographie datent en conséquence.

Il faut le regretter fortement, car le professeur de Harvard connaît ce sujet délicat et le traite avec maîtrise et sang-froid. Le retour à une pleine moralité politique s'avère plus ardu qu'on ne le croit parfois ; *il suffit d'évoquer les difficultés rencontrées pendant* la guerre, chaude ou froide, pour seulement définir une société ennemie, fille d'une société suisse et *petite-fille d'une société américaine...*

Cependant, les tentacules de ce que certains ont appelé des pieuvres peuvent éventuellement servir d'otages, mais les difficultés prennent alors vite un tour politique.

Une bonne lecture pour celui qui veut se documenter sans passion.

★ Paris, 1974, Robert Laffont Editions, 295 pages, 40 F.

*Fernand Pontanus*

## LA POPULATION ACTIVE EN BELGIQUE

**Préface du professeur Jean Morsa**

RARES *sont les ouvrages sur la population active*, sujet peu exploré, ce qui peut expliquer, dans une certaine mesure, nos déconvenues sur l'emploi. Il n'existe pas pour la France d'ouvrage récent aussi poussé que celui-ci. L'excellent spécialiste bruxellois a réussi à rétablir la comparabilité entre les recensements disparates du siècle, ce qui lui a permis de retracer les lignes suivies, dans la longue durée.

Regrettons cependant que les résultats du recensement du 31 décembre 1970 n'aient pu encore être utilisés. Certains tableaux vont toutefois, grâce à une navigation à l'estime, jusqu'en 1969.

Cette marche des hommes qui travaillent, classiquement enregistrée selon les trois secteurs de Colin Clark et J. Fourastié, est suivie ici selon cinq secteurs, selon la méthode des sociologues américains Foote et Hatt, comportant adjonction d'un secteur quaternaire et d'un secteur quinaire. Comme toute classification, celle-ci est bien adaptée à certains usages et moins à d'autres.

Les résultats de l'évolution sont, sauf dans quelques cas, donnés par branche et non par profession individuelle. Or la recherche, fructueuse ou non, d'un emploi se fait naturellement selon la seconde, selon *le métier. La distinction est cependant faite, dans* chaque branche, entre patrons, employés, ouvriers et aidants.

*Ainsi, nous suivons bien la marche générale, sans* pénétrer toutefois suffisamment dans le mécanisme de l'emploi ou du non-emploi, qui nous cause tant de souci. La répartition des travailleurs étrangers, selon leur profession, eût apporté quelques lumières.

Une nourriture aussi riche et d'une telle qualité nous met évidemment en appétit et nous rend difficiles.

★ Bruxelles, 1974. Editions de l'université de Bruxelles. 243 pages, 350 F.B.






# BIBLIOGRAPHIE

## La chimie en cartes

LA crise pétrolière va profondément modifier les objectifs d'expansion de la chimie mondiale. En rationnant les grandes firmes chimiques qui *n'avaient pas la maîtrise de leur ap*provisionnement, elle a d'abord conduit ces dernières à rechercher des alliances auprès des producteurs eux-mêmes pour s'approcher de leurs sources de matières premières. Parallèlement, elle a poussé les Etats pétroliers, dont les ressources s'accroissaient rapidement, à réduire leur dépendance à l'égard des pays occidentaux. Ces circonstances ont donné naissance à de nombreux projets d'industrialisation au Proche et au Moyen-Orient, où la chimie figure en *toute première place. Concentrée jus*qu'ici sur trois grands pôles (Amérique du Nord, Europe, Japon), l'industrie chimique va ainsi tendre, au cours de la prochaine décennie, à se décentraliser vers les pays en voie de développement.

Quelles répercussions le développement d'une chimie potentielle dans ces pays aura-t-il sur les productions occidentales ? *Quelles* seront les nouvelles options stratégiques des grandes firmes chimiques ? Quelles sont les forces et les faiblesses des divers pays concernés ? Autant de questions qui se posent et auxquelles il est malaisé de répondre dans la mesure où, jusqu'ici, aucun document ne rassemblait encore ces nouvelles données ni ne permettait de fixer avec précision les futurs grands sites chimiques mondiaux.

Cette lacune vient d'être en grande partie comblée par l'Altlas de la chimie dont *Informations-Chimie* annonce la parution. Agrémenté de nombreux répertoires trilingues d'une grande *clarté, cet ouvrage monumental contient* de nombreuses informations relatives, notamment, aux firmes chimiques européennes (unités de fabrication, productions, capacités, liaisons par pipe-lines, extensions prévues), ainsi qu'aux projets en cours d'élaboration par les pays situés sur le pourtour du bassin méditerranéen et du golfe Arabo-Persique.

A. D.

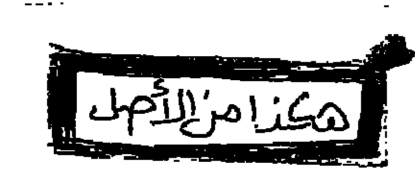
(*) L'Atlas de la Chimie, édité par Informations Chimie-EDI, 5, rue Jules-Lefebvre, 75009 Paris. Prix T.T.C. : 2 160 F.











# PRESSE

*M. Pierre Marin remplaçant M. Paul Parisot à la présidence*

## Le congrès des journalistes C.F.D.T. se prononce en faveur de la reconnaissance des droits de l'équipe rédactionnelle

**Le Syndicat des journalistes français C.F.D.T., qui s'est réuni en congrès à Sanary (Var), du 8 au 11 mai, s'est donné un nouveau président en la personne de M. Pierre Marin (Editions Fleurus), qui succède à M. Paul Parisot (« France-Soir »), titulaire de cette fonction depuis 1967. Il s'agit en fait d'un succès des « fédéralistes » sur une tendance plus autonomiste, le congrès s'étant d'ailleurs prononcé à la quasi-unanimité pour le rattachement du S.J.F. à une fédération, dans laquelle devront être regroupés tous les métiers de l'information.**

**Se rapprochant des thèses défendues par la Fédération française des sociétés de journalistes, avec laquelle il avait pu à plusieurs reprises confronter ses idées, notamment lors du colloque du Sénat sur le droit à l'information et le statut des entreprises de presse (« le Monde » du 19 janvier 1973), le congrès s'est prononcé en faveur de la reconnaissance des droits de l'équipe rédactionnelle.**

**Enfin, face à l'aggravation du chômage — 10 % des journalistes sont actuellement sans travail, — le congrès a décidé de mener des actions revendicatives pour la sauvegarde de l'emploi, l'amélioration des conditions de travail et une meilleure protection des chômeurs.**

Toulon. — Le renouvellement de l'équipe animatrice du S.J.F.-C.F.D.T. se situe dans la ligne du congrès qui s'était tenu à Nantes en 1971. Il avait fallu qu'un congrès extraordinaire se tienne six mois plus tard à Paris pour qu'un bureau puisse être constitué : un compromis avait permis alors l'élection d'une équipe « panachée ». En 1973, à Mulhouse, la tendance fédéraliste avait réussi à mieux s'implanter au sein du bureau. En outre, depuis 1971, un nombre important de nouveaux adhérents, attirés par l' « image de marque » de la C.F.D.T., est venu grossir les rangs du S.J.F. — 1 600 membres contre 1 250 il y a quatre ans. Il devenait évident que, un jour ou l'autre, les fédéralistes finiraient par l'emporter.

Il faut savoir que, du fait de sa lointaine origine, le S.J.F., créé en 1886, affilié à la C.F.T.C. en 1919, puis à la C.F.D.T. lors de sa création, était demeuré jusqu'à ce jour « un maquisard de la structure confédérale ». Cette situation anormale vient de prendre fin. Le congrès s'est prononcé pour un rattachement provisoire à la Fédération des professions artistiques et culturelles, en attendant la création d'une fédération de l'information qui devra regrouper, outre les journalistes, les ouvriers du Livre et et les techniciens de l'audiovisuel.

Si de nombreux congressistes pensaient qu'un changement d'orientation et d'hommes devait intervenir, aucun ne s'attendait qu'un affrontement brutal se produise. Un incident de procédure, d'apparence mineur — la validité de l'attribution à la section d'entreprise plutôt qu'à la section spécialisée des six mandats des sténographes-rédacteurs de la section du *Monde*, — servit de révélateur. Le clivage entre les deux tendances apparaissait trop profond pour qu'un nouveau compromis durable puisse être trouvé.

De notre envoyé spécial

Le second fait marquant du congrès de Sanary est l'adoption d'une motion qui demande la reconnaissance des droits de l'équipe rédactionnelle. Considérant que la création de la Société des rédacteurs du *Monde* a été une étape indispensable, bien que l'expérience puisse difficilement être imitée, le S.J.F. estime qu'il est nécessaire qu'une profonde transformation des structures de l'information soit envisagée dans le cadre d'une société socialiste autogestionnaire.

Selon le S.J.F., les entreprises de presse doivent « *avoir un statut d'entreprise à but non lucratif, leur gestion étant assurée par les travailleurs (ouvriers, employés, cadres administratifs et techniques, journalistes).*

» *Le rôle spécifique des journalistes dans la production de l'information nécessite la reconnaissance à l'équipe rédactionnelle de droits particuliers, notamment de décision en ce qui concerne la désignation des dirigeants, le contenu du journal, les investissements, etc. (...)*

» *Mais l'indépendance indispensable des journalistes ne leur confère pas l'exclusivité de la gestion de l'information. Outre les droits spécifiques de tous les travailleurs de la presse, les utilisateurs de l'information, notamment les organisations syndicales interprofessionnelles, doivent se voir reconnaître des droits, ceux-ci leur donnant un rôle dans la création d'organes d'information, dans leur fonctionnement et leur contenu.* »

Le S.J.F. « *tenant compte des contraintes politiques et économiques actuelles (...), réclame dans un premier temps la reconnaissance pour le comité d'entreprise de pouvoirs plus étendus et pour l'équipe rédactionnelle d'un minimum de droits, notamment de veto sur la nomination du directeur, des responsables de la rédaction, sur la modification du capital, les investissements importants, l'orientation de la publication, etc. (...) Dans les conditions présentes, la satisfaction de ces revendications résultera de la prise de conscience des travailleurs et de l'action collective auprès de la direction et du législateur* ».

JEAN-CLAUDE ROUY.

### LE NOUVEAU BUREAU

**Le conseil national du S.J.F.-C.F.D.T., élu à Sanary, a désigné comme membres de son bureau :**

**Président : M. Pierre Marin (Ed. Fleurus) ;**

**Vice-président : M. Félix Lacambre (« la Croix ») ;**

**Secrétaire général : M. Noël Monier (« Syndicalisme ») ;**

**Secrétaire général adjoint : M. Jean-Marc de Préneuf (« la Croix ») ;**

**Trésorier : M. Jean-Pierre Dumont (« le Monde ») ;**

**Trésorière adjointe : Mme Jacqueline Huber (« Echo de notre temps »).**

● *Au « Parisien libéré »*, où le conflit opposant les ouvriers de l'atelier de composition à la direction empêche toujours la reparution du quotidien, interrompue depuis le mercredi 7 mai, « *le travail peut reprendre dans l'immédiat* », tient à réaffirmer, dans un communiqué, le comité intersyndical du Livre parisien. « *Il suffit que la direction veuille bien faire réintégrer tous les travaux du groupe actuellement confectionnés en sous-traitance et les clients extérieurs pour permettre le redémarrage des deux imprimeries.* »

Selon Amnesty international

### SOIXANTE ET ONZE JOURNALISTES SONT EMPRISONNÉS OU PORTÉS DISPARUS

*Amnesty International, organisation privée de défense des prisonniers politiques, a publié dimanche soir 11 mai à Londres une liste de soixante et onze journalistes de dix-sept pays emprisonnés ou portés disparus du fait de leur activité professionnelle.*

*Selon Amnesty International, ces journalistes sont détenus en violation de l'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme des Nations unies, qui prévoit que « chacun a le droit » de recevoir ou de transmettre des informations. L'organisation précise que beaucoup sont emprisonnés sans avoir été inculpés ou jugés et que certains ont été « torturés ».*

*La liste comprend les pays suivants : Bangladesh, Brésil, Chili, Cuba, Guatemala, Indonésie, Nigéria, Pakistan, Singapour, Tanzanie, Tchad, Turquie, Union soviétique, Vietnam du Nord, Vietnam du Sud et Yougoslavie.*

*L'Indonésie, selon l'organisation, détient le record des atteintes à la liberté de la presse avec vingt-sept journalistes emprisonnés.*

*Parmi les journalistes détenus depuis le plus longtemps figurent Mme Thuy An, arrêtée au Vietnam du Nord en 1958 et condamnée en 1960 à quinze années de travaux forcés; un journaliste cubain, Pablo Caballero, et le correspondant de l'Agence France-Presse à Taïwan, Albert Yuan, qui attendent respectivement depuis treize et douze ans leur libération.*

*Amnesty International précise que la liste a été publiée pour coïncider avec l'ouverture ce lundi 12 mai à Zurich de l'assemblée générale de l'Institut international de la presse.* — (A.F.P.)

● *M. Jean Marin*, ancien P.-D.G. de l'Agence France-Presse, a inauguré, samedi 10 mai, le Club de la presse de Rennes. Cet organisme à vocation régionale, le premier du genre en France, est ouvert aux journalistes et aux professionnels des relations publiques. Il se propose d'être, à la fois, lieu de rencontre et lieu de travail pour tous les journalistes français et étrangers séjournant en Bretagne.

# JUSTICE

*Mis en cause par « le Droit de vivre »*

## Le Père Boldeanu, ancien dirigeant de la Garde de fer en Roumanie obtient un franc de dommages et intérêts

La dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M. Dupuy, a prononcé, vendredi 9 mai, un jugement détaillé concernant les poursuites en diffamation engagées par le Père Vasile Boldeanu, Père orthodoxe de l'Eglise roumaine de Paris, après la parution d'un article de M. Michel Laroche publié dans le numéro d'août-septembre 1974 du *Droit de vivre*, dont le directeur est M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (*le Monde* daté 23-24 mars).

Rappelant certains événements marquants de l'histoire de la Garde de fer, aux approches et au début de la dernière guerre mondiale, le jugement estime établi que le Père Boldeanu a appartenu à ce mouvement dès sa fondation, qu'il a posé sa candidature à ce titre aux élections de mars 1938, qu'il a exercé les fonctions de chef de région et avait été nommé, en octobre 1940, chef du bureau de l'organisation auprès du secrétariat général du mouvement.

Mais le tribunal déclare toutefois que MM. Pierre-Bloch et Laroche n'ont pas prouvé que le Père Boldeanu a bien été, comme ils l'ont alégué, secrétaire général du mouvement, responsable, comme tel, des pogroms sanglants de janvier 1941.

Ils ont, certes, produit des photocopies des numéros 50, 62 et 63 du journal *Buna Vestire* des 13, 26 et 27 novembre 1940, publiant chacun un communiqué du secrétariat général de la Garde de fer avec la signature : « *Le secrétaire général, V. Boldeanu* ». Mais cette promotion au poste de secrétaire général n'est confirmée par aucun document ni aucun témoignage.

MM. Pierre-Bloch et Laroche, qui ont eu le tort, selon les juges, de « *...s'abstenir de se livrer à des recherches plus approfondies sur ce point* », sont condamnés en conséquence chacun à 2 000 francs d'amende et, ensemble, au franc de dommages et intérêts réclamés par le Père Boldeanu.

● *Pour diffamation envers le Front national*, M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre l'antisémitisme, a été condamné, mardi 6 mai, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, à 1 000 F d'amende et 3 000 F de dommages et intérêts. La condamnation vise un tract diffusé au mois d'octobre 1973 par la LICA, intitulé : « *Non au racisme !* », déclarant notamment que le Front national « *organise des ratonnades dans toute la France* » et « *s'en prend quotidiennement aux quatre millions de travailleurs immigrés* ». M. Pierre-Bloch a été relaxé pour un autre passage du tract, énonçant que le Front national est une « *émanation d'Ordre nouveau* ».

# POLICE

Selon la préfecture de police

### LES TOXICOMANES INTERPELLÉS DANS LA RÉGION PARISIENNE SONT DE PLUS EN PLUS JEUNES

L'héroïne blanche a pratiquement disparu du marché parisien en 1974, constate la préfecture de police dans son bilan annuel de la répression du trafic de la drogue. La police n'en a, en effet, saisi que 129 grammes, contre 12 kilos deux ans plus tôt. Le trafic du cannabis marque également une certaine régression. De 712 kilos en 1973, le volume des saisies est descendu à 552 kilos l'an dernier.

D'autres substances connaissent, en revanche, les faveurs des drogués : l'héroïne brune (brown sugar), en provenance d'Extrême-Orient, *via* Amsterdam ; la cocaïne, les produits psychotropes, les tranquillisants. L'inquiétude vient surtout de l'usage de produits pharmaceutiques détournés de leurs fins thérapeutiques. Les cambriolages de pharmacies se développent très rapidement : de quarante-quatre en 1972, leur nombre est passé à deux cent quarante-sept en 1974.

La préfecture de police note aussi que le « profil » du drogué parisien évolue dans le sens d'un rajeunissement. Quarante-deux pour cent des drogués interpellés en 1974 avaient moins de vingt et un ans, contre 13 % en 1965. Au total, 93 % des usagers de drogue recensés l'an dernier avaient moins de trente ans.

# JUSTICE

## Aux obsèques de M. Guedj à Brive

## LES SURVEILLANTS MANIFESTENT CONTRE Mme HÉLÈNE DORLHAC

### M. Aimé Pastre, secrétaire général du syndicat des personnels pénitentiaires C.G.T., a donné sa démission

Près de trois cents surveillants, venus, dimanche 11 mai, de la France entière assister aux obsèques de M. Amédée Guedj, surveillant de la maison d'arrêt de Brive, tué, mercredi 7 mai, par un détenu qui *cherchait à s'enfuir*, ont manifesté leur mécontentement lors du discours de Mme Hélène Dorlhac. Alors que le secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux chargé de la condition pénitentiaire déclarait : *« Nous veillerons, monsieur le garde des sceaux et moi-même, à ce que le crime soit puni avec la plus grande sévérité »*, aux murmures et raclements de gorge succédèrent bientôt des cris : *« Plus de promesses, des actes ! »*

Mme Dorlhac arrêta alors son discours pour réclamer aux manifestants *« un peu de respect et de dignité »*.

Auparavant, le secrétaire d'Etat avait annoncé la remise, à titre posthume, de la médaille du mérite pénitentiaire à M. Guedj, et avait rendu hommage *« à tout le personnel pénitentiaire dont les difficultés et les risques de leurs missions deviennent de jour en jour plus complexes »*.

Dans la matinée, Mme Dorlhac avait visité la maison d'arrêt de Brive en compagnie du préfet de la Corrèze, M. Charles Barbeau, du sous-préfet de Brive et du directeur *général de l'administration pénitentiaire*, M. Jacques Mégret. M. Jean Charbonnel, maire de Brive, avait rejoint les personnalités au cimetière.

Dans l'après-midi, à Tulle, où elle venait de visiter la prison, Mme Dorlhac *a répondu aux surveillants* mécontents : *« L'indispensable réforme pénitentiaire se fait peu à peu, et l'on ne peut l'assimiler à du laxisme. C'est dans la mesure où les gardiens ne seront pas des porte-clés, qu'ils seront plus nombreux et se sentiront en sécurité que les rapports avec les détenus et les agents de l'administration s'amélioreront. »*

Interrogé sur les mouvements de mécontentement, M. Aimé Pastre, secrétaire général du Syndicat national des personnels pénitentiaires C.G.T. estimait que *« cela devait arriver »*. M. Bonaldi, secrétaire général du syndicat F.O., devait ajouter : *« Nous aurions aimé que ce fût en d'autres circonstances. »*

Plus tard dans la soirée, M. Aimé Pastre, qui occupait les fonctions de secrétaire général du syndicat C.G.T. des personnels pénitentiaires depuis la libération, devait annoncer sa démission, parce que *« ses avertissements réitérés n'ont pas été pris en considération au niveau des instances dirigeantes du pays »*, mais aussi parce que *« les agents pénitentiaires, excédés, découragés par l'inanité des démarches syndicales, paraissent retirer leur confiance aux dirigeants soucieux de peser tous les risques encourus pour le maintien de l'ordre et de la sécurité publique »*.

Enfin, le mécontentement des surveillants a été sensible dans un certain nombre d'établissements pénitentiaires. Admissions et transferts des détenus des prisons lyonnaises n'ont pas été assurés dimanche 11 mai ; cinéma et télévision ont été supprimés le même jour dans les établissements du Haut-Rhin et la télévision à Toulon. Dans certains cas l'annonce de ces décisions a provoqué de courtes manifestations de mécontentement parmi les détenus.

## Poursuivis pour détournement d'avion aux États-Unis

### Mlle KERKOW ET M. HOLDER SERONT-ILS RENVOYÉS DEVANT LES ASSISES DE PARIS ?

Une information a été ouverte par le parquet de Paris pour détournement d'avion et séquestration de personnes prises comme otages, avec menaces de mort, contre M. Willie Holder et Mlle Catherine Kerkow, ces jeunes Américains qui détournèrent, le 2 juin 1972, vers Alger, un avion parti de San-Francisco avec 97 passagers.

Le 7 avril dernier, la chambre d'accusation de la cour de Paris a refusé d'extrader aux Etats-Unis le jeune couple, assisté de Mes Jean-Jacques de Félice et Hervé Dupont-Monod. A présent, les poursuites sont engagées par la justice pénale française, qui s'estime compétente en vertu de l'article 7 de la convention de La Haye du 16 décembre 1970 et de l'article L 121, paragraphe 8, du code de l'aviation civile. Le crime qui leur est imputé les rend passibles des assises de Paris, où ils encourent des peines pouvant aller jusqu'à la réclusion perpétuelle.

## LE SYNDICAT AUTONOME DES FONCTIONNAIRES RÉCLAME UNE VÉRITABLE GRATUITÉ DE LA JUSTICE

*« La justice ne remplira sa mission que lorsqu'elle deviendra un véritable service public »*, telle est la conclusion à laquelle sont parvenus les six cents participants au 26e congrès national du Syndicat autonome des fonctionnaires de justice, qui se sont réunis vendredi 9 et samedi 10 mai à Marseille.

Pour atteindre ce but, les congressistes ont fait trois suggestions : améliorer l'accueil et l'information des usagers, accélérer la procédure et assurer la gratuité de la justice.

## M. Jean-Marie Leloup a été élu président de la Fédération des unions de jeunes avocats

De notre envoyé spécial

Reims. — *« Que l'on me fasse honte, l'an prochain, si je ne parviens pas à obtenir que les 33 % de stagiaires qui existent dans notre profession soient représentés dans les conseils de l'ordre »*, disait en *mai 1974*, au congrès de Rennes, M Didier Cayol, élu quelques instants plus tôt président de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (F.N.U.J.A.).

Si le rouge était monté, samedi 10 mai, à Reims, au front de l'avocat parisien, ce n'aurait pas été celui de l'opprobe mais de la satisfaction : au cours de la séance de clôture du congrès de 1975, M Jacques Mallet, chef du cabinet de M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, a annoncé que *« la rédaction du projet de loi qui prévoit que les avocats stagiaires sont admis à partir de la deuxième année, à voter lors des élections aux conseils de l'ordre est achevée »*. Ce texte sera discuté au Parlement avant la fin de 1975, c'est-à-dire lors de la deuxième session. Dans le même esprit, M. Mallet a souhaité que *« tout avocat inscrit au tableau soit électeur »*.

Cette dernière journée du congr de la F.N.U.J.A., *réuni* depuis jeu à la faculté de droit de Reims ( *Monde* daté du 10 et du 11-12 ma a été du reste placée sous le sigr du bulletin de vote : comme l'exige *les statuts*, assez *originaux*, de cet association, il a été en effet procé à l'élection annuelle d'un nouveau pr sident et d'un nouveau premier vic président. Ce dernier, sauf évén ment extraordinaire accédera, 1976, à la tête de la F.N.U.J L'association a adopté, depuis p sieurs années, cette structure, permet au premier vice-président se préparer, pendant douze mc aux *« fonctions suprêmes »*.

Comme prévu donc, M. Jean-Ma *Leloup (Poitiers) a été élu préside* avec 110 voix. Son dauphin dev. être obligatoirement choisi, toujo selon les statuts, au barreau Paris, afin que la capitale et la p vince soient alternativement rep sentées « au sommet », c' M Bernard Cahen qui a été désig avec 106 voix.

### Quarante-cinq bulletins blancs

Pour ce qui concerne aussi question des honoraires, M. Jacq Mallet a solennellement affirmé les dispositions légales et libér en la matière ne seraient pas m *fiées : le représentant de* la ch cellerie a néanmoins souhaité tout comme la F.N.U.J.A. — dans ce domaine, les avocats ir ment plus précisément et plus r dement leurs clients, en établis une sorte de devis d'honoraire

M. Mallet a annoncé, d'autre p que le ministre de la justice a proposé à son collègue finances une augmentation de l'o de 50 % des droits de plaido (taxe prélevée sur les frais de jus et versée à la Caisse nationale barreaux français).

Excepté un carré de mécont et même de contestataires, le con de la F.N.U.J.A. — qui se réu l'an prochain à Montpellier — séparé avec la satisfaction d'a obtenu quelques résultats pos Avec surtout le sentiment d'a retrouvé, après les débats « dé treux » de l'an dernier, une cert image de marque.

MICHEL CASTAIN(

### Les cinq motions adoptées

● FORMATION DE L'AVOCAT. — Le congrès se prononce en faveur d'une année de stage effectuée après les quatre années d'études et avant la prestation de serment. Rejetant toute idée de concours et de *numerus clausus*, il souhaite qu'un examen (certificat d'aptitude à la profession d'avocat — CAPA — rénové et organisé en deux temps) sanctionne l'entrée et la sortie de cette année de stage. La FNUJA est favorable à la rémunération des stagiaires par les centres de formation professionnelle et à l'institution d'échanges mutuels (« tronc commun ») entre magistrats et avocats durant cette année de stage.

● REFORME DU DIVORCE. — Les Jeunes Avocats *« protestent fermement »* contre l'article 240 du projet de loi, qui donne au magistrat *« une fonction nouvelle de conseil au détriment de sa fonction essentielle (...) d'arbitre des conflits »*. Ils demandent donc *« la suppression totale de cette disposition inacceptable »*. D'autre part, ils souhaitent que *« les époux, d'accord sur le principe de leur divorce, mais encore partagés sur certaines dispositions (...), puissent néanmoins choisir la procédure nouvelle du consentement mutuel, en invitant le juge, par l'intermédiaire de leurs conseils avocats respectifs, à rendre une décision arbitrant les points de désaccord »*.

● REFORME DU CODE PENAL. — Estimant d'abord que la réforme de détention provisoire *« n'en est pas une : la loi de 1970 aurait suffi si son esprit n'avait pas été quotidiennement trahi »*, la FNUJA affirme ensuite *« son opposition à la généralisation du juge unique en matière correctionnelle (...), homme vulnérable, que son isolement expose à toutes les pressions susceptibles de porter atteinte à son indépendance »*. Elle se déclare *« hostile à la compétence quasi générale des juridictions spécialisées, véritable creuset de juges technocrates soumis à des impératifs d'efficacité, au détriment de la recherche de l'équité »* et *« retient le principe d'une journée de protestation solennelle contre le projet portant généralisation du juge unique »*. La FNUJA demande aussi *« la suppression pure et simple de l'interdiction de séjour, dont l'analyse est inacceptable »*.

● EFFICACITE DE LA JUSTICE. — Après avoir constaté que les critères d'inefficacité de la justice sont *« la lenteur, la cherté, l'insécurité, l'obscurité et trop souvent la stérilité »*, le congrès *« observe qu'une meilleure utilisation des moyens matériels, des crédits et des effectifs existants permettrait d'ores et déjà de remédier à l'inefficacité, sans pour autant éluder les réformes nécessaires »*. Il *« s'associe aux vœux des magistrats présents de considérer une collaboration accrue et une meilleure connaissance mutuelle, entre eux-mêmes et les avocats, comme l'une des conditions pour parvenir à l'efficacité souhaitée »* et *« affirme que l'efficacité de la justice ne doit jamais être confondue avec la notion de rendement et qu'elle devra toujours avoir comme limites la garantie des libertés et les droits de la défense »*.

● RETRAITE. — *« La FNUJA, connaissance prise des nouvelles tranches d'âge décidées par la C.N.B.F. (Caisse nationale des barreaux français) pour la perception des cotisations de retraite obligatoire, proteste contre l'abaissement de trois années de la deuxième tranche, qui pénalise les jeunes avocats et s'élève contre la tendance manifestée par le même organisme en faveur de l'institution d'un régime de retraite complémentaire non obligatoire et pourtant fondé sur un système de répartition. Ce régime, en effet, ne donne plus aux jeunes aucune garantie d'une véritable retraite complémentaire, tout en les contraignant dans un avenir immédiat au paiement de cotisations importantes au service des retraites exigibles. »*

## L'ÉTAT DEVRA REMBOURS 7 500 000 FRANCS A UNE SOCIÉTÉ

*(De notre correspondant.)*

Lille. — Le tribunal d'insta de Lille vient de condamner l'I à rembourser à une entreprise Lille, la siciété Roquette, somme de 7 500 000 F perçue le gouvernement pour le com de la Communauté européenn

Le 26 mars 1974, la société quette avait assigné l'Etat, er personne du directeur régional douanes ; elle lui reproc d'avoir indûment perçu des m tants compensatoires monéta sur des produits amylacés, déri du maïs, destinés à l'exportati Ces exportations avaient co mencé le 28 janvier 1974, al que le gouvernement franç avait décidé, depuis peu, de lais flotter le franc. Le tribunal d'i tance avait sursis à statuer et av sollicité de la cour de justice la Communauté européenne, Luxembourg, un avis sur le bie fondé de la plainte de la soci Roquette et, le 12 novembre 19 la cour européenne rendait arrêt entérinant la thèse défenc par l'entreprise.



# FAITS DIVERS

## Selon les enquêteurs

### L'INCENDIE DE LA FOIRE DE PARIS SERAIT D'ORIGINE CRIMINELLE

L'incendie qui a dévasté, dans la soirée du 10 mai, l'un des pavillons de la Foire de Paris, au Parc des expositions de la porte de Versailles, est vraisemblablement d'origine criminelle, estime le chef des services de sécurité de l'exposition. M. Jean Paolini, préfet de police, n'écarte pas non plus cette hypothèse. Les policiers de la brigade criminelle ont été chargés de l'enquête.

Le hall n° 5, d'une surface de 5 000 mètres carrés environ, où se trouvait le Salon de l'ameublement, a été entièrement détruit par le feu. Il semble qu'il n'y ait eu qu'un seul foyer d'incendie.

Entre 19 heures, moment de la fermeture de l'exposition, et le début de l'incendie, vers 22 heures, rien d'anormal n'avait été remarqué dans le hall n° 5 par les services de surveillance. Mais dans un autre pavillon, où était installé le Salon du camping, un début d'incendie, dont on ignore l'origine, s'était déclaré sous une tente.

## NOUVELLES BRÈVES

● *Attentat à Perpignan...* — U engin incendiaire a été lan pendant la nuit du 10 au 11 m par des inconnus contre la por d'entrée de la fédération d partementale du parti comm niste des Pyrénées-Orientales, Perpignan ; l'attentat n'a provo qué que des dégâts matériels pe importants.

● *... et à Sartène.* — Les lo caux où sont installés les ser vices de la trésorerie de Sartèn en Corse, ont été partiellemen détruits pendant la nuit du 10 a 11 mai par l'explosion d'un charge de plastic qui a provoqu des dégâts importants. Le Fron paysan corse de libération a re vendiqué l'attentat.

● *Un jeune pensionnaire es mort* et trois autres ont ét blessés dans l'incendie qui a e partie détruit, au cours de l nuit du 11 au 12 mai, un centr pour handicapés physiques, au château de La Buissière (Pas de-Calais), situé près de Bruay en-Artois. Lorsque le feu s'es déclaré, la plupart des enfant se trouvaient au rez-de-chaussé du bâtiment.



# SPORTS

## JUDO

### AUX CHAMPIONNATS D'EUROPE

# U.R.S.S. bat la France en finale du concours par équipes

**Lyon. — Les championnats d'Europe de judo sont terminés dans une atmosphère passionnée, dimanche 11 mai, à Lyon, avec le tournoi par équipes.**

**Par ces rencontres en groupes de cinq combattants, le judo retrouvait une dimension nouvelle, plus spectaculaire et d'une facture différente. Dans ce sport, essentiellement individuel, où l'élimination de l'un n'affecte pas forcément le comportement de l'autre, tout change dès qu'il s'agit, non plus de gagner pour soi, mais d'apporter un point à son équipe. L'Union soviétique a remporté le titre en battant la France en finale. Conclusion logique, mais victoire plus difficile qu'il n'y paraît, le vainqueur étant désigné non pas grâce au nombre de victoires (2 à 2) mais aux points.**

De notre envoyé spécial

Le public lyonnais, s'en doute-t-il-on, n'avait d'yeux et de voix que pour l'équipe de France dont on avait cru, abusivement, le blason terni. Dans un pays où l'on est habitué à mesurer les succès sportifs à l'aune des médailles, l'O.P.A. lancée par les pays de l'Est sur les premières places du championnat individuel avait de quoi troubler les esprits. Seuls, les initiés — mais ils sont de plus en plus nombreux, — pouvaient comprendre que, dans une discipline aussi aléatoire que le judo, l'arbre des médailles peut cacher la forêt, et que les judokas français restaient bien parmi l'élite européenne. Simple constatation que ne dicte pas le chauvinisme.

Restait à le prouver. Rien de mieux pour ce faire que le combat par équipes, où le sort ne dépend plus que d'un seul champion. Les jeux ne sont pas pour autant faces, le tout étant de savoir s'imposer avec. Un peu de psychologie ne messied pas alors. Ainsi, pour l'équipe de France. A supposer qu'elle batte un à un ses concurrents, on savait qu'elle aurait à affronter successivement la Yougoslavie, la Grande-Bretagne et la R.D.A. pour parvenir en finale. Des obstacles bien plus difficiles que pour la R.D.A., principal écueil, dont les premiers rivaux étaient la Hongrie, la Suède et l'Autriche.

Les Allemands, avec leurs deux champions d'Europe, Reissman (léger) et Lorenz (mi-lourd), avaient de quoi inquiéter, d'autant que le junior Reissman avait rapidement battu Delvingt au cours des épreuves individuelles, que le Français risquait de se laisser impressionner. C'est ce que les lutteurs appellent le « signe indien », auquel ils ont le malheur de croire.

Delvingt est un de ceux qui ont fait, dans l'ensemble, un tournoi remarquable. Il gagna encore ses deux combats contre le vétéran britannique Dacosta et contre le fougueux Yougoslave Vidmayer. Prendrait-il sa revanche sur Reissman ? Peut-être que oui, peut-être que non. Mais le signe indien... C'est pour le déjouer que le directeur technique national, M. Henri Courtine, approuvé par son comité de sélection, décida de faire entrer en lice, non plus Delvingt, mais Algisi. Et Algisi battit Reissman. Le champion d'Europe montrait, par sa pâleur extrême, combien ce tour de passe-passe ne lui convenait guère.

Les autres membres de l'équipe de France savaient alors que les portes de la finale s'ouvraient devant eux. Rougé, lui-même, prit sa revanche sur Lorenz, malgré l'incroyable capacité de l'Allemand à rester cloué au sol. De lui, on a pu dire qu'il était le seul judoka à remporter un titre de champion d'Europe en en faisant si peu !

### C'est affaire de société

Voilà donc l'équipe de France de judo installée à sa vraie place, ce qui vaut la peine d'être dit, alors que le sport français ne brille pas toujours par ses succès. Le mérite de la Fédération française de judo a été maintes fois souligné, mais cela paraît d'autant plus éclatant lorsque la comparaison avec les plus forts — ici, les pays de l'Est — doit se faire en trois jours de temps et au même endroit.

Vingt-trois médailles pour eux, cinq pour les pays de l'Ouest, le compte est bon. A ce niveau, il devient significatif.

On a vu à quel point de perfection étaient parvenus les Soviétiques. Alors qu'ils avaient, jusqu'ici, basé leur judo sur la force, en puisant dans leurs réserves de « samboïstes « (lutte très développée en Géorgie), ils ont, aujourd'hui, complètement évolué vers une technique à la japonaise qui les rend le plus souvent imbattables. Le mi-moyen Nevzorov a laissé pantois les experts réunis à Lyon. Il travaille au sol avec une rapidité déroutante. Quant aux poids lourds, ils se disputent les finales entre eux, tant leur manque de concurrents en Europe.

Aux yeux d'un des responsables français, cette domination tient principalement à un fait que l'on peut qualifier de politique, même en déployant les efforts que l'on déploie en France au niveau du judo, même en multipliant, grâce à une structuration adaptée, les heures d'entraînement, on n'aura pas assuré aux champions leur avenir social. « *Sur ce point, les judokas des pays de l'Est n'ont aucun souci à se faire*, nous rappelle ce responsable français, *ce qui explique qu'ils peuvent s'adonner à leur sport sans que l'inquiétude du lendemain vienne amoindrir leurs efforts.* »

C'est affaire de société, dont aucune loi, aussi généreuse soit-elle dans ses intentions, ne peut rendre compte. Ne vouloir les choses qu'à moitié, c'est se condamner au demi-succès.

FRANÇOIS SIMON.

### LE PALMARÈS

**Légers** : 1. Reissman (R.D.A.), 2. Pichelauri (U.R.S.S.), 3. Delvingt (France) et Aaskin (Pologne).

**Mi-moyens** : 1. Nevzorov (U.R.S.S.), 2. Dvoinikov (U.R.S.S.), 3. Kruger (R.D.A.) et Hotger (R.D.A.).

**Moyens** : 1. Reiter (Pologne), 2. Barkaleev (U.R.S.S.), 3. Adamczyk (Pologne) et Volosov (U.R.S.S.).

**Mi-lourds** : 1. Lorenz (R.D.A.), 2. Rougé (France), 3. Kharchiladze (U.R.S.S.) et Strarbrook (G.-B.).

**Lourds** : 1. Nijaradze (U.R.S.S.), 2. Novikov (U.R.S.S.), 3. Zuckswert (R.D.A.) et Novak (Tch.).

**Toutes catégories** : 1. Ouachvili (U.R.S.S.), 2. Chochichvili (U.R.S.S.), 3. Zuckwswert (R.D.A.) et Adelaar (Pays-Bas).

**TOURNOI PAR EQUIPES**

1. U.R.S.S. ; 2. France, 3. Pologne et Yougoslavie.

## AUTOMOBILISME

### NIKI LAUDA VAINQUEUR DU GRAND PRIX DE MONACO

# *En suivant les variations météorologiques...*

**Monaco. — Quinze jours après l'accident du Grand Prix d'Espagne, la crainte était grande qu'une autre catastrophe ne se produise à Monaco. Comme le circuit de Barcelone, celui de Monaco est tracé dans la cité, et le fait qu'il soit, par la force des choses, occasionnel et aménagé quelques jours seulement avant le Grand Prix, ne permet naturellement pas d'apporter les mesures de sécurité que l'on trouve sur des circuits permanents. A la différence de ce qui s'était produit à Barcelone, les pilotes n'avaient cependant aucun grief à formuler à l'égard des organisateurs. Tous les travaux demandés avaient été réalisés et même davantage.**

Pour ne rien changer, il avait plu ce dimanche 11 mai sur la principauté, ce qui augmentait encore les risques encourus par les pilotes. La pluie, en course automobile, présente au moins deux inconvénients : peu d'adhérence en raison du circuit glissant et un manque de visibilité dû aux projections d'eau soulevée par les énormes roues non carénées des monoplaces. C'est encore plus vrai à Monaco sur une piste sinueuse où les pilotes sont obligés de naviguer « à l'estime » ou bien de se tenir à distance du nuage d'eau des voitures qui les précèdent. En 1972, Jean-Pierre Beltoise avait gagné dans ces conditions en réussissant un bon départ, tandis que ses adversaires roulaient derrière lui à l'aveuglette.

Les conditions atmosphériques de ce dimanche allaient avoir indirectement une autre influence sur le déroulement de la course.

De notre envoyé spécial

Tous les pilotes, bien évidemment, avaient choisi de partir avec des pneus « pluie », c'est-à-dire avec des pneus à sculptures, alors que les pneus pour piste sèche ont une surface lisse. La gamme de pneumatiques offerte en formule 1 ne comprend d'ailleurs plus que ces deux types de pneus, contrairement aux années précédentes, où la possibilité existait de recourir à une solution de compromis avec un équipement en pneu « mixtes ».

Bien évidemment aussi, dans une hypothèse où une évolution interviendrait dans l'état du circuit, un changement de pneus s'imposerait, les pneus lisses offrant à tous égards de meilleures performances. C'est ce qui s'est produit peu avant le tiers de l'épreuve et pour une bonne part l'issue du Grand Prix de Monaco a dépendu de la célérité des équipes des stands de procéder à ces changements. La plupart des pilotes ont pris eux-mêmes la décision de s'arrêter, après avoir bien pesé le pour et le contre, et joué à leur manière aux experts météorologiques. C'est ce qu'ils ont tous fait, successivement, après avoir acquis la certitude que la piste avait assez séché et que la menace d'une nouvelle averse était écartée.

A ce moment-là, l'Autrichien Lauda (Ferrari) précédait Peterson (Lotus), Pryce (Shadow), Scheckter (Tyrell), Fittipaldi (Mac Laren), Pace (Brabham), Hunt (Hesketch) et Depailler (Tyrrell). Quelques tours plus tard, lorsque tout fut rentré dans l'ordre, changement de pneumatiques effectué, le classement avait été bouleversé. Lauda occupait bien toujours la première place mais Fittipaldi était deuxième devant Pace, Scheckter et Peterson, qui avait été « victime » de l'opération. La palme de la rapidité et de la compétence est revenue aux équipes Ferrari et Mac Laren, qui ont réussi, comme à la parade, et sans céder à l'affolement, à changer les quatre roues en moins de trente secondes.

Le Grand Prix de Monaco a eu le meilleur vainqueur possible. C'est bien, en effet, l'un des meilleurs pilotes du monde, l'Autrichien Niki Lauda et de toute évidence la meilleure monoplace actuelle, la Ferrari qui se sont imposés le 11 mai, du départ à l'arrivée. Lauda, dans des conditions difficiles, a semble-t-il démontré qu'il possédait désormais toutes les qualités de réflexe et de calme pour ne pas compromettre ses chances. Il a aussi permis à Ferrari de rompre avec une longue série de revers à Monaco. Il y avait, en effet, vingt ans qu'une Ferrari n'avait pas gagné en principauté (1).

A l'opposé, Jean-Pierre Jarier, auteur du troisième temps des essais, n'a pas connu la même réussite que Lauda. Dès le premier tour, il était contraint à l'abandon, à la suite d'un heurt assez violent avec le rail de sécurité, dû au dégonflement d'un pneu. Jarier a connu beaucoup d'ennuis depuis le début de l'année et si le succès semble à ce point le fuir, sans doute est-ce pour beaucoup la conséquence de ce que les pilotes appellent « *une mauvaise série* ». Il conduit en tout cas l'une des monoplaces les plus compétitives du moment (Shadow), et il n'est pas impossible que l'efficacité de sa voiture ne s'améliore encore — Jarier le pense — avec la monte d'un moteur Matra. Shadow et Matra ont conclu un accord qui devrait, en principe, prendre concrètement effet dès le Grand Prix de France (6 juillet). Le châssis qui doit recevoir le moteur Matra est en tout cas en voie d'achèvement et les premiers essais sont prévus pour le début du mois de juin.

FRANÇOIS JANIN.

(1) En 1955, le Grand Prix de Monaco avait été remporté par Maurice Trintignant, sur Ferrari. Depuis, les victoires pour les constructeurs se sont ainsi partagées : Lotus, 6 ; B.R.M., 5 ; Cooper, 3 ; Tyrrell et Maserati, 2 ; Brabham, 1.

## ATHLÉTISME

### Le jet le plus long

*Lorsque le Soviétique Alexandre Barichnikov battit le record d'Europe l'an dernier (21,70 mètres), en lançant le poids à la manière d'un discobole, on ne manqua pas de signaler que Brian Oldfield utilisait occasionnellement ce style giratoire, histoire de se divertir. D'aucuns affirmèrent qu'ils avaient vu l'Américain réussir des jets de plus de 22 mètres à Munich, sur les terrains d'entraînement. Le témoignage valait ce qu'il valait et, lors de la finale olympique, lançant de façon classique, Oldfield ne se classa que sixième (20,91 mètres).*

*Il semble avoir pris, cette année, la chose au sérieux. Un mois après avoir réalisé en salle une performance de 22,11 mètres, ce qui correspondait déjà au meilleur jet de toute l'histoire de l'athlétisme, il vient, en effet, de lancer à 22,86 mètres, le 10 mai, à El-Paso (Texas). Détenu par son compatriote Al Feuerbach depuis le 5 mai 1973, le record du monde officiel n'est que de 21,82 mètres.*

*Faut-il mettre cet exploit sur le compte d'un style révolutionnaire ? Oldfield l'affirme, qui prétend gagner un bon mètre en pivotant une fois et demie sur lui-même avant d'exercer sa force. Toutefois, il convient de ne pas oublier que cet athlète a fait du lancement du poids sa profession.*

*L'implantation du professionnalisme aux Etats-Unis n'ayant pas tout à fait répondu aux espoirs de ses promoteurs, il n'est pas impossible que les organisateurs de réunions plus proches du cirque que de l'athlétisme cherchent de temps à autre à provoquer l'événement. L'expérience l'a prouvé à plusieurs reprises : toutes les performances des professionnels ne sont pas accomplies avec les garanties nécessaires. Les sévères mesures de contrôle anti-dopage adoptées par la Fédération internationale d'athlétisme amateur, qui font que les lanceurs obtiennent depuis quelque temps dans les grandes compétitions officielles des résultats bien inférieurs à leurs performances habituelles, ne sont notamment pas appliquées dans le monde de l' « athlétisme business ».*

*Si l'on s'en tient à la distance, Oldfield a incontestablement réussi le jet le plus long. Mais le meilleur lanceur demeure Feuerbach.* — R. P.

## TENNIS

### En Coupe Davis

### LA FRANCE GAGNE CONTRE LA BELGIQUE

*Au stade Roland-Garros, ce samedi après-midi 10 mai, enfin favorisée par quelques rayons de soleil, l'équipe de France de Coupe Davis s'est qualifiée pour rencontrer la Yougoslavie, toujours à Paris, les 23, 24 et 25 mai, après avoir remporté les deux derniers simples aux dépens de la Belgique, gagnant ainsi par 4 à 1 une rencontre qui fut toujours plaisante à suivre.*

*Les excellents joueurs belges Bernard Mignot et Patrick Hombergen, en effet, firent mieux que se défendre devant Patrice Dominguez, la révélation du match, et François Jauffret, qui avait reconquis son aplomb. Et surtout, il régna, entre cour et jardin, un courant de sympathie chaleureuse à l'égard de nos amis belges, dont l'esprit de compétition fut applaudi comme il se devait par le public de Roland-Garros, qui les a adoptés depuis longtemps et les considèrent comme des siens. L'esprit de la Coupe Davis, qui nous change agréablement des tournois professionnels sans panache, c'est cette générosité retrouvée des luttes pour l'honneur.* — O. M.

## *BIBLIOGRAPHIE*

### « SPORT A LA UNE »

Telle société, telles idéologies [spo]rtives ? » *C'est la question que [s]e Jules Gritti et à laquelle il [ten]te de répondre par une étude [min]utieuse de ce qu'il appelle la [litt]érature sportive de masse, [rep]résentée ici par les rubriques [spé]cialisées des journaux à grand [tira]ge.*

*[I]l était bon qu'un sociologue se [cha]rgeât de cette tâche, car lui [seu]l pouvait le faire avec une [im]partialité qui ne blesse pas, [san]s verser pour autant ni dans [la c]omplaisance ni dans la rigueur [exc]essive. Nous savons bien que [le s]port bénéficie d'une littérature [gra]ndiloquente, avec ses métaphores militaires et son style [épi]que souvent disproportionné. [Com]ment, autrement, faire revi[vre] un spectacle qui se différencie [de] tous les autres par son carac[tèr]e éphémère ? Mais comment [ne] pas reconnaître aussi que la [pla]ce accordée aux manifestations [spo]rtives et le ton employé par [les] chroniqueurs ont une signi[fica]tion ?*

*[C]'est cette signification que [dég]age Jules Gritti, non sans [hum]our — le sujet s'y prête, — [ana]lysant le sport non pas tel [qu'i]l est mais tel qu'il est montré. [Il] constate que la littérature [spo]rtive est moins préoccupée [d'an]alyser le sport, au besoin [pou]r le contester, que de le « pa[rad]er ». Cette tendance brouille [le j]ugement et pousse à la recher[che] du plus grand dénominateur [com]mun. Autrement dit, elle con[duit] au conformisme. On a plutôt [affa]ire à une littérature embar[rass]ée qui « s'adosse à des thè[mes] et des valeurs reconnaissables [par] une masse, à des catégories [éthi]ques ou esthétiques de sens [com]mun : discipline et générosité, [spo]rt et plaisir, etc. ».*

*[U]ne littérature qui, à travers [un] vocabulaire typique, masque [les] grands problèmes, mais, cons[tate] l'auteur, « finit par atteindre [une] manière de surréalisme ».*

F. S.

Jules Gritti, *Sport à la une*, [Arm]and Colin, 217 p., 15,30 F.

# LES RÉSULTATS

## *Automobilisme*

**GRAND PRIX DE MONACO DE FORMULE I**

1. Niky Lauda (Ferrari), les 245,850 km en 2 h. 1 min. 21 sec. 31 (moyenne 121,552 km-h.) ; 2. Emerson Fittipaldi (McLaren), 2 h., 1 min. 24 sec. 9 ; 3. Carlos Pace (Brabham), 2 h. 1 min. 39 sec. 12 ; 4. Ronnie Peterson (Lotus), 2 h. 1 min. 59 sec. 76 ; 5. Patrick Depailler (Tyrrell), 2 h. 2 min. 2 sec. 17 ;

*Classement provisoire du championnat du monde des conducteurs.* — 1. Fittipaldi, 21 pts ; 2. Pace, 16 ; 3. Lauda, 14 ; 4. Reutemann, 12 ; 5. Mass, 10,5 ; 6. Scheckter, 9 ; 7. Depailler, 8 ; 8. Hunt, 7 ; 9. Regazzoni, 6 ; 10. Ickx et Peterson, 3 ; 12. Jarier, 1,5 ; 13. Brambilla, 1 ; 14. Lella Lombardi, 0,5.

## *Cyclisme*

**LES QUATRE JOURS DE DUNKERQUE**

Classement général. — 1. Maertens (Bel.), 24 h. 19 min. 28 sec. ; 2. J.-P. Danguillaume (Fr.), à 14 sec. ; 3. Thévenet (Fr.), à 25 sec. ; 4. Schuiten (Pays-Bas), à 34 sec. ; 5. Vianen (Pays-Bas), à 35 sec. ; 6. Pijnen (Pays-Bas), à 45 sec. ; 7. Hézard (Fr.), à 55 sec. ; 8. Pintens (Bel.), à 1 min. 2 sec. ; 9. Hoban (G.-B.), à 1 min. 22 sec. ; 10. Catieau (Fr.), à 1 min. 30 sec., etc.

**TOUR D'ESPAGNE**

*En prenant 1 min. 33 sec. à son compatriote Domingo Perurena lors de l'ultime étape contre la montre, l'Espagnol Agustin Tamames lui a ravi in extremis la première place.*

Classement général final. — 1. Agustin Tamames (Esp.), 88 h. 0 min. 56 sec. ; 2. Perurena (Esp.), à 14 sec. ; 3. Lasa (Esp.), à 33 sec. ; 4. Ocana (Esp.), à 1 min. 32 sec. ; 5. Kuiper (Pays-Bas), à 2 min. 29 sec...

## *Football*

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIEME DIVISION (Trente-deuxième journée)**

Groupe A : Rouen b. *Mantes 2-1 ; *Lorient b. Fontainebleau 4-1 ; Sedan b. *Brest 3-0 ; *Amiens b. Hazebrouck 5-2 ; *Auxerre et Angoulême 2-2 ; *Gueugnon et Quimper 1-1 ; *Laval b. Cambrai 3-1 ; Paris F.C. b. *Boulogne 1-0 ; Valenciennes b. *Dunkerque 1-0.

*Classement* : 1. Valenciennes, 50 pts ; 2. Rouen, 48 pts ; 3. Sedan et Lorient, 44 pts, etc.

Groupe B : *Tours b. Nancy 3-2 ; Cannes b. *Sète 1-0 ; *Mulhouse b. Epinal 4-1 ; *Toulouse b. Béziers 2-0 ; *Montluçon b. Blois 2-0 ; *Toulon b. Martigues 3-0 ; *Bourges b. Besançon 3-0 ; *Avignon b. Chaumont 4-0. Exempt : Châteauroux.

*Classement* : 1. Nancy, 49 pts ; 2. Avignon et Toulon, 42 pts ; 4. Cannes, 41 pts, etc.

*Après avoir fait match nul avec la Turquie 1 à 1, le 9 mai, l'équipe de France junior a battu le Luxembourg 7 à 0 au tournoi de l'Union européenne de football association qui se dispute cette année en Suisse.*

## *Golf*

*Le championnat de France a été gagné à Hossegor par Georgie Leven, qui a battu en finale Philippe Ploujoux, 2 et 1.*

## *Handball*

*Le Stade marseillais université club est devenu champion de France en battant en finale le Paris université club, qui détenait le titre, par 19 à 15, le 10 mai au stade Pierre-de-Coubertin à Paris.*

## *Hippisme*

*Le prix des Belles Filles, disputé à Longchamp et choisi pour les paris couplé gagnant et tiercé, a été gagné par* Valderna, *suivie de* Poets Bay, *deuxième, de* Yélouana *et de* Zen, *troisième ex aequo.*

*Les combinaisons gagnantes sont donc 17-10-16 et 17-10-18.*

## *Jeu à treize*

*L'Olympique de Toulouse s'est imposé devant Saint-Estève par 10 à 9 en finale du championnat de France disputée le 11 mai à Toulouse.*

## *Karaté*

**CHAMPIONNATS D'EUROPE**

Les championnats d'Europe de karaté se sont déroulés à Ostende les 10 et 11 mai.

Légers. — Demi-finales : Paschy (Fr.) b. Bonvin (Suisse ; Voss (R.F.A.) b. Soli (Belg.). — Finale : Paschy b. Voss.

Moyens. — Demi-finales : Higgins (Angl.) b. Alifax (Fr.) ; Millerson (P.-B.) b. Ziebart (R.F.A.). — Finale : Higgins b. Millerson.

Lourds. — Demi-finales : Reeberg (P.-B.) b. Fitkin (Angl.) ; Codrington (Angl.) b. Valera (Fr.). — Finale : Codrington b. Reeberg.

Toutes catégories. — Demi-finales : Johnson (Galles) b. La Cassia (It.) ; Abderraman (Fr.) b. Valera (Fr.). — Finale : Abderraman b. Johnson.

Par équipes. — Demi-finales : Suisse b. Ecosse ; France b. Allemagne. — Finale : France b. Suisse.

## *Motocyclisme*

*L'Italien Giacomo Agostini s'est imposé dans la catégorie des 500 centimètres cubes au Grand Prix d'Allemagne, à Hockenheim. Le Vénézuélien Cecotto a gagné la course des 350 centimètres cubes.*

## *Tennis*

**COUPE DAVIS**

**FRANCE B. BELGIQUE, 4-1**

Derniers simples. — Dominguez (Fr.) b. Mignot (Belg.), 6-2, 7-5, 7-5 ; Jauffret (Fr.) b. Hombergen (Belg.), 2-6, 6-1, 6-1, 10-8.

En quart de finale de la zone européenne, la France rencontrera la Yougoslavie les 23, 24 et 25 mai au stade Roland-Garros.

(Fr.) b. Bonvin (Suisse) : Voss

**A BARCELONE, ESPAGNE ET GRANDE-BRETAGNE : 2-2**

Double. — Orantès-Gisbert (Esp.) b. Mottram-Taylor (G.-B.), 6-4, 6-4, 4-6, 6-0.

Derniers simples. — Mottram (G.-B.) b. Higueras (Esp.), 6-1, 6-0, 6-3 ; Orantès c. Taylor, 4-3, arrêté par la pluie.

**COUPE DE LA FEDERATION A AIX-EN-PROVENCE**

**DEMI-FINALES : TCHECOSLOVAQUIE B. FRANCE, 2-0**

Simples. — M. Navratilova (Tch.) b. G. Chanfreau (Fr.), 6-3, 6-2 ; R. Tomanova (Tch.) b. N. Fuchs (Fr.), 6-3, 3-6, 6-4.

**AUSTRALIE B. ETATS-UNIS, 2-1**

Simples. — E. Goolagong (Austr.) b. J. Heldman (E.-U.), 6-3, 6-3 ; K. Kuykendall (E.-U.) b. H. Gourlay (Austr.), 7-5, 6-4.

Double. — E. Goolagong - H. Gourlay (Austr.) b. J. Heldman - J. Newberry (E.-U.), 11-9, 6-1.

**FINALE : TCHECOSLOVAQUIE B. AUSTRALIE, 3-0**

Simples. — R. Tomanova (Tch.) b. H. Gourlay (Austr.), 6-1, 6-2 ; M. Navratilova (Tch.) b. E. Goolagong (Austr.), 6-3, 6-4.

Double. — M. Navratilova - R. Tomanova (Tch.) b. H. Gourlay-D Fromholtz (Austr.), 6-3, 6-1.

## *Voile*

*Les frères Yves et Marc Pajot ont remporté le titre national des Flying Dutchman à La Baule.*

Classement général. — 1. Pajot (Fr.), 11,7 pts ; 2. Imhoff (Pays-Bas), 29 ; 3. Conan (Fr.), 38,4 ; 5. Truett (G.-B.), 46,7 ; 5. Danielou (Fr.), 49,7...

## *Volley-ball*

*En battant le Racing Club de France par 3 sets à 2 (12-15, 15-10, 7-15, 15-11, 15-11) lors de la dernière journée, le Montpellier université club est devenu champion de France.*

*Montpellier U.C. b. Racing C.F. 3-2 ; *Tourcoing b. Cannes 3-0 ; Stade Français b. *P.T.T. Montpellier 3-2 ; Asnières b. *Rennes 3-1 ; V.G.A. Saint-Maur b. *Sète 3-2.

*Classement* : 1. Montpellier U.C., 34 pts ; 2. Racing C.F., 32 ; 3. V.G.A. Saint-Maur, 32 ; 4. Stade Français, 30 ; 5. Asnières, 29 ; 6. Sète, 24 ; 7. Tourcoing, 24 ; 8. P.T.T. Montpellier, 23 ; 9. Rennes, 21 ; 10. Cannes, 18.

## A L'HOTEL DROUOT

*Mardi*

*EXPOSITIONS*

de 11 heures à 18 heures

S. 3 - Bons Mbles. Me Pescheteau.

S. 6 - Dessins et Tablx anc. Porcelaines anc. Objets d'art et d'ameublt. Tapisseries. Tapis d'Orient. MM. Touzet, Le Fuel, Praquin, Lefebvre. S.C.P. Couturier/Nicolay.

S. 10-11 - Meubles et Objets d'art 18e siècle. Céramique. Extrême-Orient. MM. Dillée, Beurdeley. Mes Ader, Picard, Tajan.

*VENTE*

S. 17 - Meubles. Me Thuillier.

# CARNET

## Naissances

— M. Michel Legueltel et Mme, née France Dethomas, Charles-Edouard et Pauline, sont heureux de faire part de la naissance de
Agathe et Sophie,
le 3 mai 1975.
14, rue du Dragon,
Paris.

— M. Jean-François Serval et Mme, née Martine Aymard, ont la joie d'annoncer la naissance de
Thomas.
Neuilly, le 26 avril.

## Fiançailles

— M. et Mme Michel Rötig,
M. et Mme Charles Roffé,
*ont la grande joie d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,*
Catherine et Jean-Luc.

## Mariages

— M. et Mme Roger Métallier Caillard sont heureux de faire part du mariage de leur fils,
Laurent Métallier,
H.E.C.,
avec
Sylviane Jay.
La bénédiction nuptiale, suivie de *la communion, leur a été donnée par* M. le pasteur Georges Marchal, en l'église réformée du Foyer de l'âme.
Paris, le 2 mai 1975.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Jacques Guggenheim,
Le docteur et Mme Walther Hoerle,
ont la grande joie d'annoncer le mariage de leurs enfants
*Isabelle et Wolfgang,*
qui a été célébré le samedi 3 mai 1975, en l'église de Saint-Martin-le-Beau.
48 bis, rue des Belles-Feuilles,
75116 Paris.
Karl Finkelnburg Strasse 24,
Bad-Godesberg.

— Le docteur et Mme Roger Lévy,
M. et Mme Julien Pajot,
sont heureux de vous faire part du mariage de leurs enfants
Marie-Françoise et Olivier,
qui aura lieu le 24 mai.
11 bis, passage de la Visitation,
75007 Paris.
5 bis, rue Nouvelle,
*92190 Meudon.*

## Deces

— Le docteur Jean-François Axler, vétérinaire,
*Ses enfants, sa famille, ses amis,* ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jane AXLER,
née *Chrétien,*
survenu à Bagneux le 10 mai, dans sa cinquante-cinquième année.
*Les obsèques* ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Bagneux.
Bagneux.
51260 Anglure.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mlle Jacqueline Bertrand,
M. Jean-Jacques Bertrand,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 2 mai, de
Mlle Jeanne BERTRAND,
officier de la Légion d'honneur.
La cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière de Ville-d'Avray ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
9, rue de Monttessuy,
75007 Paris.

— Mme Hélène Cattan, son épouse,
M. et Mme Lucien Cattan et leurs enfants,
M. Maurice Cattan,
M. et Mme Roland Malet,
Mme Juliette Slama et sa fille Michèle,
M. et Mme Marcel Croizet et leurs enfants,
*M. Gérard Tibi, son petit-fils,*
Les familles Cattan, Cohen-Boutboul, Houri, Zeboulon, parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Simon CATTAN,
survenu le 10 mai à Paris.
Les obsèques auront lieu le 13 mai, à 14 heures, au cimetière de Bagneux.
Cet avis tient lieu de faire-part.
31, rue du Chemin-Vert,
Paris (11e).

— Jacques Fonlupt-Esperaber, *son époux,*
Marie Maupoux-Fonlupt,
Odile de Goer de Herve,
Jacques Fonlupt, dit Frère Jean,
Pierre-Henri et Jeanne Teitgen,
Anne Gullung-Fonlupt, ses enfants,
Jean et Anne Verny,
Jacques et Anne-Marie de Goer de Herve,
Yves de Goer de Herve,
Christian de Goer de Herve,
*Jean et Jacqueline Teitgen,*
Philippe et Odile-Noëlle Delavallade,
Marc et Marie Teitgen,
Madeleine Teitgen,
Pierre-Yves et Anne-Marie Teitgen,
Francis Teitgen,
Françoise Gullung,
Marie-Claude Gullung,
Jean-Loup et Claire Bobovnikoff,
Jean-Michel Gullung, ses petits-*enfants,*
Ses quinze arrière-petits-enfants,
Mme Thory-Esperaber, sa sœur,
Mlle Marie-Anne Fonlupt,
Mme Paul Fonlupt, ses belle-sœurs,
ont la douleur de faire part de la mort de
Henriette FONLUPT-ESPERABER,
décédée à l'âge de quatre-vingt-douze ans, dans la sérénité de la foi, à Pau, le 9 mai.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église Saint-André, à Sauveterre-de-Béarn, le 11 mai, à 16 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Francis Halbwachs et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Halbwachs et leurs enfants,
Mme Marianne Basch et ses enfants,
Mme Jeanne Alexandre,
nous prient de faire part de la mort d'
Yvonne HALBWACHS,
décédée, le 7 mai, dans sa quatre-vingt-septième année, à Aix-en-Provence.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— *On* nous prie d'annoncer le décès de
M. René LEMOINE,
survenu à Tours (Indre-et-Loire), le 4 mai, dans sa quatre-vingt-sixième année.
L'inhumation a eu lieu le mardi 6 mai dans la plus stricte intimité.
De la part de
M. et Mme Jean Lemoine, ses enfants,
Annie *et Dominique Lemoine,* ses petits-enfants,
8, rue E.-Branly,
91120 Palaiseau.

— La famille Lorant a la douleur de faire part du décès de
Mme *André LORANT,*
née Charlotte Hirsch,
survenu le 3 mai.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.
33, rue Croulebarbe,
Paris (13e).
32, rue Fabert,
Paris (7e).

— L'intendant général Henri Allely et Mme,
Jean Allely, administrateur civil,
ont l'immense douleur de faire part du décès de
Mme Arlette PAULET,
née Allely,
et de son fils
*Charles-Eric PAULET,*
leur fille, petit-fils, sœur, neveu,
Survenus tragiquement le 3 mai 1975, respectivement à l'âge de vingt-neuf ans et de six mois.
Leurs obsèques religieuses ont eu lieu à Marseille le 7 mai 1975.
Cet avis tient lieu de faire-part.
« Priez pour eux. »
21, rue Fortia,
13001 Marseille.

— Mme Jacques Roudoy, son épouse,
Mme veuve Haïm Roudoy, sa mère,
Mlle Brigitte Roudoy, sa fille,
Les familles Cohen, Seeboldt, Bartin, Dora, Blanckart, Barouch, Pomper,
ont la grande douleur de faire part du décès du
docteur Jacques ROUDOY,
*survenu à Paris le 7 mai 1975, à l'âge* de cinquante-quatre ans.
Les obsèques auront lieu le mardi 13 mai.
On se réunira à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien à 14 h. 30.

— Mme Mohamed Zebentoute,
M. Stéphane Zebentoute,
M. et Mme Jacques Gilbert,
Les familles Zebentoute, Ecoffard, Belkhodja, Benachenou, Adjouri, Rakmi, Campionnet,
Ainsi que les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de
*M. Mohamed ZEBENTOUTE,*
ancien trésorier adjoint
de l'Assemblée de l'Union française, survenu le 4 mai à Besançon dans sa soixante-quatrième année.
Cet avis tient lieu de faire-part.
147, rue Charles-de-Gaulle,
*78350 Jouy-en-Josas.*

*Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

## Communications diverses

— La Société des études rénaniennes organise une réunion au cours de laquelle M. André Bourin parlera de « L'influence de la terre natale dans la littérature du XIXe siècle » (Chateaubriand, Lamartine, Balzac, Sand, Renan, Flaubert, etc.), au Collège de France, jeudi 15 mai, 17 h. 15.

## Visites et conféren[ces]

**MARDI 13 MAI**

VISITES GUIDEES ET PRO[ME]NADES. — *Caisse nationale* [des] monuments historiques, 14 h. station R.E.R. Nanterre-Préfect[ure], Mme Oswald : « Préfecture et p[alais] de justice dans une architectur[e de] notre temps : Nanterre ». — 14 h. 11, quai Conti, Mme Pajot : « [L'Hôtel] des Monnaies et ses ateliers ». 15 h., 65, boulevard Arago, Mme [...] puis : « Peintre contemporain : [...]diou ». — 15 h., place Charles-D[ullin], Mme Legregeois : « Le Théâtr[e de] l'Atelier ».

15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'[Ile] : « Les hôtels de l'île Saint-Lou[is] » (A travers Paris). — 15 h., [...] Arts-et-Métiers : « Dans les at[eliers] d'un créateur de bijoux » (Con[nais]sance d'ici et d'ailleurs). — [...] place de Fontenoy : « L'UNES[CO] » (Mme Hager). — 15 h. 30, 48, [rue] François-Miron : « Hôtels d'Aum[ont], de Sens, de l'Ave-Maria, église S[aint-]Paul » (M. de La Roche). — [...] 11, quai Conti : « La Monn[aie] » (Tourisme culturel).

CONFERENCES. — 17 h. 30, C[entre] français de droit comparé, 28 [rue] *Saint-Guillaume, M. Filippo G[...]*tica : « Les aspects nouveaux [de la] délinquance et la politique [crimi]nelle de défense sociale ». — 18 [h.], Maison diocésaine, 8, rue de la [Ville-]l'Evêque, R. P. Michel Riquet : [« Le] périple des France au Pr[oche-]*Orient » (Bible et Terre saint[e]).* — 20 h. 30, 26, rue Bergère, M. C[...] Cordonnier : « A l'image de [la res]semblance divine » (l'Homme [et la] Connaissance). — 20 h. 30, [...] Mabillon, 3, rue de l'Al[...], M. Philippe Lavastine : « [...] tantriques : exercices à domi[...] — 20 h. 30, Centre communau[taire], 19, boulevard Poissonnière : [« Où] en est le kibboutz ? » (Cent[re de] *documentation Israël et le M[oyen-]*Orient). — 20 h. 45, 14, rue Ge[orges-]Berger, M. J. Attali : « Persp[ectives] de la crise économique mond[iale] » (Association des ingénieurs, s[cienti]fiques et cadres amis d'Israël).

# RADIO-TÉLÉVISION

— *VU* —

## DISSONANCES

*C'était terrible ces images de débandade sur quoi s'est achevée la marche des femmes grecques chypriotes pour le retour dans leur foyer des deux cent mille réfugiés qui vivent là, sous des tentes, dans le sud de l'île. Il a plu, le 20 avril, à 4 kilomètres de Famagouste, et la maigre ordonnance du défilé s'est soudain, s'est brutalement disloquée. Tête baissée, on fuyait, veillant à ne pas se mouiller les pieds. On enjambait les flaques, on traînait dans la boue, on abandonnait banderoles, drapeaux et pancartes. Des banderoles du monde entier, des drapeaux d'un peu partout, des pancartes au nom d'associations féminines variées. Il y avait là des femmes étrangères mariées à des Chypriotes ; et puis des femmes venues de l'étranger, déléguées par l'ONU, dont la résolution en faveur du retour des réfugiés n'a pas été appliquée.*

*Sylvie Marion en était. Elle a regardé, elle a écouté ces manifestantes. Elle a fait mieux. Elle a franchi des barrages de « casques bleus » et est allée s'entretenir avec les femmes chypriotes turques massées de l'autre côté : une contre-manifestation, organisée par qui, celle-là ? Non à la réconciliation, clamaient ces Turques, visiblement très montées contre ces Grecques, après des années de « domination » durement ressenties apparemment. Mieux qu'un reportage (« Un jour futur », samedi, sur l'A 2), un document. Et une leçon. Gardées par les hommes, les frontières entre les sexes et les classes suivent, en pointillé, le contour de nationalismes exacerbés et tenaces, redoutables pièges tissés par des lignes de démarcation nombreuses et mêlées. Attention, danger.*

* *

*Toujours au chapitre des femmes, cette remarque de Truffaut, à qui Pierre Boutellier demandait, un peu plus tard, sur la même chaîne, pourquoi, à son avis, elles ne trouvaient plus de grand premier rôle au cinéma, pourquoi on ne tournait plus que des films d'hommes. Parce que l'image de la femme est en train de changer et que les hommes ne savent pas encore très bien comment la saisir, la cerner et l'inscrire à l'écran. Cela fut le seul temps fort d'une émission « Clap » — « table ronde » de critiques au Festival de Cannes et commentaires, en voiture, dos tourné, des films affichés aux Champs-Elysées, — d'une insolente négligence.*

*Autre déception, plus rude celle-là. Forcément, on tombait de plus haut. L'interview d'Orson Welles, dimanche, sur TF 1. Le faire parler de Shakespeare, c'était bien, une riche idée. A condition de planer un peu, de ne pas aller s'enliser dans d'interminables considérations sur le caractère de Falstaff — était-il bon ? était-il méchant ? — ou sur l'honnêteté de Iago. Les acteurs adorent traîner ainsi après le théâtre, autour d'un verre et d'un personnage.*

*Macbeth, c'est un malade, un crétin, sa femme est beaucoup plus futée. Sympathique, Brutus, intelligent, un libéral. Et Jules César ? Un nazi — allusion d'ailleurs illustrée à la façon dont Welles a monté la pièce, avec un énorme succès, à Harlem, avant la guerre. Quant au prince Hal, s'il le comprend, non, décidément, il ne l'aime pas : on n'aime pas un futur roi. C'était un peu plus nuancé, bien sûr, pas tellement. L'heure tournait, on attendait, on attend toujours, un survol, façon Hugo, de l'œuvre et de l'auteur. « Le plus grand homme de tous les temps. » D'accord, mais en quoi ? Et que perd-il, que gagne-t-il, à passer de la scène à l'écran ? On a beau avoir là-dessus sa petite opinion, on aurait tout de même aimé connaître celle d'Orson Welles.*

CLAUDE SARRAUTE.

## RÉSONANCES

*La troisième chaîne présente, quatre samedis de suite, des émissions dramatiques produites par les télévisions francophones (Canada, Suisse, Belgique, France) et concourant pour le prix Louis-Philippe-Kammans.*

Les Belles Manières, *de Pierre Manuel, œuvre de fiction écrite et réalisée par un journaliste de reportage, représente la R.T.B. Elle évoque, pour ceux qui s'en souviennent, une tentative de l'O.R.T.F., baptisée, dans la fin des années 60, « l'écriture par l'image », qui avait permis à des documentaristes — Krier, Chouchan, Fallevic — de s'aventurer dans le domaine dramatique. Pierre Manuel a déjà signé, avec Jean-Jacques Péché* (Histoire d'un oiseau qui n'était pas pour le chat), *une première tentative,* le Stress, *passée, il y a plus d'un an, sur les antennes de Pierre Sabbagh.* Les Belles Manières *permettent de cerner, une nouvelle fois, les limites d'un genre dont on attendait tant.*

*A travers le portrait d'un jeune homme, éducateur aux cheveux longs, porteur d'un rêve « post-1968 » de changer le monde, qui se heurte à la surface lisse de la société belge, — le père, bourgmestre, la petite amie qu'il faut épouser pour « réparer », le travail de représentant de commerce, à vendre n'importe quoi, et l'alcool qui fait passer les choses, — l'auteur cherche à réunir les pièces d'un procès qu'il intente aux conventions. Il semble reconnaître — au passage — que le comportement « libertaire » de son héros est également conventionnel, mais la tête triste de la fin, qui prend des airs de revanche amère, peut indiquer le contraire.*

*C'est curieux, mais ce style d'écriture télévisuelle, même porté par le meilleures intentions (dans* la Belle Ouvrage, *par exemple), souffre d'une sorte d'impuissance à exprimer avec force autre chose que le petit désespoir individuel, utilisé ici ou là comme preuve de la condamnation du système social. Ce n'est pas un hasard si le maître de cette « école » est le Britannique Kenneth Loach* (Family Life) *: la conviction qu'il suffit de montrer des choses qui existent pour reconstituer la réalité est un héritage de la culture anglo-saxonne.*

*Mais, à choisir son faux réalisme, celui-ci ou un autre,* les Belles Manières, *de Pierre Manuel, tentent de se mettre à l'écoute d'une société. Les conventions du réalisme social que Claude Loursais continue de véhiculer dans « les Cinq Dernières Minutes » (samedi, Antenne 2) sont devenues insupportables.* — M. E.

## LES PROGRAMMES

« **Le Monde** » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

### LUNDI 12 MAI

**● CHAINE I : TF 1**

20 h. 35 La caméra du lundi : L'avenir du futur. « Quand la Terre s'entrouvrira », d'A. Marton (1964) ; avec D. Andrews, J. Scott, K. Moore, A. Knox.

*Pour capter une source d'énergie souterraine, des savants prennent le risque de faire éclater une fusée thermonucléaire. Le résultat frise la catastrophe.*

*La projection du film sera suivie par un débat sur le thème des « Energies du futur », entre MM. Robert Chabbal (physicien, directeur scientifique du C.N.R.S.), Claude Guillemin (minéralogiste, directeur du service national de géologie), Claude Bienvenu (directeur adjoint des études scientifiques de l'E.D.F.), Haroun Tazieff et G. Cesbron.*

**● CHAINE II (couleur) : A 2**

20 h. 35 Série : Les grands détectives. « Monsieur Lecoq », d'après le roman de Gaboriau ;

21 h. 35 Documentaire. Une pierre blanche pour Beaumarchais, de J.-J. Bloch.

**● CHAINE III : (couleur) : FR 3**

20 h. 30 Prestige du cinéma : « les Voraces », de S. Gobbi (1972) ; avec H. Berger, F. Fabian.

*Un jeune croupier du casino de Cannes a assommé un milliardaire italien pour le voler. Une femme, témoin de l'agression, l'oblige à devenir son amant en échange de son silence. Un policier s'en mêle.*

**FRANCE-CULTURE**

20 h., Carte blanche, par L. Siou : « Les mésanges », par J.-C. Sordelli, avec N. Courcel, P. Destailles, J. Gardien, P. Ferval, Ph. Coypel (réal. G. Delaunay) ; 21 h. : Hommage à André Jolivet, par l'orchestre de musique de chambre de Radio-France, direct. J. Jouineau : « Par grèves » (P. Le Flem), par H. Puig-Roget, piano, « Densité 21,5 » (E. Varese) par J. Royer, flûte ; « Trio pour flûte, clarinette et alto » (A. Moene), avec J. Royer, flûte ; « J.-Cl. Brion, clarinette, et M. Carles, alto ; « Suite en concert pour flûte et quatre percussions » (A. Jolivet) ; « Suite rapsodique pour violoncelle ; 22 h. 30, Entretien avec James Baldwin, par liturgique » (A. Jolivet), avec la Maîtrise de Radio-France et L. Laskine, harpe, J. Vandeville, hautbois, F. Lodeon, violoncelle ; 22 h. 30, Entretien avec Maurice Roche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), Musique ancienne : Concert hongrois : « Chant Grégorien pour le Temps de Noël en Hongrie », par l'ensemble Scola Hungarica, direct. J. Sendrei ; « Chants et Danses de la Tablature de Victoriz », avec la Camerata Hungarica et L. Czidra ; « Œuvres pour luth » (B. Bakfark), par D. Benko ; Symphonie nº 22 « Le Philosophe », deux versions (Haydn) par l'orchestre Philharmonia Hungarica, direct. A. Dorati ; 22 h., Correspondances : « Pénélope » (Fauré) ; « le Jardin clos » (Fauré), mélodies de Saint-Saëns ; « Concerto pour piano nº 2 en sol mineur » (Saint-Saëns), avec A. Ciccolini ; 23 h., Reprises symphoniques : « Symphonies nº 2 » (P. Ancelin), « Assemblages » (J.-P. Guézec), « Symphonie du tiers-monde » (H. Tomasi) ; 24 h. (S.), Renaissance de la musique de chambre : Prokofiev ; 1 h. 30, Nocturnales.

### MARDI 13 MAI

**● CHAINE I : TF 1**

20 h. 35 Les animaux du monde.

21 h. Jeu : Le blanc et le noir.

21 h. 50 Emission littéraire : Best Seller.

**● CHAINE II (couleur) : A 2**

20 h. 35 Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot. Film : « Intelligence Service », de M. Powell et E. Pressburger (1956). Avec Dirk Bogarde, M. Goring, D. Oxley.

*L'enlèvement du général allemand gouverneur de la Crète occupée, en 1941, par deux officiers anglais, avec le concours des partisans crétois.*

22 h. 20 (Vers) Débat, avec la participation des généraux Karl Kreipe, ancien commandant en chef de la 22ᵉ division Panzer en Crète, et David Belchem, ancien chef d'état-major du maréchal Montgomery, et de Sir Colin Coote, ancien rédacteur en chef du « Daily Telegraph », du major Paddy Leigh-Fermor, responsable de l'opération, et de M. Manolis Paterakis, ancien résistant grec.

**● CHAINE III : (couleur) : FR 3**

20 h. Connaissance : La vie sauvage.

20 h. 30 Westerns, films policiers, aventures : « les Chasseurs de scalps », de S. Pollack (1968), avec B. Lancaster, S. Winters, T. Savalas, O. Davis.

*Les aventures quelque peu burlesques d'un trappeur illettré et d'un esclave noir lettré, aux prises tour à tour avec des Indiens kiowas, voleurs de fourrures, et des chasseurs de scalps.*

**FRANCE-CULTURE**

20 h., Dialogues, émission de R. Pillaudin, enregistrée en direct : « Cet autre, la femme », avec Luce Irigaray et Philippe Lacoue-Labarthe ; 21 h. 15, Musiques de notre temps, par G. Léon : François Bayle ; 22 h. 30, Entretien avec Maurice Roche, par G. Charbonnier ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie ininterrompue.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), Soirée lyrique : « le Paradis et la Péri » (Schumann), avec E. Moser, R. Marheineke, B. Fassbaender, N. Gedda, A. Tripp, G. Wewel, orchestre symphonique de Düsseldorf, direct. H. Czyz. « Préludes pour piano nºˢ 1 à 10 » (J.-J. Landry) ; 22 h. 40 (S.), Concours international de guitare ; 23 h. (S.), Portrait de la musique moderne ; 24 h. (S.), La musique et des classiques ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

### TRIBUNES ET DÉBATS

*LUNDI 12 MAI*

— *M. Georges Séguy*, secrétaire général de la C.G.T., est l'invité de « Dix questions, dix réponses pour convaincre », sur France-Inter, à 19 h. 20.

— « *La crise de la natalité* » est le sujet du « rendez-vous » de Pierre Desgraupes avec M. Chaunu sur Europe I, à 19 h. 20.

— L'association Frère des hommes exprime son point de vue à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

— « *Les énergies du futur* » font l'objet d'un débat sur TF 1, vers 22 heures.

*MARDI 13 MAI*

— *Les généraux Massu et Salan et M. Lucien Neuwirth* sont les invités d'Yves Mourousi sur TF 1, à 13 heures.

— *Le Comité national d'action laïque* expose son opinion à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS

PROBLEME Nº 1 149

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | ■ | |
| II | | | ■ | | | | ■ | | |
| III | | | | | | | | ■ | |
| IV | | ■ | | | | | | | |
| V | | | | ■ | | | | | |
| VI | | | ■ | | | | | | ■ |
| VII | | | ■ | | | | | ■ | |
| VIII | ■ | | | ■ | | ■ | | | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | ■ | | | | | ■ | | |
| XI | | | | | ■ | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. Cela n'est pas sérieux ! — [I]I. Localité ; Ville étrangère ; Fut, [il] y a longtemps, gelé en Amé[ri]que. — III. Evoque une affaire [r]oyale. — IV. Loin d'être humble. — V. Comme c'est laid ; Série [d']accidents. — VI. Grecque ; Ou[v]rage de planches. — VII. Prépo[si]tion ; Unir. — VIII. Lui restait-[il] seulement la possibilité de [m]éditer sur son infortune ? ; Elle [...] lui. — IX. Provoquait le dégout [de]s gens soignés. — X. Abrévia[ti]on ; Division du temps. — XI. Ne [m]anquait pas d'imagination ; Crie [co]mme un cervidé.

VERTICALEMENT

1. Que me dites-vous là ! ; Sans [ch]angement notable. — 2. Préfixe ; [C]ontrée de l'ancienne Asie Mi[n]eure. — 3. Eloquemment inter[pe]llé en même temps que son [...]dre ; Digne de respect. — 4. Se [m]ontra adroit ; Dans un texte [ar]abe ; Dans le signalement du [...]nson. — 5. Peuvent décevoir... [m]ême en étant très fidèles. — [...] Genre de radis ; Eau douce. — [...] Remis en état. — 8. Pour César, [c']était quelque chose ; Utilisai. — [...] Conséquences de débâcles ; [O]rientent.

Solution du problème nº 1 148

*Horizontalement*

I. Célibat. — II. Roubiards. — III. Entière. — IV. Est ; Sua. — V. Air ; Oser. — VI. To ; Este. — VII. Inerte ; RG. — VIII. Oignons. — IX. Né ; Tifs. — X. Noël ; Va. — XI. Iso ; Amant.

*Verticalement*

1. Crémation. — 2. Eon ; Ioniens. — 3. Luter ; Eg ; 00. — 4. Ibis ; Ernée. — 5. Blet ; Sot ; La. — 6. Aar ; Otent. — 7. Tresse ; Siva. — 8. Ue ; Fan. — 9. Asparagus.

GUY BROUTY.

**Le Monde**

Service des Abonnements

5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie) | 90 F | 160 F | 232 F | 300 F |
| TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE | 144 F | 273 F | 402 F | 530 F |
| ETRANGER par messageries — I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE | 115 F | 210 F | 307 F | 400 F |
| II. — TUNISIE | 125 F | 231 F | 337 F | 440 F |

Par voie aérienne tarif sur demande

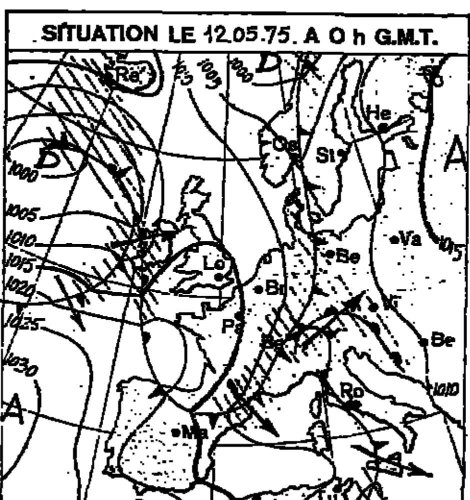
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

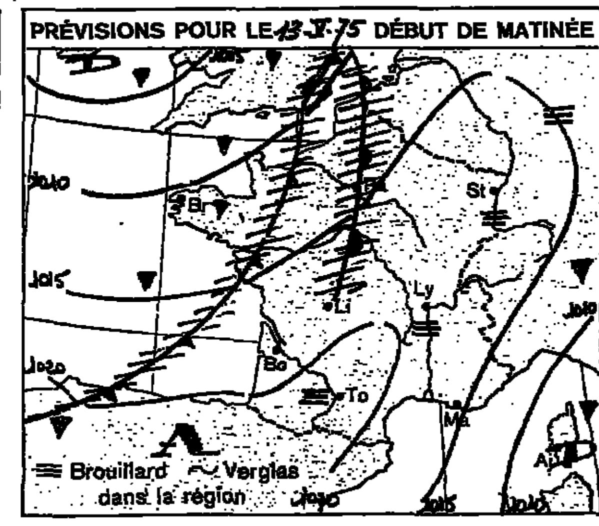
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

## MÉTÉOROLOGIE




Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige ▽ averses orages ➡ Sens de la marche des fronts

Front chaud — Front froid — Front occlus

**Evolution probable du temps en France entre le lundi 12 mai à 0 heure et le mardi 13 mai à 24 heures :**

L'air humide et instable qui affectait la France ces jours derniers s'éloigne vers l'Europe centrale, mais un courant perturbé s'organise de l'océan Atlantique à l'Europe occidentale. Dans ce courant, la perturbation qui aborde les îles Britanniques pénétrera progressivement sur la France. Elle prendra un caractère orageux dans le Midi.

Mardi matin, cette perturbation donnera un temps très nuageux avec quelques pluies des collines de Normandie et des Flandres à la Vendée et aux Charentes.

Lundi 12 mai, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 017,4 millibars, soit 763,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 mai ; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12) : Biarritz, 14 et 11 degrés ; Bordeaux, 18 et 10 ; Brest, 13 et 4 ; Caen, 11 et 2 ; Cherbourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand, 13 et 9 ; Dijon, 15 et 8 ; Grenoble, 13 et 9 ; Lille, 15 et 1 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 19 et 13 ; Nancy, 18 et 7 ; Nantes, 13 et 2 ; Nice, 15 et 10 ; Paris-Le Bourget, 16 et 3 ; Pau, 15 et 9 ; Perpignan, 14 et 11 ; Rennes, 13 et 3 ; Strasbourg, 19 et 9 ; Tours, 16 et 4 ; Toulouse, 14 et 9 ; Ajaccio, 18 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 15 et 3 degrés ; Athènes, 22 et 15 ; Bonn, 19 et 5 ; Bruxelles, 16 et 3 ; Le Caire, 27 et 19 ; îles Canaries, 21 et 16 ; Copenhague, 14 et 7 ; Genève, 13 et 10 ; Lisbonne, 19 et 11 ; Londres, 13 et 4 ; Madrid, 16 et 8 ; Moscou, 23 et 12 ; New-York, 24 et 13 ; Palma-de-Majorque, 21 et 12 ; Rome, 20 et 13 ; Stockholm, 20 et 9 ; Téhéran, 33 et 16.

## Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 11 mai 1975 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret nº 73-76 du 22 janvier 1973 relatif aux cotisations des régimes d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales ;

● Portant nomination de professeurs (enseignements supérieurs).

DES ARRETES

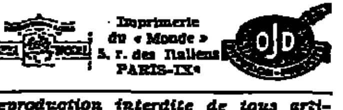
● Portant nomination du président et des membres des jurys de concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature ;

● Modifiant les dispositions d'un précédent arrêté relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par le ou les moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantier.

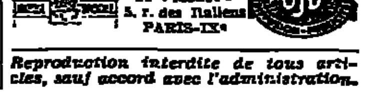
UNE LISTE

● D'aptitude aux fonctions de maître-assistant (sciences).

Edité par la S.A.R.L. le *Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

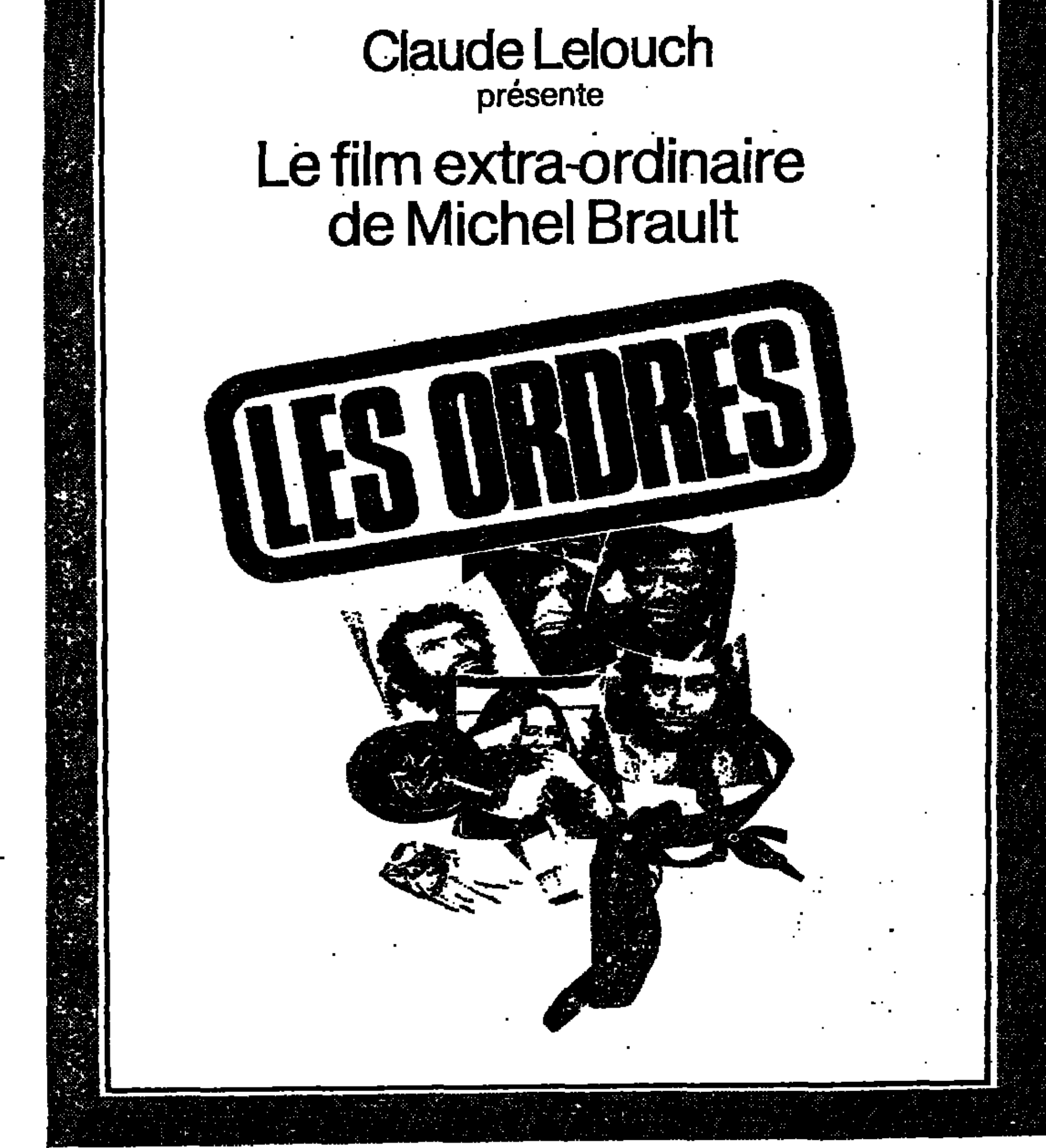


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXᵉ










# SPECTACLES

## théâtres

### Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. 30 : la Sylphide.
Comédie-Française, 20 h. 30 : l'Ile de la raison.
Odéon, 20 h. 30 : le Barbier de Séville.

### Les salles municipales

Le Nouveau Carré, 18 h. 45 : Comédies à une voix (André Frère) ; 21 h. : Ballet J. Russillo.

### Les autres salles

A. C. T. - Alliance française, 10 h. : le Médecin malgré lui ; 14 h. 30 : la Farce de Maître Pathelin.
Artistic-Voltaire, 20 h. 30 : Je ne fais que rêver, je suis le rêve.
Atelier, 21 h. : Tutti frutti.
Biothéâtre, 21 h. : Andromaque.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : l'Age d'or.
Centre culturel, 21 h. : le Jeu de Nicolas.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Conservatoire national d'art dramatique, 20 h. 30 : Scènes de chasse en Bavière.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : le Lit-Cage.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Espace Pierre-Cardin, 21 h. : Echafaudages.
Fontaine, 20 h. 45 : les Jeux de la nuit.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : les Branquignols.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : la Libellule.
Le Palace, 22 h. 30 : la Chose blanche.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Récamier, 20 h. 30 : le Balcon. — Petite salle, 22 h. 30 : Garance ; Trois femmes.
Théâtre de la Cité internationale. — La Galerie, 21 h. : Gouverneurs de la rosée. — La Resserre, 21 h. : Van Gogh, le suicidé de la société.
Théâtre d'Edgar, 19 h. : la Station Champbaudet ; 21 h. : Yves Riou ; 22 h. 30 : Alberto Vidal.
Théâtre Rive-Gauche (Alliance française), 21 h. 15 : l'Intervention.

### Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 18 h. 30 : Madame Anémone ; 21 h. 30 : Offen Flash Bach ; 23 h. : D'où qu't'en es, gars ?
Au Vrai Chic parisien, 20 h. 30 : Ph. Val et P. Font ; 22 h. 30 : Sainte Jeanne du Larzac.
Boogie-Blues, 20 h. 30 : la Collection.
Café de la Gare, 20 h. : Rufus ; 22 h. : les Semelles de la nuit.

**Lundi 12 mai**

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. : Nocturne ; 21 h. : Y a pas de quoi se les mordre ; 22 h. 30 : Couvre-Jeux ; 23 h. 30 : Andro-Tango.
Le Fanal, 21 h. : Monsieur Barnet ; 22 h. 30 : V comme Vian.
Le Jour-de-Fête, 22 h. : Deux filles... des histoires ; 23 h. : Jean Mauzac ; 24 h. : Christian Moussel.
Pizza du Marais, 20 h. 30 : le Regard à genoux ; 22 h. 15 : Pierre et Marc Jolivet.
Sélénite, salle I, 22 h. : 5 Restless Boys.

### Le music-hall

Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser.
Olympia, 21 h. 30 : Donovan.

### Les cabarets

Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Kiss me, 22 h. 30 : Bons baisers de Paris.
Lido, 23 h. et 1 h. 15 : Grand Jeu.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.
Tour Eiffel, 20 h. : Jean Sablon.

### Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : le Cabot de la République.
Deux-Anes, 15 h. 30 et 21 h. : Au nom du Pèze et du Fisc.
Dix-Heures, 22 h. : Persiflons.

### La danse

Voir Nouveau Carré.
Deux-Portes, 20 h. : Edith et Faustino ; 21 h. : Danse classique du sud de l'Inde.
Palace, 20 h. 30 : White Dreams.

### Les concerts

Théâtre d'Orsay, 18 h. et 20 h. 30 : Ensemble 2e2m (musique contemporaine).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : Magda Tagliaferro, piano (Schumann, Chopin).
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Ensemble da Camera de Paris (Monteverdi, Morley, Weelkes, Purcell, Mozart, Brahms).
Conservatoire de musique, 20 h. 30 : M.-P. Siruguet, piano (Bach, Schumann, Debussy, Ravel).
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : W. Voguet, piano (Bach, Chopin).

## cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Plus fort que la nuit, de S. Dudow ; 18 h. 30 : Histoire de la deuxième guerre mondiale (3) ; 20 h. 30 : Nu parmi les loups, de F. Beyer ; 22 h. 30 : le Caporal épinglé, de J. Renoir.

### Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h., 24 h.
L'AUTRE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h., 24 h.
CHARLES MORT OU VIF (Suis.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 0 h. 15.
LES DIABLES (Ang., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
L'EPOUVANTAIL (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
IL PLEUT TOUJOURS OU C'EST MOUILLE (Fr.) : Seine, 5e (325-92-46), à 12 h.
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
ON N'EST PAS SERIEUX QUAND ON A DIX-SEPT ANS (Fr.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
SATYRICON (It., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), à 12 h. et 24 h.

### Les grandes reprises

CAMPUS (A.) (Buster Keaton) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
LES ENFANTS TERRIBLES (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
L'EXTRAVAGANT MR. FIELDS (A., v.o.) : Pagode, 7e (551-12-15).
FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
LA FILLE DE LA CINQUIEME AVENUE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LE FILS DU SHEIK (A.) : Pagode, 7e (551-12-15).
TOP-HAT (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Studio-Raspail, 14e (326-38-98).
LE JOUR LE PLUS LONG (A., vers. inter.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

### Les festivals

INGMAR BERGMAN (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) : le Visage.
ROBERT REDFORD - PAUL NEWMAN (v.o.). — Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : la Poursuite impitoyable.
ORSON WELLES (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Splendeur des Amberson.
WOODY ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) : Bananas.
ALFRED HITCHCOCK (v.o.) — Noctambules, 5e (033-42-34) : Le crime était presque parfait.
BEATLES-POP (v.o.). — Acacias, 17e (754-97-83), 13 h. : Quatre garçons dans le vent ; 14 h. 30 : Hop ; 16 h. 15 : Yellow Submarine ; 18 h. : Let It Be ; 20 h. : Gimme Shelter ; 22 h. : A Film About Jimy Hendrickx.

### Les exclusivités

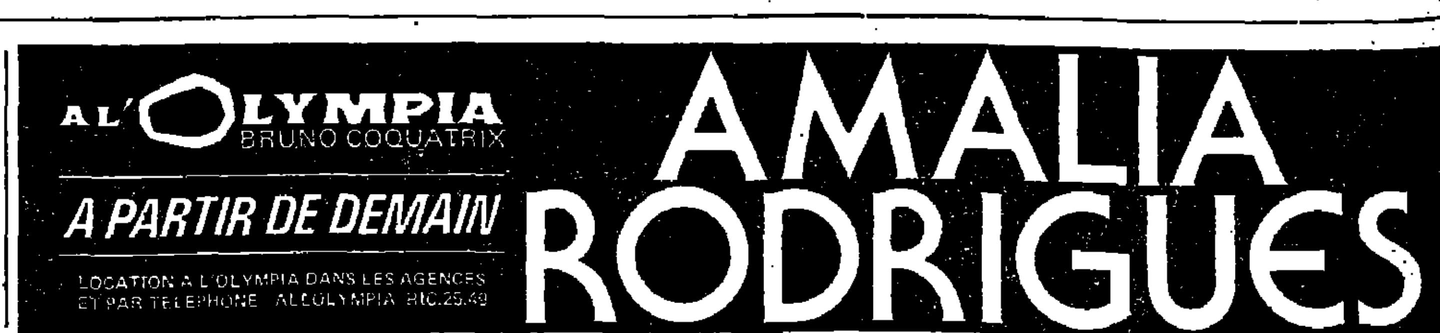
L'ABATTOIR HUMAIN (A., v.o.) (**) : Styx, 5e (633-08-40).
A CAUSE D'UN ASSASSINAT (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rotonde, 6e (633-08-22).
ADDIO ANNA (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) à 14 h. et 22 h. 30.
L'AGRESSION (Fr.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Caravelle, 18e (387-50-72), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Nations, 11e (343-04-67).
AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
ALOISE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LES AMAZONES (Fr.-It.) (*) : George-V, 8e (225-41-46), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Moulin-Rouge, 18e (606-63-26), Max-Linder, 9e (770-40-04), Mistral, 14e (734-20-70), Maine-Rive-Gauche, 14e (567-06-96), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Galaxie, 13e (331-76-86).
ANTHOLOGIE DU PLAISIR (HISTORY OF THE BLUE MOVIE) (A., v.o.) (**) : Dragon, 6e (548-54-74), Saint-André-des-Arts I et II, 6e (326-48-18), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; v.f. : Vendôme, 2e (073-97-52), Balzac, 8e (359-52-70).
LE BANQUET (Fr.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), de 14 h. à 18 h.
LE BOUGNOUL (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CELEBRATION AT BIG SUR (A., v.o.) : Action-République, 11e (805-51-33), Grands-Augustins, 6e (633-22-13).
LE CŒUR ET L'ESPRIT (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59).
LE CRIME DE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Plaza, 8e (073-74-55) — v.f. : Marivaux, 2e (742-83-90), Paramount-Galté, 14e (326-99-34), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Passy, 16e (288-62-34).
DIALOGUE D'EXILES (Chil., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86) de 15 h. 10 à 20 h. 40.
LES DOIGTS DANS LA TETE (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) à 20 h. et 22 h.
DREYFUS OU L'INTOLERABLE VERITE (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86) à 15 h., 18 h. et 21 h.
DUPONT LAJOIE (Fr.) (*) : Concorde, 8e (359-92-84), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Quintette, 5e (033-35-40), Maxeville, 9e (770-72-87), 14-Juillet, 11e (700-51-13).
FUNNY LADY (A., v.o.) : Le Paris, 8e (359-53-99).
FOUS DE VIVRE (Ang., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Marignan, 8e (359-92-82), Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; V.F. : Rex, 2e (236-83-93), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Nations, 11e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), Victor-Hugo, 16e (727-49-75).
G. BRAQUE OU LE TEMPS DIFFERENT (Fr.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25) (1re partie : A. Malraux, la métamorphose du regard).
LE GRAND DELIRE (F.) (**) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LA GUERRE DES MOMIES (chil.) : La Clef, 5e (337-90-90).
HISTOIRE DE WAHARI (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46).
IL ETAIT UNE FOIS HOLLYWOOD (A., v.o.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; V.F. : Royal-Passy, 16e (527-41-16).
LES INNOCENTS AUX MAINS SALES (Fr.) : Balzac, 8e (359-52-70), Helder, 9e (770-11-24).
LES JOURS GRIS (Fr.) : Ciné-Halles, 1er (236-71-72).
LIBRA (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46).
LILY, AIME-MOI (Fr.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA MESSE DOREE (Fr.-It.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
MISTER BROWN (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
MITHILA (Fr.) : Le Marais, 4e (27... 47-86), à 14 h., 17 h., 20 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (... v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (22... 67-29) ; Luxembourg, 6e (633-97-7... v.f. : Les Templiers, 3e (27... 94-56).
PAUL ET MICHELE (Fr.-Ang., ve... ang.) : Bonaparte, 6e (326-12-12... Biarritz, 8e (359-42-33) ; v.f. : C... méo, 9e (770-20-89).
PAULINA S'EN VA (Fr.) : Le Sei... 5e (325-92-46) à 12 h. 15 sf Di...
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : N... mandie, 8e (359-41-18) ; Public... Matignon, 8e (359-31-97) ; Rex... (236-83-93) ; Clichy-Palace, 17e (3... 77-29) ; Boul'Mich', 5e (033-48-2... Bretagne, 6e (222-57-97) ; Public... Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; M... gic-Convention, 15e (828-20-3... Murat, 16e (288-99-75) ; Paramou... Orléans, 14e (580-03-75), Pa... mount-Gobelins, 13e (707-12-2... Liberté-Studio, 12e (343-01-59) ; ... ramount-Maillot, 17e (758-24-2... Paramount-Montmartre, 18e (6... 34-25) ; Paramount-Opéra, 9e (0... 34-37).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.... Cluny-Palace, 5e (033-07-7... Concorde, 8e (359-92-84) ; G... mont-Lumière, 9e (770-84-... Montparnasse-Pathé, 14e (... 65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (... 51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-... Clichy-Pathé, 18e (522-37-... P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (... 68-42).
ROSEBUD (A., v.o.) : Ermitage (359-15-71) ; v.f. : Maxeville, (770-72-87).
LA ROUTE (Fr.) : la Clef, 5e (... 90-90).
LES SENTIERS DE LA GLO... (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (... 79-38), Montparnasse-83, 6e (544... 27) ; v.f. : Templiers, 3e (272-94... Murat, 16e (288-99-75).

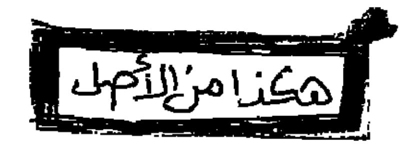
### Les films nouveau...

L'HOMME AUX NERF... D'ACIER, film italo-françai... de Michele Lupo, avec L. V... Cleef, v.o. : Napoléon, 17e (35... 41-46) ; v.f. : Rex, 2e (23... 83-93) ; Telstar, 13e (331-06-1... Miramar, 14e (326-41-02) ; M... tral, 14e (734-20-70) ; Clich... Pathé, 18e (522-37-41).
BELLADONNA, dessin animé j... ponais d'Euchi Yamamoto... Studio Médicis, 5e (633-25-97... U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-1...
LA BRIGADE, film français... René Gilson, avec Brigitte F... sey, Edouard Wojtassek, Je... Boulse, Marcel Cuvelier : St... dio Alpha, 5e (033-39-47).
LE VENT DE LA VIOLEN... film américain de Ralph N... son, avec Sidney Poitier, v.o... Studio Jean-Cocteau, 5e (0... 47-62) ; Publicis-Cham... Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f... Paramount-Opéra, 9e (0... 34-37) ; Capri, 2e (508-11-6... Paramount-Montparnasse, (326-22-17) ; Lux-Bastille, (343-79-17) ; Paramount-Ma... lot, 17e (758-24-24) ; Gra... Pavois, 15e (531-44-58).
UN DIVORCE HEUREUX, fi... français de Henning Carls... avec Jean Rochefort, Bu... Ogier, Bernadette Lafont... U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08... Biarritz, 8e (359-42-23) ; Ma... leine, 8e (073-56-03) ; Bienven... Montparnasse, 15e (544-25-0...

SCENES DE LA VIE CONJU... (Suéd., v.o.) : U.G.C.-Odéo... (325-71-08) ; v.f. : U.G.C.-M... 8e (225-47-19), Bienvenüe-Mo... nasse, 15e (544-25-02).
SECTION SPECIALE (Fr.) : C... 8e (359-29-46), Français, 9e... 53-88), Wepler, 18e (387-5... Danton, 6e (326-08-18), St-Ger... Village, 5e (633-87-59), Mo... nasse-Pathé, 14e (326-65-13), ... mont-Convention, 15e (828-4... Fauvette, 13e (331-60-74), Gau... Gambetta, 20e (797-02-74), Ma... 16e (525-27-06).
LE SHERIF EST EN PRISON... v.o.) : Studio-Galande, 5e (0... 71) ; v.f. : Saint-Lazare-Pas... 8e (387-56-16).
SKEEZAG (A., v.o.) (**) : le M... 4e (278-47-86), de 16 h. à 20...
SPECIALE PREMIERE (A., v... Quintette, 5e (033-35-40), Mari... 8e (359-92-82).
SOLDAT DUROC, ÇA VA ETR... FETE (Fr.) : Mercury, 8e (22... 90), Abc, 2e (236-55-54), Mon... nasse-83, 6e (544-14-27), Fau... 13e (331-56-86), Gaumont-Sud... (331-51-16), Cambronne, 15e (73... 96), Gaumont-Gambetta, 20e... 02-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37...
THE LAST AMERICAN HERO... v.o.) : Olympic, 14e (783-67... Boîte à films, 17e (754-51-50).
LA TOUR INFERNALE (A., v... Ermitage, 8e (359-15-71), P... mount-Opéra, 9e (073-34-37), ... rat, 16e (288-99-75).
TREMBLEMENT DE TERRE... v.o.) : Ambassade, 8e (359-19... v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
UN ANGE PASSE (Fr.) : Le Ma... 4e (278-47-86), à 14 h. et à 2...
VERITES ET MENSONGES (A., v... Quintette, 5e (033-35-40).
VIOLENCE ET PASSION (It., ang.) : Gaumont-Champs-Ely... 8e (359-04-67), Hautefeuille, (633-79-38) ; v.f. : Impérial (742-72-52), Nation, 12e (343-04... Gaumont-Convention, 15e (... 42-27).
VIVRE A BONNEUIL (Fr.) : Sa... Séverin, 5e (033-50-91), 14-Jui... 12e (700-51-13).



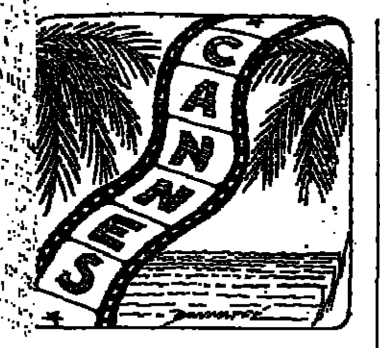


هكذا من الأصل



estivals




## Une Electre de la puszta

C'était en 1956, à l'époque aïve du Festival de Cannes, uand une découverte était réelement une découverte. L'Inde enait d'entrer sur la scène ciématographique mondiale avec Pather Panchali », de Satyait Ray, que défendaient farouhement André Malraux et Georges Sadoul. François Trufaut, encore critique de cinéma, e parlait que d'un nouveau ilm hongrois, d'un parfait inonnu, Zoltan Fabri : « Petit arrousel de fête », où une jeune aysanne hongroise tournoyait ollement dans le vide sur le iège d'un manège en délire, un eu à l'image du cinéma honrois qui se réveillait brusquenent du stalinisme, rejetait oudain les stéréotypes officiels.

Mari Töröcsik, l'adolescente lu film de Fabri, elle aussi enant de la campagne, avait monentanément quitté l'Ecole supérieure des arts dramatiques de Budapest où elle étudiait, puis tait immédiatement retournée u Conservatoire terminer son pprentissage de comédienne. Depuis, elle a interprété une oixantaine de films, très difféents les uns des autres, le plus emarqué étant « Amour », de Karoly Makk, primé à Cannes il y a trois ans. Elle fait également partie de la troupe régulière du Théâtre national de Budapest.

Elle a déjà joué sous la direcion de Miklos Jancso, en 1968, lans « Silence et Cris ». « Pour Electre » est leur seconde colaboration. Le film adapte une ièce de Laszlo Jyurko, mais vec Jancso le texte passe au econd plan. Tout est condionné par les exigences de tourage en plans-séquences. « Les nouvements de la caméra sont goureusement fixés par le meteur en scène et l'opérateur, a éclaré Mari Töröcsik. Je ne sais amais quand la caméra est branée sur moi. Je dois « exister » endant les dix minutes que ure le plan, à chaque moment, chaque seconde ; comme le lm est tourné sans le son synrone, qu'il sera doublé plus rd, le metteur en scène peut permettre d'intervenir de la ix, de donner des consignes 1 cours de tournage, de suggér un mouvement. » La postnchronisation pose parfois des oblèmes en studio. Le texte à plaquer » sur les images ne rrespond pas toujours à leur thme intérieur. Deux ordres de andeur se confrontent.

Aujourd'hui, grande dame du éâtre hongrois, Mari Töröcsik ent de terminer, sous la direcon de Gyula Maar, son mari, 1 film intitulé provisoirement Madame Dery » ; nouvelle vaation sur le paradoxe du coméen, ou plutôt de la comédienne oligée d'incarner la Juliette de nakespeare dont elle n'a plus ige : « Il faudrait avoir quarze ans, être encore une jeune le et en même temps savoir ut ce que sait une femme ûre. » Actrice hypersensible, pertendue, Mari Töröcsik n'en nit pas de revivre passionnéent son propre destin d'ingéie très « nouvelle vague », prone vingt ans plus tard au panéon de l'art dramatique maar.

LOUIS MARCORELLES.

■ Le deuxième « festival popure du film politique » organisé r le P.S.U. s'ouvre à Cannes, ce ndi 12 mai. Jusqu'au 19 mai, une rie de films seront présentés tour des thèmes suivants : l'arie, les luttes des femmes, les ttes anti-impérialistes, immigrés minorités nationales.




## AU FESTIVAL DE CANNES

# Vieilles connaissances et jeunes recrues

Samedi, à Cannes, nous avons retrouvé Costa-Gavras et sa *Section spéciale*, premier film de la sélection française. Un film qui a été suivi avec attention par un public conscient de l'importance et de la gravité du sujet. « *Notre film est un film sur la justice, beaucoup plus que sur Vichy et sur l'occupation* », a déclaré Costa-Gavras au cours de sa conférence de presse. Tant il est vrai que la politique intéresse moins l'auteur que les problèmes de morale politique. Dénoncer la mainmise du pouvoir sur la justice, fustiger toute forme de répression exercée au nom de la raison d'Etat, c'est faire œuvre salutaire. Des juridictions d'exception, nous savons bien qu'il n'y en a pas eu que sous Vichy. En ressuscitant un passé honteux, Costa-Gavras et Jorge Semprun nous mettent en garde pour l'avenir.

Les intentions des auteurs sont claires. De partager leurs inquiétudes, d'approuver leur cri d'alarme, ne saurait pourtant nous empêcher de dire que Costa-Gavras a commis de sérieuses erreurs dans la conception de son œuvre et dans le choix de ses interprètes. Pour être un film honnête, sérieux et utile, *Section spéciale* n'en est pas pour autant un film réussi. Nous l'avions écrit à Paris. Nous ne pouvons que le répéter à Cannes.

***

Autres retrouvailles : celles de Miklos Jancso, présent au festival pour la quatrième fois. Un Jancso qui, dans *Pour Electre*, reste fidèle à lui-même, à son style musical et baroque, aux éléments répétitifs de sa mise en scène. Des cavaliers se profitent sur le ciel immense de la plaine hongroise, des paysans dansent et chantent l'oppression, la tyrannie d'Eghisthe. Electre attend le retour d'Oreste. En ce jour où l'on célèbre une « fête de la vérité » que la peur transforme en fête du mensonge, elle est la seule à se souvenir, à espérer, à dire « non ». La seule aussi, lorsque Oreste apparaît sous un déguisement, à le reconnaître.

Il y a de très beaux moments dans ce film, des moments de beauté pure, où l'utilisation de l'espace et le rythme des images nous enchantent. Le début, tout particulièrement, est superbe. Puis, à mesure que le récit se déroule, nous avons l'impression que la mise en scène de Jancso perd de sa fluidité, que son langage cinématographique, d'ordinaire si décanté, s'encombre de références théâtrales, de techniques gestuelles, tandis que l'habituelle floraison de symboles (objets et bestiaire) atteint une telle luxuriance qu'elle devient maniérisme et presque sophistication.

Egisthe tué, Oreste et Electre divergent sur la ligne politique à suivre. Electre penche pour la manière forte. Oreste serait plus conciliant. Ils finissent par s'entretuer à coups de revolver. Mais aussitôt ils ressuscitent et prennent place dans un hélicoptère. Tel le Phénix, qui toujours renaissait de ses cendres, cet hélicoptère porte en lui l'espoir toujours renaissant des hommes. Il est d'un beau rouge vif. Il s'appelle *Révolution*.

*Pour Electre* est l'adaptation d'une pièce de l'écrivain hongrois Laszlo Gyurko. Mais la personnalité de Jancso est si forte que, sous les volutes du récit cinématographique, l'œuvre originale semble se dissoudre. Le style de Jancso demeure inimitable. Envoûtant et poétique. Il serait dommage qu'il tourne au procédé.

***

Costa-Gavras et Jancso sont de *vieilles connaissances*, des « valeurs sûres ». Le Hollandais Jos Stelling et l'Italien Adriano Celentano appartiennent, en revanche, à ce contingent de nouveaux réalisateurs que le festival s'enorgueillit de découvrir. Le premier pratique un cinéma classique où l'esthétisme joue un grand rôle ; le second est un musicien-chanteur-auteur-acteur-réalisateur, manifestement influencé par le pop art.

Dans *Mariken Van Nieumeghen*, Jos Stelling s'inspire d'une des premières pièces du théâtre hollandais. L'action se situe au Moyen Age, pendant la Grande Peste. Une jeune fille devient la compagne d'un comédien ambulant, personnage diabolique que les villageois tiennent pour responsable de l'épidémie. A ses côtés, elle apprend le grand jeu de l'amour et de la haine, de la vie et de la mort.

Avec une louable application, Jos Stelling et ses collaborateurs ont reconstitué l'atmosphère du Moyen Age. Commères édentées, vieillards libidineux, ivrognes pansus, arracheurs de dents, truands et catins composent un festival de trognes qui doit beaucoup à Breughel et à Bosch. On viole, on vole, on fornique, on s'étripe dans la crasse et le sang. Ainsi le veut la truculence flamande.

De tout ce grouillement naît une suite de tableaux hauts en couleur, mais qui ne sont que des « tableaux ». Il y a vingt ans, Mariken Van Nieumeghen aurait peut-être fait sensation au festival. Aujourd'hui, c'est un film dont on ne retient guère que les poncifs et le formalisme, une kermesse héroïque qui, dans ses intentions, fait penser à Bergman et, dans sa réalisation, aux vieux auteurs de « films d'art ».

« Tragédie - bouffonnerie » : ainsi pourrait-on qualifier le curieux *Yuppi Du*, d'Adriano Celentano. Dans une Venise quasi campagnarde, où les canaux ressemblent à des ruisseaux normands, un homme (très pauvre, mais qui s'accommode de sa pauvreté) est partagé entre deux femmes : celle qu'il vient d'épouser et celle qu'il croyait morte. Sur ce thème, Celentano réalise un film délibérément hétéroclite qui mêle tous les genres — du mélodrame populiste au sketch de cabaret — et qui cherche à émouvoir en faisant rire.

Adriano Celentano a des idées d'auteur, des idées de metteur en scène. Certains passages de son film sont drôles. Et sa volonté de trouver la recette d'une comédie burlesque « à l'italienne » est sympathique. Malheureusement, il ne sait pas encore contrôler sa fantaisie et son imagination. Le « film-collage » qu'il a voulu tourner n'est qu'un film-brouillon, un bric-à-brac de gags et de numéros d'acteurs qui fusent dans toutes les directions, et dont l'accumulation finit par provoquer la lassitude.

On retrouvera peut-être, plus tard, Celentano au festival, mais sa venue, cette année, était prématurée.

Signalons, pour terminer, l'ouverture de la Semaine de la critique, de la Quinzaine des réalisateurs et de la section Perspectives avec des films dont Louis Marcorelles rendra compte demain.

JEAN DE BARONCELLI.

## AU MAI DE BORDEAUX

# L'amour et la vie d'une femme russe

*La campagne idyllique de la Brède suintait d'humidité samedi, mais les beaux messieurs et les belles dames de la société bordelaise se réchauffèrent dans la bibliothèque de Montesquieu aux belles flammes crépitantes du Quatuor Orford. Du Quatrième Quatuor de Bartok, les quatre jeunes Canadiens expriment toute la rudesse terrienne, la richesse de cette musique comme une herbe drue aux senteurs entêtantes, et cette émotion qui jaillit des polyphonies robustes et concentrées, danses de racoleurs, vols de moucherons dans un soir d'été, longues méditations tisonnant dans le rêve, tissant dans les profondeurs une parole d'un accent unique.*

*Ils attaquent le Quatuor de Debussy, avec la même ferveur pour en éprouver la densité poétique, avec une conviction juvénile qui réjouit. Mais la maturité, avec l'intelligence et la sensibilité sonores dont ils témoignent, les amènera à adoucir la dynamique un peu nerveuse et trop contrastée de leur interprétation et à raffiner l'échelonnement des couleurs qui procède, chez Debussy, plus par un chromatisme d'intensités que par rupture violente.*

*On doute, en revanche, que la maturité vienne à Alexandre Slobodianik, superbe pur-sang du piano soviétique, dévastant les ballades de Chopin, la Campanella ou la Sonate de Bartok, comme un cyclone, qui s'enivre des sons plutôt qu'il ne les découvre de l'intérieur dans le secret du phrasé, malgré son visage d'archange blond et une technique superbe, d'ailleurs plus tranchante qu'entièrement assumée.*

*Le soir, au Grand Théâtre, Renata Tebaldi, aphone, bénéficiait des plus belles « doublures » qu'on puisse rêver : rien moins que Galina Vichnevskaïa et Mstislav Rostropovitch, dont on aime qu'ils aient répondu avec tant de simplicité aux S.O.S. de M. Gérard Boireau et du professeur Kalinine. Cette « soirée musicale chez les Rostropovitch », dans le salon de Tatiana décoré par Georges Wakhevitch, laisse un souvenir exquis. Elle, en une charmante robe verte à décolleté carré recouverte d'un transparent pailleté d'or, chantant de cette voix limpide ourlée d'ombre tout ce que les mots et la musique recèlent de poésie et d'émotion, exprimant à travers Tchaïkovsky, Stravinsky et Rachmaninov « l'amour et la vie d'une femme », sa vie. On n'écoutait plus chacune de ces mélodies, mais elle-même, dont la personnalité se réfractait à travers le chant et ces attitudes d'un art sculptural, apparemment désuet, lents gestes de bras à l'antique, si justement accordés à son lyrisme.*

*Lui, modestement et obstinément assis au piano, d'un jeu transparent et léger accompagnant par cœur et de cœur la voix dans un équilibre parfait, et consentant enfin, le visage éclairé de malice, à saluer, à baiser la main (et la joue) de sa femme avant de se rejeter en arrière comme un bon serviteur, tandis qu'un sourire révélant dans la femme la petite fille parachevait le portrait de cette âme harmonieuse dont la voix aux mille nuances, à travers son large port tragique, ne nous avait rien laissé ignorer.*

JACQUES LONCHAMPT.

★ Une très belle exposition d'instruments de musique français et anglais du dix-huitième siècle, organisée par les Musées de France et le Victoria and Albert Museum, décore le foyer du théâtre pendant le Festival.

■ ERRATUM. — Une erreur de transmission a modifié la fin du compte rendu d'« Ulisse », de Dallapicolla, dans « le Monde » du 10 mai. C'est la perfection de l'écriture de la partition qui rendait la tâche de l'orchestre délicate.




## Deux organisations inconnues revendiquent les deux attentats commis en 48 heures à Cannes

De notre correspondant régional

Cannes. — Quarante-huit heures après l'attentat dirigé contre le Palais du festival (*le Monde* du 10 mai), un second attentat a été commis à Cannes, dimanche 11 mai, peu après 3 heures, contre une villa appartenant à M. Marcel Dassault, villa située dans le quartier résidentiel de la Californie, avenue du Roi-Albert-Ier.

La charge avait été déposée à l'extérieur de la maison, devant une pièce servant de salle à manger, au rez-de-chaussée, côté ouest, qui a été gravement endommagée. La gardienne et seule occupante des lieux, Mme Alice Pelardy, soixante-douze ans, qui dormait dans une chambre, n'a pas été blessée.

Après le premier attentat, l'agence locale du journal *Nice-Matin* avait reçu une lettre manuscrite émanant d'un « comité de lutte populaire contre la perversion du peuple », dans laquelle étaient annoncés d'autres actes semblables « *à Cannes ou ailleurs* », pour arrêter « *le déferlement de la cochonnerie, de la pornographie et de l'érotisme par l'intermédiaire de films, pièces de théâtre, chansons, etc.* »

Dans le jardin de la villa de M. Dassault, les policiers cannois ont découvert un autre document, également manuscrit, mais d'une écriture différente, signé par une organisation tout aussi inconnue, qui revendique la responsabilité des deux explosions. Le nom de cette organisation n'a pas été révélé, mais au parquet de Grasse on indiquait qu'elle semblait être « *d'inspiration gauchiste* ». Les auteurs du document dénonçaient notamment « *le luxe insolent de la Croisette* » et « *la dilapidation du produit du travail des salariés* », dont la célèbre promenade serait le théâtre.

Selon les premières constatations de la police, les deux attentats paraissent bien être l'œuvre des mêmes personnes.

La délégation venue présenter le film *Chronique des années de braise* qui défend, ce lundi, les couleurs de l'Algérie, a fait l'objet de menaces et sera entourée de mesures de protection particulières durant son séjour à Cannes.

*Organisée par « Politique-Hebdo »*

## La « Fête de la libre expression » a reçu vingt mille visiteurs

**Plus de vingt mille personnes sont venues se rassembler, les 10 et 11 mai, sous les chapiteaux des halles de la Villette à Paris pour la Fête de la libre-expression organisée par « Politique-Hebdo ».**

Un soleil timide pénètre la bordure intérieure des halles, éclairant de biais les affiches, les journaux, les tracts, les drapeaux, les banderoles des innombrables stands installés tout au long des travées. Un petit vent agite les milliers de cartons de couleur vert et blanc, accrochés au haut des voûtes, très haut. Au-dessous, la foule avance, entre les colonnes dégingandées de fer, au milieu des podiums, des tentes de toile, des tréteaux et des sonorités mêlées des percussions, des guitares, des tambours, des orphéons, des orgues de barbarie et des trompettes. Flux et reflux de jeans, de blousons de cuir, de jupes longues, d'enfants, de têtes bouclées.

A côté, à quelques mètres à peine, un cercle immense danse la samba avec les Brésiliens Kingele habillés et maquillés de blanc, de violet et de vert. Ils étaient apparus la veille, dans la nuit qui tombait, avec les masques du Chaudron. Poupées gigantesques, à la fois grandioses et grotesques, qui dominaient la foule de 5 mètres et qui dansaient gravement au-dessus d'elle, la chevauchant dans la pénombre, la tête penchée sur le côté, l'épaule relevée.

Un peu plus loin, couverts par les bruits, de petits groupes regardent sous des tentes rayées, des montages vidéo sur des luttes. Plus loin encore, une autre foule, compacte, écoute le groupe Perception. Elle s'effiloche devant les stands de la presse parallèle (*Tout va bien*, Maspero, *Lisa*, *le Champ du possible*, l'*Anti-brouillard*, Liprairie, *le Crayon noir*, *Klapperstei 68*, *Tankonalasanté*, *la Côte d'alerte*, *Psychiatrisés en lutte*...), des peintres anti-fascistes (dont Xenos), des comités antinucléaires, pacifiques, des comités de soutien aux travailleurs immigrés, des organisations et partis révolutionnaires, de la Palestine, du Chili, du Vietnam, du Maroc, des paysans-travailleurs, des délégations des P.T.T., d'Everwear, de Teppaz, de Lip. La foule se ramasse à nouveau devant le podium où François Béranger frappe sa guitare, chante sa colère sur la télévision, l'école, le monde « normalisé ». Le groupe de samba, qui s'est avancé, vient faucher un morceau de la foule amassée autour de François Béranger, l'entraîne ailleurs, la place et la déplace dans la travée centrale avant que ne commence un autre concert, Steve Lacy, sur le podium 6, un débat sur l'école, sur le lieu 3, une projection de film.

« *Ce dont on a rêvé*, expliquait Paul Noirot, rédacteur en chef de *Politique-Hebdo*, *c'était de faire quelque chose qui soit cette fameuse cour des miracles, une fête comme on en trouve en Chine, où les lieux de spectacle sont ouverts, où les gens se déplacent de l'un à l'autre, et où la totalité des formes d'expression concourent à quelque chose de particulier. Il ne s'agit pas d'une juxtaposition de spectacles, mais d'un ensemble, d'une manifestation culturelle qui traduise cette autre conception de la culture qu'a la « gauche » révolutionnaire.* » Une culture fondée sur d'autres principes que le simple divertissement-défoulement, ou le show business. « *Pas de fête sans lutte, mais aussi pas de lutte sans fête* », écrivait *Politique-Hebdo*, dans son éditorial du 1er mai. Cette formule résume un peu cette idée d'une culture, attachée au quotidien, traductrice des soulèvements, des espoirs, de la sensibilité de la gauche révolutionnaire, avec ses contradictions et ses difficultés. Une culture qui cherche sa voie entre l'avant-garde du show business (introduite dans le circuit commercial mais qui reste soucieuse de transformations sociales et idéologiques) et ceux qui travaillent en rupture avec le système, dans les circuits marginaux et parallèles.

La « Fête de la libre expression » est une sorte de première pierre, l'affirmation, sur le plan politique, de l'existence d'un mouvement au-delà des organisations. Elle a pour but de financer le « débat unitaire » mené par *Politique-Hebdo* depuis maintenant un an, entre les différentes organisations de gauche et d'extrême gauche (le P.S.U., la L.C.R., Révolution, le PSUP, la Ligue communiste, le C.D.J.A., etc.). C'est pour *continuer, poursuivre ce débat*, que l'idée d'une fête fut proposée. Ce n'était pas, à véritablement parler, une fête populaire (il y manquait les foules ouvrières, les gens du quartier), mais elle a rassemblé une génération, celle de « mai 1968 ». Un symbole peut-être ?

CATHERINE HUMBLOT.






| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |



## emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

**SONATRACH**

**DIRECTION ORGANISATION ET PLANIFICATION**

Recrute pour son Département Centre de Calcul :

**UN EXPERT INFORMATIQUE**

**possédant :**

*Diplôme universitaire dans les domaines suivants* .

- Sciences Économiques.
- Hautes Études Commerciales.
- Finances et Comptabilité.
- Gestion des Entreprises.

— Solide formation en informatique notamment dans la programmation et l'analyse des systèmes de gestion.

— Longue expérience, 5 ans minimum.

— Formation générale bilingue Français-Anglais.

**Il est offert :**

— Salaire intéressant.
— Logement assuré.
— Nombreux avantages sociaux.

**Écrire en joignant curriculum vitae détaillé au Département Centre de Calcul - Direction Organisation et Planification - 80, avenue Ahmed-Ghermoul. ALGER.**

---

**SOCIETE GENERALE DES MINERAIS**
Division Zaire

*Nous recherchons actuellement, pour l'une des premières sociétés minières et métallurgiques du monde (33.000 agents), établie dans une région au climat particulièrement favorisé de la République du Zaïre (région du Shaba), un*

**pilote d'avion et d'hélicoptère**

*détenteur d'une licence de pilote de ligne ou de pilote professionnel de 1re classe.*

*Il devra avoir à son actif au moins 3.000 heures de vol toutes catégories, dont au moins 1.000 heures sur hélicoptère et* 1.000 heures sur avion multimoteurs de plus de 1.500 kg.

*Veuillez bien adresser vos offres de services, accompagnées* d'un bref curriculum vitae à la SOCIETE GENERALE DES MINERAIS / DIVISION ZAIRE, rue du Marais, 31 à 1000 Bruxelles.

Une réponse rapide et la plus absolue discrétion sont assurées à chaque candidat.



---

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**Ministère de l'Industrie et de l'Énergie**

**SONATRACH**
Direction des Travaux Pétroliers
2, rue du Capitaine Azzoug (Alger)

**RECRUTE**

**UN INGÉNIEUR TRANSPORT**

**Il sera principalement chargé :**

— de la responsabilité des problèmes d'organisation, de gestion et de contrôle des moyens de transport des champs pétroliers ;
— de la direction et de la coordination des services de transport ;
— de l'élaboration et de l'exécution des programmes de transport (notamment : démontage - transport montage d'appareils de forage) ;
— de l'analyse des besoins du parc et des caractéristiques des véhicules ;
— de l'évolution et de l'application des programmes pour une gestion efficace et une utilisation rationnelle du matériel.

Sous la responsabilité du Chef de la Division transports, il animera les services parc-auto, ateliers et magasin entretien, etc.

L'homme que nous recherchons doit avoir une réelle maîtrise des problèmes d'organisation opérationnelle des transports.

Si ces perspectives vous intéressent écrivez à :

**EUREQUIP**
19, rue Yves-du-Manoir
B.P. n° 30 - 92420 VAUCRESSON

que nous avons chargé de l'examen des candidatures.

---

**POUR INSTITUT DE FORMATION de l'ENSEIGNEM. TECHNIQUE en COTE D'IVOIRE**

recherchons :
pour la rentrée scolaire 1975

**DIRECTEUR DES ETUDES**

Animateur et responsable de l'équipe de formation. Expérience dans le cadre de la formation technique professionnelle et dans la technologie éducative indispensable.
« Contrat coopération »
Adresser C.V. à : AUDECAM, 100, r. de l'Université, Paris-7e.

---

**IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche pour ses filiales en AFRIQUE NOIRE**

**JEUNES DIPLOMES**
E.S.S.E.C., E.S.C. ou équivalent

**JEUNES INGENIEURS**
E.T.A.C.A., Bréguet, E.S.M.E., I.N.S.A.

Débutants célibataires
Langue anglaise souhaitée.
Situation intéressante
Perspectives d'avenir après formation

Adr. C.V. à n° 6.807, Contesse P., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

---

**IMPORTANTE FIDUCIAIRE recherche pr AFRIQUE NOIRE**

**CHEF COMPTABLE**
QUALIFIE

pour gestion clientèle B.P. ou équivalent et expérience cabinet minimum 5 ans.

Ecrire avec C.V. et photo à F.F.A., 65, rue de la Victoire, Paris-9e

---

**IMPORTANT GROUPE recherche pr AFRIQUE NOIRE** *francophone*

**H. E. C.**

30 ans minimum, ayant expérience problèmes administratifs, commerciaux et si possible pratique informatique.
Ecrire avec C.V. et photo à F.F.A., *65, rue de la Victoire, Paris-9e.*

---

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**Ministère de l'Industrie et de l'Énergie**

**SONATRACH**
Direction des Travaux Pétroliers
2, rue du Capitaine Azzoug (Alger)

**RECRUTE**

**UN INGÉNIEUR SÉCURITÉ**

**Il sera principalement chargé :**

— de l'organisation de la sécurité sur des chantiers de forage sahariens ;
— de l'inspection des installations ;
— du contrôle des conditions de travail ;
— de la diffusion et du contrôle des consignes de sécurité ;
— de l'organisation des moyens d'intervention, etc.

*Ce poste conviendrait à un ingénieur possédant une réelle expérience des installations pétrolières ou des grosses installations métallurgiques et ayant assumé des responsabilités dans le domaine de la sécurité.*

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez à :

**EUREQUIP**
19, rue Yves-du-Manoir
B.P. n° 30 - 92420 VAUCRESSON

que nous avons chargé de l'examen des candidatures.

---

Société d'ingénierie à vocation internationale recherche

**INGENIEUR GRANDE ECOLE**

ayant plusieurs années d'expérience dans l'organisation et le suivi d'importantes opérations d'aménagement urbain et de construction de bâtiments. L'intéressé pourra être chargé de la prospection, du montage et de la conduite d'opérations de cette nature, en liaison avec des urbanistes, des économistes, des architectes et des ingénieurs. Essentiellement orientée vers l'étranger, cette activité réclame une grande disponibilité personnelle et la pratique courante de l'anglais. Les ingénieurs intéressés peuvent prendre un premier contact en adressant leur candid. (CV dét. + photo + sal.) en spécifiant la référ. 422/740 PUBLIPRESS, 31, bd Bne-Nouvelle - 75082 Paris Cédex 02.

---

**LES EMPLOIS INTERNATIONAUX**

Le Monde *présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.*

*Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.*

---

**BRANCHE COMMERCE INTERNATIONAL**
D'une très Importante Société Française

recherche

**DIRECTEUR FINANCIER**

EXPERIMENTE

— Minimum 35 ans.
— Formation Supérieure... Expert Comptable de préférence + si possible complémentaire de Droit International et de Gestion.
— Parfaitement bilingue français-anglais.
— Disponible pour voyager 120 jours par an.

Il se verra confier sous la dépendance directe du Directeur Général :
— la supervision et l'organisation des services Financiers, Comptables et de Gestion, au siège ;
— des missions diverses à l'étranger auprès de nos filiales et partenaires futurs.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.

*Adresser C.V. détaillé manuscrit avec photo et prétentions*, sous référence 5.046, LEVI-TOURNAY, 5, cité Pigalle. — 75009 PARIS, qui transmettra.

---

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIÈRE**

recherche pour poste de coordination et de gestion dans ville
**AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE**

**CADRE ADMINISTRATIF**

**DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**
Possédant une formation administrative étendue et si possible une expérience africaine récente

Le candidat, âgé de 30 ans minimum, devra être méthodique, organisé et capable de contrôler en permanence ses Collaborateurs.
Il devra avoir de l'aisance dans les contacts (administrations locales, banques, fournisseurs).
Il aura à supporter des conditions de travail souvent irrégulières et devra pouvoir résoudre des problèmes imprévus avec efficacité.

**Logement de fonction - Vie en famille**

Ecr. avec C.V., photo, référ. et prét. à n° 6.640 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

*Nous recherchons*
pour le
**GROUPE EUROCONSERVE**
*Industrie Alimentaire - Région Angers*

**ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER**

**Responsable du CONTROLE DE GESTION.**
*Il sera chargé :*
- de la détermination des prix de revient et des prévisions budgétaires ;
- du contrôle et de l'analyse des résultats ;
- de l'élaboration et de l'application des mesures destinées à améliorer la productivité et la rentabilité des différents services.

Il lui sera également demandé d'assumer certaines *missions de CONTROLE INTERNE.*

Adresser votre dossier de candid. as réf. 00593 à :
**O.I.O.** RECRUTEMENT - Le Tertre-au-Jau, B.P. 196. 49004 ANGERS CEDEX

---

**NORD**
IMPORTANT NEGOCE ELECTROMENAGER RADIO-TELE
recherche un

**directeur commercial**

Pour informations complémentaires écrire sous référence 4101 B à

SYNTHESES Conseil
269 bis av. de la république
59110 LA MADELEINE

synthèses conseil

---

**ENTREPRISE D'ELECTRICITE NORD DE LYON** recherche
**INGENIEUR - ELECTRICIEN**

Connaissance génie climatique, *expérience commandement et conduite de travaux exigé.* Création de poste pour assister D.G. et encadrement. Etudes et réalisations. Ecrire avec curric. vitae, photo et prétentions à FIDORGA, 31, rue Mazenod, 69426 LYON CEDEX 03.

---

**CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE ROUEN**
recherche pour son service de gastro-entérologie
**DIETETICIENNES**

Adr. candidatures et C.V. à la Direction du Personnel de l'Etablissement, 1, rue de Germont, 76038 ROUEN CEDEX.

---

Sté d'études intercoopérative agricole cherche pr l'application d'un plan de développement régional des collaborateurs D.E.S. ayant 2 à 3 ans d'expérience dans domaines suivants : prospection commerciale, marketing, études économiques. Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à J. Léger Maison des Agriculteurs *avenue Henri-Pontier* 13626 - AIX-en-PROVENCE.

---

**ENTREPRISE NATIONALE DE TRAVAUX PUBLICS** rech. pour *EPERNAY (MARNE)*
**1 CADRE** COMPTABLE EXPERIM.

Capable de gérer la comptabilité *d'un Centre de travaux. Place* stable. Possib. évolution dans le groupe. Il sera répondu à ttes candidatures. Adr. C.V., photo et prétent., s/réf. 2.766, à Publ. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS Cedex 02, qui tr.

---

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ÉLECTRONIQUE**
(24 établissements)
recherche pour faire face à son expansion

**CADRES**

Hommes ou femmes niveau universitaire

**FONCTION PERSONNEL**

minimum 5 ans d'expérience (administrative et relations humaines).

Postes à pourvoir principalement en PROVINCE.

Adr. C.V., photo et prét., n° 6.691, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

---

**LA MACIF**

recherche

pour son centre de gestion régional de SAINT-ETIENNE

**DES RÉDACTEURS (TRICES)**

**CONTENTIEUX**

ayant une expérience professionnelle dans l'emploi d'au moins 2 ans.
Salaire annuel minimum : 43.000 F.

Ecrire avec C.V. à MACIF, B.P. 57 42160 ANDREZIEUX - BOUTHEON.

---

VILLE de ROUEN *recherche* Ing. T.P. spécialiste en béton armé précontraint si possible. Rens. et cand. avec CV, Bur. Pers. - Mairie de ROUEN.

---

VILLE de PUTEAUX recherche pour village vacances Corse, juillet, août, septembre :
— 1 moniteur de voile ;
— 1 animateur (références).
Tél. pr RV 7760991, poste 367.

---

**IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE**
recrute pour son
**CENTRE DE RECHERCHES**
*du SUD de la France*

**INGÉNIEUR CHIMISTE**
**DEBUTANT**

diplômé Ecole Nationale Supérieure de Chimie et titulaire d'un doctorat d'Etat, ou
**INGENIEUR DOCTEUR**
pour poste de Recherches *en Synthèse Organique.*

Env. C.V. et photo, s/n° 5.083,
**SIPEP** 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS

---

UNITE retraite COTE D'AZUR *300 personnes, 75 employés,* recherche pr entrée immédiate **ASSISTANT de DIRECTION** responsable du personnel et de la restauration. (16-93) 36-86-93. Unité Retraite RIVIERA I 06530 PEYMEINADE.

---

**REGION SUD-EST**

Société de chimie organique fine recherche pour laboratoire d'études et de mise au point industrielle

**ingénieur chimiste**

(SYNTHESE ORGANIQUE)

*Adjoint au Chef de Service et responsable dynamique d'une équipe de techniciens. Agé de 30 ans min., le candidat devra impérativement justifier d'une expérience de 3 ans minimum dans un poste similaire.*

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 1061 à

ORGANISATION et PUBLICITE
2, rue Marengo 75001 PARIS q.tr.







# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 65,00 | 75,89 |

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**TRES IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION**
décentralisant sa Direction
et l'ensemble de ses activités de PARIS
à ORLEANS - La Source -
recherche

### chef du personnel et des relations humaines

C'est un homme ou une femme qui place sa réussite professionnelle au 1er plan. De formation supérieure (de préférence juridique) et avec de bonnes bases d'anglais c'est un Technicien de la fonction personnel.

Il a l'expérience des définitions de fonction et de l'évaluation des performances, a l'habitude des problèmes de gestion prévisionnelle et de bonnes bases informatique (paye et sous-produits statistiques).
Il a l'expérience du recrutement tous niveaux.

Il a le sens du contact humain et la notion de " Service ".
Pivot de l'opération du transfert il connait de préférence la région du Loiret. Il aspire à terme aux contacts internationaux.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 6685 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.
*Discrétion absolue garantie.*

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES**
recherche pour LILLE

### UN DESSINATEUR PROJETEUR I ou II
EN CHARPENTE MÉTALLIQUE

— Nécessaire avoir expérience de quelques années.
— Appointements en rapport avec la valeur du candidat.
— Tous avantages sociaux liés aux grandes entreprises.
— Possibilité de logement après période d'essai.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à n° 6.886, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

**IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE DE STRASBOURG**
recherche

### UN INGÉNIEUR DU DÉVELOPPEMENT

Ce cadre :
- Sera rattaché à la Direction Technique et resp. de tous les problèmes de technologie.
- Définira les normes d'utilisation après le choix de nouveaux composants.
- Etablira des listes de contraintes liées à la création de nouveaux produits et à leur industrialisation.
- Sera chargé d'établir des relations permanentes entre les Services d'Etudes Mécaniques, le Bureau de Dessin, le Bureau d'Etude de circuits imprimés et de raccordement d'une part et, d'autre part, avec les services d'industrialisation et des méthodes de fabrication.

Qualification :
— Formation d'ingénieur électronicien.
— Expérience exigée mais pas forcément dans le domaine de l'étude.
Anglais indispensable.

Ecr. avec C.V. et prét. sous le numéro 720.812, AGENCE HAVAS STRASBOURG.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**
recherche pour son unité de production
située dans le DOUBS

### CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Sous l'autorité du Directeur de l'établissement, ce Cadre aura la responsabilité de la gestion du PERSONNEL, des relations humaines, de la gestion COMPTABLE et de l'organisation administrative.

Le candidat retenu devra avoir une formation supérieure et l'expérience d'une unité de production.

Adresser C.V. dét. et prét. à No 6085 CONTESSE Publ. 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transm.

**IMPORTANT GROUPE DE LA RÉGION NORD-EST DE LA FRANCE**
recherche
**pour son unité de fabrication de produits textiles et textiles alliés à la chimie**

### 1 INGÉNIEUR PRODUITS
38 ans minimum.

Formation : ECP, AM, IDN ou équivalent. Expérience de fabrication souhaitée : 5 ans. Afin d'assurer le développement du secteur Industrie, il sera chargé, au cours de contacts fréquents et réguliers qu'il entretiendra avec la clientèle industrielle (y compris construction automobile) :

1) De l'étude, la conception et l'application de nouveaux produits, en liaison hiérarchique avec la Direction Fabrication et fonctionnelle avec la Direction Commerciale.

2) Ultérieurement, et après une période de formation dans tous les ateliers de fabrication, il se verra confier, en outre, le contrôle qualité de l'ensemble des fabrications de la division industrie.

LOGEMENT ASSURE.

Adr. C.V. dét., prét., photo (retournée), n° 6.687, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

**PS Conseil**

Société en expansion recherche pour son siège situé dans la RÉGION LYONNAISE, un

### CHEF D'EXPLOITATION
**IBM 370/135 DOS/VS**

Rattaché au Responsable Informatique, il dirigera un service de 30 personnes dont il sera le véritable animateur. Dans le cadre du nouveau plan informatique, il mettra en place une organisation garantissant le respect des délais et la qualité des prestations fournies aux utilisateurs. Ce poste conviendrait à un cadre âgé de 32 ans minimum ayant confirmé des qualités de réalisateur par une réussite dans une fonction similaire et souhaitant participer activement au fort développement de l'informatique dans l'entreprise. La rémunération de départ sera étroitement liée à l'expérience acquise.

*Adresser C.V. sous réf. A/3298 CM à :*
**PS CONSEIL**
*9, rue Jacques Moyron - 69006 Lyon*
*Discrétion assurée*

**IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE**
de produits d'Equipement de la maison, leader dans sa branche, filiale d'un puissant groupe international, recherche

### ADJOINT DU DIRECTEUR EXPORT

pour assurer le développement du marketing international

IL SERA CHARGE :
— de la négociation commerciale dans certains pays européens et grande exportation ;
— de l'application des politiques de marketing pour les principaux marchés ;
— de la surveillance des réseaux de distribution.

IL EST DEMANDE :
— minimum 30 ans, réussite prouvée de plusieurs années comme négociateur international ;
— formation supérieure souhaitée (HEC, ESSEC ou équivalent) ;
— anglais, allemand et si poss. espagnol courants ;
— libre de voyager 50 % de son temps ;
— résidence : LYON.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé, photo, en indiquant rémun. souhaitée, sous numéro 948, à ARCHAT, 69288 LYON, Cédex 1, qui transmettra.

**VILLE UNIVERSITAIRE BRETAGNE**
ENTREPRISE TRES PERFORMANTE
en expansion
RECHERCHE

### UN DIRECTEUR FINANCIER
HEC, ESSEC, INSEAD...

**Pour prendre en charge sa gestion comptable et financière**
Homme de contacts, rompu aux négociations, il est passionné par les affaires, a besoin de donner sa pleine mesure, veut accéder à des responsabilités plus importantes.

C'est à un candidat d'envergure que nous pourrons assurer cette évolution. Rémunération en conséquence

Ecrire avec lettre + C.V. + Pret + photo sous référence 55 93 a

GANIDE
19, Rue de Montmorency
75003 PARIS

**IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE DE STRASBOURG**
recherche
pour ses services d'études

### UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Il sera associé à une équipe ayant pour mission de faire l'analyse détaillée de la programmation et du support de mini-ordinateurs pour des centraux téléphoniques.

Le niveau du candidat devrait être celui d'une maîtrise en informatique ou d'une école d'ingénieurs avec une spécialité d'informatique.

Une expérience sur mini-ordinateurs en temps réel est souhaitable.

Une bonne connaissance de l'anglais est exigée.

Ecr. sous numéro 720.802, à HAVAS STRASBOURG.

### directeur d'usine

La filiale française d'un Groupe Chimique Européen recherche le Directeur de son Unité de Production située dans une Ville Universitaire de l'Est de la France et employant 400 personnes.

Ce poste conviendrait à un

**INGENIEUR CHIMISTE**

ayant complété de préférence sa formation par un Doctorat et possédant l'expérience de la direction d'une unité de fabrication. La connaissance de l'Allemand ou de l'Anglais est nécessaire.

Les personnalités intéressées sont priées de faire parvenir leur c.v. et la rémunération souhaitée à Havas Contact 156, Bd Haussmann, 75008 Paris sous réf. 56782

**MF Massey Ferguson**
1er constructeur mondial de matériel agricole
6000 personnes en France
recherche pour son USINE DE BEAUVAIS

### chef division achats

Directement rattaché au Directeur d'Usine, sa mission sera de traiter un volume d'achats de l'ordre de 300 millions de F en métallurgie et mécanique.

Ce poste peut convenir à un candidat de formation supérieure, ayant une expérience d'encadrement d'un service achats d'au moins 5 ans dans une industrie de fabrication de moyenne ou grande série.

Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre CV (sous référence 5200 AS.) à Service Resourcing, 22, avenue Galilée, 92350-LE PLESSIS-ROBINSON.

plein emploi

**Parfums Christian Dior**

Décentralisant l'ensemble de leurs activités techniques et administratives à SAINT-JEAN-DE-BRAYE (Orléans - Loiret)
recherchent pour leur département INFORMATIQUE :

### HOMME SYSTÈME

SON ROLE :
— conseiller et assister les études sur les nouveaux systèmes ;
— maintenir et mettre à niveau technique les systèmes utilisés - OS - DL. 1 - C.I.C.S. ;
— participer aux études de configuration et mener les études d'automatisation ;
— définir les normes d'analyse programmation.

IL EST DEMANDE :
- formation supérieure ;
- très bonne connaissance et grande pratique de l'O.S. et du C.I.C.S. ;
- une expérience de trois ans dans la fonction ;
- une expérience DL. 1 serait appréciée.

Larges possibilités d'évolution de carrière au sein de la Société.

Restaurant d'entreprise - Primes - Avantages sociaux - 13e mois - Horaire hebdomadaire 40 h.

Adresser C.V. et prétentions à Chef du Personnel, B.P. 58, 45800 SAINT-JEAN-DE-BRAYE.

**MARSEILLE**
IMPORTANT GROUPE BANCAIRE REGIONAL
recherche pour

### ÉTABLISSEMENT FINANCIER
FINANCEMENT VENTE A CRÉDIT

### CADRE DE DIRECTION
35 ans minimum.

Grande expérience financement ventes à crédit, larges connaissances techniques, juridiques et comptables, goût de l'organisation.

Pour assurer responsabilité niveau élevé, administration et gestion.

*Adresser curric. vitae avec photo et prétentions* à HAVAS, n° 45.864, MARSEILLE.

## offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

**sema**
Première Société Européenne de Conseil
recherche pour sa Division INFORMATIQUE

### organisateur

pour des postes de responsabilités dans la conduite d'interventions en clientèle (France et étranger).
Le candidat devra avoir impérativement :
- une formation d'ingénieur grande école (X, Mines, ECP, Télécom., ESE...),
- une expérience de 4 à 5 ans minimum en organisation,
- au moins des connaissances générales en informatique (formation complémentaire assurée).

Adresser C.V. et photo sous référence 4018/M à R. LELEU

sema selection
16-18, rue Barbès
92128 Montrouge
(Membre de l'ANCERP)

**LE DEPARTEMENT EQUIPEMENTS MEDICAUX D'UNE SOCIETE MULTINATIONALE FRANÇAISE**
RECHERCHE
dans le cadre du développement de ses activités
à L'EXPORTATION

### 3 INGENIEURS

très expérimentés diplômés d'une grande école d'électricité ou d'électromécanique.
**pour leur confier la création et la prise en charge d'activités nouvelles :**
- organisation du Service Après Vente,
- formation et information des techniciens locaux,
- développement des matériels.

Ces postes s'adressent à des candidats parfaitement bilingues (anglais), dotés d'un bon sens commercial et de qualités de managers, très disponibles, âgés d'au moins 35 ans.
La connaissance des milieux médicaux internationaux serait très appréciée.

Ecrire avec lettre + C.V. + Prét. + photo sous référence 55.94 à :

GANIDE



**CIT ALCATEL**
Alcatel
DEPARTEMENT TRANSMISSION
recherche

### UN INGENIEUR ELECTRONICIEN II

ayant une expérience en maintenance des mini-calculateurs et de leurs périphériques usuels.
Il prendra en charge les problèmes d'intégration et de mise au point (système de visualisation) au sein d'un service technique situé en banlieue Sud.
A partir de 76, il sera responsable de l'équipe de maintenance en R.F.A. près de FRANCFORT pendant 3 ans environ.
Bonne connaissance de l'anglais exigée, allemand souhaité.
Ecrire avec C.V. et prétentions à : Service Relations Humaines 33, rue Emeriau Paris 15e.

**ENGINEERING PETROLE ET PETROCHIMIE**
RECHERCHE D'URGENCE

### DIRECTEUR DE PROJET
Ingénieur confirmé, diplômé grande école, pour assurer gestion technique et financière. Important projet à l'exportation.

### INGENIEUR DE PROJET
Expérimenté diplômé ou autodidacte pour coordination technique.

### INGENIEUR MECANICIEN
Confirmé machines tournantes.

### INGENIEUR MANUTENTION
Très confirmé pour tous problèmes de transfert.

### INGENIEUR ELECTRICIEN
En installation et distribution

### INGENIEUR TUYAUTERIE
Bonnes connaissance du matériel et des matériaux robinetterie, traçage, calorifugeage, peinture.

TELEPHONER : 776.43.44 Service du Personnel
ou écrire : 10, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |

## offres d'emploi

Leader dans notre branche, nous recherchons pour le lancement d'un Centre International de Traitement de l'Information, équipé de systèmes IBM 370/158 sous OS/VS 2, et pour la mise en place d'un réseau européen de Télétraitement :

**DES INGENIEURS INFORMATICIENS**

Ils devront développer et suivre les plans :
- d'installation (terminaux RBT, Télécoms, Modems)
- de conversion (programmes existants)
- de mise en place (nouveaux packages, procédures)
- d'assistance client (support technique aux utilisateurs de RBT)
- de développement (nouveaux systèmes d'application)

*Ces postes conviendraient à des responsables de développement, des chefs de projets ou des analystes confirmés.*

**DES INGENIEURS INFORMATICIENS**

Dans le cadre de la responsabilité des services utilisateurs, ils seront chargés :
- du support technique aux utilisateurs
- de l'établissement des plannings
- de la recette des nouvelles applications
- de l'utilisation du réseau de Télécommunications
- du traitement interne au Centre.

*Les candidats devront avoir une formation supérieure et une bonne expérience d'exploitation en OS/VS.*

*Pour tous ces postes l'Anglais (lu, parlé, écrit) est indispensable ; l'Italien ou l'Espagnol souhaitable.*

Écrire avec C.V. sous référence 1956 à :

Pierre LICHAU S.A.
10, rue de Louvois,
75063 Paris cédex 02 q.tr.

---

**Documentaliste**

La SAMDA, Compagnie d'Assurances, met en place un Service Documentation et offre à un(e) jeune universitaire, après une formation préalable assurée par la Compagnie, de prendre la responsabilité de ce service. Celui-ci comportera la gestion du budget des abonnements, le stockage des documents, le suivi du « fonds documentaire » et les nombreuses liaisons avec tous les services intéressés.

Ce poste convient à un(e) débutant(e), ayant une bonne culture générale et littéraire, par exemple Bac A et 1 ou 2 ans en Faculté. Une formation spécifique de documentaliste n'est pas nécessaire. Par contre l'aisance dans les contacts et des aptitudes sur le plan classement et gestion sont indispensables.

Lieu de travail : PARIS (8e). Statut Stagiaire Cadre. Rémunération de début non inférieure à 30.000 F

sélé CEGOS garantit une totale discrétion à l'étude de votre dossier (lettre man., C.V. détaillé), sous référ. M. 11.868.
33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

---

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE**
recherche pour son Usine située au Sud de Paris

**INGÉNIEURS**
**Position II ou III A**
10 ans d'expérience minimum
GRANDES ÉCOLES (Sup. Aéro, A. et M., etc.)

**INGÉNIEURS débutants**
GRANDES ÉCOLES (Sup. Aéro, A. et M., etc.)
**Pour son Bureau d'Études**
**(équipements avioniques)**

Envoyer curriculum vitae et photo à n° 7.307, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

---

Importante Société d'Etudes
recherche pour PARIS

**responsable des recrutements**

*Formation*
*PSYCHO, PSYCHOSOCIOLOGUE*
*Bonne expérience recrutement cadres.*

- *Sous les ordres du Chef du service Gestion du Personnel, assurera.*
  *Recherches candidatures, entretiens, appréciation qualités humaines (60 Ingénieurs et Cadres recrutés chaque année) et accueil nouveau personnel.*
  *Souhaitons qu'aptitudes candidat lui permettent également d'animer stages internes de formation dans le domaine communication travail en groupe.*

Ecrire avec CV dét. s/réf. 1073 à
ORGANISATION et PUBLICITE
2, rue Marengo 75001 Paris q.tr.

---

**ALLIS-CHALMERS**
**MATERIAL HANDLING EUROPE**

CONTINUE SON EXPANSION EN EUROPE AFRIQUE ET MOYEN ORIENT et recherche :

**area sales manager** NORD EUROPE (réf. ASM)
- *plusieurs années expérience dans le domaine des matériels de manutention*
- *parlant couramment Anglais et si possible Allemand*
- *habitué aux contacts internationaux et aux déplacements fréquents*
- *lieu de travail : PARIS*

**regional service manager** MOYEN ORIENT (réf. RSM)
- *plusieurs années expérience dans l'Après-vente matériel industriel*
- *parlant couramment Anglais et pouvant voyager fréquemment*
- *point d'attache : DIEPPE*

**assistant technique** PARIS (réf. AT)
- *capable étudier Cahiers des Charges internationaux et de rédiger des soumissions*
- *bonnes connaissances de la langue anglaise nécessaire*
- *expérience manutention exigée*
- *lieu de travail : PARIS*

OP Envoyer curriculum vitae détaillé avec photo (ret.) s/réf. correspondante à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 PARIS qui trans.

---

**Paris-Sheraton Hotel**
1000 CHAMBRES
Quartier MONTPARNASSE
recherche d'urgence

**DIRECTEUR DES VENTES**

CONDITIONS INDISPENSABLES :
Expérience en hôtellerie ou industries de voyages.
Connaissances Marché et Agences de voyages et Compagnies aériennes.
Parlant parfaitement Anglais et Français.
*Possibilité promotion au sein de la chaîne.* Salaire intéressant en fonction de l'expérience - 13ème mois.

Env. candidature et photo, Service du Personnel 19, rue du Commandant Mouchotte 75014 Paris (Discrétion assurée).

---

*1er Assureur Français du Bâtiment et des T.P.*



**la Société Mutuelle d'Assurances**
114, avenue Emile-Zola Paris 15

recherche

**licenciés en droit**

Postes à pourvoir :
- REDACTEURS PRODUCTION
- REDACTEURS SINISTRES

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à Mme Viard «LD», S.M.A.B.T.P.
114, avenue Emile-Zola 75015 PARIS.

plein emploi

---

Etablissement Public à caractère culturel recherche pour sa cellule Edition-Diffusion un

**responsable de gestion des stocks et de l'analyse des ventes**

Une expérience antérieure dans une entreprise industrielle ou commerciale et une formation en comptabilité analytique sont un atout pour ce poste.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée sous réf. GS à J.N. TRINH 14, rue de Longchamp - 92200 Neuilly-sur-Seine Tél. 508.25.00.

---

**Exploitation de chauffage**

Société de service, la vente de confort thermique est notre vocation (chauffage, ventilation, climatisation...). Nous gérons, sur contrats, des installations de grands ensembles situés dans toute la France. Nous cherchons pour la région parisienne un

**ingénieur** 100.000 F. +
**ou technicien supérieur**

pour animer, contrôler, diriger, les équipes de conduite-dépannage-réglage responsables de la région. Après mise en route vous en deviendrez rapidement le

**responsable de l'exploitation.**

30 ans au moins, la connaissance des installations, des combustibles, des matériels, la disponibilité totale, les notions du service, du long terme, de l'économie d'énergie, sont les clés de votre réussite dans ce poste, ouvert sur de hautes perspectives d'évolution.

Réponse et discrétion assurées à toe lettre man. + CV + photo + rém. adressée ss réf. B/5752 à Mme Faucon

**bernard Julhiet psycom**
93, av. Ch. de Gaulle - 92200 Neuilly membre de l'ANCERP

---

*Importante Société Succursaliste de Distribution*
recherche

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

*Le poste comporte des responsabilités importantes, en particulier :*
- *Direction administrative et financière.*
- *Etude des problèmes juridiques, fiscaux et de contentieux.*
- *Conception et mise en œuvre du contrôle de gestion.*

*Il conviendrait particulièrement à un jeune diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, SUP de CO) ayant acquis une formation complémentaire de juriste (licence en droit ou équivalent).*

*Une expérience de quelques années dans des fonctions similaires serait utile, la connaissance de l'espagnol est souhaitable.*

*Les dossiers de candidatures (C.V., lettre manuscrite) seront traités confidentiellement par :*

**Bouvard, Gauthier, Martichoux & Associés**
*Conseillers de Direction*
54, rue des Entrepreneurs - 75015 Paris

---

**S.A. CHIFFRE AFFAIRES HORS TAXE**
**34 MILLIONS DE FRANCS**
**SIÈGE SOCIAL PARIS**
recherche
**POUR SECONDER**
**DIRECTEUR COMMERCIAL**
**HOMME JEUNE**
**SOLIDE FORMATION**
**ORGANISATION GESTION**
Position Cadre
— Expér. connaissances branche papeterie souhait.
Adresser curriculum vitae détaillé et références :
*Mme VALLÉE - B.P. 342*
*75624 Paris Cedex 13*

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
68 KM DE PARIS
recherche

**1 CONTROLLER**
parfaitement BILINGUE ANGLAIS.

Il dépendra directement de la direction. Il aura sous ses ordres l'ensemble des services comptabilité et trésorerie. Il serait appréciable, mais non indispensable, que ce cadre ait des connaissances sur les techniques financières et comptables pratiquées aux U.S.A.

Nous assurons une rémunération importante. Possibilité logement.

Adresser curriculum vitae détaillé sous n° 19.854 à RUSH Publicité, 34, r. d'Hauteville, 75010 PARIS, qui transmettra.

La plus entière discrétion est assurée.

---

Très important établissement spécialisé dans le financement de l'immobilier
recherche son

**Responsable des participations**

dans des programmes de promotion immobilière.

Les fonctions seront :
- La sélection de projets immobiliers et leur mise au point avec les promoteurs.
- La constitution des "tours de table".
- La gestion de ces participations.

Les candidats susceptibles d'être retenus devront :
- être âgés de 35 ans au moins,
- être diplômés d'une Grande Ecole (HEC - ESSEC - IEP + DROIT),
- avoir une solide expérience de la promotion immobilière notamment dans le domaine financier,
- savoir animer une équipe de collaborateurs,
- avoir le goût des contacts et de réelles qualités de négociateur,
- avoir le sens de la décision.

Adresser c. v. détaillé, photo et prétentions sous réf. 364503 à Havas Contact
156 bd Haussmann, 75008 Paris.

---

**BANQUE ROTHSCHILD**
*recherche pour ses nouvelles Agences*
**à PARIS**

**ATTACHÉS COMMERCIAUX**
**Niveau CLASSE IV ou V**

Les candidats devront justifier d'une bonne expérience des services bancaires.
Excellente présentation et contact humain sont les caractéristiques personnelles requises pour s'intégrer à une équipe de qualité.

**ATTACHÉS DE DIRECTION**
**spécialistes titres et bourses**

Les candidats devront posséder une connaissance approfondie depuis plusieurs années dans ce domaine et une expérience confirmée de la clientèle privée. Age indifférent.

Adr. lettre man., C.V. et photo, Banque Rothschild Division du Personnel, 21, rue Laffitte, 75009 Paris.

---

**TECHNICO-CCIA**
Administration Export

Pour suivre l'expansion de ses ventes à l'export, un important fabricant de tuyauteries flexibles crée poste sédentaire intégré au service Administration Commerciale, en particulier administration des ventes sur le marché allemand, comportant :
— Rédaction des propositions et des devis,
— Suivi des commandes et des livraisons en relation avec usine et transitaires,
— Préparation des factures.

Bonnes bases techniques (mécanique, métallurgie) indispensable. Pratique de l'allemand et/ou de l'anglais nécessaire. Bon salaire de départ.

*Documentation sur poste avant 1er entretien*

FRANCE MARKETING Adr. lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (ret.) ss réf. 405
54, rue des Petites Écuries 75010 PARIS
APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AU CANDIDAT

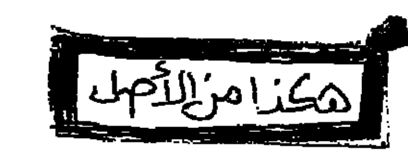
---

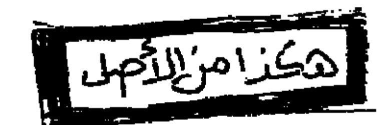
**RESPONSABLE EXPORTATION**
**80.000 - 100.000 F.**

- *Il s'agit, dans le cadre d'un plan ambitieux, de développer fortement nos ventes dans le Marché Commun.*
- *Nous sommes leader sur notre Marché en France. Nous vendons, sous une grande marque nationale, un produit de grande diffusion dans les canaux de Distribution modernes.*
- *Sous la responsabilité du Directeur de l'Exportation, le titulaire aura très rapidement la responsabilité complète de certains marchés.*
- *Une expérience commerciale de 4 ou 5 ans ainsi que la pratique courante de l'Anglais et de l'Allemand sont indispensables. Une expérience de Produits Textiles et une formation commerciale supérieure seraient également appréciées.*
- *Les possibilités de carrière sont nombreuses dans notre Société qui fait partie d'un grand Groupe Industriel Français.*

*Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par*

DEVELOPPEMENT
*service M.1006, 10 rue de la Paix, 75002 Paris*







| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 65,00 | 75,89 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |

## offres d'emploi

### UN INGENIEUR TUYAUTEUR COORDINATEUR D'AFFAIRES AU SEIN DU DEPARTEMENT ACHATS

Plusieurs années de bureau d'études ou d'atelier de fabrication de tuyauteries ont fait de vous un spécialiste désireux d'évoluer vers les achats et la coordination d'affaires dans la société.

Nous vous proposons, au sein de notre département achats, de lancer et de dépouiller les appels d'offre des matériels et accessoires de tuyauteries des circuits principaux des chaudières que nous construisons, de négocier avec les fournisseurs, d'établir les commandes, d'assurer les suivis commercial et financier.

Cette fonction à créer vous permettra de valoriser vos connaissances et d'élargir votre domaine de responsabilité.

Réf. M 35

**FRAMATOME** Service Emploi/Orientation

Tour FIAT 16 - 92084 Paris Défense Cedex 16

L'UNE DES PREMIERES SOCIETES DE TRAVAIL TEMPORAIRE PARIS ET REGION PARISIENNE

recherche

### CHEF D'AGENCE « SUPER-VENDEUR »

Il sera responsable :
- du développement et de la gestion du portefeuille clients ;
- de la direction, de l'animation et du contrôle des activités des responsables d'exploitation administratifs et industrie ;
- des liaisons avec les services du Siège.

IL DEVRA AVOIR :
- 30 ans minimum ;
- une expérience de Directeur d'Agence dans une entreprise de travail temporaire de préférence ;
- une formation technique et une expérience industrie ;
- le goût et la pratique de la vente et de la gestion commerciale ;
- un tempérament affirmé de « gagneur ».

Rémunération exceptionnelle croissant très vite en fonction des résultats.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae en indiquant rémunérat. act., à PUBLI-DIRECT, 41, boulevard de Strasbourg, 75010 PARIS, sous référence 4.001 (à rappeler sur l'enveloppe).

### TRÈS IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION

(Centrale d'Achats et Chaîne de Grands Magasins)

recherche

pour un poste de CADRE à PARIS :

### ADJOINT AU CHEF DU SERVICE JURIDIQUE DU GROUPE

Licencié en Droit Privé, ayant plusieurs années expérience pratique du Droit des Affaires, notamment contrats, éventuellement Procédure.

Expérience notariale très souhaitée.

Nombreux avant. sociaux. Restaurant d'entreprise.

Écrire lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à n° 23.938 B, Editions BLEU Publicité, rue Docteur-Lebel, 94300 Vincennes, qui tr.

CITICORP

recherche pour l'un de ses ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

### UN CADRE

spécialisé dans le CRÉDIT ACQUÉREUR Immobilier

Formation enseignement supérieur ;
Expérience commerciale indispensable dans la spécialisation demandée.
Bonne connaissance de la langue anglaise.

Lettre + C.V. à FNCB, 60, av. Champs-Elysées, Paris (8e).

UN DES GRANDS INDUSTRIELS DE LA PEINTURE EN FRANCE

(250 Millions de C.A.)
Siège proche banlieue PARIS
recherche

### ADJOINT au DIRECTEUR des ACHATS

- Expérience des achats nécessaire.
- Formation Ecole Commerciale souhaitée.

Envoyer curriculum vitae à n° 8.965, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

### DANS UN AN

Nous sommes le premier constructeur européen de matériels informatique et de bureaux.
Nous voulons développer qualitativement notre potentiel humain.

**olivetti**

propose aujourd'hui à de
JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES COMMERCIALES
(HEC - ESSEC - ESCP ou équivalent)
de s'intégrer après une formation active d'un an à nos divisions :
COMMERCIALE - INFORMATIQUE - MARKETING
FINANCIERE - ORGANISATION - RELATIONS HUMAINES

Envoyer C.V. à Monsieur GIESE - OLIVETTI France - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 91, Fbg St-Honoré 75008 PARIS - Discrétion et réponse assurées.

### UN POSTE «CLE»

L'une des premières sociétés de TRAVAIL TEMPORAIRE Paris et Région parisienne recherche

### ADJOINT CHEF D'AGENCE « INDUSTRIE »

Il sera responsable :
- du recrutement du personnel industriel ;
- de son affectation ;
- de la gestion des contrats de mission ;
- du suivi et de la maintenance du personnel dans ces entreprises ou sur les chantiers.

Il doit avoir :
- 30 ans min., une bonne formation technique ;
- de l'intérêt pour les problèmes humains ;
- le goût de la gestion et un esprit commercial ;
- si possible une bonne expérience des chantiers ou de l'atelier.

Rémunération très intéressante, liée aux résultats. Adr. lettre manuscrite avec C.V. et rémunération actuelle sous la référence 3.205, à PUBLI-DIRECT, 41, bd Strasbourg, 75010 PARIS - Tél. : 202-69-65.

DISCRETION ASSUREE.

Filiale commerciale d'un Groupe international recherche pour proche banlieue :

### CHEF DE COMPTABILITÉ STOCKS

LA FONCTION :
- Perfectionner et faire évoluer le système actuel ;
- Contribuer à l'analyse comptable et financière ;
- Assurer le contrôle de la gestion des Achats et du budget stocks ;
- Perspectives dans la Société ou le Groupe.

LE CANDIDAT :
- a plusieurs années d'expérience similaire, de préférence dans une technologie complexe ;
- personnalité et présence, sens de la négociation, volonté de concrétiser.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence 73512 à :



**Roland Berger & Grep Ass.**
International Management Consultants,
7, rue Marcel-Allégot,
92190 MEUDON.

R.B.E.P.

### Département immobilier

d'un groupe International recherche pour PARIS

### CADRE RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

Agé de 30 ans minimum
5 ans d'expérience environ en ce domaine.

COMPETENCES :
Droit de la construction, fiscalité immobilière, financement des opérations.
Formation de base ou activités antérieures en rapport étroit avec l'immobilier.

MISSIONS PRINCIPALES :
Etude des affaires nouvelles, montage des opérations, prévisions diverses, constitution et mise à jour des dossiers, suivi d'exécution et contrôle.

Ecrire avec C.V. explicite et prét. s. réf. SITECIM

CETAGEP
• 30, AVENUE AMIRAL LEMONNIER 78160 MARLY LE ROI •

SOLVAY & Cie

DIRECTION NATIONALE POUR LA FRANCE recherche :

### LE CHEF D'EXPLOITATION DE SON CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION A PARIS

Le poste conviendrait à un candidat :
- de formation Ingénieur ;
- ayant une expérience industrielle de 2 à 4 ans, de préférence dans l'informatique ou les automatismes ;
- possédant des qualités de communication et de coopération indisp. pour une telle fonction.

Ecr. avec C.V. et prét., à Direction du Personnel, 12, cours Albert-Ier - 75383 PARIS - CEDEX 08.

Decision Data — premier constructeur de matériels de saisie et de périphériques 80 et 96 colonnes — offre une excellente opportunité pour un poste de :

### DIRECTEUR DES VENTES O.E.M. PÉRIPHÉRIQUES D'ORDINATEURS

Responsable des ventes en France et en Italie. Il est ingénieur diplômé en électricité ou en mécanique et il a au minimum 3 ans d'expérience technico-commerciale de préférence dans le domaine des périphériques électro-mécaniques. Il doit être capable de faire des propositions techniques et commerciales et de les présenter en anglais et en français aux hommes de décision.

Notre organisation en pleine expansion, avec des usines de fabrication en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et avec des sociétés assurant la vente et la maintenance dans toutes les régions importantes offre de grandes possibilités aux personnes compétentes.

Des hauts salaires sont liés aux commissions sur les ventes et à différents avantages. Si vous êtes intéressés, envoyez-nous votre C.V. à : Decision Data, 42-52, rue de l'Aqueduc - 75010 PARIS. Tél. : 203-64-81, Télex 67987.

DECISION DATA

Pour faire face à son expansion
**Leader Européen**
en biens de consommation industrielle
engage

### PROMOTEUR DE VENTES

sur Région Parisienne
30 ans minimum.

Qualités requises :
- Personnalité dynamique ;
- Formation Ingénieur ;
- Expérience de vente produits industriels.

Offre :
- Salaire élevé. Statut de cadre ;
- Participation importante aux fruits de l'expansion ;
- Formation assurée sur le produit de la société.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à

CEPI 9, rue Thérèse 75001 PARIS.

HONEYWELL AUTOMATION

recherche pour
**sa Division Thermique - Confort**

### RESPONSABLE NATIONAL de son réseau de distribution

100 points de vente
20 millions de C.A. à doubler en 1977

Ce poste RATTACHE AU DIRECTEUR DE DIVISION, devrait intéresser une personnalité d'envergure Ingénieur diplômé, H.E.C., E.S.S.E.C., ... plus de 35 ans, très introduit dans la profession, ayant une expérience de plus de 5 ans dans l'animation de circuits de vente indirecte (grossistes, concessionnaires, etc.).

L'importance de cette fonction dans le cadre d'une politique de DELEGATION MAXIMUM exige du titulaire une expérience approfondie de la GESTION et un ESPRIT MARKETING TRES DEVELOPPE.
Connaissance de l'Anglais souhaitée.

Env. C.V., photo et prétentions, ss référ. T/C. à : Direction du Personnel, HONEYWELL S.A. 12, rue Avaulée. — 92240 MALAKOFF.

SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE

recherche pour Argenteuil

### INGÉNIEUR

35 ans minimum
ayant expérience Projet et réalisation, unité Chimique ou Pétrochimique.

### INGÉNIEUR

35 ans minimum
ayant forte expérience en Chaudière de récupération.
Langue Anglaise désirée.
Téléphoner au 982-21-32, poste 219.

Nous sommes la filiale d'un Groupe International. Notre Société est importante : 2000 personnes, 250 millions de C.A. Nous fabriquons et distribuons des produits "grand public" et nous sommes un des leaders dans notre spécialité sur le marché français. Nous cherchons :

### un directeur commercial

de tout 1er plan

possédant une solide expérience du marketing, connaissant, si possible, les problèmes de distribution "grand public" et ayant prouvé ses qualités de "meneur d'hommes".

Si notre image de marque et notre circuit de distribution sont excellents, notre réseau commercial a besoin d'être "repris en main". Compte-tenu de la conjoncture, la mission confiée sera difficile et de la plus haute importance pour l'avenir de notre Société, mais le titulaire du poste sera fortement soutenu par la Direction Générale et disposera de tous les moyens nécessaires pour développer les ventes tant en France qu'à l'Etranger.
Il aura la possibilité d'évoluer au sein de notre Groupe. Sa rémunération sera élevée :

**+ 250.000 F.** par an, au départ

Ecrire à : G. ROLLOY sous référence M 380

SERTI sélection 49, avenue de l'Opéra 75002 PARIS Discrétion assurée.

GROUPE T.P. NATIONAL

recherche pour son SIEGE PARIS

### UN ORGANISATEUR COMPTABLE

- Jeune cadre ayant 5 à 10 ans d'expérience d'animation comptable.
- Ses fonctions seront sous la responsabilité d'un chef de service :
  - l'animation et l'organisation des méthodes comptables d'une centaine d'établissements et de filiales décentralisés en métropole ;
  - la coordination avec l'informatique de l'étude et de la mise en place des applications comptables.
- Ses fonctions impliqueront :
  - une formation supérieure (D.E.C.S., E.S.C., B.T.S. ou équivalent) ;
  - de fréquents déplacements en France ;
  - une capacité à travailler en équipe.

Adresser C.V. et prétentions sous référ. 1.962 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

TEXUNION

*l'un des principaux GROUPES TEXTILES EUROPEENS recherche un*

### Chef de Ventes Tissus Ecrus

- *Rattaché à la DIRECTION du MARKETING il travaillera en étroite collaboration avec les Unités de Production situées en France et à l'Etranger.*
- *Il sera Responsable du Développement des Ventes auprès d'une Clientèle d'Industriels transformateurs sur les principaux Marchés Mondiaux.*

*Ce poste situé à PARIS conviendrait à un candidat de 30 ans minimum ayant une EXPERIENCE EXPORTATION et d'excellentes connaissances de l'Anglais et de l'Allemand.*
*Il devra pouvoir agir seul et être digne de toute confiance.*
*Les voyages occuperont environ la moitié de son temps.*
*Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par*

DEVELOPPEMENT
*service M.1001, 10 r. de la Paix, 75002 Paris*

8

recherche

### RESPONSABLE SERVICE COMMERCIAL EXPORT

40 % du chiffre d'affaires de la société

- Trilingue complet anglais-allemand ;
- Formation commerciale supérieure ;
- Expérience dans le domaine du commerce international produits de grande consommation ;
- Familiarisé aux concepts du marketing et de la publicité ;
- Habitué aux contacts commerciaux à hauts niveaux.

Ne pas téléphoner

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à : S.P.I.L., Service Export (réf. 278), 156, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

### AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

POUR REGION PARISIENNE est recherché par Société Lyonnaise

Construction réducteurs et boîtes de vitesses. Expérience B.E. indispensable, pour prospection et suivi clientèle industrielle. Travail indépendant nécessitant dynamisme et ambition. Il faut voiture et téléphone personnels. Tous frais remboursés. Salaire suivant qualification plus intéressement sur C.A. réalisé.

Ecrire n° 8.528, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30.00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |

## offres d'emploi

Groupe de Sociétés d'Assurances, Financières, Industrielles et de Promotion Immobilière, recherche pour seconder le responsable du SERVICE JURIDIQUE et FISCAL au siège à Paris (17e).

**fiscaliste**

Ayant pratique du droit des sociétés et plus spécialement chargé d'un rôle de conseil fiscal auprès des diverses sociétés du groupe.

Le candidat retenu de préférence aura 28 ans minimum, une formation fiscale reçue à l'Ecole Nationale des Impôts et une expérience de deux ou trois ans acquise dans l'administration ou dans le service juridique d'une entreprise.

Ecrire avec C.V. détaillé en précisant le salaire actuel, service 1.493 M.

plein emploi 18 rue du mail paris 2e

---

**IMPORTANT GROUPE FINANCIER**
recherche
**GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLES**
ayant formation supérieure et expérience.
— Rémunération intéressante ;
— Avantages sociaux.
Adr. curriculum vitae manuscrit et photo (ret.), n° 4.083, PARFRANCE PA, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS, qui transmettra.

---

**GROUPE PHARMACEUTIQUE**
RECHERCHE POUR SON SERVICE DE DOCUMENTATION MEDICALE A PARIS
**JEUNE FEMME MÉDECIN**
Connaissant bien la langue anglaise et ayant si possible l'expérience de méthodes de traitement de l'Information.
Envoyer C.V. sous référence N° 5.081 à SIPEP 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS.

---

JEUNE MAISON D'EDITION SCOLAIRE
située à Paris (7e) - Invalides
filiale d'un groupe international important
*recherche*
**RESPONSABLE COMPTABLE**
(J. H. ou J. F.)
chargé(e), sous l'autorité du directeur, de la tenue de la comptabilité, du contrôle budgétaire, de la surveillance et de l'exécution de l'ensemble des tâches administratives. Dégagé des obligations militaires, anglais souhaité ainsi qu'expérience comptable de quelques années. Etudes supérieures (D.E.C.S.).
Envoyer C.V. dét., prétentions et photo à S.R.A., 92, bd de Latour-Maubourg. — 75007 PARIS.

---

IMPORTANTE SOCIETE, GROUPE
**PECHINEY-UGINE-KUHLMANN**
recherche
**UN ADJOINT A SON CHEF DES SERVICES COMPTABLES**
Ce candidat du niveau D.E.C.S. ou I.T.B. possédant une solide expérience bancaire et comptable, sera chargé de la gestion de son service trésorerie à Paris.
Ecrire avec C.V. et prétentions sous référ. 5.061 à LEVI-TOURNAY, 5, cité Pigalle, 75009 Paris, q. tr.

---

GROUPE INTERNATIONAL
Produits Industriels Grande Consommation
PARIS
confierait à
**JEUNE H.E.C. - ESSEC**
la conception, la mise en place et le fonctionnement selon les procédures anglo-saxonnes de son
**COST ACCOUNTING**
Ecrire manuscrit (plus photo) à X. CARTRON, 73, rue du Rôle, 91800 BRUNOY.

---

**SYNDICAT PATRONAL NATIONAL**
Grandes Entreprises
recherche
**RESPONSABLE EMPLOI - FORMATION**
Ce poste conviendrait à Cadre Supérieur, âgé plus 35 ans, niveau Grandes Ecoles, ayant expérience minimum de 5 ans mêmes domaines dans entreprise ou organisation patronale.
Adr. C.V. + photo (ret.) à n° 7.287, CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

---

*Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.*

---

**AIDE-COMPTABLE**
pr Cab. d'Expert. Comptable. Trav. intéress. et formateur. Ecrire : S.E.C.O.R., 14, rue d'Annam, Paris (20e).

Groupement d'Experts Comptab., implantation nationale, recherche
**EXPERT COMPTABLE**
*POUR :*
- participer à harmonisation des méthodes de travail,
- organiser actions *de formation,*
- coordonner l'exécution des missions

Le candidat devra avoir une *expér.* de la révision de Stés importantes.
Lieu de travail Paris et déplacements province.
Adresser C.V. sous réf. 7.644, P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui tr.

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE GRANDE BANLIEUE NORD DE PARIS
recrute pour son Département du Personnel
**RESPONSABLE FORMATION**
Il sera chargé de la gestion de la formation permanente :
— sur le plan technique (conseil et orientation des stagiaires, sélection des organismes de formation, *mise en place de stages collectifs...*) ;
— sur le plan administratif (budget et plan de formation, *déclarations annuelles,* statistiques...).
Ce poste conviendrait à un *jeune Ingénieur* (mécanic. de préfér.) ayt une première expérience industrielle. Lecture de l'anglais souhaitée.
Adresser C.V., photo et prét., à n° 05.990 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

**THOMSON C.S.F.**
Division Faisceaux Hertziens
**LEVALLOIS**
(PRES METRO)
recherche
**AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS**
titul. B.T.S., D.U.T. ou équival.
— pour travailler sur plate-*forme d'essai (postes stables en usine).* Réf. M 1
— pour effectuer des mises en *service sur le site (France-étranger),* après période de formation à l'usine (déplacements de longue durée fréquents). Réf. M 2
Adr. C.V. dét. (sous référ.) à : TH. C.S.F. Serv. Recrutement, 53, rue Greffulhe, Levallois, ou tél. pr R.-VS 758-11-68 P. 30-99.

Pour *MALAKOFF*
**DESSINATEURS**
Catalogues techniques.
Se prés. E.L.P., 110, bd Gabriel-Péri, *MALAKOFF* - 735-96-50

**GROUPE BANCAIRE**
quartier Saint-Lazare
recherche
**UN ADJOINT**
AU RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS
— Formation supérieure souhaitée
— Bonnes méthodes d'organisation
— Expérience gestion du patrimoine : immobilier, assurances, baux, protection *et sécurité*
— Sens du commandement et de la hiérarchie indispensables, bonne présentation et bons contacts humains
— Esprit d'initiative et de synthèse
Libre rapidement
Adr. lettre manusc., C.V., photo et prét., à n° 7.169, Contesse P., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

Impte Société Biens de Consommation durable (Loisirs) à Paris 15e rech. pour *service Commercial*
**SECRETAIRE**
bilingue français-anglais
*Tél. pour rendez-vous : 250-89-30*

IMPORTANTE CABLERIE NORD-OUEST de PARIS recherche :
**INGENIEUR**
30 ans minimum
2 à 3 ans de pratique industrielle. Formation : Violet - E.S.M.E. ou similaire pour poste atelier de production et études de prototypes.
Ecrire avec C.V. et prétent., à n° 7.180, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

SIEGE SOCIAL PARIS 16e cherche :
**SECRETAIRE DE DIRECTION STENODACTYLO**
BILINGUE FRANÇ.-ANGL.
pour horaire 15-80 heures
Libre rapidement
*Adr. C.V., référ., prétentions,* à n° 7.293, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

Etabliss. Public Aménagement *Ville nouvelle Marne-la-Vallée* recherche pour son Service Juridique
**JURISTE CONFIRME**
Connaiss. parfaitement les procédures de cession et de bail à long terme en matière immobilière. Ce cadre participera au montage d'opérations immobilières et sera chargé de la rédaction et du suivi de contrats immobiliers avec le secteur public et le secteur privé.
Ecr. avec C.V. dét. et prétent., à EPAMARNE - Parc de Noisiel, 77420 Noisiel-Champs-sur-Marne

---

Importante Sté mécanique et électronique banl. sud
recherche pour son service personnel
**EMPLOYÉ PRINCIPAL DE SERVICE PAIE**
(ASSIMILE CADRE)
— *une expérience dans la fonction* est indispensable ;
— des connaissances de gestion automatisée seraient *appréciées.*
Nombreux avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.
Ecr. avec C.V. et *prétentions* n° 865 Publicités Réunies 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

**T. I. T. N.**
*rech. pour travaux de concep*tion assistée sur ordinateur
**INGENIEUR**
*expérimenté dans systèmes* graphiques interactifs.
Envoyer cur. vit. prétent. 28, r. Maurice-Ténine. 94260 Fresnes.

Urgent pour SURESNES
**DACTYLO TECHNIQUE**
CONFIRMEE
Téléphoner : 735-96-50.

*Société importat. en pleine* expansion recherche
**CADRE COMPTABLE CONFIRME**
niv. DECS + 5 ans minim. pratique professionnelle.
Ecrire N° 22088 P.A. SVP, 37, r. Gal-Foy, 75008 Paris.

SOCIETE INDUSTRIELLE 200 personnes. FORTE EXPANSION - 2 USINES
recherche pour son siège Quartier SAINT-LAZARE
**CHEF DU SERVICE COMPTABILITÉ**
(30 ans minimum)
— *Comptabilité générale.*
— Comptabilité analytique.
— Suivi des comptes clients.
— Trésorerie.
— Paie.
— Questions administratives.
Possibilité de *carrière* au sein d'un groupe important pour jeune cadre expérimenté.
Adr. C.V. dét., prét. et photo N° *6.747,* Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

*Société en expansion recherche*
**UN COMPTABLE GESTIONNAIRE**
ayant autorité, expérience et sens de l'organisation pour région NORD-EST de PARIS.
Adres. lettre manuscrite + C.V. sous *référence 9.650 M* à : C. N. P. G. 105, av. V.-Hugo, 75116 Paris.

**SKF**
recherche pour sa direction économique
**COLLABORATEUR**
pour études financières. *Titulaire BTS comptabilité* + formation économique.
Quelques années d'expérience *dans service Comptable* ou Financier appréciées.
Adr. lettre manuscrite + C. V., prétentions, sous référ. 27/C. à SERVICE du PERSONNEL B.P. 72 - 92140 CLAMART

ETS FINANCIER
**COLLABORAT. CADRE**
25 ans minimum
FORMATION SUPERIEURE EXPER. BANCAIRE APPREC. POUR CONTACTS CLIENTELE HAUT NIVEAU.
Ecrire avec C.V. à :
S. F. F.
SERVICE DU PERSONNEL Tour d'Asnières 92606 ASNIERES.

**S.A. INTHERCLIM-GEOFFROY**
recherche
chauff., ventil., condit. d'air, pour service commercial études et projets :
**TECHNICIENS EXPERIMENTES**
—Chargé, à court terme, de la conception de l'étude et de la négociation technique et financière d'affaires;
— Contacts clients, architectes et B.E.T.;
— *Nécessité dynamisme,* initiatives sens responsabilités et goût de relations humaines.
Env. C.V. et prét. à M. Postic, 185, quai de Valmy. - Paris-10e.

**AUBIER CUNY**
3, *passage Brulon, Paris-12e,* recherche - d'urgence :
**SECRETAIRE**
BILINGUE ANGLAIS
pour service EXPORT-IMPORT.
Tél. pr R.-V. : 343-85-64, P. 4.

Pour jeune agence *en pleine expansion*
**CHARGE D'ETUDES EXPERIMENTE**
minimum 25 ans.
Capable d'assurer : la conception, la budgétisation et le suivi *des campagnes promotionnelles.* Connaissance des problèmes immobiliers souhaitée. Poste stable.
Env. C.V. photo et prétent. à : GERAP, 30, r. *F.-David,* 75016.

---

**AGENT TECHNIQUE**
CONFIRME AT3 ou ATP connaissant vitesse variable, bonnes notions en électronique et en électrotechnique pour assurer S. A. V. en France. *Place stable pour bureau Courbevoie,* avantages sociaux. Ecr. avec C.V. et prétentions à : n° 26.356 B, BLEU, 17 r. Lebel, 94300 Vincennes, *qui transmet.*

Fiduciaire expertise comptable 2e arrondt cherche : Assistant de cabinet *confirmé, libre rapidement.* - *Téléphone : 742-91-36.*

VIIIe - PARC MONCEAU
recherche
NURSE - QUALIFIEE,
*parlant couramment français :* pour s'occuper d'un bébé de 3 mois et d'un enfant de 3 ans, aidée, logée, nourrie, références exigées, *très bons gages.* Se présenter, CCT, 2, bd Magenta, 75010 Paris, ou téléphoner le matin, 10 à 12 h, au : 203-71-48.

*Centre chirurgical Marie-Lannelongue,* 129, *rue de Tolbiac,* Paris (13e), cherche pour son L.A.M. laborantine B.T.S. pour remplacement 8 mois, possibilité *prolongation.* Libre de suite. Tél., pr R.-V., 707-47-39, P. 407.

URGENT
pr EMPLOIS IMMEDIATS et STABLES
**A T 2** pour labo *métallurgie*
**DESSINATEURS P.E. RECEPTIONNAIRES**
Avant. soc. - Cantine - 13e mois Primes. — Se prés., S.N.F.A., 23, bd Brandebourg, IVRY (94). *5e Mo Mairie-d'Ivry.*

IMPORTANT GROUPE DE DIMENSION EUROPEENNE *recherche pour*
— UNE DE SES FILIALES *région parisienne*
**UN INGÉNIEUR ÉTUDES THERMIQUES DÉBUTANT**
diplômé Gde Ecole d'Ingénieurs (Centrale, ENSTA, ENSMA) + I.A.E. apprécié. Il sera *chargé d'Etudes et de recherches* approfondies concernant des échangeurs thermiques (radiateurs de refroidissement auto*mobile sans soudures) ainsi que* d'études touchant à des problèmes de technologie de ces radiateurs. Allemand ou Anglais *indispensable.*
Réf. 3157/1

— SA DIRECTION REMPLA*CEMENT EXPORTATION* Paris-17e
**UN CADRE EXPORTATION DÉBUTANT**
ou ayant une première expér. *Diplômé* Gde Ecole Commerciale, il sera responsable d'un secteur d'activités en Europe de l'Ouest et chargé du développement du réseau de distribution de biens d'équipement industriels. Allemand courant exigé, nombreux déplacements à l'étr.
Réf. 3157/2

— SA DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES Paris-17e
**UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES CONFIRMÉ**
Diplômé Gde Ecole d'Ingénieurs. *Il aura plusieurs années d'expé*rience dans une Société d'Ingénierie. Au sein d'une direction fonctionnelle travaillant pour le *compte des filiales et des divi*sions de la société, il sera chargé de la prospection, des relations et de l'administration des négociations permettant des cessions de licences et des ventes d'ingénierie dans une ou plusieurs zones géographiques au niveau de l'Europe. Déplacements fréquents. Allemand courant souhaité, Anglais apprécié.
Réf. 3157/3

*Adr. C.V., prétentions et photo* (avec la référence du poste) à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert-Estienne *75008 PARIS, qui transmettra.*

LE DIRECTEUR DES SERVICES FINANCIERS ET COMPTABLES D'UN GROUPE PHARMACEUTIQUE IMPORTANT
(Banlieue Sud de Paris)
cherche
**LE CHEF DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE**
Il assure la répartition du travail entre une douzaine de collaborateurs (dont 3 AM). Il contrôle les centralisations mensuelles du siège et des établissements, la vérification des comptes et la justification des soldes. Il collabore à la préparation des bilans et états annexes de la société mère et des filiales.
C'est un praticien ayant prouvé en dix ans minimum *d'expérience en comptabilité générale* qu'il sait organiser, animer une équipe, contrôler (le volume des documents traités est important).
Ecrire à *Mme M.-C. TESSIER* sous référence 2881 M
**ALEXANDRE TIC S.A.**
18, rue Royale - 75008 PARIS.

Association Formation d'Adultes recherche
- pour région Toulouse, profes. français plein temps, niv. licence, professeur biologie mathématique niv. licence, professeur cuisine mi-temps, secrétaire mi-temps.
- Pour région parisienne prof. de cuisine plein temps, prof. sciences niveau licence.

Ecrire avec C.V. ANFOPAR, *40, rue Montmorency, 75003.*

---

Aide compt. H. prêt. ayant trav. imprim. labeur, con. devis, fact. paye, décl. socles. Rompu contacts client, fournis, pr seconder patron Paris-Montparnasse.
Ecr. réf. et prét. : CALVOT 19, *rue Marx-Dormoy, Paris-18e.*

IMPTE STE recherche JEUNE E.S.C. pr Services comptables et financiers.
Ecr. avec C.V. et prétent. à n° 4610 SPEAR, 12, rue J.-Jaurès - 92807-PUTEAUX.

STE MAISONS-ALFORT
recherche
**PROGRAMMEURS-ASSEMBLEURS** IBM 360
2 ans d'expér., connaissances Cobol et/ou O.S. appréciées. Env. C.V. détaillé et prétent. : SONOVISION, 12, rue de Reims, *94 - MAISONS-ALFORT.*

GROUPE IMPORTANT
*engage immédiatement, pour Levallois, Mo Anatole-France*
**COMPTABLES** 2e éch. (F.)
**CONFIRMEES**
Age minimum 25 ans
Comptabilité générale, Déclara*tions fiscales et para-fiscales.*
**AIDES-COMPTABLES CONFIRMEES (F.)**
**Tél. : 758-12-20** Poste 370 ou 418

Impte Société, leader dans sa spécialité, rech. pour *Service Ccial*
**1 CHEF DES VENTES**
FRANCE
Souhaités : anglais et expér. distribution matériaux second œuvre bâtiment.
**2 DELEGUES CCIAUX**
— Résidence Rennes ou Nantes.
— *Résidence Nancy ou Reims.* Excell. qualité de vendeurs. Exp. second œuvre bâtiment.
Ecr. av. C.V. *et prét.* n° 26309 B BLEU 17, rue Lebel, Vincennes (94), qui tr.

*La Direction Départementale de* l'Equipement du Val-d'Oise rech. pour cellule Programmation : 1 chargé d'Etudes Ingénieur - *Urbaniste.* Secteur : activités emploi.
Ecrire avec C.V.
Direction Départementale de *l'Equipement, Groupe d'Etudes* et de Programmation, Préfecture du Val-d'Oise. 95010-PONTOISE.

Préfecture de la Rég. Parisienne recherche un programmeur. expérience dans les problèmes d'interrogation de fichiers et de dépouillement d'enquêtes souhaitée. Adres. C.V. à M. ANDRO, Préfecture de la Région parisienne, groupe informatique, 21, r. Miollis, Paris-15e

Groupe Exp. Compt. rech. J. H. DECS complet dipl. ens. sup. souhaité, 2 ans min. expér., cab. et audit. Adres. curric. vit. et prétentions.
Ecr. N° 8.519 « le Monde » Pub., *5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

*Educateur (trice) pour service* public, bac exigé. Tél. 907-65-71.

Pour CLAMART
**PERFO-VERIF.**
Se présenter E.L.P., 110, bd Gabriel-Péri, Malakoff.

Pour développement des activités existantes et recherche de débouchés nouveaux Recrutons :
**COMMERCIAL**
30 ans minimum.
— Efficace et dynamique.
— Ayant expérience de la recherche et de la négociation de contrats ou marchés à tous niveaux.
— Apte à animer et diriger ultérieurement une équipe commerciale.
— *Connaissances techniques* utiles, mais non indispens.
Adresser C.V. détaillé, *photo et prétentions à :* MINET Publicité N° 40.208, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015-PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE
Grande banlieue Nord de PARIS recrute
*pour mise au point de méthode* de CALCUL de STRUCTURES sur ordinateur
**UN INGENIEUR**
Grande Ecole ou Université
*ayant une bonne connaissance des systèmes de calcul* par éléments finis, complétée par une expérience de quelques années dans ce domaine.
Anglais indispensable.
Allemand apprécié.
Adresser C.V., photo et prétent. à n° 6.875 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

COMPUTER SERVICE PARIS
Département informatique de la Cie d'Assurances AMERICAN INTERNATIONAL UNDERWRITERS
Quartier Etoile
recherche
*pour travailler sur matériel* I.B.M. 370/115 (DOS/V.S.)
**ANALYSTE**
Minimum 3 ans expérience Anglais souhaitable
Env. C.V. détaillé et *prétentions* à *Mme de CHAMBOST, 40,* rue des Moulineaux - 92150 Suresnes.

**STÉ SUISSE**
de
PLACEMENT FINANCIER
cherche
Pour son réseau en FRANCE ATTACHES COMMERCIAUX
Promotion chef d'agence
Age minimum 25 ans
Tél. : 260-67-86 pour rendez-vous

---

**C R P** 42, bd Magenta PARIS (10e)
**SECRÉT.-DIRECTION**
**BILINGUE ANGLAIS**
Connaiss. sténo *anglaise*

Import. Sté anonyme nationale recherche d'urgence
**Secrétaire Général**
**confirmé (homme)**
tenue des assemblées et conseils gestion financière - bilan
libre immédiat. Situation stable
Env. C.V., photo et prétent. à N° 8523 « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGENIEUR COMMERCIAL
connaiss. informatique.
Expér. vte (2 à 3 a. min.) indisp., lib. suite pr vente service informat. produit nouveau. Fixe + commiss. Stat. cadre, carrière d'avenir pour candidat dynam.
Env. C.V. à SECOM, 73, r. Miromesnil, 75008 PARIS

Rech. COMPTABLE QUALIFIE ayt expér. approfond. comptab. mécanog. et paie person. hor. égal. bonne opérat. et dactylo. Domicile 10e arrt. ou limitrophe. Tte autre candidat. s'abstenir. Lib. fr. rapidem. T. 202-19-93.

*ASSIST. D'ENSEIGNEMENT*
diplôm. enseign. ccial sup. ou équiv., 25 a. min., est recherché par grande école cciale parisienne pr dépt management et développem. des organisations. Missions : organis. de projets d'études ds les entrep., enseign. et animation des groupes d'étudiants travaill. sur ces projets. Ecrire avec C.V. et photo : n° T 68.873 REGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

SOCIETE JEUNE EN EXPANSION
*cherche*
pour création de poste
**ACHETEUR**
Connaiss. du milieu Producteur de Fromages souhaitée.
— Il aura à diriger et à gérer *le service approvisionnement* de l'usine et la gestion des stocks ;
— Il devra effectuer *périodiquement des déplacements* en province et à l'étranger pour assurer le contact avec les fournisseurs ;
— *Il travaillera sous le contrôle* du Directeur d'usine et de la Direction générale.
Réf. morales et bonne expérience *exigées. Bonnes notions* de comptabilité analytique et anglais appréciées.
Envoyer C.V. manuscrit et photo à :
**S.A. RAMBOL**
16, r. de la Fosse-aux-Chevaux, *78730 Saint-Arnoult.*

Comptoirs Français recrutent
**CADRE COMPTABLE**
confirmé av. BP ou BTS ou niveau DECS, connaiss. circuit bancaire. Se prés. ou env. C.V. détaill. av. photo et prétent. à *M.* PETITJEAN, 61, avenue Jean-Lolive, Pantin. *Mo Hoche.*

Secrétaire notions comptabilité et connaiss. anglais. Bonne présentat. pour Sté antiquités. 93 *MONTREUIL - SOUS - BOIS.* Tél. pour rendez-vous 858-83-16.

*Moyenne entreprise recherche :* Chef comptable expérimenté. Adresser C.V. et prétentions : Europe distributions, 11, av. *De-Lattre-de-Tassigny.* 92100 BOULOGNE.

Centre de la Gabrielle rech. *Moniteurs éducateurs dipl. Moniteurs avec sélection*
**2 EDUCATEURS CHEFS**
**2 AIDES-SOIGNANTES**
diplômés pour remplacement. Tél. 026-88-29 ou se présenter I.M.P. I.M.P.R.O., 6, r. de la Gabrielle, Claye-Souilly 77410.

## représent. offre

NOUS AVONS LE PRODUIT sans égal et sans précédent, *nous av. les INTRODUCTIONS* NS OFFRONS : la formation, un haut salaire, des possibilités rapides de promotion. NOUS EXIGEONS de quelques hommes et femmes la volonté de se faire une belle situation.
Stage rémunéré, *avantages Sx.* Voiture indispensable.
Ecr. av. C.V. à OPF (*n° 1.733*) 2, rue de Sèze, Paris-9e, qui tr.

## capitaux ou proposit. com.

Pour 70.000 F. investissement Exclusif. Rentab. Max. Nomb. *contrats limités. Ecrire n° 56* Publimax, 36, av. Hoche, 8e.

Dettes, Difficultés financières, Insuffisance de fonds de *roulement, Problèmes d'investisse*ments. Consultation GRATUITE sur rendez-vous.
Cab. B. W. 357-64-56.

Cède parts de navires de commerce : 100.000 F. 15 % garantis. M. BOUFFARD, 2, r. de Cadix, Paris-15e, 250-22-03.

*Industriels, Commerçants.* Le marché iranien vous attire. Avant d'entreprendre un voyage onéreux. *Renseignements pratiques* ttes activités sous 5 jours contre 600 F T.T.C.
Cas particuliers sous 15 jours. ACBIMEX, *Palais de la Scala* MONTE-CARLO.

## villégiatures

STE-MAXIME belle villa bord de mer, 9 p., tél., jdin, garage, accès *direct* à la plage. AOUT 7.500 F. Téléph. : NAT. 31-67.

WEEK-END à
**LONDRES** 14-19 MAI
— Avion
— Transfert **500 F**
— Hôtel
*MONTMARTRE* VOYAGES
Tél. 285-38-32 - Lic. A 620

**VACANCES EN CORSE**
Golfe d'Ajaccio et sa région VILLAS - APPART. - STUDIOS AGENCE DU GOLFE, 111, cours Napoléon 20000 AJACCIO. Tél. (95) 21-19-09.

---

Si vous êtes intéressé par recherche de pointe LABORATOIRES *INDUSTRIELS* dans cadre agréable proximité PARIS vous offrent *les postes suivants :*

— Réf. 8.552
**INGENIEUR III**
(E.S.E., A. et M., E.N.S.T. Responsable groupe étu TECHNOLOGIQUES et DEVELOPPEMENT pc réalisation PROTOTYPE Expérience affirmée (10 en ELECTROTECHNIQU et ELECTRONIQUE H.\ connaissances en optiqu aérodynamique.

— Réf. 7.453
**INGENIEUR II**
(GRDE ECOLE + DOCTO Responsable conduite pro mes d'ELECTROCHIMIE recherche appliquée.

— Réf. 8.151
**INGENIEUR I ou**
(E.S.E., I.P.G., MINES) recherche en CRYOELEC *TECHNIQUE.* Contacts clientèle.

Adresser lettre manuscri *C.V. avec détail études* n et expérience + prétent sous référence indiqué n° 6.947, CONTESSE P 20, av. Opéra, Paris-1er, c

Sté Franco-Américaine *dont le Siège est à* PARIS recherche
**UN INGENIEUR COMMERCIAL**
ELECTRONIQUE TELECOMMUNICATIC
Possédant expérience et lent contact pour pros *et vente en France et pay* trophes d'équipements e tèmes électroniques de performances. Bonne c *sance langue anglaise* Des déplacements fréque courte durée sont à ainsi qu'un stage d'e *un mois aux U.S.A.*
Env. C.V. sous n° 505 LEVI-TOURNAY, 5, cité *75009 - PARIS q. t.*

Pour Importante Soci
**INGENIEURS INFORMATIQUE**
même débutants. Lib. r Formation ISEN, INSA temps réel, lang. assen Ecrire au CNEP, 100, bd \ Paris-11e pour premier

*Cabinet expertises com* jeune et dynamique rec COLLABORATE niv. DECS BTS, 6 mois *souhait. Libre rapidemen* C.V. + photo : Cabinet J 32, bd Magenta, Par

Pour CLAMART
**PREPARATEUR**
en nomenclatures électroniques QUALIFIE.
Se présenter : E.L.I 110, bd Gabriel-Péri, M

**CHEF DE PRODU**
Allemand nécessair
Pour entreprise multinat branche plastique
Responsable d'un C.A. développement.
Aptitude à la gestio
Age minimum 27 an
*Format. ass. + poste* é
Secteur : Paris-Norma
Siège : Paris Nord.
Très bonne *rémunérat*
*Prise fonction : imméd*
Lettre man. + CV + + *prétentions s/référ.* T SEXTANT/DPA, 7, pl. Ve 75001 PARIS qui trans

## cours et leçons

Prof. angl. d'orig. donne part. tous niv. — Tél. 70

## autos-vent

**CITROEN B 14 TORPEDO**
*1929,* état de concou
Tél. 254-43-82.

**CITROEN C 4 G 1**
Très bel état de marc
Tél. 254-11-33.

**B M W 520**
1973 - 25.000 km
radio stéréo
Tél. 254-11-33.

Part. vend JEEP unive 6 cyl., version mixte, r C.I.-6, 4 R.M., empat. 2, 4 neuve, 4.000 km garant Tél. : 805-27-19.

Société vend ROLLS SILVER-SHADOW 74. Toutes options. 25.000 km. Tél. : Le Propriétair 325-25-25.

## autos-acha

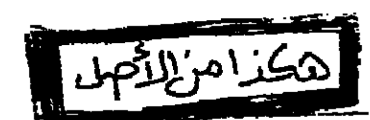
**URGENT**
Particulier cherche à ac véhicule utilitaire 1.300 à 1.6 de marque indifférente. intéressant.
*Ecr. N° 6.933, « le Monde »* *5, rue des Italiens, 75427 PA*

## transports

DEMENAGEMENTS comb *aller-retour toute la Fran* Nice et région RONDEA 1 bis, r. Friant. 828-80-

## occasions

*URGENT PAIE MAXIMU* meubles, tableaux, bibelot pendules, bronzes, sculpt res, armes, tapisseries, d barras intégral appartemen pavillon s/24 h. T. 339-63-1





# L'immobilier

## appartem. achat

... compt., Paris, 2, 3, 4 P. ...re NORD TIM, 96 boulevard ...enta, Paris (10e). 203-11-00.

...dia, urgt, rive gauche, préf. ...e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, 1 à ...ces, paiement comptant chez ...re. Téléphone : 873-23-55.

...ose paiement compt., ch., ...nt, 1 à 2 Pièces, PARIS. ...e LAGACHE, 16, av. Dame-...che, 94 Fontenay-sous-Bois.

## bureaux

...ns BUREAUX tous quartiers ...cation sans pas de porte ...LLOT. 293-45-55 - 522-19-10.

...parm. Bur. 62 m² tr. clair, ...l. Bail à céder. 222-81-15.

CERTAINEMENT UNIQUE SUR LE MARCHE ...AVENUE DE NEUILLY ...EUILLY 210 M2 BUREAU

...ns Immeuble commercial ...derne au dernier étage, avec terrasses. ...ux actuellement aménagés ...xueux appartem. bourgeois. ...avaux de transformation ...partielle ou totale, selon ...besoins utilisateur, payés par Propriétaire. Tél. : 637-43-43.

A LOUER ...PRIX EXCEPTIONNELS petits bureaux agencés EUROBUILDING ...Paris - Porte de Pantin ...m. métro et périphérique. ...meuble neuf grand standing. ...ureaux 71 et 150 m² avec ...ings et dépendances. Tél. : 359-92-30 - 92-79 359-29-04 - 723-30-23.

## fonds de commerce

A VENDRE IMPORTANTE ET TRES BELLE LIBRAIRIE Ville préfecture du Centre. Emplacement exceptionnel. Chiffre d'aff. 1974 : 2.900.000 F. Prév. 1975 : + de 3.000.000 F. Ecr. N° 3.518, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris.

A vendre, fonds de bières, eaux minérales, fuel, charbons, bois. Aff. sér. Ville en Normandie. Ecr. N° 3.218, « le Monde » P., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

8e Cède importante GALERIE D'ART spécialisée objets de fouilles. Toutes propositions étudiées. Ecr. n° 3.204, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

ADMINISTR. Biens Transactions. VAL de LOIRE. 1 h Paris. S.A. CA. 700.000 F. RAPP. IMPORT. Long conc. Affaire de 1er ordre. VIOU, 20, r. Pt-Neuf - 508-53-04.

## viagers

CHEVILLY-LARUE calme, viager occupé, 1 t. 83 a., sél., 3 ch., cuis., s. bs, 90m2 s/rez-jdin, 2 p., garage, chff. maz., jdin 400m2. 130.000 cpt + 1.000 F. mens. Tél. : 350-42-45.

Mandelieu, viag. lib., 2 t. 73 a., magn. app. neuf, 3 p. Vue mer., cpt 10.000 rte mens. 2.300 F. Ecr. Havas CANNES 9355/06.

Propriétaires âgés, HERITEZ de vs-mêmes. Vendez en VIAGER rente indexée. — DECOBERT, spécial., 4, r. 4-Sept. RIC. 28-86.

MENTON. Lib., gd stud., balc., s. de bs., cuis., 45m2. cpt : 22.000 F., rte 940 F mens. s/1 tête 66 ans. BAUDOT, Gde-Rue 06 Valbonne. T. (15-93) 67-02-10.

## propriétés

NORMANDIE. 100 KM. PARIS. Ppropr. 7 ha, très gde classe. B. DEMEURE XVIIIe, 12 Pces, tt cft + mais. 6 P., dépend. : 1.400.000 F. F.G.F. : 227-07-66.

LES AGENCES FRANÇAISES Bretagne Sud. — Propriété de constr. réc., 8 Pièces princip., sur 7.000 m² terr., directement en bordure de rivière côtière avec môle et plage privés, situation excellente, nombreuses autres affaires immob. et commerciales dans toute la France. Catalogue gratuit sur demande. CABINET RACINEUX, 24, rue Paul-Bert, 56100 Lorient. Téléphone : (97) 21-06-88.

35 KM. PARIS - OUEST sur le grand bras et en bordure d'île de Vaux-s/Seine propr. composée d'un séjour av. chemin. + 3 ch., 2 cab. t., wc séparé, cuis. + s.-sol avec dches, terras., ponton, jardin d'agrément 500 m². - 325-36-52.

150 km. des PARIS. Sur 9.000 m², magnifique ferme percheronne en restauration, 2 bâtiments, toiture neuve, S. de B., chff. centr. mazout. Prix : 250.000 F. Téléphone : 966-53-94.

27 KM. DE DEAUVILLE Gde mais. bourg., 11 P., 3 bns, gd conft, parf. état, riv. truites trav. parc boisé de 11.500 m². Conv. famil. nombr. ou pet. collect. Prix intéress. - 266-35-07.

PRES TROUVILLE Pté normande. Sél. 40 m², 6 ch., 3 bains, salle de jeux, ch. centr. Etat neuf. Parc 50 ares, dép. GUY GELIN - 754-68-47.

## villas

Vends, Valras-Plage, maison F 3, grande cuisine, salle d'eau, cour. J.-P. MARIN, Ecole Paul-Bert. — (34) SERIGNAN.

## maisons de campagne

Part. à part. vend maison à Châteaurenard (15 km de Montargis) : 4 p. c., poutres appar., balcon, verger indép. 400 m². Tél. 903-69-51.

Part. à part. vds maison anc., gren., cave, village FITOU. 11. Ecr. n° 9.521, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

## constructions neuves

PARIS XIe

54-56, rue de la Folie-Regnault à partir de 3.990 F le m² Prix fermes et définitifs. Du studio au 4 pièces. Gd standing. Livr. 3e trim. 75. S. place tous les jours de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf jeudi et vendredi. 357-79-18.

94, FG POISSONNIERE Immeuble neuf, STUDIOS tout confort. Livraison immédiate. FRANK ARTHUR - 924-07-69.

## pavillons

Lim. SCEAUX, pr. gare Bourg-la-Reine, mais. part. 8 P., jard., gar. Cab. Dormion : 924-12-04.

Part. à Part., vend PAVILLON 5/6 Pièces, tout confort, garage, jardin 450 m², quartier calme. CONFLANS-STE-HONORINE, 240.000 F. Ecr. n° 492, Régie-Pr. 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

## châteaux

AGEN. Joli château 20 p., dépend, avec 19 ha, 3 ha de parc. DELMAS 73, bd Carnot, AGEN.

## appartements vente

*Paris*

15e FRONT DE SEINE Imm. 1971. Et. él. GRAND 3 P. 78 m2. Tél. Park. PRIX EXCEPTIONNEL (propriét. muté en province) Visite mardi après-midi TOUR « EVASION 2000 » 22, RUE EMERIAU (angle 21, rue Robelle)

2e - BANQUE DE FRANCE PROPRIETAIRE vend dans bel immeuble RENOVE 100 % Livraison le 30/5/75 STUDIOS, STUDIOS en DUPLEX + 2 ou 3 PIECES AVEC MEZZANINE Tr. LUXUEUSEM. AMENAGES POUTRES ET PIERRES D'ORIGINE M'appeler au 325-56-78

WAGRAM Partic. vend dans imm. P. de Taille 6 pces. 214 m2, tél., tt confort. Chbre service - Prof. lib. aut. 1er ét. Clair. Sol. - 527-67-23.

18e Av. JUNOT. Pr. 135 m2 + jdinet. Origin. Calme. Sol. ETAT RARE — ODE. 73-37.

PRES. PL. FRANÇOIS-Ier Dans imm. gd stdg 1935, vaste living + 2 chbres + garage. Téléphone : 267-26-77.

LUXEMBOURG. Gd stud. 80 m², except., 5e étage, poss. ascens. SOL. 24-10, ou mardi, 14 h. 30 à 17 h. 30, 75, RUE MADAME.

XVe - PETITE MAISON 2 PIECES, cuisine, S. de B., chauffage central : 175.000 F. Téléphone : 531-42-88.

Bd des INVALIDES. ODE. 42-70. 2 SEJ., 4 ch., 2 bns, 170 m², TEL., APPT de récept. Gd stdg. SOLEIL.

MONGE, 33, rue de la Clef, reste à vendre beaux studios. Lundi, mardi, mercredi, de 14 à 18 h. Propriétaire : 742-89-23.

24, rue de Verneuil, grand double séjour + 2 chbres sur cour-jardin + service, chff. centr. et ascens. Mardi 14 h. 30-17 h. 30. SOL. 24-18.

PORTE ST-CLOUD. - 225-73-36. Liv. + 2 chbres, terras., 40 m², 11e ét. 215.000 Vis. 14 h. 30-16 h., 72, rue D'ANJOU. BOULOGNE.

17e, boulevard de Courcelles ds imm. p. de t., gd stdg, très beau 380 m², superbe et vaste récept., 5 ch., 3 bs, 4 ch. serv., parking. Prix élevé justifié. — Exclusivité : 076-63-33, le matin.

BOULEVARD D'AUTEUIL Vue sur bois, étage élevé, duplex 220 m² + terrasse, chambre service, garage. - 577-60-10, matin.

Me LIEGE GD 5 P. TT CONFT 140 m² + chambre de service. RARE - 480.000 F Téléphone : 522-59-83.

CONVENTION. Immeuble neuf, gentil 3 Pièces, étage élevé, terrasse. Parking. - MARTIN, docteur en droit. — 742-99-09.

GAMBETTA. Immeuble récent, gentil 4 P., ét. élevé, impecc. MARTIN, Dr en droit, 742-99-09.

9e, LA ROCHEFOUCAULD Dans Hôtel Particulier rénovation exceptionnelle appartements de grand standing, Calme - Soleil - Verdure. Prix élevé justifié. — 747-77-58.

MONGE, 34, RUE LACEPEDE, Sur le même palier, magnifiq. atelier d'artiste avec loggia, DECORE A NEUF et beau 2 P., confort, plein soleil. Prix intéress. Propriét., s/place, mardi et mercredi, 13 à 17 h.

Me Ternes, imm. moderne, 3 P., cft, stdg, 2e étage sur verdure, réfait neuf, 370.000 F. 901-05-14, le matin ou après 20 heures.

CORVISART. Immeuble neuf : 3 Pièces, 73 m², plein Sud + parking. — 268-39-11, poste 242.

PEREIRE 6 bis, rue Galvani, Paris-17e : gd 4 P., bns, 135 m², ch. serv., 1er étage, soleil, calme, tt conft. Prix : 550.000 F. Tél. : 265-90-05. Sur place, mardi 13, 14 à 17 h.

PALAIS-ROYAL. Imm. XVIIIe, grand studio, caract., cuis., bns, téléphon : 135.000 F. - 229-52-98.

TROCADERO MAISON BOURGEOISE + petit pavillon, JARDINET. Travaux. 7 bis, villa Malakoff, Paris-16e. Visite, mardi, de 14 à 17 h.

Dr-BLANCHE. — Récent 88 m², 4 Pièces, parfait état, téléphone, 470.000 F. Téléphone : 229-52-98.

18e, bd Ornano, immeuble P. de T., 4e étage, magnifique 4 Pièces, cuisine, bains, moquette, tout confort, impeccable. Prix : 450.000 F. Téléphone : 606-97-39.

3, rue Montagne-Ste-Geneviève : 60 m², 2e étage, 3 P., cft, tél. Sur place mercredi, 14 à 18 h. Téléphone, matin : 258-16-73.

17e VUE SUR L'EAU Je vends 7 STUDIOS Tout confort LIVRAISON IMMEDIATE IMPORTANT RAPPORT et grosse PLUS-VALUE CERTAINE et d'AVENIR. Me téléphoner 325-25-25.

Suite décès et succession Vente amiable PARIS Ve Grand appart., galerie d'entrée, bureau, séjour, s. à m., 3 ch., cuis., s. de bns, ch. cent., asc.-desc., 2 chamb. service, 2 caves. Prix à débattre, toute offre sérieuse sera considérée. 13-15, RUE PIERRE-NICOLE, tél. 033-53-03.

113, R. CAULAINCOURT Propr. vend à part. dans bel imm. pierre de-taille, tout conf. au 2e ét., double liv., 2 chamb. Me voir sur place lundi, mardi, de 13 h. à 18 h. 30.

PARC MONCEAU IMM. NEUF GD STANDING Lux. living dble + ch., park. Px. 550.000. Vernel. 526-01-50.

PR. BD SAINT-JACQUES Prop. vd Duplex Caract. Tt cft. av. jard. KLE. 93-15.

CAULAINCOURT Imm. P. de T., asc. Prop. vd s/pl. 2/3 P. tt cft. Lib. et occup. Dim. 14-18 h. 113, rue Caulaincourt-18e.

BD MURAT - SOL. 39-10 Gd liv. + ch. 70 m² terr. tt cft., tél., imm. 1955, gar. 320.000

PARMENTIER - FAUBOURG TEMPLE Près Métro. Dans imm. ancien. 2 p., bns., cuis. éq. Etat impec. FRANK ARTHUR - 924-07-69.

HOPITAL TENON PETITS ET GDS STUDIOS à partir de 75.000 F. ds imm. entièr. restauré. Locat. et gestion gratuites assurées par nos soins. BUREAU de VENTE s/place ts les jrs (sf dim.) 11-19 h. 88, r. PELLEPORT. 636-52-00.

*Région parisienne*

NEUILLY - BD MAILLOT Imm de luxe, construct. 1967, vue sur bois et jardins intér. : tr. bel appt 158 m² compren. : récept., salon, S. à M., 2 chbr., boud., cuis., off., s. de b. + cab. toil., parf. état, gd balcon, box auto. Renseignements : 924-86-78.

RUEIL-MALMAISON. Ds tr. bel. résid. p. de t., part. vend stud., entr., cuis., bns, tél., 110.000 F. S/pl., 15-20 h., 12 au 17 mai, bois de Rueil, 20, av. Buzenval.

BOULOGNE 1, rue de l'Ancienne-Mairie. Appart. 4 p., 130 m², 4e ss asc., calme, clair. Me voir sur place mardi 13 de 13 h. à 16 h.

*Province*

A vendre studio 36 m² + loggia, Cavalaire-sur-Mer, vue sur mer, imm. nf, sur l'eau, entièrement équipé et mblé, grand stand. Ecr. n° 6.934, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

## locations non meublées

*Offre*

ETOILE. Récent 2 P. cuis., bs., tél., moq. 1.000 F. 766-49-80.

MIRABEAU. Réc. JOLI 2 P. cuis., bs. 1.200 F. 754-08-88.

Près av. Foch, appt standing, séjour 60 m², s. à mang., 4 ch., 3 s. de b., 2 ch. serv. Loyer T.T.C. 2600 F, reprise justifiée. 273-39-46.

19e Dans très bel immeuble moderne, 2 agréables 2 p., conft, 7e et 8e étage. 1.100 F + charg. Vis. sur pl. mardi 13, de 14 h. à 16 h. 55, avenue JEAN-JAURES. Permanence au 8e ét., 1re porte face gauche ascenseur. Tél. le matin, SEGEGO, 522-69-92.

16e rue Galilée - Pour association d'Avocats 8 P. 315 m2 entièr. reft nf, tél. Libre de suite. 7.000 F + ch. UFFI - 522-82-90

DENFERT-ROCHEREAU 4/5 P. Imm. réc. Gdes terras. Tél. - Box - 708-64-78.

NEUILLY - BINEAU Imm. récent, gd stand., 4e ét. 4 P. Cuis. équipée, gar., cave. 2.116 F + ch. - 747-44-85.

3 P 1.100m2 RANELAGH Tout confort, jardinet, téléph. Loyer 2.350 F charges compr. GUY GELIN, 754-68-47.

EXCLUSIVITES JOHN ARTHUR ET TIFFEN PARIS-15e FRONT DE SEINE

CHAMBRE INDIVIDUELLE 20 m², salle d'eau, w.-c. (1re occup.), 600 F + charg.

STUDIO 30 m², cuisine aménag., tél. (1re occup.), 1.200 F + ch.

2 PIECES Cuisine équip., parking, tél. A partir de 1.200 F + charg.

3 PIECES Cuisine équip., parking, tél. A partir de 1.900 F + charg.

4 PIECES Cuisine, équip., parking, tél. 2.500 F + charges.

174, boulevard Haussmann, 8e, 622-03-30 et 924-93-33.

## locations meublées

*Offre*

Gare Garenne-Bezons, gde ch., ét. neuf., soleil, tt cft. prix rais. Ag. s'abst. - 781-83-15 h. repas.

17e MONCEAU. Studio tt conf. Imm. neuf. 1.200 F. 874-97-40.

CHATILLON-sous-BAGNEUX Merv. mais. 7 p., 2 bains, dches, 2 wc, jard., tél., lux. meub. 6.000 F/m. 734-73-46.

## locaux commerciaux

MAIRIE 16e. Local commercial 1.150 m², 4 niveaux, parking. 1.800.000 F - TUR. 86-76.

TOUTE PROPRIETE OPERA Appt commercial 140 M2 4 pièces princip., tt cft, balcon. DECOBERT - 742-20-06.

PRIX EXCEPTIONNELS A LOUER LOCAL COMMERCIAL avec bureaux Rez-de-chaussée magnifique exposition en façade 450 m² agencés. Dix téléphones. 8 parkings EUROBUILDING Paris Porte de Pantin 100 m. métro et périphérique, Tél. 359-92-30 - 92-79, 359-29-04 - 723-30-23.

VICTOR-HUGO 14 bureaux en 2 niveaux, terrasse aménageable, jardin 275 m² - 7 lignes téléphon. Possibilité location. 260-33-02.

## domaines

A VENDRE DANS L'ORNE magnifique DOMAINE s. 105 ha. Mais. de maîtres, dépendances, lac, étang, rivière, bois, piste d'atterrissage privée, possibilité élevage, exploit. agric. haras. Tél. pr rendez-vous : 225-05-76.

## terrains terrains

**Augmentation du capital par l'achat de terrain sur l'île de FUERTEVENTURA**

ISIP SA L - CH 6901 Lugano, case postale 803

Vds Moret-s/Loing. 5.000m2 ter. c. 100.000 B.R.G. Dormel 77-130.

# exclusivités

## bureaux bureaux

**HERON BUILDING MONTPARNASSE**

20.000 m2 de bureaux à louer disponibles début 1975. 18 étages de bureaux modernes et fonctionnels dans le dernier né des quartiers d'affaires de Paris.

Richard Ellis 17, rue de la Baume, 75008 Paris. Tél. : 225-27-80/359-29-93 +

15e - Près pl. Ch.-Michels 900 m2 bureaux à louer. Mlle SMITH - 225-27-80.

PROPRIETAIRE loue 1 ou plus. bureaux dans immeuble neuf. Tél. 758-12-40.

Aven. Hoche. A louer, bel imm. haut standing, étage élevé. 380 m2 aménagés en bureaux. 10 lignes téléphon., 20 postes. Loyer intéres. Reprise bail. Pour tous rens. Tél. 267-24-08.

PL. SAINT-AUGUSTIN A LOUER 2 bureaux ds imm. de burx grand stand., climatisat. Serv. télex, téléph. Salle de conférences, park. Tél. : 522-32-20 ou 65-39.

16e - RUE RAFFET Bureaux à louer. Bail précaire ou 3-6-9 2 niv. 80 m² + 1 niv. 170 m² + Parkings. Mlle Smith. 225-27-80.

## appartem. vente

*Paris*

RD-PT CHAMPS-ELYSEES Imm. stand. av. asc., soleil, double living + chambre, cuis. équ., s. bns., tél., 65 m² + gde terrasse : 530.000 F. Très beau studio 35 m², sal. bains tt cft. 250.000 F. Possib. réunir les 2 appts. Sur place Mardi-merc. 14-18 h. 7, rue Jean-Goujon-8e, 6e étage, appart. 605.

16e - JASMIN RAVISS. DUPLEX CARACTERE. TEL. 80 M2. Tt cft. 420.000. 704-88-18.

8e - MONCEAU (Près) et 17e RESIDENT. APPTS HT STDG, 200 m² envir., parking, possibilité professionnel RIC. 06-68 et 05-87.

16e - RANELAGH Dans imm. récent et de luxe, 6e ét. av. terras., 9 P., 320 m². RIC. 05-87 et 06-68.

VIe pr. QUAI GDS-AUGUSTINS P. TERRASSE, Vue N.-DAME LUX. DUPLEX 110 m2 Art déc. Charme, calme, soleil. Imm. CARACTERE :ODE 42-70.

MONTPARNASSE. Bel imm., luxueuse rénovation. 2/3 P., calme, clair. SAB 85-86 mat.

Halles Montorgueil, part. vend directem. lux. stud. caract. Imm. rénové. 115.000 F. LAM 84-72.

Pl. MONGE, 2 p., c., bns imp. 165.000 F. « FAC » 337-69-59.

14e. Stud. équip. Rapp. 7.200 F. an. 69.000 F. « FAC » 337-69-59.

BUTTE CAILLES. B. maison 6/7 p. + atelier dans jardin. Et. impec. Beaucoup de charme. ALGRAIN 285-00-59 - 09-54.

CHARDON-LAGACHE 100 m2, LIV. DBLE, 2 CH., petit bur., 2 sanit., gde chbre service, 520.000 F. - RIC. 38-73.

16e PTE DAUPHINE - Appt 340 m², grand standing, 3 ch. serv. Tél. Prix 1.250.000 F. KIJOXSON - LAB. 13-09.

BON 20 - Studio 33 m2 + balc. Imm. récent. Pr le prix d'un studio de 25 m2 - 344-20-21.

*Région parisienne*

VESINET Centre Ds immeuble bourgeois bon état 1) 3 P. entr, séjr, 2 ch. cuis., bains, cft, 170.000 F. 2) 4 P. entrée, salon, s. à m., 2 ch., s. de bs, cuis., débarras. 200.000 F. AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet - 976-05-90

BOULOGNE, appart 2 pces, c., WC, chf. centl. 82.000 F. 825-08-13.

CHATENAY-MALABRY Imm. 1958, appt 3 chb, séj., salon, bains. Tél., chff. 185.000 F. Tél. 825-14-44.

*Etranger*

VALAIS (SUISSE) 1.800 m Station Sports d'hiver + Soleil APPARTEMENT 50 m2, 4 pers. FS 125.000 - Tout meublé. Tél. 19/41-27-4-89-74 (matin)

## maisons de campagne

Part. vd mais. camp. 8 km Lisieux, vers Cormeilles, 1500 m2 ter., 4 p. pr., arr.-cuis., WC, pos. cab. toil., cellier, gar., E., Electr. 100.000 F. Ecrire n° 407, S.N.P. Havas-Rouen.

## appartem. achat

Recherche Paris-15e, 7e arrond., pr bons clients, appts ttes surf. et immeubles. PAIEM. COMP. Ecrire Jean Feuillade, 5, r. A.-Bartholdi (5e). Tél. : 579-39-27.

## immeubles

AUBERVILLIERS 1.050 m² dont 280 m² libres rapp. 50.000, act. + 10 appts. libres. 254-37-83.

## locations non meublées

*Offre*

PARIS (20e) SANS INTERMEDIAIRE Immeub. récent, tout conft., 2 pces 42 m², loy. 806 F. charges 181 F., park. 120 F. S'adresser à la gardienne, 21, r. du Repos. 797-71-14. Me PHILIPPE-AUGUSTE.

LOCATIONS SS AGENCE 8, r. Ph.-Dangeau, Versailles 45, r. Héricart - 577-70-08.

Glacière. Im. neuf, gd cft. Studios. 810 et 1.200 C.C. 337-69-59.

## locaux commerciaux

CENSIER. Bout. imp. Tél. 500 mois + pet. cess. 337-69-59.

1er - RUE DE RIVOLI Urgent cède bel appt mixte tt cft, 5 gdes pièces, tél. Conviendr. parfait. à médecin, expert comptable, avocat. PRIX INTER. - 742-06-68 - 05-87.

## viagers

ROYAN : Viager libre. Jolie villa, 5 ch., bord mer, agréable. PROMOTEL S.A., « Le Seillery » La Clisse. 17600 Saujon. Téléph. (46) 93-28-08.

Rech. VIAGER, appartem. ou propriété. Courcelles, 104, rue Réaumur, PARIS. CEN 04-36.

Libre, Chatou. Beau 2 p., 50 m², tt cft, 30.000 + 1.000/m. 1 Tête. F. CRUZ 8, rue La Boétie S.A. - 265-68-90.

## pavillons

BUC, près Versailles. Résid. pavil. 1970, s/850 m2, 8 p., cuis. éq., 3 bns, gar. 2 voit. Tél. Px 540.000 F. 604-25-09.

## propriétés

ETANG à vendre Sur terrain boisé, possibilité de construire. Tél. 58 CERDON-du-LOIRET par GIEN.

Entre Nevers et Moulins par N 7. Château grand caractère, 14 pces, dépend. av. 5 ha. Tél. Paris 757-17-01.

## châteaux

A VENDRE A deux heures de Paris par Autoroute du Sud CHATEAU FEODAL (X à XIIIe SIECLE) Le seul en France aussi parfaitement conservé et aménagé en confortable résidence de prestige. CLASSE MONUMENT HISTORIQUE, bénéficie, à ce titre de subventions et avantages fiscaux importants. Maître Jean DAMY, Notaire, HANGEST-EN-SANTERRE, 80110 MOREUIL.

EN SAINTONGE et PERIGORD VERT Petit château restauré XVe-XVIIe, à 1 h 30 Royan, limite Périgord vert-Saintonge boisée. 70 ha seul. ten. (parc et 50 ha semis pins), panor., 9 ch., c., salon, salle à manger, brx, tt conft, garages, boxes pr chvx (poss. meubles anc. compris et acquis. possible 320 ha contigus). Photos et renseig. sur demande.

Beau logis saintongeais. Vue sur estuaire Gironde près ROYAN, parfait état. Tt conft. 10 ch., tennis couvert, maison gardien, dépend., gar., parc 2 ha arbres cent. clos. PROMOTEL S.A. « Le Seillery » La Clisse, 17600 SAUJON Téléph. (46) 93-28-08.

## demandes d'emploi

... 26 a., lic. Sc. Eco option ...ion, lib. O. M. Exp. enseignement et recherche connais. ...rmatique, cherche pr début ... poste Paris - banlieue. Tél. : 660-16-40 poste 286.

...re Ccial 31 ans, dynamique, ...tt entreprise, expér. gestion ...E., 8 ans dans vente + ...keting + gestion produits ...s société multinationale éta...sement budg., prévision plan ...rket, animat. vente, anglais, ...mand ch. poste responsable ...s biens de consommation ou ...ustr., intéressé par représen...on sté désirant s'implanter ...rritoire français, résidence ...lieue Sud-Est. Ec. n° T 68954 REGIE-PRESSE ...bis, r. réaumur, (2e), qui tr.

...fection « Homme », 39 ans, ...rié, Cadre, organise et dirige ...eau Gros et Représentants, ...rche situation similaire à Paris. Ecrire Havas Contact, ... bd Haussman, 75008 Paris, n° 63.243.

CADRE Féminin, 49 ans, bne présentation, libre suite, ... situat., ex-direct. économe ...ns) tr. au courant problèmes ...inistrat., secrétar., gestion ...on., Ecr. n° 743, PUBLIALE B.P. 153-02, 75062 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

...RE adm. et comm., 32 ans, parf. biling. allem. (inter...riat) bon. con. angl. Rech. ...ass. direct, gestionnaire av. ...nsab. lib. de suite, lic. cause ...omique. — E. ALEXANDRE ...dence des Fleurs « Glycine) 95460 EZANVILLE

...a technico-ccial expérience ...ns, branche serrurerie. Fer...ure de Bâtiments. Résidence ...ion Paris, rompu prospection ...tion clientèle, faisant Métré, ...lissement devis, commandes ...s de chantier, etc. Déplace... 5 jours semaine toute la ...ce. Etud. ttes propositions. ...re à BLEU n° 435 G, 17, rue ... 94300 Vincennes, qui tr.

... 25 a., deg. O. M., lic. let., ...Sc. Po, ch. poste début ds ... personnel ou commercial. Ecrire L. Masliah ...rue de Tolbiac, Paris-13e.

...NOMISTE- STATISTICIEN ...doct. Sc. Eco + form. sup. ... Stat. (ISUP). H. 29 ans, ...exp. bur. étude économique. ...ituation secteur privé Paris. ... n° 3221 « le Monde » Pub. ... des Italiens, 75427 Paris-9e.

...iante (21) veut enseigner ...lais aux enfants, en août, ...er en famille mais pas ...ne « au pair ». Gages min. Simpson, 67 Penrhyn Aven., ...leton, Manchester, England.

...TEUR P2 expér. recherche ...il avec déplacem. Accep. ...éplacement à l'étranger. ... n° 8520 « le Monde » Pub. ... des Italiens, 75427 Paris-9e.

...élib., 49 ans. BTS Cpté. ...C.S., 2 cert. sup (jur. et fisc. et gest). B.P. Secr., grande ... direct. établ. scol., ensei...ent et form. permanente, ...mique, cherche poste simi... à partir août. Région indif.

... n° 8522 « le Monde » Pub. des Italiens, 75427 Paris-9e.

...fil. Autric., 28 a., cherche ...l. relat. av. lang. angl., all. ...6-36 à partir de 15 heures.

..., 24 ans, maîtrise philo, 2 a. ...maison édition, ch. travail ...1 an, étud. toute proposition. ...n° 3226 « le Monde » Pub. des Italiens, 75427 Paris-9e

...7 ans, bonne présentation, ...ux, honnête, ch. emploi de ...ier, horaires de jour. Pré...ce secteur gare de Lyon. ...e n° 485, REGIE-PRESSE, ...s, r. Réaumur (2e), qui tr.

...e, 41 ans, marié, grande ...r. gestion du Personnel et ...tabilité commerciale, rompu ... problèmes d'organisation ...nistrat., forte assimilation. ... contacts, esprit de rigueur. ... référ. Libre pour cause ...ucturat. ch. situation stable ...esponsabil. et possibil. pro...n dans sté dynamiq. de pré...ce Paris et proche banlieue. ...n° 6869 Contesse Publicité, ...v. Opéra, Paris-1er, qui tr.

...N. ESL, 31 a., 3 a. expér. ...tr. + 1 an ens., ch. poste ...sion continue math.-phys...ie et électricité électronique. ...crire ROUAUD Michel, ...e d'Assas, 75006 PARIS.

...RE Restauration collective ...e expérience commerciale ...xploitation. Région Rhône-..., Lyon. Recherche poste similaire. ...rire Havas Valence 7808.

DIRIG. - ENTR. ... Compt. B.P. anc. rég. ..., cour. lég. soc. fisc., etc., ...u aux aff. en gén. et ... en part. Min. 120.000. N° 3.224 « le Monde » Pub., des Italiens, 75427 Paris-9e.

**GADRE SUPÉRIEUR GESTION**

41 ans. Examen final EXPERT COMPTABLE, ESC, lic. en droit, 18 ans expérience professionnelle, rech. poste Secrétaire Général, Directeur Administratif et Financier, Contrôleur de Gestion ou poste équivalent.

Ecrire n° 3.215, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS, qui transmettra.

**SPÉCIALISTE ARTS GRAPHIQUES**

Nombreuses années d'expérience en :
— Notice technique ;
— Catalogue ;
— Laboratoire photo ;
— Relations imprimeurs.

RECHERCHE TRAVAIL AVEC RESPONSABILITES.

Ecrire n° 3.227, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

**RELATIONS SOCIALES**

Dipl. Sciences Politiques, Lic. en Droit, 46 ans. Expérience solide de tous les aspects de la FONCTION PERSONNEL acquise par 20 années de carrière dans plusieurs industries, recherche poste de DIRECTEUR ou d'ADJOINT suivant l'importance de la société. Capable de reprendre rapidement un service important. Sens des responsab. Réfléchi et concret. Souci du résultat et de la rentabilité. Faire offre détaillée à n° 07.187, CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transm.

**CHEFS D'ENTREPRISE**

L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes...

- Ingénieurs toutes spécialisations.
- Cadres Administratifs et Commerciaux.
- Journalistes (presse écrite et parlée).

CHEF COMPTABLE - F. 41 ans - Stage de perfectionnement en contrôle de gestion. Bonne expérience de passage comptabilité analytique sur ordinateur. RECHERCHE : poste PARIS ou banlieue Sud.

H.E.C.-JF + recyclage assist. techn. de gestion - 25 a. expér. admin., juridiq. et commerce auprès Direction (étude et suivi dossiers - contrats et relat. av. agents, représentants, clients - procédur. juridiq. et content. - responsab. Service secrétariat - documentat. - organisat. réunions-contacts extérieurs dont Services publics) - Bonne connaissances Anglais. RECHERCHE : poste organisme professionnel, cabinet contentieux, immobil., brevets... PARIS ou banlieue Ouest.

CADRE FEM. 28 ans - Format. Celsa et lic. d'Espagnol + Anglais courant - 4 ans d'expér. Etudes - gestion - animation, domaines marketing. Distribution et achats. RECHERCHE : poste adjointe chef de produit ou chargée d'études.

ASSISTANTE DE DIRECTION - 44 ans - formation sup. Europe et U.S.A. - parfaitement bilingue Anglais - longue expér. secrétariat direction haut niveau, animation, coordination bureau 20 personnes. RECHERCHE : situat. équivalente dans domaine indifférent.

ANPE AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES 12, rue Blanche - 75436 PARIS Cedex 09 - Tél. 280.61.46 (pte 71)

CHAUFFEUR DIRECTION Longues références. 1er ordre. Tél. 977-21-23, de 8 à 14 h.

Jne fme, long. expér. gestion, secrétar. direct., comptab., exc. présent., sér. références, ch. à partir août empl. équival. milieu théâtre, audiovisuel, disque, édition, région Centre (Orléans, Chartres, Châteaudun, etc.). Ecr. n° 6.926 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

A. M., 37 ans, 12 a. outre-mer dont 7 direction ind. bois, ch. sit. stable ds rég. 20 km autour de Montereau/Yonne ou Paris. Réf. tr. sérieuses. Libre août 75. Etudierait ttes prop. ds autre sect. d'activité. C.V. sur demande à J.-L. MARECHAL, B.P. 1275 ABIDJAN, République Côte d'Ivoire.

P.M.E. Direction comptable et financière, ne dépendez plus des conseils extérieurs, ayez votre propre état-major financier. Engagez-moi à temps partiel à partir de septembre. H.E.C. Expert comptable, 34 ans, habitant Paris, références 1er plan dans P.M.E. et grandes entreprises. Ecr. n° 6.796 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

COMPTABLE FME, 10 a. expér. ch. poste 5 h. par jr, pratique système OBBO, bnes connaiss. import.-export., lib. 1er juin, prétent. 1.700 F, quart. Montparnasse. Tél. : 325-59-22.

Chef comptable, 35 ans Générale et Analytique Libre de suite 986-82-79.

POLYTECHNICIEN, 23 ans, cherche poste ingénieur déb. de préférence techn. si pos. prov., mais étud. toutes proposit. Libre O.M. fin août. Ecr. Havas Draguignan 584.771.

SPECIALISTE METHODES SCIENTIFIQUES DE GESTION Ingénieur E.T.P. maîtrise informatique, doctorat de gestion, 2 ans expér., étud. toutes propos. Ecr. n° 52280 P.A. S.V.P., 37, rue Général-Foy, 75008 Paris.

FORMATEUR - REDACT. 6 ans d'expér., dipl. Etud. sup., cherc. empl. de format. personel ou rédact. techn. électronique tous systèmes informat. Téléph. Emploi plein temps ou partiel en indépendant. Ecr. n° 4637, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e q.t.

HOMME - 40 ANS Bonne présentation, libre après 18 h., recherche emploi, même très tard dans la soirée. Ecr. à 6.696, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

JEUNE COUPLE H., 29 a., doctorat électrochimie + Institut d'administration des Entreprises (IAE). Exp. gestion institution de format. — Achat matériel scientifique — Cabinet conseil — 2 ans Afrique. F., 26 a., capacité Droit + probatoire DECS. Exp. compt. PME. recherche DIRECTION ou GERANCE PME — Organisation formation succursales. France ou étranger N° 7106 Contesse Publicité 20, av. Opéra Paris-1er qui tr.

Directeur d'agence à Nantes, 37 ans, recherche poste responsabilité. Gestion, administration, comptabilité. Expérience bâtiment. Promotion immobilière. Ecr. n° 3206 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J. fille, 28 ans, 12 ans expér. secrétaire sténo-dactylo, rech. emploi stable, avant. sociaux. Libre de suite. Ecr. n° 6936 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J. F. 31 ans Ingénieur + Inst. Ad. Entrepr. 7 ans expérience Etud. ttes proposit. de travail à TEMPS PARTIEL dans service organisation, formation, informatique, études économiques, études financières. Ecr. n° 3207 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

ECONOMISTE D.E.S., 28 ans, retour coopérat technique Amérique Latine, étud. ttes proposit. Ecr. n° 8502 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

ING. ELECTRON. 2 B. 27 a. Exp. th. et prat. étendue, cherche. PME expans. pour poste resp. tech. trait signal, MF, télécom., mesure. Ecr. n° 5.059, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur-2e, q. tr.

Secrétaire bilingue anglais, sténo 2 langues, not. espagnol, libre de suite. Ecr. n° T 068899, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur-2e.

Pharmacienne, 25 a. 1/2, 3 ans expér. officine, dernière année IAE, ch. empl. labor. industrie ou officine. Libre septembre. Tél. : 288-97-82, av. 9 h. 30, 288-97-82, après 20 h. 30.

Cadre supérieur. 39 a. Ingénieur diplômé. Bon gestionnaire. Gde culture génér. Français-Anglais. Marié 3 enfants. Etudie toute proposition d'emploi logé de préférence France ou étranger, offrant vie saine près de la nature. Exemple : régisseur grand domaine, conservateur patrimoine immobilier, homme de confiance grand propriétaire. Ecr. n° 8504 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J. Fme, 15 a., réf. Pub, régie, assiste chef de pub. responsable service achat d'espace. ch. poste agence, annonceur ou support. Ecr. N° 6.939 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jne fme, t. sér., 25 a., ch. empl. chez vétérinaire c. infirm. vétér. début. à Paris. Ec. Mme Castex 4, sq. de Maubeuge, 75009 Paris.

ING. CNAM, 37 a., automatisme expér. électromécanique, asservissements industriels, instruments régulat. analogiq., systèmes séquentiels logiques, informatique industrielle, étudierait ttes propositions. Ecr. n° 07.026 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

INGENIEUR, 32 ANS Expér. vente biens équip. Angl. cour. rech. sit. Asie du Sud-Est. Ecr. N° 3.211 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Dame de compagnie permis de conduire ch. place Paris, banl. ou voyage pour Mons. seul. Ecr. n° 3.154 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

# La région parisienne

**PORTRAIT**

**DANS LA VILLE NOUVELLE DE MARNE-LA-VALLÉE**

## M. Rousselot entre les pots de fleurs et les élus

**Nommé depuis peu en remplacement de M. Pierre Carle, décédé, M. Michel Rousselot, directeur de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, affronte la tempête. La décision de créer un péage sur la future autoroute de l'Est (A-4) risque de freiner les constructions prévues et provoque la colère des élus, des promoteurs et des industriels.**

*A lire sa biographie, on classerait M. Rousselot parmi les hommes peut-être davantage voués à la réflexion qu'aux « grandes manœuvres » sur le terrain. Né en 1931, ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, il a débuté en Afrique avant d'entrer, en 1960, au service des affaires économiques et internationales du ministère des travaux publics et des transports, dont il a assumé la responsabilité de 1964 à 1969. Il a ensuite été nommé chef du service régional et urbain au commissariat général du Plan.*

« Je ne suis pas un homme d'études au sens universitaire du terme, *proteste-t-il*. J'ai travaillé dans des organismes chargés de conseiller le gouvernement, et ma tâche n'y était pas fondamentalement différente de celle qui est la mienne à Marne-la-Vallée. » *Les sujets des études auxquelles il a participé ont été très concrets : un modèle de développement urbain qui a notamment démontré que l'achat d'un logement n'est pas à la portée d'un jeune ménage français ; les contrats de progrès avec la S.N.C.F. ; la rationalisation des choix budgétaires qui a permis au ministère de l'équipement de se doter d'un budget-programme,* « modèle de clarté ».

*Le nouveau directeur de Marne-la-Vallée se félicite de son passage au commissariat du Plan qui lui a permis de replacer le phénomène urbain dans le cadre de l'aménagement du territoire.*

*Sa nomination, en 1974, au ministère de la réforme administrative, aux côtés de M. Alain Peyrefitte, puis son entrée dans le cabinet « fantôme » de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, éphémère ministre des réformes, lui ont permis d'examiner de près les relations entre le public et l'administration.*

« En définitive, diriger une ville nouvelle ne me change pas beaucoup de tout ça. D'abord, parce que j'ai participé à la préparation des décisions pendant toute ma carrière. Ensuite, parce que le travail dans un établissement public privilégie l'aspect « conception », l'« Epamarne » est une équipe, un commando, dont je souhaite être l'animateur. Enfin, parce que, conseiller municipal de Caen depuis 1971, je connais bien les élus locaux et j'apprécie d'entretenir des rapports suivis avec eux. »

### Une belle tentative

*Tout compte fait, M. Rousselot trouve ses nouvelles fonctions encore plus intéressantes que les précédentes, car il œuvre désormais sur* « une zone géographique limitée, pour améliorer toutes les conditions de vie de ses habitants. C'est plus satisfaisant que d'être conseiller dans un ministère où il n'y a pas une de vos idées sur dix qui passent... »

*N'était-il pas risqué de mettre son sac sur un vaisseau que l'on dit menacé de couler ?* « Il ne fait pour moi pas l'ombre d'un doute que le gouvernement entend poursuivre la politique des villes nouvelles », *assure-t-il. Et la conjoncture ?* « Elle ne pose pas de problèmes trop graves, car nous travaillons à long terme. »

*Reste à trouver un bon équilibre entre l'urbanisme volontaire que représente les villes nouvelles et une certaine liberté nécessaire :* « Je suis un peu technocrate, *bien sûr, mais il faut tenir compte* des légitimes ambitions de développement des autres villes et des villages. *Mon prédécesseur a su* trouver la méthode qu'il fallait pour Marne-la-Vallée : nous bousculons les pots de fleurs, mais nous respectons la volonté des élus. »

*Malgré les difficultés de parcours, la ville nouvelle de Marne-la-Vallée se porte bien. Elle est privilégiée par la politique de rééquilibrage de la région parisienne vers l'Est. A ce titre, elle est la préférée du préfet de la région parisienne et de la délégation à l'aménagement du territoire, qui poussent les établissements financiers de la capitale à se décentraliser dans sa « cité financière bis ». Les premiers habitants arrivent ; les industriels s'installent. Les travaux du centre urbain de Noisy-le-Grand ont démarré.*

*Cette situation favorable amène M. Rousselot à cette conclusion :* « La politique des villes nouvelles est la plus belle tentative de maîtrise du développement urbain. Elle permet de reprendre l'initiative *dans ce magma monstrueux* qu'est la région parisienne. »

ALAIN FAUJAS.



## *Alfortville du côté des Arméniens*

A Alfortville, dans le Val-de-Marne, tout le quartier sud, entre la place Carnot et le chemin de Villeneuve-Saint-Georges, est une véritable ville arménienne où vivent quatre mille à cinq mille personnes.

Chassés de Turquie par les massacres ordonnés le 24 avril 1915, les Arméniens se sont réfugiés dans plusieurs pays, et, sur le chemin de l'Amérique, en France. Beaucoup se sont installés définitivement à Marseille, leur port d'arrivée, à Valence ou à Lyon. Dans la région parisienne, la communauté la plus importante (la seconde après celle de Marseille) s'est établie à Alfortville. Enclave réussie d'« arménité » dans la banlieue, elle mène sa propre vie sociale, culturelle et religieuse.

Les anciens, ceux qui ont survécu aux massacres de 1915, on les croise parfois rue Komitas ou rue du Groupe-Manouchian. Ils sont vêtus de sombre des pieds à la tête, comme si, plus d'un demi-siècle après, ils portaient encore le deuil de leur million et demi de morts. Les femmes ont un fichu noir noué autour de la tête et vont doucement, en baissant les yeux. Les hommes ont de superbes moustaches relevées en pointe, leur visage, fin et ridé, est dominé par des yeux larges et tristes.

« *Je n'ai pas connu mon grand-père. Il a été pendu par les Turcs,* raconte le peintre Aslanian. *Ma grand-mère est morte dans le désert... Mon père s'est d'abord réfugié en Bulgarie, puis il est venu ici...* » Les premiers immigrants sont arrivés, par petits groupes, entre 1924 et 1926.

Exilés aux poches vides et aux bras chargés d'enfants, *ils se sont établis, tant bien que mal,* dans ce quartier d'Alfortville qui était alors une zone marécageuse. De leurs mains, ils ont *construit leurs maisons et se sont établis comme* artisans ou comme boutiquiers, reprenant, dans la France du vingtième siècle, les métiers de *leur pères : cordonniers ou tailleurs.*

Ceux qui ont vécu cette période ont gardé le souvenir de l'un d'eux qui, jusqu'à la guerre, cultivait discrètement le haschisch dans le bout de son jardin, comme on le faisait en Turquie. Il le vendait à des Arabes. Le commissaire était au courant, mais ne disait rien...

« *En arrivant, beaucoup d'entre nous ne parlaient pas un mot de français,* explique un vieil homme, *et beaucoup ne l'ont jamais appris. A cause de cela, nous étions souvent mal reçus, dans les bureaux.* » Mais, très vite, ces rudes travailleurs, entreprenants, durs à la tâche, se sont fait respecter par les Alfortvillais.

Beaucoup de tailleurs sont devenus de petits patrons de la confection. Ils ont monté des *ateliers à Paris, rue d'Aboukir,* dans le quartier du Sentier, et actuellement se font construire des villas entre la place Carnot et la rue Dijon. Il est vraisemblable que, aujourd'hui, la plupart des Arméniens d'Alfortville sont au moins aussi aisés que les autres Alfortvillais.

### Le café et l'église

Négociants en textiles ou manœuvres, tous se retrouvent le soir au Café Philippe, place Carnot, qui est connu jusqu'au Liban comme un des centres de cette « vie arménienne à Alfortville ». Il y a plusieurs autres cafés arméniens qui constituent autant de grandes familles, comme l'antique Café de l'Espérance, dans le sud de la ville. On joue aux cartes ou au jacquet — « taviou » en arménien. On parle beaucoup du passé. On se retrouve aussi à l'église arménienne apostolique de la rue Komitas, où en 1970 a officié Sa Sainteté Vasken 1er catholicos de tous les Arméniens, ou bien à l'église évangélique arménienne, rue du Groupe-Manouchian, ou à l'église des frères évangéliques arméniens, place de l'Europe.

« *Avant, on allait beaucoup les uns chez les autres pour des veillées. On jouait les vieux airs ou on improvisait à la cithare arménien[ne]. Les vieux racontaient leurs histoires. Mai[nte]nant, beaucoup sont morts, et les autres [se] sentent isolés, même parmi nous... Peu à [peu] leur monde se perd...* »

Les jeunes vont à l'Union de la jeun[esse] arménienne. Mais, surtout, pour se retro[uver] entre jeunes et jouer au football. Et si su[r le] terrain ils utilisent quelques mots arméni[ens,] c'est pour tromper l'adversaire... D'ailleurs [la] plupart ne comprennent plus leurs gra[nds-]parents et font leur vie de leur côté. Les [nos]talgiques font remarquer que les églises [se] vident, et ils se demandent si, dans trente [ans,] il y aura encore des Arméniens.

Trop bien réussie, l'intégration ne va[-t-elle] pas aboutir à l'assimilation complète et [à la] disparition de la communauté ? C'est ce [que] veut éviter M. Ara Krikorian, rédacteur en [chef] de la revue *Haiastan* (Arménie) et un des [res]ponsables de la Fédération révolutionnaire [armé]nienne, qui rappelle qu'une *maison de la cu[lture] arménienne verra prochainement le jo[ur à]* Alfortville, grâce à l'appui déterminant [de] M. Joseph Franceschi, maire de la vil[le et] député socialiste. *Pour M. Krikorian,* cette [mai]son montrera la volonté de la commu[nauté] arménienne de préserver son très riche [patrimoine] culturel.

M. Armand Nichanian, architecte comm[e son] grand-père était « bâtisseur de maiso[ns »,] *adjoint au maire d'Alfortville depuis 1965,* [secré]taire général de la Fondation des trad[itions] arméniennes, estime de son côté : « *J[']ai la] certitude absolue, fondée sur l'observatio[n de] cette communauté arménienne d'Alfortvill[e et de] tous les Arméniens que je côtoie, qu'[aucun] d'entre eux n'oubliera jamais son origine[. Les] nouvelles générations témoignent d'une ca[pacité] étonnante à faire la synthèse entre la co[nnais]sance — et l'acceptation — de leur cult[ure, et] une intégration absolument dénuée de com[plexes] au contexte français.* »

FRANÇOIS MÉTAY.

## *Libres opinions*

## Un maire, pour quoi faire ?

par DANIEL HYMANS (*)

PARIS se porte mal ! L'influence de l'argent et de la technocratie est devenue *trop apparente,* la *poussée du* béton trop dense ; devant l'« absence » de l'Hôtel de Ville, les *Parisiens manifestent le désir* d'être entendus.

Dans ce contexte, l'élection d'un *maire est présentée comme la* panacée à tous les maux de la capitale. Malheureusement, cette *élection-miracle soulève plus* d'inquiétudes qu'elle n'apporte d'espoirs. La seule Côte d'Azur, depuis des années, continue d'être détruite et défigurée, avec ou malgré ses maires. Et comment ne pas éprouver d'inquiétudes en sachant que le maire de Paris — avec de formidables pouvoirs — sera de ce Conseil dont si peu de membres se sont élevés contre la dégradation de leur ville ?

Un maire de Paris se verra inévitablement enfermé dans une politique partisane, submergé d'obligations électorales et repré*sentatives et finalement — comme* la plupart de ses collègues de province — prisonnier à la fois des administrations nationale et communale. L'élection d'un maire — outre qu'elle donnera aux intérêts d'argent une cible privilégiée — renforcera, politisera les pesanteurs et ne résoudra rien.

Le vrai problème est de donner aux Parisiens la possibilité d'influer sur les décisions qui les concernent. Il est à craindre que *la solution ne se trouve pas dans* l'extension à la capitale — en 1977 — d'une loi de 1884..., mais elle existe cependant. Ainsi, la procédure du référendum pourrait être instituée — par quartier ou pour la ville de Paris tout entière — pour l'approbation de tel ou tel projet, par exemple d'urbanisme.

*De même un droit de blocage* — ne serait-il que *temporaire* — ou plus encore un droit d'initiative — qui concernerait notamment le classement des sites — pourrait être donné à toute pétition réunissant un minimum de signatures, également par quartier ou pour toute la ville.

Une autre possibilité serait d'accorder certains pouvoirs à ces associations spontanées qui sont apparues nombreuses ces dernières années pour la défense de Paris, et qui apportent beaucoup à l'information des Parisiens. Ces associations seraient éventuellement regroupées au sein d'une commission ; elles devraient démontrer leur représentativité et leur contribution désintéressée à la sauvegarde de la capitale.

Leurs pouvoirs — outre aussi des droits d'initiative ou de blocage pour différentes mesures ad*ministratives — porteraient sur* la surveillance de l'application de réglementations souvent délibéré*ment ignorées ou faussées (affi*chage des permis de construire, respect des zones piétonnes...) et *le contrôle de dépenses et d'affec*tations budgétaires.

Il n'est donc en aucune façon *obligatoire,* pour associer de manière active à la vie de la capitale ceux qui y habitent, d'accepter les *risques de l'élection* d'un maire. Il est possible de mettre en place une démocratie plus directe, digne de Paris, qui *éviterait que* des décisions majeures ne soient prises — comme si souvent dans le *passé* — en dehors ou malgré les Parisiens...

(*) Juriste.



## Loin de Roiss[y]

« A Roissy, on a d'ab[ord] construit l'aérop[ort,] ensuite on a pe[nsé] aux moyens de le desserv[ir.] » *A 8 h. 30, dans une [salle] d'embarquement de l'aéro[port] Charles-de-Gaulle, trois h[om]mes d'affaires attendent [leur] avion pour Lyon. L'un d['eux] semble particulièrement [mé]content :* « De la porte de [Clignancourt], j'ai dû venir a[vec] ma voiture, ce qui m'ob[lige] à payer une journée de p[ar]king. Prendre un autob[us ?] j'aurais dû me lever enc[ore] plus tôt. Le temps gagné [dans] l'air se perd au sol entre [la] ville et l'aéroport. Il devra[it y] avoir plus de terminaux d[ans] Paris. Pas plus de huit s[ta]tions de métro entre le do[mi]cile et l'aérogare. »

*Les deux autres passag[ers] l'approuvent :* « A partir [de] la banlieue nord, il est imp[os]sible d'utiliser les transpo[rts] en commun. Nous avons p[ris] un taxi qui nous a co[ûté] 62 francs. Solution rapide m[ais] peu économique. »

### Prix forcés

*De Paris à Roissy, le p[rix] moyen d'une course en ta[xi] est d'environ 50 francs po[ur] une demi-heure de trajet. [Il] en coûtait davantage aup[a]ravant. En effet, en vol [les] hôtesses avertissaient, para[ît-]il, les passagers que le ta[xi] revenait beaucoup plus ch[er] que l'autobus. Certains chau[f]feurs de taxi en profitaie[nt] donc pour forcer les pr[ix.] Pourtant, le taxi est souve[nt] le seul moyen utilisé par ce[r]tains passagers, comme [ce] vieil habitué de Roissy, [un] homme d'affaires américain* « Le terminal de la por[te] Maillot ne m'arrange pa[s,] *dit-il,* je prends toujours [un] taxi. »

*Venant de Bordeaux, [un] passager débarque à Rois[sy] pour la première fois :* « [Je] vais essayer l'autobus. Il va [à] la porte Maillot ? C'est moi[ns] pratique qu'Orly-Rail, mo[n] bureau est à côté de la gar[e] d'Austerlitz. L'aérogare de[s] Invalides ne fait pas mo[n] affaire non plus. Enfin, o[n] verra... » *De la sortie d[e] l'avion, cinq minutes lui suf[fi]sent pour trouver l'autobu[s.]*

*Une vieille dame américain[e] prend son billet dans l'auto[]bus :* « Dix francs ? Ce n'es[t] pas cher ! »





# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LES TRANSPORTS EN COMMUN AUX ÉTATS-UNIS

## Le train plutôt que l'avion

**Les Américains utilisent l'avion moins qu'auparavant à l'intérieur des Etats-Unis. Cette chute du trafic, très sensible depuis le début de l'année, inquiète les compagnies aériennes.**

**Le rail tente de profiter de ce recul. L'Amtrak, qui exploite les services ferrés de voyageurs, a proposé un plan quinquennal de développement actuellement soumis au Congrès.**

*Les compagnies américaines ont réalisé, l'an dernier, les bénéfices les plus importants depuis 1967 : 1,75 milliard de francs. Elles ont perdu, au cours du premier trimestre de 1975, 360 millions de francs. Les transporteurs aériens considèrent l'hiver comme une période de vaches m a i g r e s. N'empêche qu'outre-Atlantique la situation de l'aviation commerciale demeure préoccupante.*

*Au premier rang des compagnies américaines, United Airlines a perdu, depuis le début de cette année, 43,5 millions de francs, alors qu'en 1974, à pareille époque, elle avait gagné 48 millions. M. Charles C. Tillinghast, président de T.W.A., annonce, pour sa part, une* « année très difficile » *qui pourrait se solder par* « un déficit total, pour l'ensemble de la société, double de celui qu'elle a connu en 1974 ».

*Très mal en point, T.W.A. vient donc de solliciter auprès du Bureau de l'aéronautique civile américaine (CAB), outre une augmentation des tarifs intérieurs de 6 %, une subvention de 184,1 millions de dollars. L'an dernier, à pareille demande, la compagnie s'était vu opposer une fin de non-recevoir par l'administration fédérale.*

*La crise de l'énergie a dégénéré en crise économique. Le déclin du trafic conjugué aux ravages de l'inflation sur les salaires, le prix des carburants et les autres coûts d'exploitation expliquent le marasme du transport aérien outre-Atlantique. Pour remplir coûte que coûte leurs avions, les compagnies américaines essayent de colmater les brèches, de restaurer des tarifs « très étudiés » en faveur des jeunes, des personnes âgées, des femmes accompagnant leur mari...*

*Le CAB a approuvé, il y a un mois, l'institution d'une troisième classe. Objectif : rendre le prix d'un voyage en avion meilleur marché que celui d'un voyage en train ou en autocar entre certaines villes des Etats-Unis. Pour bénéficier de ce tarif promotionnel — inférieur au barème de la classe touriste, — les passagers devront se déplacer du lundi au jeudi, renoncer aux boissons et repas gratuits à bord et réserver leur place une semaine à l'avance. National Airlines envisage de tester ce système : un aller New-York-Miami coûtera 61 dollars en avion, 63 dollars en autocar et 72 dollars en train.*

### 2 milliards de dollars

*Tandis que les compagnies aériennes tentent d'enrayer la chute du trafic, la société d'économie mixte Amtrak, qui exploite depuis quatre ans aux Etats-Unis les services ferrés de voyageurs, modifie ses desseins en raison de l'affluence des voyageurs qui reprennent goût au train. A l'automne dernier, elle a présenté au ministère des transports un plan quinquennal de développement portant sur les années 1975 à 1979 qui n'a pas encore reçu l'aval du Congrès.*

*L'Amtrak voit grand, puisqu'elle envisage à la fois la refonte des infrastructures, la rénovation des équipements et la modernisation du matériel roulant : 2,095 milliards de dollars à dépenser en cinq ans.*

*A chaque année, sa nouveauté : une ligne New-York-Montréal en 1975, une liaison non-stop Boston-Chicago en 1976, la mise en service de voitures à deux étages entre Chicago et la Floride en 1977, une desserte quotidienne New-Orleans-Los Angeles en 1978. Avant trois ans, vingt turbotrains français circuleront sur le réseau américain. Selon les estimations de l'Amtrak, le trafic devrait doubler pendant le quinquennat : trente-sept millions de voyageurs contre dix-neuf millions actuellement.*

*M a l g r é l'augmentation des recettes — de 240 millions de dollars en 1974 à 505 millions en 1975, — le bilan de l'Amtrak r e s t e r a lourdement déficitaire, étant donné le poids de l'endettement : 197,9 millions de dollars en 1974 et 302,8 millions en 1979.*

*Nul ne sait encore, outre-Atlantique, si les services que peut rendre le train sont à la mesure des efforts qu'il faut consentir pour consolider son succès.*

JACQUES DE BARRIN.

## Région parisienne

### Le nouveau statut de la capitale semble répondre aux préoccupations de la gauche

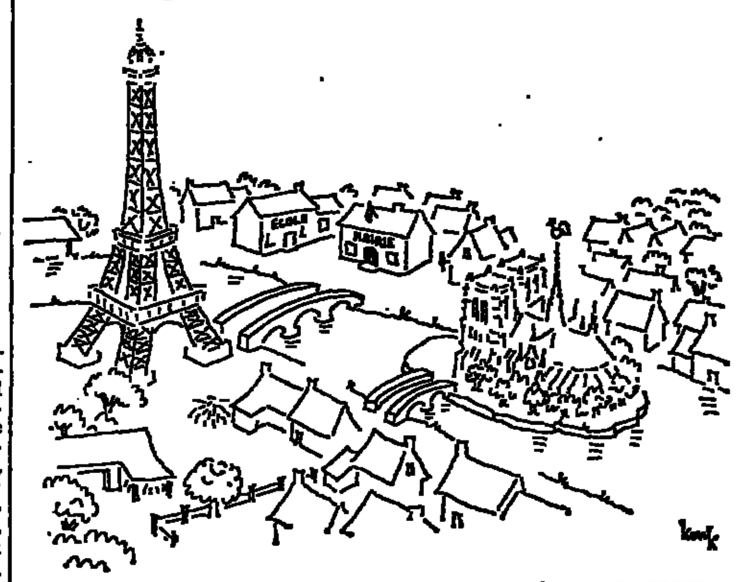
*La Ville de Paris aura, après les élections municipales de 1977, un maire élu pour six ans, avec les mêmes compétences que tous les maires de France,* « sans exception ni réserves ». *Le projet de loi modifiant le statut de Paris serait déposé avant la fin de l'actuelle session parlementaire sur le bureau de l'Assemblée nationale, pour être discuté à la session d'automne.*

Un maire et ses adjoints jouissant pour six ans de tous les pouvoirs prévus par la loi de 1884 sur les collectivités locales; un Conseil de Paris composé de cent membres (au lieu de quatre-vingt-dix actuellement) élus au scrutin de liste ; un conseil local d'arrondissement ; un préfet qui sera seulement le représentant de l'Etat : telles sont les dispositions principales du projet de loi.

Le maire de Paris aura donc pouvoir sur l'ensemble de l'administration de la ville. Dans le nouveau statut, il n'y aura plus de maires et maires adjoints nommés par décret. Des officiers municipaux d'arrondissement désignés par le maire de Paris seront chargés notamment des services de l'état civil. Dans chaque arrondissement, il est prévu une commission composée de ses élus au Conseil de Paris. Cette commission pourra recevoir des délégations de compétence du maire de Paris.

Pour élire les cent conseillers de la capitale, des circonscriptions électorales correspondant à chacun des vingt arrondissements seront créées pour remplacer les quatorze secteurs actuels. Dans chaque circonscription, le nombre de sièges variera selon l'importance de la population. C'est la raison pour laquelle on pourrait assister à un regroupement des arrondissements du centre de la capitale, peu peuplés.

Les dispositions du projet de loi se rapprochent des propositions faites par la gauche et vont plus loin que les suggestions faites depuis plusieurs années par la majorité, et notamment par l'U.D.R., qui s'est toujours opposée à l'application de la loi de 1884.



(Dessin de KONK.)

## CIRCULATION

### [M]. J.-J. Servan-Schreiber : le plan routier de Lorraine est menacé

[M]. Jean-Jacques Servan-[Sch]reiber, député réformateur et [con]seiller régional de Lorraine, [a d]éclaré à Nancy :

[«] Le plan routier de Lorraine [est] menacé. Son désenclavement [au] niveau de l'Europe, par l'axe [nor]d-sud, si souvent promis et [aba]ndonné, reste incertain ; c'est [plus] grave. Ses liaisons est-[oue]st, qu'on croyait acquises, pa-[rais]sent maintenant vagues.

» Depuis dix jours que sont apparus les signes de ces difficultés nouvelles de l'Etat pour l'équipement de cette région, comme pour d'autres, nous avons entendu ici bien des cris de colère. Ils sont légitimes, mais ils restent vains.

» Le budget de crise de l'Etat, en 1976, sera inférieur en francs constants environ de moitié à celui de l'an dernier pour l'équipement. Il ne suffit pas de tempêter, il faut proposer.

» C'est dans cet esprit et dans ce cadre d'action que nous avons remis au gouvernement un plan de redéploiement de l'équipement routier, pour la Lorraine.

» Ce plan d'urgence est précis, détaillé et chiffré. Le gouvernement l'étudie et nous espérons une réponse dans les dix jours. »

## ENVIRONNEMENT

● DEBAT SUR LE LARZAC. — Une soirée-débat sur le Larzac est organisée mardi 13 mai à 20 h. 30 à Versailles (Yvelines) au centre Huit, 8, rue de la Porte-de-Buc. Le général Jacques de Bollardière, Jean Toulat, prêtre et écrivain, et M. Philippe Fauchot, l'un des paysans de Larzac, participeront à ce débat qui sera ouvert par la projection du film *Tous au Larzac*.

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

*BILLET*

## Un capitaliste encombrant

*M. Marcel Boussac met les pouvoirs publics dans l'embarras. Jusqu'à présent, lorsque l'Etat était amené à s'intéresser à une entreprise en difficulté, le scénario était clair : les propriétaires ou les actionnaires se retiraient sur la pointe des pieds, laissant le plus souvent à l'administration le soin de trouver une solution industrielle et de renflouer financièrement l'affaire.*

*M. Marcel Boussac agit de manière toute différente. Seul propriétaire d'un empire textile qu'il a créé, mais qui est maintenant ébranlé par des erreurs de gestion incontestables, il n'entend pas céder la place, mais, « capitaliste exemplaire », il accepte d'utiliser sa fortune personnelle pour soutenir son groupe. En contrepartie de cet effort financier, l'ex-« roi du coton » repousse toute ingérence dans l'organisation et la direction de ses sociétés. Il refuse le plan de redressement mis au point par M. Claude-Alain Sarre et nomme son neveu, M. Jean-Claude Boussac, à la présidence du directoire du C.I.T.F., la société qui coiffe les activités textiles de son groupe.*

*Le moins que l'on puisse dire est que cette nomination a été accueillie sans enthousiasme. Le ministère de l'industrie et de la recherche, les banques, le C.N.P.F., qui avaient activement contribué à la mise sur pied de la solution « Sarre », ne s'en cachent pas. Ils redoutent que « l'épisode Jean-Claude Boussac n'aggrave encore une situation qui exige des décisions immédiates et énergiques. Mais que peuvent-ils faire ? Le groupe Boussac n'a pas déposé son bilan. Alors ? Amener M. Boussac à composer en lui supprimant les crédits bancaires ? M. Boussac est riche et peut tenir longtemps.*

*A la vérité, il n'existerait théoriquement qu'une solution ne remettant pas en cause le droit de propriété : racheter le groupe. Mais son propriétaire n'est pas vendeur. Bref, c'est l'impasse... et l'incertitude pour quinze mille salariés.*

*Il serait trop facile de faire à cette occasion le procès de M. Marcel Boussac, qui a au moins le mérite d'aller au bout de la logique capitaliste, en engageant ses propres deniers pour soutenir un ensemble industriel chancelant. Paradoxalement, cette attitude honorable — et par trop exceptionnelle soit dit en passant — met en lumière les carences du système auquel M. Boussac est attaché. Car injecter des capitaux frais dans un groupe dont chacun s'accorde à dire qu'il doit être profondément réorganisé ne saurait être considéré comme une solution satisfaisante. M. Boussac n'est pas éternel.*

*Que les pouvoirs publics, le patronat, les banquiers qui redoutent un effondrement mettant en péril l'emploi de plusieurs milliers de travailleurs, n'aient pas les moyens légaux de le prévenir, incline à conclure que le droit qui confond capital et pouvoir exclusif dans l'entreprise est pour le moins inadapté. Ce n'est pas le premier exemple ; ce n'est malheureusement sans doute pas le dernier.*

PHILIPPE LABARDE.

## SYNDICATS

### DIVERGENCES AU CONGRÈS DES POSTIERS F.O. A PROPOS DE LA GRÈVE DE L'AUTOMNE DERNIER

Lors du onzième congrès de la Fédération syndicale des travailleurs des P.T.T. Force ouvrière, la section Ile-de-France, numériquement la plus importante, a reprochée aux autres sections d'avoir interrompu trop rapidement la grève de l'automne dernier. Au-delà de ces divergences de tactique, les militants de la région parisienne qui comptent dans leurs rangs de nombreux trotskistes reprochent aux dirigeants nationaux de Force ouvrière de privilégier la politique d'accords contractuels aux dépens de l'action revendicative de masse. Certains militants affirment l'existence de tendances analogues au sein d'autres sections. De ce fait, le rapport d'activité du secrétaire général n'a recueilli que 75 % des suffrages contre 90 % lors du congrès précédent.

En revanche, la motion d'orientation a obtenu 89 % des suffrages et le secrétaire général sortant, M. Fossat, a été reconduit dans ses fonctions. Les revendications des postiers F.O. portent sur les points suivants : application du protocole d'accord *du 5 novembre*, refonte complète de la structure des rémunérations (traitement minimum fixé à 120 % du SMIC dans la fonction publique), amélioration des conditions de travail, extension progressive du départ en retraite à cinquante-cinq ans.

● *M. André Bergeron* (F.O.) a été réélu à la présidence de l'UNEDIC, en remplacement de M. Bernasconi (P.M.E.), en application du principe d'alternance appliqué dans cette institution paritaire d'assurance - chômage complémentaire.

### M. CALVEZ CONFIRME SA CANDIDATURE A LA PRÉSIDENCE DE LA C.G.C.

M. Corentin Calvez, délégué général de la C.G.C., a déclaré dimanche 11 mai, à Combloux (Haute-Savoie), qu'il maintenait sa candidature à la présidence de la C.G.C. M. Calvez faisait jusqu'à présent équipe avec M. Jean Menu, secrétaire général de la C.G.C., sans que l'un ou l'autre ait jusqu'à ces derniers jours précisé celui qui postulerait au poste occupé par M. Malterre. Le comité national pour la rénovation de la C.G.C. a laissé entendre la semaine dernière qu'il se prononçait pour la candidature de M. Menu à la présidence. Il semble qu'à la suite de cette *décision*, M. Calvez ait renoncé à faire équipe avec M. Menu pour tenter seul sa chance à la présidence. Il y aurait désormais trois candidats pour la succession de M. Malterre puisque, outre le délégué fédéral et le secrétaire général actuels de la Confédération, M. Yvan *Charpentié, président de* la Fédération de la chimie, a déjà fait acte de candidature.

## AUTOMOBILE

### APRÈS BRITISH LEYLAND

## Chrysler demande une aide financière au gouvernement britannique

*L'industrie automobile britannique va bien mal. Après Bristish Leyland, à qui le gouvernement accordera une aide de 7,45 milliards de francs en trois ans, en contrepartie d'une prise de participation de 75 % des titres* (le Monde *du 26 avril*), *c'est Chrysler U.K. qui a besoin des concours publics pour se maintenir à flots.*

M. Don Lander, directeur de la filiale anglaise du constructeur américain, a délcaré, lui-même qu'il entendait demander une aide financière du gouvernement, *conformément à la loi industrielle de* 1972, afin de poursuivre la fabrication de nouveaux modèles. Le soutien public à propos duquel des « *discussions informelles ont déjà eu lieu* », selon M. Lander, compléterait une demande de prêt de 35 millions de livres (350 millions de francs) fai un établissement financier d à l'industrie (Finance For dustry).

On connaît bien les cause grandes difficultés rencon aujourd'hui par les construc britanniques (*le Monde* dat 28 janvier 1975). Jusqu'en leur activité a été entravé une fiscalité sévère sur les a d'automobiles. Quand celle- levée, les sociétés britann avaient pris du retard tech sur leurs conccurentes euro nes et japonaises et ce sor dernières qui profitèrent le du boom de l'automobile de *1973. La part des voiture* portées sur le marché angl passée de 14 % en 1970 à en 1973. Depuis le début d elle tourne autour de 33 %.

Les constructeurs britan ont affronté aussi des incessantes qui, selon eu raient entraîné la perte d cent mille à cinq cent mil tures par an depuis 1972. Cl et British Leyland ont été *culièrement* touchés p conflits. D'ailleurs, ce lundi les quatre mille ouvriers de Chrysler de Coventry, o fabrique des moteurs, décider s'ils donnent suite menace de grève. Les de discussions engagées samed la direction et les délég personnel, qui réclament u mentation de salaire de 1 par semaine, ont abouti constat de désaccord.

Ce lundi également, le cents employés de bure l'usine Dunlop de Coven grève depuis trois semaines s'ils poursuivent leur mou Celui-ci a déjà entraîné en chômage de deux mille dans la compagnie, et d mille ouvriers chez Britis land, qui s'approvisionne de Dunlop pour beauc produits.

● *Renault complète sa des petits véhicules indust.* La régie Renault vient d mercialiser une R 4 fourg *longue tôlée ainsi qu'un br* long dotés du moteur 1 1 timètres cubes de la R 6. deux nouveaux modèle longs de 20 centimètres précédents véhicules ut issus de la R 4, la caisse forcée ainsi que la suspen les freins. Prix toutes tax prises, clés en main : f nette, 13 680 F ; break, 1

● *L'Association des français d'automobiles ( deuxième groupe français d ge automobile* derrière Eu avec un chiffre d'affai 100 millions de francs, v conclure un accord d'ass avec le numéro un italie giore.

Cet accord prévoit not que les deux sociétés s' ront leurs réservations et teront leurs cartes de créd proques. ALFA avait si accord similaire en mai 19 le leader britannique Davis. Le groupe, désormai par les trois entreprises, gnent près de 30 000 véhic dont le chiffre d'affaires sera 400 millions de fra classera au second rang en derrière Hertz.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### Guerre de procédure à Usinor-Dunkerque

## La direction demande en référé l'évacuation de l'usine

De notre correspondant

Dunkerque. — A Usinor-Dunkerque, toujours occupée par les grévistes, la direction, qui a fait identifier sur des photos quinze membres des piquets de grève, a assigné ces derniers en référé, afin d'obtenir l'évacuation des locaux et des accès de l'usine. L'ordonnance pourrait être rendue dès lundi après-midi. On s'est donc engagé dans le maquis de la procédure judiciaire.

La réunion de conciliation que l'inspection du travail s'était efforcée d'organiser lundi 12 mai vers 10 heures, entre la direction d'Usinor-Dunkerque et les syndicats, n'a pas eu lieu. La navette que l'inspection départementale du travail a organisée, samedi et dimanche, entre le P.C. des syndicats à l'entrée de l'usine et celui du patronat, replié en ville n'a, en effet, pas abouti.

Alors que les syndicats s'étaient déclarés prêts à envisager la libération des grands bureaux occupés par les grévistes, la C.F.D.T., ne voulant pas s'engager pour l'avenir, c'est-à-dire pour une réoccupation en cas d'échec des pourparlers, et alors que la direction avait accepté une rencontre, celle-ci a finalement fait savoir qu'elle ne s'y rendrait pas, après examen d'un tract diffusé par les syndicats et parlant du maintien et du renforcement des piquets de grève.

Cette situation sera-t-elle débloquée à Paris au niveau des états-majors syndicaux ou patronaux et de la haute administration ? C'est la question que l'on se posait lundi en fin de matinée, alors que se préparait un nouveau meeting ouvrier.

● *Les chauffeurs de bus de l'agglomération bordelaise ont repris le travail*, ce matin lundi 12 mai, après vingt jours de grève.

Les syndicats ont accepté la fixation du point 100 de la grille des salaires à 1 140 F (ils réclamaient 1 150 F) et obtenu l'indemnisation des jours de grève à 40 %. — *(Corresp.)*

### LES CONTACTS ENTRE LES SYNDICATS ET LA DIRECTION POURRAIENT REPRENDRE AU SEITA

Alors qu'à la Régie des tabacs, les salariés du Magasin général de la région parisienne, à la Plaine-Saint-Denis, entament leur troisième semaine de grève avec occupation et que des débrayages sont observés en province, notamment à Lyon, Le Mans et Nantes. Des contacts entre la direction et les syndicats pourraient être amorcés dès ce lundi 22 mai.

Selon la direction, « *à peu près de la moitié des livraisons habituelles* » de cigarettes sont assurées dans la région parisienne, mais de nombreux débits de tabac ne sont pas suffisamment approvisionnés.

## MONNAIES ET CHANGES

## La livre sterling continue de baisser

*(Suite de la première page.)*

L'ampleur de la dépréciation est mesurée par ces pourcentages : par rapport à ses anciennes parités en dollar, le franc français et en deutschmark (en vigueur jusqu'en juin 1973), la livre a respectivement baissée de 11,8 %, 29,4 %, et de 35,4 %.

Après la réunion des gouverneurs des banques centrales à Bâle lundi et mardi matin, les experts monétaires des principaux pays occidentaux se réuniront mercredi à Paris, d'abord au sein du groupe numéro 3 de l'O.C.D.E., puis en tant que membres du groupe des Dix. Les sujets à l'ordre du jour concernent notamment l'augmentation des quotas du Fonds monétaire et l'élimination de l'or des statuts de cette institution, mais les discussions seront en réalité dominées par les trois événements qui indiquent actuellement la situation monétaire internationale : l'élargissement du « serpent européen » grâce au prochain retour du franc français, *la chute de la livre*, la faiblesse persistante du dollar due notamment à l'ampleur du déficit budgétaire d'une ampleur exceptionnelle aux Etats-Unis. Alors que de nombreux opérateurs, incapables d'imaginer que la devise américaine puisse longtemps rester affaiblie, ont depuis plusieurs semaines joué systématiquement sa remontée, ou cette évolution risque d'avoire pour conséquence de nouvelles et importantes pertes de change malgré la plus grande prudence des banques depuis la déconfiture de la maison Herstatt à Cologne (24 juin 1974).

Si la livre sterling est à nouveau menacée de traverser une crise sérieuse, la principale raison en est probablement l'absence d'une politique claire en Grande-Bretagne. Pour lutter contre le déficit extérieur, du reste nettement moins important depuis quelques mois grâce à l'amélioration de la balance commerciale, les conseillers économiques du gouvernement se divisent entre deux écoles, qui avancent des propositions dont on serait tenté de dire qu'aucune n'est en mesure de fournir une solution. Les uns préconisent un contrôle des importations tandis que d'autres se font l'avocat d'une dépréciation de la monnaie sur les marchés des changes. Il est vrai que le gouvernement a officiellement déjà rejeté la première de ces suggestions (c'est ce que M. Wilson a encore fait dimanche à la télévision) tout en se déclarant, par la bouche du chancelier de l'Echiquier, hostile à un nouveau glissement de la livre.

Mais pour justifier leurs propos, les *dirigeants britanniques* n'ont présenté ni une analyse convaincante de la situation ni un programme de redressement. Ils n'ont pas dit au peuple britannique que dans tous les pays le retour à l'équilibre *extérieur* s'accompagne d'une remontée ou, en tout cas, d'une stabilisation de la devise nationale. Tel a été le cas en France, au Japon et, plus récemment, en Italie.

Le plus grave est sans doute que la Grande-Bretagne ne peut plus compter comme l'année dernière sur des emprunts lancés sur le marché pour régler son déficit. Elle devra sans doute faire appel au Fonds monétaire, mais les autorités britanniques continuent à espérer qu'elles pourront différer leur décision jusqu'au lendemain du référendum (5 juin). Un tel secours n'aurait pas d'effet durable s'il n'était accompagné d'un redressement intérieur. L'accent continue à être mis en Angleterre sur le contrat social; mais le gouvernement est apparu jusqu'à maintenant impuissant pour contenir les revendications du secteur public où les majorations de salaires déjà accordées sont de l'ordre de 30 %.

PAUL FABRA.

### A la dernière réunion de l'OPAEP

### L'ALGÉRIE AURAIT PROPOSÉ LA CRÉATION D'UN DINAR DE COMPTE ARABE

Beyrouth (*A.F.P.*). — A la dernière réunion de l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole), du 3 au 5 mai derniers, l'Algérie aurait proposé la création d'un dinar de compte arabe qui serait égal à trois D.T.S. (droits de tirage spéciaux) et serait formé d'un cocktail de monnaies des pays membres de l'Organisation. C'est ce qu'affirme *Al Dyar*, un hebdomadaire libanais dans ses éditions de dimanche 11 mai.

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

| | Dollars | | Deutschemarks | | Francs suisses | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 48 heures | 4 5/8 | 5 5/8 | 4 | 5 | 3 | 4 |
| 1 mois | 5 1/4 | 5 3/4 | 4 1/4 | 4 3/4 | 2 7/8 | 3 3/8 |
| 3 mois | 6 3/8 | 6 7/8 | 4 3/8 | 4 7/8 | 4 3/8 | 4 7/8 |
| 6 mois | 7 1/2 | 8 | 5 1/8 | 5 5/8 | 5 3/8 | 5 7/8 |

## PATRONAT

● MM. DE FOUCHIER ET RIBOUD entrent au conseil d'administration de Rhône-Poulenc. — MM. Jacques de Fouchier, président du groupe Paribas, et Antoine Riboud, président du groupe B.S.N. - Gervais - Danone, ont été nommés administrateurs du groupe *Rhône-Poulenc*, numéro un français de la chimie.

● M. FRANCIS LEPATRE, président de la Fédération nationale de l'industrie laitière, vient d'être nommé président de l'Association nationale des industries agricoles et alimentaires (A.N.I.A.A.). La tâche de M. Lepatre est « *de réorganiser la représentation des industries alimentaires* ».

## TOURISME

### LES ACTIVITÉS DANS LES DOM ET LES TOM

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a visité vendredi *9 mai* 1975 au salon du tourisme de la Foire de Paris le stand des départements et territoires français d'outre-mer. Il a, à cette occasion, tenu sur place une conférence de presse au cours de laquelle il a dressé le bilan des activités touristiques dans les DOM et les TOM et a fait état des principales réalisations qui seraient entreprises au cours des prochains mois.

En Guadeloupe, les projets relatifs à *l'aménagement* du golfe de Saint-François et des Salines, à la mise en place du parc naturel et à la construction d'un village de vacances seront mis en réalisation. La construction de trois hôtels totalisant cinq cent cinquante chambres sera entreprise au Gosier.

En Martinique, un village de vacances de deux cent dix lits doit être construit, ainsi, notamment, qu'un Frantel de deux cent cinq chambres à Fort-de-France.

*A la Réunion* sera entreprise la construction d'un hôtel Méridien.






# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## EUROPE

### A BRUXELLES

## [un] nouvel accord a été signé entre la C.E.E. et Israël

*[L']Etat d'Israël et la Communauté européenne [ont] conclu, dimanche 11 mai, un accord commercial [de li]bre-échange qui entrera en vigueur le 1er juil[let]. Cet accord, premier d'une série que la C.E.E. [doit] établir avec les pays riverains de la Méditer[ranée], a été signé, à Bruxelles, par MM. Yigal [Allon], ministre israélien des affaires étrangères, [prési]dent en exercice du conseil des ministres des [Neuf], et François-Xavier Ortoli, président de la [Com]mission européenne.*

*[L]e nouvel accord, qui remplace celui qui avait [été] conclu en 1970 entre les Six et Israël, prévoit [notam]mment une réduction progressive des droits [de d]ouanes européens sur les produits industriels [israé]liens aboutissant à la franchise totale au [1er] juillet 1977. Le désarmement douanier sera [quan]t à lui étalé jusqu'en 1985 (le Monde du [.. j]anvier). Toutefois, une partie de cet accord [conc]ernant certains produits agricoles israéliens [n'en]trera en vigueur que lorsque la C.E.E. aura [trou]vé le moyen de fournir des compensations aux [prod]ucteurs italiens.*

*[M]. Allon a déclaré à cette occasion que l'accord [revê]t « une grande importance politique » dans [la m]esure où il conduit à une nouvelle sorte de [coop]ération, « qui pourrait servir de modèle dans notre partie du monde ». « Nous sommes confiants, a-t-il ajouté, que notre développement aura des effets bénéfiques non seulement sur notre économie, mais aussi sur celle de la région méditerranéenne en général et pour nos voisins en particulier. »*

*L'accord israélo-européen a en tout cas provoqué des réactions du côté arabe. Selon le journal Al Anouar de Beyrouth, l'Algérie a demandé que la préparation du dialogue euro-arabe soit arrêtée en signe de protestation. Au Caire, on annonce au siège de la Ligue arabe que celle-ci a demandé aux ambassadeurs arabes accrédités auprès de la C.E.E. à Bruxelles de lui fournir des précisions sur l'accord, afin d'évaluer son incidence sur la bonne marche de ce dialogue. Les résultats de ces contacts seront soumis à la commission spérieure arabe pour le dialogue avec l'Europe, qui doit se réunir au Caire le 20 mai prochain, et dont la première phase devrait commencer le 10 juin prochain, au niveau des experts. De son côté, M. Issa Al Ahmed, vice-ministre des affaires étrangères koweïtien par intérim, a déclaré, dimanche, que l'accord conclu ne manquerait pas d'avoir des conséquences sur les relations entre l'Europe et les pays arabes.*

## Un puissant réconfort pour Jérusalem

De notre correspondant

[Jé]rusalem. — En apposant à [Bru]xelles, dimanche 11 mai, sa signa[ture] sur le document créant une [zon]e de libre-échange entre Israël et [la] Communauté économique euro[péen]ne, M. Ygal Allon a sans doute [épro]uvé, comme tous ses compa[triot]es, le sentiment qu'un tournant [imp]ortant venait de marquer l'histoire [d'Is]raël. C'est avant tout l'insuppor[tabl]e sensation d'isolement dans [laqu]elle le pays est plongé qui s'est [allé]gée. Cette Europe, si souvent [acc]usée d'être totalement à la merci [des] Arabes, ne craignait donc pas de [s'al]lier solennellement et ouvertement [ave]c Israël, autour duquel l'étau du [boy]cottage arabe s'est considérable[men]t resserré dernièrement. La céré[mon]ie de Bruxelles a apporté aux [Isra]éliens un puissant réconfort à un [mo]ment où rien ne paraissait devoir [em]pêcher que la solitude ne débou[che] sur l'Apocalypse. Et l'on s'aper[çoi]t, du même coup, combien le pre[mie]r ministre, M. Itzhak Rabin, avait eu tort de considérer l'Europe comme... inexistante (sur le plan politique).

L'accord de Bruxelles n'est pas seulement un événement d'une portée politique considérable mais, sur le plan économique, il est aussi l'aboutissement de quinze ans d'efforts acharnés. C'est un marché de deux cent cinquante millions de consommateurs qui sera ouvert à partir du 1er juillet 1975 aux produits industriels et agricoles israéliens. Les échanges entre Israël et les pays de la Communauté étaient déjà assez importants puisque Israël a importé en 1974 pour 1 997 613 000 dollars et exporté pour 688 406 000 dollars. Les importations, en provenance de la C.E.E., atteignaient près de la moitié du total des achats à l'étranger et les exportations vers la C.E.E. le tiers des exportations globales d'Israël.

L'abaissement des barrières douanières, très considérable dans l'immédiat sur les marchés européens — en Israël cet abaissement sera échelonné sur quatorze ans, — représente toutefois un défi pour l'économie israélienne qui devra subir une refonte qui ne se fera pas sans douleur. Les avertissements n'ont pas manqué de la part de tous les responsables des affaires économiques et, notamment, du ministre du commerce et de l'industrie, M. Haïm Bar Lev. Ce dernier prévoit des moments difficiles pour les entreprises. Dans bien des cas, elles seront peut-être obligées de fermer leurs portes faute de pouvoir affronter la concurrence d'un marché libre. Le ministre est cependant certain que le fer, qui sera ainsi porté sur les points faibles de l'économie, aura à terme un effet salutaire.

ANDRÉ SCEMAMA.

## CONJONCTURE

### M. FOURCADE PRÉVOIT UNE LÉGÈRE BAISSE DU CHOMAGE

« *Je continue à penser que le vrai problème de l'économie française est la hausse des prix trop rapide* », a déclaré, le 10 mai, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, à R.T.L. dont il était le rédacteur en chef du « Journal inattendu ». « *Pour qu'il n'y ait pas de chômage en France dans les prochaines années,* a-t-il ajouté, *il faut que notre économie soit saine. Il faut que notre monnaie soit valable et il faut que notre balance commerciale soit équilibrée.* »

S'affirmant toujours hostile à une relance par la consommation « *qui se traduirait immédiatement par une augmentation des prix* », M. Fourcade a indiqué qu'« *actuellement, dans un certain nombre d'industries, les carnets de commandes se garnissent un petit peu et que le chômage va un petit peu décliner... On constate, dans un certain nombre de secteurs, une très légère reprise, mais qui est plus molle et plus douce que celle que nous avions prévue* ».

### Selon l'INSEE

### LES PROMOTEURS PRIVÉS JUGENT ENCORE FAIBLE LA DEMANDE DE LOGEMENTS NEUFS

L'enquête trimestrielle de conjoncture, réalisée en avril par l'Institut national de la statistique et des études économiques auprès d'un millier de promoteurs, révèle une stagnation de la tendance générale : « *la demande de logements neufs est toujours jugée faible par les promoteurs privés* », tandis qu'on constate une « *nette amélioration* » des demandes de H.L.M. en accession à la propriété.

Les stocks de logements invendus sont jugés moins élevés qu'au début de l'année, particulièrement dans la région parisienne. Cependant, il semble que les promoteurs privés « *attendent une réelle reprise de la demande pour reprendre une activité plus soutenue, préférant, actuellement, écouler leurs stocks* » : les perspectives de mises en chantier, qui s'améliorent lentement depuis six mois, restent encore faibles.

Enfin, la hausse des prix des logements continue de se ralentir, surtout dans le secteur libre et en province.

## CONSOMMATION

### LES 13 ET 14 MAI

### Le Conseil économique et social [ex]amine un rapport sur la garantie des produits durables et le service après vente

Le Conseil économique et social examine, les 13 et 14 mai, un rapport de M. Roger Kerinec (président de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs) sur « *la garantie des produits durables et le service après vente* ».

*[L]a multiplication dans la vie [quo]tidienne de produits durables [de] plus en plus complexes révèle, [dep]uis une dizaine d'années, la [diff]iculté de leurs acheteurs à [obte]nir des producteurs et des [ve]ndeurs une garantie réelle de [bon] fonctionnement et des répa[rati]ons efficaces en cas de pannes. [Ce]rtes, une garantie légale [exis]te contre les « vices cachés » [de]s produits durables (appa[reils] électro-ménagers, meubles, [auto]mobiles...), mais l'acheteur [n'a] que trop rarement la possi[bilit]é de se faire rendre justice, [mal]gré l'octroi aux organisations [de] défense des consommateurs [d'ag]ir en justice : la difficulté de [fou]rnir les preuves du « vice [cac]hé », la complexité de la pro[cédu]re et surtout son coût (sou[ven]t supérieur au prix d'achat de [l'ap]pareil défectueux) découragent l'acheteur d'intenter un pro[cès] incertain.*

#### Renoncer à certaines innovations

*[E]n matière de service après [ven]te, les difficultés rencontrés [sont] aussi nombreuses : recher[che] aléatoire d'un réparateur [qua]lifié, attente souvent excessive [du] service demandé, absence de [pièc]es de rechange et impossibilité [de] juger du rapport qualité-prix [d]e réparation.*

*Le rapporteur propose donc, dans la perspective d'une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles et des matières premières, de promouvoir la production de biens plus durables, de renoncer aux innovations* « qui ne rendent pas l'objet plus utile ou *plus commode* » *de mettre au point des contrats de garantie dépourvus de clauses limitatives abusives, d'organiser un service après vente efficace.*

*Plus généralement, l'élaboration d'un droit de la consommation, et tout d'abord d'une loi-cadre (ainsi que l'ont récemment proposé les organisation de consommateurs) et la codification des textes relatifs à la protection des intérêts des consommateurs semble à M. Kerinec, de plus en plus nécessaire. Cependant, la voie contractuelle entre organisations de consommateurs et pouvoirs publics, industriels et commerçants doit rester largement ouverte.*



## COMMERCE

### UNE CONFÉRENCE SUR LE CAFÉ POURRAIT SE TENIR PROCHAINEMENT A BOGOTA

Une conférence sur le café pourrait se tenir prochainement à Bogota en présence du chef de l'Etat ivoirien, M. Houphouët-Boigny, du président colombien, M. Alphonso Lopez, et de délégués brésiliens. Cette conférence serait destinée à préparer les entretiens prévus à Londres au mois de juin en vue du renouvellement de l'accord international sur le café, qui expire le 1er octobre 1975 après avoir été prorogé de deux ans. La réunion des trois grands producteurs mondiaux de café — Brésil, Colombie, Côte-d'Ivoire, — aura une importance capitale pour l'élaboration et la conclusion d'un nouvel accord : de nombreuses divergences subsistent encore, notamment en ce qui concerne les quotas de production et la fixation des prix. Rappelons que les pays producteurs d'Amérique latine ont décidé en décembre dernier de stocker 30 % de leurs récoltes pour empêcher une baisse des cours plus accentuée : en 1974, elle avait atteint 25 %, et depuis le début de l'année un nouveau repli de 20 % a été enregistré.

## ÉNERGIE

### LES PRIX DU PÉTROLE DEVRONT AUGMENTER répète le chah à Mexico

Mexico (*A.P., Reuter*). — Les prix du pétrole devraient augmenter pour compenser les effets de l'inflation, a déclaré samedi le chah d'Iran à Mexico, où il est en visite officielle, répétant ce qu'il avait dit à Caracas après avoir rencontré le président vénézuélien. L'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) se réunira en juin pour discuter de cette question, a précisé le chah.

● *La conférence mondiale du pétrole s'est ouverte dimanche à Tokyo* en présence de cinq mille spécialistes venus de plus de soixante-dix pays pour débattre des problèmes techniques liés à l'exploitation et à la consommation du pétrole. Elle doit durer dix jours. — (*A.F.P.*)

● *Le C.E.A. et E.D.F. créent une filiale commune d'études et de réalisations nucléaires.* — Le Commissariat à l'énergie atomique et Electricité de France viennent de créer une filiale commune, la Société française d'études et de réalisations nucléaires (SOFRATOME). Constituée à l'initiative de M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, la SOFRATOME est une société anonyme au capital de 1 million de francs. Son rôle est d'apporter aux maîtres d'ouvrages étrangers des services de conseil et de coopération dans toutes les applications pacifiques de l'énergie nucléaire. Cette nouvelle société pourra, par exemple, réaliser des études de financement, des avant-projets, ou préparer des appels d'offres internationaux. Le président du conseil d'administration de SOFRATOME est M. Armand Luxo, directeur à l'Electricité de France, et le directeur général en est M. Pierre Villaros, de la direction des relations internationales du Commissariat à l'énergie atomique.



## FISCALITÉ

### IMPOTS : PAIEMENT DU DEUXIÈME TIERS PROVISIONNEL LE 15 MAI AU PLUS TARD

Il ne reste plus que trois jours pour acquitter aux services des impôts le deuxième tiers provisionnel : au-delà du 15 mai, les retardataires seront passibles d'une amende égale à 10 % du montant de leur tiers.

Doivent s'exécuter, même s'ils n'ont pas reçu l'avis normalement envoyé par le ministère de l'économie et des finances, tous les contribuables qui n'ont pas adopté le régime du paiement mensuel.

Exceptionnellement, cette année, le Trésor va rendre de l'argent : un million six cent cinquante mille contribuables recevront par chèque la partie remboursable (1,3 milliard de francs) du prélèvement supplémentaire exigé l'an dernier au nom de la lutte contre l'inflation. Quand on lui demande pourquoi cette somme n'a pas tout simplement été déduite des impôts exigibles (soit sur le tiers, soit sur les mensualités), le ministre de l'économie et des finances répond que les contribuables sont « *plus sensibles* » à la réception d'un chèque en bonne et due forme qu'à un simple crédit d'impôt.

### UN DÉLAI SUPPLÉMENTAIRE EST ACCORDÉ AUX MÉDECINS CONVENTIONNÉS POUR LEUR DÉCLARATION DE REVENUS.

En raison de difficultés consécutives à la mise en place du système informatique d'établissement des relevés individuels des honoraires des médecins, les organismes de Sécurité sociale ne seront pas en mesure d'adresser ces relevés aux intéressés avant le 31 juillet 1975. M. Fourcade a donc décidé d'accorder aux médecins conventionnés un délai supplémentaire expirant le 15 septembre 1975 à minuit. Ce délai s'applique aussi bien aux déclarations spéciales n° 3035 (régime de la déclaration contrôlée. et n° 2037 (régime de l'évaluation administrative) qu'à la déclaration d'ensemble des revenus (imprimé n° 2042).

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## NOVACEL

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Guy Plessix, a arrêté les comptes de l'exercice 1974.

*Le chiffre d'affaires hors taxes* s'est élevé à 328 042 341 F contre 275 818 907 F en 1973, soit une progression de 19 %.

Le résultat d'exploitation atteint 12 343 146 F contre 12 587 377 F en 1973. *En effet, les fortes hausses des* différents facteurs de production, matières premières, salaires et énergie n'ont pu être répercutées que partiellement au niveau des prix de vente.

*Le bénéfice net* de l'exercice s'élève à 4 334 839 F contre 7 309 793 F en 1973, après constitution de provisions pour hausses des prix et fluctuations des cours d'un montant de 8 012 369 francs contre seulement 258 299 F l'année *précédente*.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale, qui se tiendra le 23 juin 1975, de porter à 9 F le dividende net qui s'était élevé à 8 F au cours des exercices précédents, soit, avec un avoir fiscal de 4,50 F, un revenu global de 13,50 F par action, contre 12 F les années précédentes.

D'autre part, le conseil, conformément à l'autorisation accordée par *l'assemblée générale* du 26 juin 1970, a décidé de porter le capital social de 17 724 000 F à 35 448 000 F, par incorporation de réserves et élévation du nominal des actions passant de 50 F à 100 F.

## SKF

### AVIS AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

L'assemblée générale annuelle de Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken se tiendra au siège de la société, Hornsgatan 1, Göteborg, Suède, le mercredi 28 mai 1975, à 15 h. 30.

**ORDRE DU JOUR**

Outre les questions prévues par la *loi et par les statuts, l'ordre du jour* examiné par l'assemblée comportera les points suivants :

A) Approbation de la décision, adoptée lors de la réunion du conseil d'administration en date du *26 février 1975, de porter le capital*-actions de la société, actuellement de 600 millions de couronnes suédoises (SKR) à 750 millions SKR, par émission d'actions nouvelles au prix de souscription de 60 SKR par action. *Les actionnaires actuels ont priorité* pour la souscription d'une action nouvelle à raison de quatre actions anciennes de même type.

B) Approbation de la proposition du conseil visant à augmenter de nouveau *le capital-actions en le* portant à 900 millions SKR par émission de capitalisation de 150 millions SKR.

**REUNION DU CONSEIL**

Une réunion du conseil du type prévu par l'article 39, paragraphe premier, de la loi suédoise sur les sociétés devra se tenir immédiatement avant l'expiration du délai fixé pour la notification.

**ACTIONS NOUVELLES**

La société a adopté la loi suédoise instituant *le régime simplifié des* actions. Les actionnaires en possession de certificats émis conformément à ladite loi et qui souhaitent participer à l'assemblée doivent avoir été inscrits au registre des actions *tenu par le Centre d'enregistrement* des titres (VPC AB) le 20 mai 1975 au plus tard.

En règle générale, l'inscription au Registre des actions a été effectuée au moment de l'échange des anciens *certificats d'actions contre les nou*veaux et de l'achat de certificats du nouveau type. Les actionnaires ayant enregistré leurs actions au nom du Service des dépôts et des titres d'une banque ou d'un autre dépositaire *agréé devront faire inscrire provisoi*rement ces actions à leur propre nom afin de satisfaire aux conditions requises pour pouvoir participer à l'assemblée.

**ACTIONS ANCIENNES**

Les actionnaires qui n'ont pas échangé leurs anciens certificats contre des nouveaux conformément à cette loi ont le droit de participer à l'assemblée, sous réserve d'être inscrits, au titre desdites actions, à l'ancien registre des actions tenu par la société.

**DIVIDENDES**

*Le conseil propose* que la date du contrôle des écritures pour le registre des actions tenu par le Centre d'enregistrement des titres et pour la liste des dépositaires agréés, etc., tenue en liaison avec ledit registre, soit fixée au 30 mai 1975.

Sous réserve de l'approbation de la proposition par l'assemblée, il est prévu que le Centre d'enregistrement des titres adressera les avis de paiement, aux actionnaires inscrits et aux dépositaires figurant sur la liste, le 6 juin 1975.

Aux termes de la loi, les détenteurs des anciens certificats d'actions ne peuvent recevoir le paiement qu'après échange de leurs anciens certificats.

**NOTIFICATIONS**

Les actionnaires qui désirent assis*ter à l'assemblée devront en informer* le conseil par écrit à l'adresse suivante : « SKF, S-415 Göteborg, Suède », ou par téléphone au n° : 031-84 00 00, avant le vendredi 23 mai, à midi.

Les actionnaires qui souhaitent désigner un mandataire peuvent obtenir des formulaires sur demande à la société, à l'adresse indiquée ci-dessus.

*AB SKF*
Division des affaires juridiques,
Fornbaeck.

## SEFIMEG

Les recettes locatives de la société se sont élevées pour le premier trimestre 1975 à 17 218 000 F. Elles enregistrent une progression de plus de 18 % par rapport aux recettes correspondantes du premier trimestre de l'année précédente qui s'élevaient à 14 550 000 F. Il s'y ajoute 850 000 F de produits accessoires, ce qui porte les recettes totales du trimestre à 18 068 000 F.

## LA PROTECTRICE

Au cours de sa réunion du 6 mai 1975, le conseil d'administration, sous la présidence de M. Henri Rosa, a arrêté les comptes de l'exercice 1974.

La compagnie I.A.R.D. a connu une expansion de près de 13 % de son chiffre d'affaires, qui s'est élevé à 318 millions de francs.

Les comptes font ressortir un bénéfice net de 8 873 874 F qui constitue, avec le report à nouveau de l'exercice précédent, un bénéfice disponible de 23 063 638 F contre 19 879 975 F pour l'exercice 1973.

*Le conseil proposera à la pro*chaine assemblée générale ordinaire de fixer le dividende unitaire à 12,50 F contre 10 F l'exercice précédent. Compte tenu d'un impôt déjà versé au Trésor de 6,25 F, le revenu global sera de 18,75 F par action de 100 F contre 15 F.

Le report à nouveau résultant des diverses affectations et répartitions s'élèverait à 11 307 777 F.

***

Le chiffre d'affaires de la Protectrice-Vie d'un montant de 18 870 992 F a progressé de 22 %.

Les comptes font apparaître un bénéfice net de 1 252 545 F qui forme avec le report à nouveau de l'exercice précédent un bénéfice disponible de 2 282 501 F contre 1 929 956 F pour l'exercice 1973.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire de distribuer par action de 100 F un dividende en espèces de 9 F qui, compte tenu d'un impôt déjà payé au Trésor de 4,50 F, formera un revenu global de 13,50 F.

Après affectation des résultats le report à nouveau se monterait à 632 301 F.

## COMPAGNIE PARISIENNE DE REESCOMPTE

L'assemblée ordinaire, réunie le 30 avril 1975 sous la présidence de M. René Cassou, a approuvé les comptes de l'exercice 1974. Le bénéfice net après amortissement et constitution de 20 millions de provisions hors exploitation ayant payé l'impôt sur les sociétés ressort à 25 398 558 F, en progression de 25 % sur celui de l'année précédente.

L'assemblée a décidé la mise en paiement d'un dividende global de 12 F, dont 4 F d'impôt déjà payé au Trésor et l'affectation à la réserve spéciale de 20 125 000 F portant cette dernière à 24 millions de francs.

Le coupon sera payable à compter du 2 juillet 1975 chez la Compagnie parisienne de réescompte, tant au siège social qu'auprès des succursales de Lyon et de Marseille, aux guichets de la Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet, de la Banque de Suez et de l'Union des Mines et de la Banque de l'Indochine.

L'assemblée a ratifié la nomination en qualité d'administrateurs de MM. Gabriel Rattier et René Brousse, et renouvelé les mandats de MM. Marcel Martini et René Cassou. Elle a également confirmé la nomination en qualité de censeurs de MM. R. Vidart et C. des Courtis, et décidé le transfert provisoire du siège social du 26, rue Saint-Georges au 59-61, rue La Fayette.

***

Le conseil ayant décidé en septembre 1974 de porter le capital social de 50 à 75 millions par distribution gratuite de 250 000 actions nominatives à raison d'une nouvelle pour 2 anciennes, l'opération d'attribution débutera le 2 juillet 1975.

## MARINE-FIRMINY

Le conseil d'administration de Marine-Firminy, réuni le 6 mai 1975, *a décidé* de convoquer les actionnaires de la société en assemblées générales pour le 30 juin 1975.

Une première assemblée à caractère ordinaire aura à statuer sur les comptes de l'exercice 1973-1974. Il est rappelé que le bénéfice net de l'exercice s'élève à 28,1 millions de francs et que le dividende de 7,30 F net par action qui sera proposé à cette assemblée est égal au montant de l'acompte mis en distribution le 5 mai. La réunion de cette assemblée s'était trouvée différée en raison de l'offre publique d'échange lancée le 5 décembre 1974. La Chambre syndicale des agents de change a fait savoir le 7 mai que le nombre des actions présentées à l'O.P.E. étant inférieur à la quantité minimale exigée, l'O.P.E. n'était pas susceptible de comporter une suite positive.

Une seconde assemblée à caractère mixte, extraordinaire et ordinaire, aura à se prononcer sur les apports partiels d'actif de la Compagnie lorraine industrielle et financière (C.L.I.F.) et de deux de ses filiales, Lormetal et Ornas Beheer B.V. à Marine-Firminy, en application des accords antérieurs qui avaient été approuvés par la Commission des communautés européennes. *Le groupe de la C.L.I.F. appor*tera à Marine-Firminy l'essentiel de ses participations industrielles, commerciales et financières ainsi que divers autres actifs.

*Ces apports s'analysent* en une véritable fusion industrielle qui permettra d'achever la restructuration de la sidérurgie lorraine et de renforcer et de diversifier les intérêts de Marine-Firminy : celle-ci contrôlera alors un vaste ensemble industriel et disposera de structures financières susceptibles de faciliter le développement de ses filiales et participations. En rémunération des apports, il sera créé 4 696 300 actions Marine-Firminy portant jouissance du 1er septembre 1974 : le capital de Marine-Firminy, ainsi augmenté de 328 741 000 F, passera de 273 959 000 F à 602 700 000 F, la prime d'apport étant de 342 174 000 F.

L'association du groupe de la Compagnie lorraine industrielle et financière et de Marine-Firminy qui résultera de l'approbation des ap*ports conduit à proposer à l'assem*blée d'adopter pour nouvelle dénomination sociale « Marine-Wendel » et de compléter à 12 membres le conseil d'administration de la société.

## Océ-van der Grinten N

La société OCE-Van der Gri N.V. a l'intention de procéder, prochainement, à une augmenta de capital contre espèces : la cription des actions nouvelles réservée aux anciens actionnair raison d'une action nouvelle six actions anciennes.

Des informations complément sur cette opération seront pu vers le 22 mai 1975.

## ALSACIENNE DE SUPERMAR

Le chiffre d'affaires T.T.C. société et de ses filiales, en 1975 s'élève à F 84 453 000, F 74 735 000 en avril 1974.

## FORCLUM

Le conseil d'administration Société de force et lumière élect FORCLUM, qui s'est réuni da bureaux de son siège social a tre d'affaires Paris-Nord, a ex les comptes et le bilan de l'e 1974 qui seront soumis à l'ass générale ordinaire du 24 juin

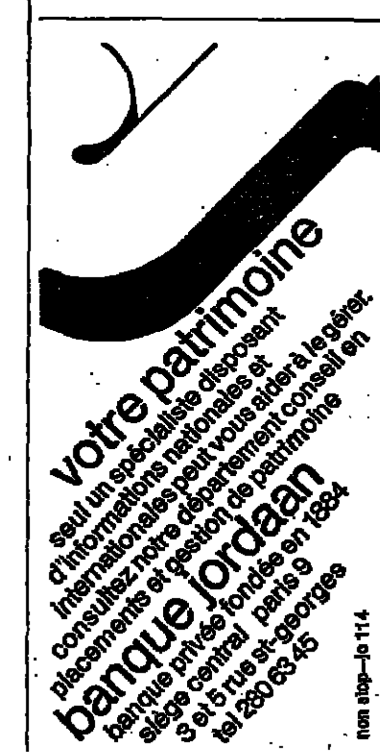
Le chiffre d'affaires hors 1974 est de 340,2 millions de Compte tenu de la quote-part CLUM dans le GIE LINELEC ont été transférées les activi lignes à très haute tension, c chiffre d'affaires de 351,9 milli francs qu'il faut comparer à c 307,7 millions de francs en 1 progression d'une année sur étant ainsi de 14,3 %.

*Le résultat d'exploitation s'* 3 662 426 F contre 3 527 567 l'exercice 1973. Après pertes fits exceptionnels, provision p pôts et règlement en juillet de 442 061 F de contribution tionnelle sur les sociétés, le fice net s'élève à 2 480 505 F 2 225 265 F en 1973. Le bénéfi comprend une plus-value long terme de 398 229 F.

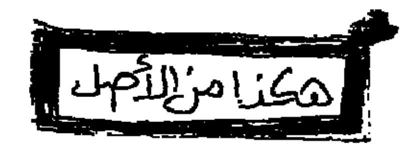
Les dotations aux amortiss de FORCLUM et de sa sociét liaire de matériel SAMPLE au total de 4 383 000 F 5 274 000 F en 1973 où la avait amorti sur l'année d d'établissement relatifs à l'a tation de capital réalisée en à sa participation à l'e G.I.B.T.P. 1973.

Le conseil a décidé de pro l'assemblée générale ordinair tribution du même divider pour l'exercice 1973, soit 9 F tion, ce qui, compte tenu de de 4,50 F déjà versé au Trés rera à chaque action un reve bal de 13,50 F.







# LES MARCHÉS FINANCIERS

## [EU]RO-ÉMISSIONS

### [Marc]hé bien orienté

— Dans une ambiance [...]lmes — dont il est, du [...]le de savoir si elle tient [...] la succession des jours [...]venue sur le continent [...] début du mois ou si [...] à un besoin d'apai[sement a]près quatre mois [f]rénétique, — le marché [prim]aire est resté bien orien[té au cour]s de la semaine écoulée. [...]emblable que l'assemblée [...]ette semaine à Berlin, [...]ation internationale des [...]n euro-obligations va [...]et état de fait pendant [...] jours. Le marché secon[daire a] cependant montré bien [...], notamment en ce qui [...]es émissions en euro-[...] moyen terme dotées de [...] attrayants, qui ont fait [...]ne demande appréciable. [...]nts en unités de compte [...] été recherchés à un [...] les marchés des changes [...] à nouveau certaines [...]. Les obligations en euro-[...]nçais, enfin, continuent [...]r un intérêt indéniable [...]ranc français à trois mois. [...] revenu à 9 3/8-9 5/8 %. [...]e la devise française dans [...]ant » européen devrait [...]e franc français en don[nant aux d]étenteurs de valeurs libel[lées en e]urofrancs français une cer[taine assur]ance sur l'évolution future [de la mon]naie tricolore.

[D'une m]anière générale, la détente [du lo]yer de l'argent à court [terme i]ntervenue aux États-Unis la [semaine de]rnière, qui a déjà entraî[né une lég]ère diminution du niveau [des taux] sur l'euro-dollar à trois [mo]is, devrait continuer de [faire senti]r ses effets dans les jours [qui vienn]ent. L'éventualité d'une [nouvelle] réduction de vingt-cinq [centièmes de p]oints du niveau des inter[ventions] du Fed sur le marché [monétaire] U.S., conjuguée avec le [fait que l]a masse monétaire améri[caine n'a] encore progressé, sur une [base annu]elle, que de 4 %, facteur [qui laisse prévoir] de nouvelles injections [de liquidi]tés de la part des auto[rités améri]caines dans les semaines [à venir si] elles veulent parvenir à [l'expan]sion recherchée de 5 % à [...] présager, pour un temps [...] poursuite de la détente [des ta]ux à court terme outre-[Atlantique], élément favorable au [marché eu]ro-obligataire.

## LONDRES

### Hésitant

Après un raffermissement initial, le marché redevient hésitant, les déclarations de M. Wilson n'ayant rassuré personne. Vif repli des fonds d'État, déprimés par la faiblesse de la livre, hausse des pétroles.

OR (ouverture) dollars : 165 15 contre 166 75

| VALEURS | CLOTURE 8/5 | COURS 9/5 |
|---|---|---|
| War Loan 3 1 % | 23 5/8 | 23 7/8 |
| Beechams | 280 1/2 | 281 1/2 |
| British Petroleum | 429 1 2 | 444 1/2 |
| Shell | 383 ... | 307 .. |
| Vickers | 143 ... | 143 .. |
| Imperial Chemical | 252 .. | 254 |
| Courtaulds | 113 ... | 113 |
| De Beers | 288 ... | 291 1/2 |
| * Western Holdings | 37 ... | 36 7/8 |
| Rio Tinto Zinc Corp. | 282 ... | 286 ... |
| * West Driefontein | 48 3/4 | 49 ... |

(*) En livres.

### MARCHE MONETAIRE

| | Taux Banque de France | Taux du marché |
|---|---|---|
| Effets publics | ........... | ........... |
| Effets privés | ........... | 7 3/4 % |
| Moyen terme | ........... | ........... |

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

| | 6 mai | 9 mai |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 134,7 | 134,5 |
| Valeurs étrangères | 126,8 | 128,3 |

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

| | | |
|---|---|---|
| Indice général | 77,3 | 77,4 |

### NOUVELLES DES SOCIETES

MICHELIN. — Dividende global : actions A, 29,25 F contre 27,30 F ; actions B, 27,75 F contre 26,10 F.

ROUSSEL - UCLAF. — Dividende global porté de 10,175 F à 13,50 F.

LAINIERE DE ROUBAIX. — Bénéfice net de la holding : 5,4 millions de francs contre 4,5 millions de francs. Chiffre d'affaires consolidé : 1,47 milliard de francs (+ 6 %). Marge brute : 34,1 millions de francs contre 79,9 millions de francs (— 55 %). Aucun dividende ne sera distribué.

MARINE-FIRMINY. — En rémunération des apports de la Compagnie lorraine, il sera créé 4,7 millions d'actions, qui s'ajouteront aux 3,9 millions de titres existants. La société prendra le nom de Marine-Wendel.

B. H. V. — Bénéfice net pour 1974 : 9,93 millions de francs contre 6,2 millions de francs. Dividende global : 6,75 F contre 4,72 F.

## B. A. L. O.

Le BALO du lundi 12 mai publie notamment les insertions suivantes :

*Seb S.A.* — Insertion faite en vue de l'admission à la cote officielle des 2 219 234 actions composant le capital actuel de 221 923 400 F.

*S.A. Permali.* — Émission à 60 F et cotation de 39 400 actions de 50 F (deux pour cinq), jouissance 1er juillet 1975, portant le capital de 4 millions 925 000 F à 6 895 000 F.

*Hoechst A.G.* — Insertion effectuée en vue de l'introduction sur le marché français et de l'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris des 150 000 actions de D.M. 50 émises pour acquérir le solde du capital de la société Friedrich Uhde G.m.b.H. ; et des D.M. 162 900 000 d'actions nouvelles.

*Deelkraal Gold Minig Company Limited.* — Émission et négociation au relevé quotidien des valeurs non admises à la cote de 20 millions d'actions ordinaires de 0,20 rand chacune, entièrement libérées, dont 6 148 420 actions ordinaires seront offertes pour souscription à la société Gold Fields of South Africa Limited et 13 851 580 actions ordinaires de G.F.S.A. au prix de 2 rands par action, dans la proportion de 85 actions ordinaires nouvelles Deelkraal Gold Mining Company Limited pour 100 actions Gold Fields of South Africa Limited.

*Assurances du Groupe de Paris (A.G.P.).* — Attribution gratuite et cotation de 397 400 actions de 100 F (une pour cinq), jouissance 1er septembre 1974, portant le capital de 198 700 000 F à 238 440 000 F.

*Dumez.* — Attribution gratuite et cotation de 200 000 actions de 100 F (deux pour trois), jouissance 1er janvier 1974, portant le capital de 30 millions de francs à 50 millions de francs.

*Compagnie industrielle de l'Abeille.* — Attribution gratuite et cotation de 59 000 actions de 100 F (une pour vingt), jouissance 1er janvier 1975, portant le capital de 118 millions de francs à 123 900 000 F.

*Origny Desvroise.* — Attribution gratuite et cotation de 54 971 actions de 100 F (une pour dix), jouissance 1er juillet 1974, portant le capital de 54 971 300 F à 60 468 400 F.

*Plantations des Terres Rouges.* — Attribution gratuite et cotation de 227 055 actions de 2 200 F Djibouti (une pour quatre) portant le capital de 1 998 084 000 F.D. à 2 497 millions 605 000 F.D.

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 9/5 | 12/5 |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 291 47 | 291 49 |

| VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ouenza | .. | .. | De Dietrich | 434 | 423 | Lorilleux-Lefranc | 218 | 220 | Akzo | c 70 10 | 68 50 |
| Providence S.A. | 200 | 198 | Duc-Lamothe | 287 | 276 | Novacel | 135 .. | 136 .. | Dart Industries | ... | 112 |
| Révillon | 480 | 470 | E.L.M. Leblanc | 302 .. | 314 | Parcor | 445 | 448 | Foseco | .. | 12 85 |
| (Ny) Sade | ... | 118 | Ernault-Somua | 285 | 273 60 | Quartz et Silice | 78 | 80 90 | Gevaert | c ... | 138 60 |
| Santa-Fe | 47 60 | 49 | Facom | 525 | 512 | Roff | 240 .. | 241 | Glaxo | 36 | 37 |
| Saffa | 74 .. | 76 .. | Forges Strasbourg | 55 20 | 55 20 | Ripolin-Georget | o 78 | o 67 20 | Grace and Co. | 118 50 | 115 50 |
| Sofimex | 425 10 | 439 .. | (Li) F.B.M. ch. fer | 120 | 128 | Roussalot S.A. | 436 80 | 440 | Pfizer Inc. | 138 | 138 70 |
| | | | Frankel | ... | 458 | Soufre Réunies | 172 | 171 10 | Procter Gamble | 390 | 385 50 |
| Cambodge | 44 | 43 .. | Huard-U.C.F. | o177 40 | o177 40 | Synthelabo | 408 | 405 | Courtaulds | | d 11 |
| Clause | 410 | 408 .. | Jaeger | 78 70 | 76 60 | Thann et Mulh. | 92 60 | 82 80 | Est Asiatique | 108 | 103 .. |
| Indo-Hévéas | 76 .. | 78 | Luchaire | 132 | 135 | Ufiner - S.M.D. | 109 80 | 111 .. | Canadian Pacif. | 63 10 | 62 |
| Agr. Ind. Madag. | .. .. | 31 95 | Maurbio | 109 | 108 .. | | | | Wagons-Lits | | 88 10 |
| Mimot | 44 20 | o 43 .. | Métal Déployé | 243 | 242 | Agache-Willot | 46 | 45 | Barlow-Rand | 14 15 | 14 20 |
| Padang | .. .. | 60 | Nadella | 103 | 102 30 | Fourmies-S.F.R.F. | 37 60 | 36 50 | British Am. Tob. | 27 30 | 28 50 |
| Salins du Midi | 183 | 180 | Nodet-Gougis | 95 | 97 80 | Lainière-Roubaix | 50 | 58 .. | Suéd. Allumettes | ... | 102 |
| | | | Peugeot (act. ord.) | 181 | 181 30 | Roudière | 383 | 369 .. | **HORS COTE** | | |
| Aliment. Essent. | 38 | 38 .. | Ressorts-Nord | 32 90 | 32 90 | Saint Frères | 22 10 | 23 .. | | | |
| Allobroge | 230 | 230 | Reffo | 77 | 78 .. | Timwear | 16 .. | 15 60 | Alser | 1100 | 1100 |
| (Ny) Alsac. Super | .. | 270 | S.A.F.A.A. Ap. Aut | 30 | 81 | M. Chambon | 132 | 132 .. | Cellulose Pin | ... | 136 |
| Banania | 245 | 240 | Satam | 24 | 24 | Delmas-Vieljeux | 186 | 186 .. | Coparex | 358 | 330 |
| Fromage Bel | 114 .. | 114 | Sicli | 117 50 | 120 | Messag. Marit. | 38 30 | 38 10 | Dolan | .. | 62 |
| Berthier-Savecu | 760 | 760 | Soudure Autog. | 240 | 238 | Nat. Navigation | 79 .. | 80 | Ecco | 450 | 429 |
| Cédis | 590 | 580 | S.P.E.I.C.H.I.M. | ... | 150 | Navale Worms | 103 .. | 103 .. | Eurafrep | 1480 | 1450 |
| (M) Chambourcy | 160 | 166 | Stein et Roubaix | 128 50 | 129 | Navigation Mixte | 149 | 148 .. | Francarep | 188 90 | 181 30 |
| Compt. Moderne | 220 | o211 | Stokvis | 85 | 85 10 | Saga | 49 60 | 49 .. | Intertechnique | 155 | 156 |
| Docks France | 255 | 250 | Titan-Coder | | | Transat (Cie Gle) | 74 60 | 78 .. | Locatel | 795 | 790 |
| Economats Centr. | 400 | 399 | Tralier | 520 | 525 | | | | Métall. Minière | 74 | 74 50 |
| Epargne | 180 | 185 | Virax | 95 70 | 95 | C.G.T.A.P. | 41 .. | 41 .. | Promptia | ... | 230 |

## [BO]URSE DE PARIS — 9 MAI — COMPTANT

## MARCHÉ A TERME

[...] de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote [...] dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer [dans les] cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

## COTE DES CHANGES

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 9/5 | COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques |
|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 4 111 | 4 066 | 4 06 |
| Canada ($ can. 1) | 4 003 | 3 964 | 3 95 |
| Allemagne (100 DM) | 173 525 | 173 875 | 172 25 |
| Belgique (100 fr.) | 11 782 | 11 675 | 11 20 |
| Danemark (100 krd.) | 74 820 | 74 300 | |
| Espagne (100 pes.) | 7 345 | 7 305 | 7 20 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 9 625 | 9 488 | 9 55 |
| Italie (100 lires) | 0 652 | 0 651 | .. .. |
| Norvège (100 krs.) | 82 470 | 82 550 | .. .. |
| Pays-Bas (100 fl.) | 170 380 | 169 875 | 170 .. |
| Portugal (100 esc.) | 16 830 | 16 805 | 16 20 |
| Suède (100 krs.) | 104 050 | 103 920 | ... |
| Suisse (100 fr.) | 161 650 | 162 100 | 161 75 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 9/5 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 22275 | 22210 |
| Or fin (kilo en lingot) | 22260 | 22255 .. |
| Pièce française (20 fr.) | 236 70 | 237 50 |
| Pièce française (10 fr.) | 164 90 | 165 |
| Pièce suisse (20 fr.) | 224 60 | 226 |
| Union latine (20 fr.) | 207 | 208 50 |
| Souverain | 211 | 213 80 |
| Pièce de 20 dollars | 989 60 | 984 40 |
| Pièce de 10 dollars | 508 | 500 |
| Pièce de 5 dollars | 350 | 351 50 |
| Pièce de 50 pesos | 890 80 | 904 60 |
| Pièce de 10 florins | 194 90 | 195 .. |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE



Le numéro du « Monde » daté 11-12 mai 1975 a été tiré à 501 458 exemplaires.

# MM. Kissinger et Gromyko auront des entretiens à Vienne le 19 mai

## Le président Sadate entreprend une tournée dans quatre capitales arabes

M. Kissinger, secrétaire d'Etat américain, et M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, auront des entretiens à Vienne le 19 mai. Cette réunion, dont on avait dit d'abord qu'elle pourrait se dérouler à Genève, permettra aux deux hommes d'échanger leurs vues sur la réduction des armements stratégiques (SALT) et sur le Proche-Orient. Elle permettra au président Ford d'avoir des éléments d'appréciation avant sa rencontre avec M. Sadate. Celle-ci aura lieu également en Autriche, à Salzbourg, les 1er et 2 juin.

Après la courte pause qui a suivi l'échec de la politique des « petits pas » de M. Kissinger, on assiste donc à un regain d'activité diplomatique. On a ainsi appris, samedi 10 mai, dans la capitale égyptienne, que le président Sadate allait effectuer à partir de *ce lundi une tournée dans quatre* pays arabes. Il se rend tout d'abord au Koweït, où il passera deux jours, puis à Bagdad, où il séjournera mercredi et jeudi. Il gagnera ensuite Amman, où il passera la journée de vendredi, avant de repartir pour Damas. Il doit regagner Le Caire dimanche. *Ce déplacement*, a déclaré, samedi dernier, M. Kamal Aboul Majd, ministre égyptien de l'information, au cours d'une conférence de presse à Beyrouth, est destiné *« à ressouder les rangs arabes dans la perspective de la reprise de la conférence de Genève »*.

A l'issue de sa tournée dans les capitales arabes, le président Sadate devait se rendre en visite officielle en Yougoslavie le 18 mai. Ce voyage a été ajourné à la demande de Belgrade, le maréchal Tito étant souffrant.

### La visite de M. Van der Stoel au Caire

*De son côté*, le comité exécutif de l'Organisation pour la libération de la Palestine a annoncé, dimanche, la création d'un comité chargé de « concrétiser » la proposition syrienne de former un commandement unique syro-palestinien. Cette offre avait été faite en mars dernier par le chef de l'Etat syrien, le général Assad. La mise en œuvre d'un tel commandement permettrait à l'O.L.P. d'être présente à la conférence de Genève par l'intermédiaire de la délégation syrienne.

A la fin d'une visite officielle de cinq jours au Caire, M. Max Van der Stoel, ministre néerlandais des affaires étrangères, a rappelé, samedi, l'attachement de son pays à la déclaration européenne du 6 novembre 1973, qui *« souligne notamment la nécessité de trouver une structure légale adéquate qui donnera satisfaction aux droits légitimes des Palestiniens »*. Il a cependant précisé que son pays n'entendait pas, pour le moment, avoir des relations avec l'O.L.P. et s'est déclaré favorable à la reprise de la diplomatie des « petits pas ». La visite *de M. Van Der Stoel au Caire* est un signe de détente entre La Haye et les capitales arabes et constitue un élément favorable à la poursuite du dialogue euro-arabe. — *(A.F.P., Reuter.)*

## M. GISCARD D'ESTAING REÇOIT M. JEAN DYRAC

M. Valéry Giscard d'Estaing s'est *entretenu, lundi matin 12 mai*, avec M. Jean Dyrac, ancien vice-consul de France à Phnom-Penh, et dernier représentant français à l'ambassade de France au Cambodge, où il a organisé le séjour de plusieurs centaines de réfugiés et leur évacuation vers la Thaïlande.

Le président de la République devait recevoir, dans l'après-midi, M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, puis M. Jacques Chirac, premier ministre.

● *Le château de Versailles sera fermé au public*, le mardi 13 mai jusqu'à 11 h., et les parcs jusqu'à 12 h., en raison de la visite officielle de M. Teng Hsiao-ping.

## LE RAPPROCHEMENT ENTRE HONEYWELL-BULL ET C.I.I. EST OFFICIEL

Le rapprochement à l'étude depuis plusieurs mois entre la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I.) et la Compagnie Honeywell-Bull devait être annoncé officiellement lundi après-midi.

## Conduits par M. Nicoud
## DES MANIFESTANTS DU CID-UNATI OCCUPENT LES BUREAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES A BOURGOIN

Bourgoin-Jallieu. — Des manifestants du CID-UNATI conduits par M. Gérard Nicoud (redevenu récemment secrétaire général du mouvement) ont occupé pacifiquement, durant une heure, ce lundi matin *12 mai*, les bureaux des contributions directes de Bourgoin (Isère). La raison de cette manifestation est le zèle (jugé excessif par les militants du CID-UNATI) dont fait preuve le contrôleur, M. Gaquier, qui devait recevoir ce lundi deux commerçants et artisans pour discuter de leur situation fiscale.

Une soixantaine de manifestants brandissant des banderoles accompagnaient leurs deux collègues et, en peu de temps, la discussion dégénéra. Le CID-UNATI demande la mutation de M. Gaquier.

# Le Séminaire traditionaliste d'Ecône (Su
# est officiellement désavoué

Mgr Pierre Mamie, évêque de Fribourg, Lausanne et Genève, vient d'annoncer sa décision de retirer l'institution canonique à la congrégation Fraternité sacerdotale de saint Pie X, fondée et dirigée par Mgr Marcel Lefebvre, et dont la principale initiative a été la création du séminaire d'Econe réputé pour ses tendances traditionalistes.

Commentant sa décision Mgr Mamie a notamment déclaré : *« L'attachement très affirmé de cette fraternité pour les anciennes traditions liturgiques et la langue latine, sa volonté de défendre les valeurs de la foi et de disciplines essentielles à l'Eglise contre certaines manières de penser et d'agir couvraient, en fait, un refus réfléchi et explicite des décisions du concile Vatican II et de l'autorité du pape Paul VI. »*

Cette mesure qui équivaut, en fait, à *supprimer* le droit juridique à l'existence de la fraternité semble être la conséquence de la visite apostolique effectuée voici quelques mois à Econe et décidée par Rome. Mgr Mamie a, en effet, précisé qu'il avait agi en accord avec les congrégations romaines pour les religieux, pour le clergé et pour les séminaires.

C'est Mgr Charrière, alors évêque de Fribourg, qui, en novembre 1970, a approuvé les statuts de la Fraternité. Rappelons que le séminaire d'Ecône, qui comprend plus d'une centaine d'étudiants — en majorité des Français, — rejetait la liturgie postconciliaire et dispensait une formation philosophique et théologique telle que les épiscopats de France, de Belgique et de Suisse avaient fait savoir qu'ils n'étaient pas disposés à accueillir des prêtres venus d'Econe.

*L'Osservatore romano* avait sévèrement critiqu
febvre pour avoir stigm
*Rome de tendance néo-*
*et protestante qui s'est*
*clairement à Vatican II*

Du 23 au 26 mai, Mg
doit diriger à Rome un
organisé par l'associati
récemment fondée par
de Saint-Pierre. On ap
derniers jours que la
y serait utilisée serait
Pie V, désormais interd

[Paradoxe de notre é
des grands séminaires le
d'Europe, un des lie
philosophiques et théolo
mistes) les plus traditio
des chapelles où le l
plus utilisé, se voit d
la hiérarchie, qui sanc
l'un des siens en la
l'ancien archevêque de

La crise des vocations
un sens tout particulier.
pas les étudiants qui
comme presque partout
les jeunes gens qui ont
foi à Mgr Lefebvre
demain, une fois ordo
le sont — de se trou
vide.

L'affaire d'Ecône,
depuis plusieurs anné
ficative d'un grave
esprits. Ce n'est pas
que l'on « change la
même quand ces chang
posent et qu'ils sont
approuvés par le pape
vateurs oublient alors
l'argument d'autorité q
leurs plus chers. Mgr
se trouve-t-il pas dans
pris, d'une part, entre
bilités contractées env
naristes et, d'autres pa
à l'Eglise ? — H. F.]

## NOUVELLES BRÈVES

● *Suicide d'un détenu à Limoges.* — Au cours de la nuit du 10 au 11 mai, un jeune détenu, M. Joël Chevalier, vingt ans, s'est pendu *dans sa cellule, à la prison* de Limoges. Un surveillant a découvert le drame, qui s'est déroulé alors que le compagnon de cellule du désespéré dormait.

M. Joël Chevalier était inculpé d'homicide. Le 23 décembre dernier, à Saint-Brice (Haute-Vienne), il avait tiré un coup de carabine sur M. Roger Bonnaud, cinquante-neuf ans, père de la jeune fille qu'il courtisait. Cette dernière voulant rompre, M. Joël Chevalier l'avait prise à partie ; c'est alors que son père s'était interposé et avait été mortellement blessé.

● *Les maires de l'Isère demandent le rétablissement de la commémoration du 8 mai.* — Près d'un millier de maires et adjoints au *maire du département* de l'Isère, réunis dimanche à l'occasion de leur congrès annuel à la ville nouvelle de L'Ile-d'Abeau, ont approuvé à l'unanimité moins quatre abstentions, une résolution pour le rétablissement de la commémoration du 8 mai 1945.

● *Manifestation des déportés de la Seine-Saint-Denis.* — Une manifestation de protestation contre la décision prise par le président Valéry Giscard d'Estaing s'est déroulée dimanche devant le monument au morts de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis).

● *La C.G.T. appelle les travailleurs à se dresser contre la décision présidentielle.* — Le bureau confédéral de la C.G.T., « appelle les travailleurs à se dresser contre la décision de Giscard d'Estaing, tout à la fois au nom de leurs sacrifices d'hier et de leurs intérêts d'aujourd'hui et de demain ».

« Cette décision, affirme-t-il, est une offense à toutes les forces de la Résistance, dont la classe ouvrière a été l'élément le plus actif et à laquelle la C.G.T. a pris la part que l'on sait, aux côtés de tous les autres résistants. »

## LE CONSEIL D
## CONFIRME LE CL
## DU MASSIF DE L

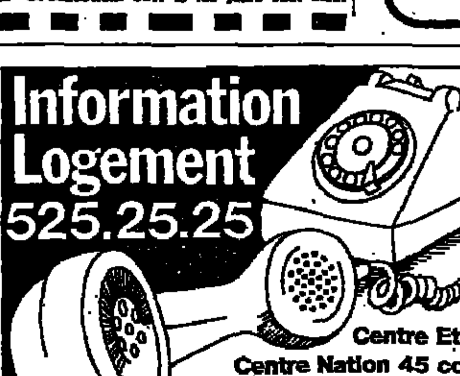
On peut aussi clas
*très étendus. En rejeta*
d'une partie des pro
terrains du massif
(Aude), le Conseil d'E
déré que, « malgré l'é
zone englobée dans le
— 8 000 hectares enviro
de la Clape, « com
l'unité du *paysage*, pr
*caractère d'un site pi*
le contraste qu'il of
son relief que par sa v
les plaines qui l'entou
du 2 mai (dame El
syndicale de défense
taires du massif de la
rendu sur le rapport
et les conclusions d
*Guillaume, après ob*
Me Roques.

Jusqu'à présent, la
1930, qui permet de
« monuments naturel
dont la conservation o
tion présente, au point
tique, historique, scien
daire ou pittoresque,
*général* », ce qui som
sation préalable toute
de l'état des lieux, n'
lisée que pour des se
ment étendus. Dep
années, les pouvoirs
l'initiative du ministè
lité de la vie, ont
l'appliquer à des zone











A B C D F G H